

THÈSE pour obtenir le grade de

**DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE
GRENOBLE**

Spécialité : **Sciences économiques**

Arrêté ministériel : 7 août 2006

Présentée par

« **Wafaa Nasser NASSER** »

Thèse dirigée par « **Myriam DONSIMONI** »

Préparée au sein du **Pacte-Territoires**
dans l'**École Doctorale Sciences économiques**

**Développement Local, Construction
Territoriale et Tourisme : le Cas du
Liban**

Thèse soutenue publiquement le « **5 décembre 2011** », devant le
jury composé de :

M. Ahmed SILEM

Professeur, Université Jean Moulin, Lyon II (Président)

M. Albert MAROUANI

Professeur, Nice-Sophia-Antipolis (Rapporteur)

M. Daniel, LABARONNE

Maitre de conférences HDR, IUT Montesquieu, Bordeaux IV (Rapporteur)

M. Jacques, FONTANEL

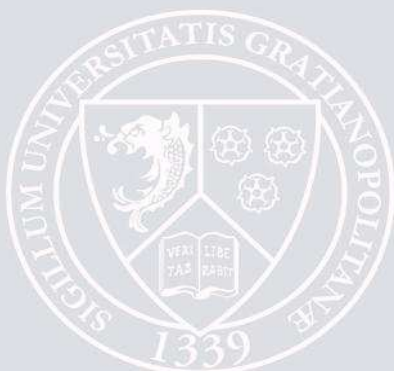
Professeur, UPMF, Grenoble II

Mme, Liliane, BENSAHEL

HDR, UPMF, Grenoble II

Mme, Myriam, DONSIMONI

Maitre de conférences HDR, Université de Savoie, (Directeur de thèse)



Remerciements

En préambule à cette thèse, je souhaitais adresser mes remerciements les plus sincères aux personnes qui m'ont apporté leur aide et qui ont contribué à l'élaboration de ce travail de recherche.

J'exprime mes profonds remerciements à Madame Myriam DONSIMONI, pour m'avoir guidé, encouragé et conseillé tout au long de la réalisation de cette thèse. En tant que Directeur de thèse, Madame DONSIMONI s'est toujours montrée à l'écoute et très disponible. Je la remercie pour sa patience et son encouragement, ainsi que pour l'aide et le temps qu'elle a bien voulu me consacrer ; sans elle, ce travail n'aurait jamais vu le jour.

Je tiens plus particulièrement à remercier Madame Liliane BENSACHEL, pour la gentillesse et la grande patience qu'elle a manifestées à mon égard durant cette thèse, malgré ses nombreuses charges académiques et professionnelles, pour les conseils stimulants que j'ai eu l'honneur de recevoir de sa part et pour toutes les activités et les programmes de recherche qu'elle m'a permis d'intégrer.

Mes remerciements vont également à tous les membres des autorités locales des territoires d'Aley et Mzaar, que j'ai rencontrés et qui ont accepté de répondre à toutes mes questions avec gentillesse.

J'exprime ma gratitude à tous mes amis de Grenoble, pour leurs encouragements et leur assistance aussi bien matérielle que morale.

Je remercie la Région Rhône-Alpes et l'Association Islamique pour la Spécialisation et l'Orientation Scientifique, qui m'ont permis de faire cette thèse dans de bonnes conditions, en finançant mes études.

Je n'oublie pas ma famille pour sa contribution, son soutien et sa patience.

Le dernier remerciement, mais non le moindre, je l'adresse aux membres de mon jury de thèse, les professeurs :

- Ahmed SILEM
- Albert MAROUANI
- Daniel LABARONNE
- Jacques FONTANEL

L'obtention de mon doctorat, en ce jour, est à porter au crédit tout d'abord de mon Dieu, puis de ma famille et enfin de mes modestes efforts.

*Cette thèse est dédiée aux meilleurs parents du monde : Nasser NASSER et Awatef ONEISSI.
Des modèles de parents prêts à sacrifier leur bien-être personnel au bénéfice de leurs enfants.*

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE	5
SUJET DE THESE	5
PROBLEMATIQUE DE LA THESE	12
METHODES DE RECHERCHE	13
ORGANISATION DE LA THESE	13
PREMIERE PARTIE : DEVELOPPEMENT TERRITORIAL, CAPITAL SOCIAL ET TOURISME - LE CAS DE MZAAR ET ALEY-.....	16
CHAPITRE I. TOURISME ET CAPITAL SOCIAL : LEUR ROLE DANS LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL.....	17
1. LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL : ROLE DU TOURISME	17
1.1 LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL.....	17
1.2 TOURISME ET DEVELOPPEMENT	27
2. CAPITAL SOCIAL ET DEVELOPPEMENT TERRITORIAL.....	33
2.1 LA NOTION DE CAPITAL SOCIAL	33
2.2 LES AVANTAGES DU CAPITAL SOCIAL.....	37
2.3 LES FORMES DU CAPITAL SOCIAL	39
2.4 LES PILIERS FONCTIONNELS DU CAPITAL SOCIAL AU NIVEAU TERRITORIAL	42
2.5 LA MESURE DU CAPITAL SOCIAL	46
CHAPITRE II : TOURISME ET NIVEAU DE VIE AU LIBAN.....	52
1. LE TOURISME AU LIBAN.....	53
1.1 L'EVOLUTION HISTORIQUE DU TOURISME LIBANAIS	54
1.2 LES FORMES DU TOURISME AU LIBAN	58
1.3 ENJEUX ET MENACES FACE A L'EVOLUTION DU TOURISME AU LIBAN.....	64
1.4 MONT-LIBAN.....	68
2. LE CAPITAL SOCIAL ET LE NIVEAU DE VIE : LE CAS DU TOURISME LIBANAIS	75
2.1 ANALYSE DE CORRELATIONS	80
2.2 ANALYSE FACTORIELLE	82
2.3 MODELE AMOS	91
2.4 ANALYSE DE L'ADEQUATION GLOBALE DU MODELE (MODEL FIT).....	96
2.5 TEST DE L'HYPOTHESE DE CAUSALITE.....	100
DEUXIEME PARTIE : CONSTRUCTION TERRITORIALE ET CAPITAL SOCIAL.....	107
CHAPITRE III. LA CONSTRUCTION DES TERRITOIRES.....	108
1. TERRITOIRE DE MZAAR.....	109
1.1 LA REGION DU KESROUANE.....	110
1.2 LE TERRITOIRE DU MZAAR	112
1.3 HISTOIRE DU TERRITOIRE DE MZAAR	119
1.4 LA CONSTRUCTION ET L'EVOLUTION DE LA STATION DE MZAAR	122
1.5 LA SITUATION ACTUELLE DE LA STATION DE MZAAR.....	125
2. TERRITOIRE D'ALEY.....	138
2.1 LA DECOMPOSITION TERRITORIALE D'ALEY	140
2.2 CONSTRUCTION DU TERRITOIRE.....	143
2.3 LE TOURISME ESTIVAL DANS LE TERRITOIRE D'ALEY.....	150
CHAPITRE IV. CAPITAL SOCIAL ET DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE : COMPARAISON ENTRE MZAAR ET ALEY	159
1. DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE MZAAR ET ALEY	160

1.1	LA STRUCTURE HOTELIERE	160
1.2	LA SAISONNALITE	161
1.3	PROPRIETE ET ORIGINE DES ENTREPRISES	163
1.4	INNOVATION.....	165
1.5	L'INFRASTRUCTURE TOURISTIQUE	166
1.6	STRUCTURES DE RESTAURATION	169
1.7	STRUCTURE DE LA CLIENTELE	170
1.8	NIVEAU DE VIE DES INDIVIDUS	172
2.	CAPITAL SOCIAL DE MZAAR ET ALEY	176
2.1	FORMES STRUCTURELLES DU CAPITAL SOCIAL DE MZAAR ET ALEY	176
2.2	LES PILIERS FONCTIONNELS DU CAPITAL SOCIAL DE MZAAR ET ALEY	184
2.3	CONCLUSION	196
	CONCLUSION GENERALE.....	198
	RESULTATS DE LA THESE.....	201
	ANALYSE SWOT	202
	RECOMMANDATIONS.....	204
	BIBLIOGRAPHIE.....	224

Introduction générale

Sujet de thèse

Selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le secteur touristique contribue actuellement à 9,2% du PIB mondial (ce chiffre devrait passer à 9,6% en 2020) et représente 8,1% de l'emploi mondial. L'investissement dans ce secteur correspond à 9,2% de l'investissement mondial total. Malgré un mouvement international fort vers l'industrialisation, le tourisme constitue encore un secteur très productif et très significatif dans les économies de la plupart des pays du monde (pays développés et pays en développement¹). Le tourisme contribue également à 40% du total des exportations de services dans le monde entier, ce qui fait de ce secteur l'un des plus gros contributeurs au commerce international.

Dans la littérature économique, le tourisme est considéré comme le secteur économique qui permet le plus grand retour sur investissements dans les plus brefs délais. Par conséquent, ce secteur doit être directement visé par les stratégies d'expansion économique, notamment dans les pays en développement. Pour ces pays possédant une somme considérable de ressources, le secteur touristique peut être le meilleur moyen de les valoriser afin d'apporter des possibilités d'emploi et d'améliorer les niveaux de vie de leurs populations.

Dans plus de 50 des pays les plus pauvres au monde, le tourisme est l'un des trois premiers contributeurs au développement économique (Organisation mondiale du tourisme, 2000). Les partisans du « *pro-poor* » tourisme proclament que le tourisme soutient la réduction de la pauvreté parce qu'il est « *un secteur à forte intensité de main-d'œuvre, inclusif des femmes et du secteur informel ; basé sur les actifs naturels et culturels des pauvres et adapté pour les zones rurales pauvres avec peu d'autres options de croissance* » (Ashley, Roe, & Goodwin, 2001). L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a approuvé les objectifs du millénaire pour le développement et affirme que l'augmentation du tourisme aidera les pays à lutter dans la « guerre contre la pauvreté » (OMT, 2005).

¹ Selon l'OMT, le tourisme contribue en France à 10,9% du PIB national, et en Italie à 9,7%. Dans l'ensemble des pays en développement dans le monde entier, le tourisme contribue à 10% du PIB.

Au Moyen-Orient², nous constatons que la majorité des pays ont travaillé très dur et sont encore en train d'œuvrer et d'investir massivement dans le secteur touristique ; c'est le cas en particulier de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de Chypre, etc. En ce qui concerne le Liban, le tourisme dans ce pays a connu, durant son histoire, plusieurs périodes d'instabilité, principalement à cause des guerres civiles intérieures ainsi que des guerres extérieures (avec d'autres pays) qui se déroulent très souvent sur les territoires libanais.

Pendant deux ans, avant la guerre civile libanaise³ de 1975, le tourisme a contribué à 20% du PIB libanais et le Liban avait le secteur touristique le plus développé de la région du Moyen-Orient, d'où son nom de « Suisse du Moyen-Orient ». La guerre civile libanaise a duré de 1975 à 1990 et depuis cette date jusqu'à aujourd'hui, le Liban n'a pas réussi à retrouver sa position de leader du tourisme dans la région, et ce, malgré de nombreuses tentatives. Les autres pays de la région, comme l'Égypte, la Jordanie et la Syrie, restent en avance sur le Liban pour le nombre d'arrivées touristiques, même si le Liban les dépasse pour les recettes touristiques, ce qui indique la cherté du tourisme sur ce territoire.

Après les nombreuses tentatives, opérées depuis l'année 1999, pour accroître la part du Liban dans les arrivées touristiques, la détérioration de la situation en termes de sécurité à partir de février 2005⁴, suivie par la guerre israélo-libanaise⁵ de l'été 2006, ont fait échouer tous ces efforts de développement. Par conséquent, le tourisme libanais atteint actuellement son plus mauvais niveau depuis la fin de la guerre civile. Pourtant, dès après la fin de cette période difficile, en 2009, le Liban a réussi à avoir le plus haut niveau en termes d'arrivées de touristes depuis plusieurs années (le nombre des arrivées touristiques a dépassé 1,8 million, avec une augmentation de 39% par rapport à l'année 2008) ; et cette année-là (2009), le tourisme a contribué à 20% du PIB libanais (7 milliards de dollars). Compte tenu de la faiblesse continue de la situation sécuritaire libanaise et de la destruction consécutive des infrastructures libanaises dans toutes les régions, à cause des guerres, il est étonnant de

² La région du Moyen-Orient se situe à l'est de la Méditerranée, en Asie et vers le Nord de l'Afrique. Les pays du Moyen-Orient sont : Turquie, Syrie, Liban, Jordanie, Palestine, Égypte, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Qatar, Oman, Yémen, Koweït, Irak, Iran, Chypre, Bahreïn.

³ La guerre civile du Liban est un conflit religieux et politique qui s'est déroulé entre les Libanais, de l'année 1975 à l'année 1990, faisant entre 130 000 et 250 000 victimes civiles et détruisant l'ensemble de l'infrastructure du pays.

⁴ Le 14 février 2005, le Premier ministre libanais Rafic Hariri a été assassiné, et par conséquent, le Liban a été divisé en deux groupes politiques : le premier accuse la Syrie de cet assassinat, et le deuxième réfute cette accusation. Ce conflit et ce bouleversement dans l'accord interne ont causé une faille de sécurité, en raison de laquelle plusieurs assassinats de personnalités politiques libanaises et de nombreuses actions subversives de bombardements ont eu lieu.

⁵ Une guerre faite par Israël contre le Liban du 12 juillet au 14 août 2006 ; cette guerre s'est terminée par une victoire politique libanaise mais avec une destruction territoriale des infrastructures économiques libanaises.

constater à quel rythme le secteur touristique libanais s'est redressé et a été capable de survivre à tous ces événements dévastateurs. Il a réussi à ressusciter des cendres de la guerre.

Il est bien connu que le secteur du tourisme est un secteur économique fragile : une fois endommagé, il devient très difficile de le reconstruire, en particulier lorsque son préjudice est le résultat d'un problème de sécurité, comme dans le cas du Liban. Dans ce contexte, les coups portés à l'activité touristique traduisent la perte de confiance des touristes, qui est un élément très difficile à retrouver quand il est perdu. Plusieurs tentatives peuvent aider à réorganiser et reconstruire l'image du secteur touristique après sa destruction, telles que les stratégies nationales de développement touristique et la mobilisation des actions internationales de marketing touristique, surtout le e-marketing⁶, qui attire l'attention des touristes internationaux.

Après la fin de la guerre civile au Liban, toutes les stratégies gouvernementales de développement ont été axées sur l'expansion du secteur des services de l'économie libanaise, principalement le secteur bancaire et le secteur touristique. Pourtant, ces stratégies ont été très faibles et déséquilibrées sur le plan régional. Des efforts gouvernementaux ont été déployés pour développer le tourisme à Beyrouth, la capitale du Liban, mais dans toutes les autres régions du pays, ils étaient négligeables. Le projet de développement le plus important (et selon certains Libanais, le plus coûteux), adopté par le gouvernement libanais après la fin de la guerre civile, était le projet de reconstruction du centre-ville du Beyrouth. Ce projet s'appuyait dans un premier temps sur la création d'une société nommée SOLIDERE (Société libanaise pour le développement et la reconstruction). SOLIDERE est une société anonyme libanaise fondée en 1994, chargée de la construction du centre-ville de Beyrouth par la mise en œuvre des travaux d'infrastructure, le développement des biens fonciers et immobiliers et le management de ces biens. Cette société est financée par le gouvernement pour tous ses travaux, par l'octroi de 292 000 m² de terrains dans le centre de Beyrouth.

SOLIDERE a été responsable de la reconstruction de Beyrouth, mais dans la plupart des autres régions libanaises, la reconstruction et le développement furent effectués par les autorités locales, avec l'aide des ministères spécialisés comme le ministère de l'Équipement et des Travaux publics et avec le soutien et la forte volonté des populations locales. Malgré le peu d'intérêt du gouvernement pour le développement du tourisme dans les différentes régions libanaises éloignées de Beyrouth, le tourisme de ces zones a continué à s'étendre,

⁶ Marketing par l'utilisation de l'Internet.

quoique lentement, et à attirer de plus en plus de touristes grâce aux efforts privés. Les travaux gouvernementaux en faveur de l'essor des régions périphériques libanaises portaient principalement sur le développement sanitaire et éducatif (construction d'hôpitaux et d'écoles officielles). Mais il y avait une absence de préoccupation officielle pour un développement économique local basé sur les connaissances, le savoir-faire et les capacités des populations locales et consolidé par la création de PME au niveau local.

Les différentes régions libanaises (autres que Beyrouth) attirent des touristes aussi bien l'été que l'hiver ; le Mont-Liban⁷, au sein des *Mohafazat* (districts) libanaises en est un exemple. La région d'Aley est plus concernée par le tourisme estival ; quant au tourisme hivernal (pratique du ski), il est principalement pratiqué dans la région de Mzaar (la station de ski de « Mzaar »)⁸.

Ces deux régions rencontrent de nombreux obstacles dans leur processus de développement :

- 1 L'obstacle le plus important est le manque de prise en charge et d'aide des organisations gouvernementales et l'absence de stratégies gouvernementales en termes de développement du tourisme.
- 2 La saisonnalité de l'activité touristique est aussi un problème pour les populations de ces territoires, qui sont obligées de chercher une activité économique complémentaire.
- 3 Un autre problème auquel se heurte plus particulièrement la région de Mzaar (qui est considérée comme une agglomération rurale) est son éloignement des centres économiques du pays (Beyrouth et d'autres villes centrales). Ce problème, ajouté à la faiblesse des infrastructures, au manque de transports en commun et, surtout, au manque d'établissements d'enseignement (principalement des universités), oblige la population à partir de plus en plus vers les autres villes du pays, où les conditions de vie sont beaucoup plus faciles.

⁷La *Mohafazah* (pluriel : *Mohafazat*) est une division administrative (administration territoriale) dont l'équivalent en France serait la Région. Elle est généralement divisée en plusieurs *Cazas* (dite *Qad'a* en arabe) et a généralement pour centre administratif une des villes les plus importantes de la région. Le nombre de *Mohafazat* libanaises est de huit : Beyrouth, Mont-Liban, Liban-Sud, Nabatiyeh, Bekaa, Hermel, Liban-Nord, Akkar.

⁸ La *Mohafazah* du Mont-Liban regroupe les *Cazas* d'Aley, Baabda, Chouf, Byblos, Kesrouane et Metn. Le *Caza* d'Aley a comme centre administratif la ville d'Aley et le *Caza* de Kesrouane contient le territoire du Mzaar, qui compte dans son agglomération du haut Kesrouane rural.

Le caractère unique du secteur touristique libanais et les extraordinaires capacités de survie de ce secteur, en particulier dans les régions libanaises autres que Beyrouth, malgré les milliers d'obstacles auxquels il est confronté, justifient notre questionnement sur les facteurs stimulant le développement local du tourisme dans ces régions.

Pour apporter des éléments de réponse, il importe dans un premier temps d'étudier la littérature économique, qui a subi des changements majeurs depuis les années 1970, quand la notion de développement est devenue directement et inséparablement liée aux études sociales. Plus récemment, l'étude des systèmes productifs locaux dans les années 1990 et l'apparition de nouvelles approches de développement, telles que le développement endogène, ont déplacé l'attention des études économiques vers la notion de territoire comme étant une construction socioculturelle (construite et développée tout au long de l'histoire). Son développement est un processus endogène et communautaire, démarré de l'intérieur du territoire et lié aux ressources spécifiques à ce dernier. Les ressources internes qui jouent un rôle dans le processus de développement d'un territoire peuvent être des ressources naturelles mobilisées par les acteurs, le patrimoine local, les savoir-faire, les réseaux de coopération entre les acteurs, etc.

Une des ressources les plus importantes dans le processus de développement territorial est le capital social. Il représente les relations formelles et informelles qui existent entre les acteurs à l'intérieur et à l'extérieur d'un territoire. Ces relations correspondent à des réseaux qui ont des influences positives sur le développement socio-économique du territoire.

Le capital social peut prendre plusieurs formes telles que *bonding*, *linking* et *bridging*. Les relations qui construisent ces formes de capital social sont caractérisées par l'existence de valeurs et de normes comme la confiance et le civisme.

Le capital social contribue au développement local par sa capacité à regrouper les ressources et savoir-faire de tous les acteurs locaux et à encourager la coordination et la coopération entre eux. Ceci augmente les possibilités de réussite de chaque acteur mais aussi des projets globaux de développement territorial. Selon les études sur le capital social et son rôle dans le développement, les relations de type « *bonding* », qui correspondent aux réseaux fermés comme la famille, ont des effets négatifs sur ce développement, parce qu'ils prennent du temps qui peut être investi dans les relations formelles de travail, dans le cadre économique.

Par contre, les relations de type « *bridging* et *linking* » jouent un rôle positif dans le développement.

Dans cette thèse, nous avons choisi d'aborder le problème du développement touristique territorial et sa relation avec le capital social au Liban. Nous avons décidé d'illustrer notre travail par l'étude de deux territoires touristiques libanais : Aley et Mzaar. Ce choix répond à une logique détaillée dans les cinq points suivants :

1. Tout d'abord, nous avons choisi d'étudier le secteur touristique libanais, parce que c'est le secteur économique qui contribue le plus au PIB du Liban. Par ailleurs, notre étude économique s'intéresse à l'étude du développement local, et au Liban, le tourisme est l'un des secteurs les plus dynamiques en termes de développement économique local, alors que des secteurs comme l'agriculture et l'industrie souffrent d'une récession énorme.
2. Notre choix d'étudier le tourisme au Mont-Liban (où les *Cazas* de Mzaar et Aley sont situés) s'appuie sur le constat qu'il s'agit la région touristique la plus développée au Liban après Beyrouth, et que toutes les formes de tourisme pratiquées au Liban y existent. La région du Mont-Liban et Beyrouth regroupent 90% des hôtels existant dans l'ensemble du Liban. Ces deux régions sont donc essentielles pour l'économie du pays, et il est important de regarder de plus près la contribution du secteur touristique dans cette dynamique.
3. Le choix du tourisme hivernal s'explique parce que le Liban possède les stations de ski les plus grandes, les plus développées et les mieux équipées du Moyen-Orient. C'est une activité assez exceptionnelle dans le monde arabe. D'autres stations existent, bien sûr, dans des pays tels que Chypre, l'Iran et Dubaï, mais les stations libanaises sont plus réputées. Il existe de nombreuses stations de ski au Liban, réparties dans différentes régions (telle que la station des Cèdres), mais nous avons choisi d'étudier le territoire du Mzaar parce que c'est le territoire où se trouve la plus grande station de ski libanaise (station de Mzaar). Hormis la station de Mzaar, il existe dans la même région une autre petite station privée (la station de Faqra) ; l'existence de cette activité de ski au sein de ces deux stations a fortement aidé le développement local dans leur territoire. Depuis la construction de la station de Mzaar, 16 hôtels ont été bâtis dans ce

territoire, y compris un hôtel international de 5 étoiles, à côté d'un très grand nombre de chalets et de complexes résidentiels luxueux.

4. Le choix du tourisme d'été est dû au fait que c'est la forme de tourisme la plus dynamique au Liban ; elle est pratiquée par les touristes arabes qui visitent le Liban, en provenance des pays du golfe arabe (Émirats arabes unis, Arabie saoudite...) pour échapper à la chaleur de leurs pays et profiter de la fraîcheur de la montagne libanaise, en été. Nous avons choisi la région d'Aley en raison de son histoire. À partir des années 1890, pendant l'occupation ottomane du Liban, Aley fut un lieu de villégiature des autorités ottomanes, ce qui lui a valu le nom de « la belle des centres estivaux ». Aley est situé au Mont-Liban, à proximité de la ville de Beyrouth (17 km), ce qui en fait un lieu d'attraction pour les touristes qui souhaitent rester à proximité de la capitale et des centres balnéaires. Le territoire d'Aley (surtout les villes d'Aley et Bhamdoun) est actuellement la station estivale la plus importante au Liban, et elle attire un grand nombre de touristes.
5. Et enfin, l'argument le plus important pour justifier l'étude du développement économique local de ces deux territoires – Aley et Mzaar – repose sur l'ambiguïté à laquelle on se heurte en voulant expliquer les potentiels de développement de ces derniers et leurs capacités à s'élever contre toutes les difficultés, qui plus est, sans aucune aide gouvernementale. Il importe d'étudier le développement local à Aley et Mzaar sous l'angle du territoire, en essayant de découvrir les ressources et les actifs territoriaux qui soutiennent le développement dans chacune de ces deux zones.

En choisissant l'approche territoriale (ou plus précisément l'approche communautaire) du développement économique, nous avons l'intention d'examiner les territoires d'Aley et Mzaar comme deux territoires touristiques qui ont été construits au fil des processus historiques jusqu'à ce qu'ils aient pris leur forme et leur organisation actuelles. Chaque territoire est une organisation socio-économique, construite à travers la mobilisation de ses ressources locales par ses acteurs locaux. Les ressources locales incluent les ressources naturelles, culturelles, humaines et les ressources physiques, tandis que les acteurs locaux sont notamment la population locale, les entreprises, les autorités et les organisations ou associations locales.

La mobilisation des ressources d'un territoire est un processus qui débute avec la première forme d'activité économique. Ce processus commence à partir de la découverte d'une

ressource ; il évolue ensuite avec la valorisation de cette ressource, jusqu'à son épuisement ou sa détérioration, pour aboutir enfin à son remplacement ou renouvellement. L'étude de ces dynamiques territoriales de développement est importante pour découvrir quelles sont les ressources les plus efficaces dans le développement du territoire et les plus aptes à être valorisées.

Problématique de la thèse

L'objectif principal de notre étude est d'analyser la capacité de développement touristique des deux territoires touristiques libanais du Mzaar et d'Aley. Nos hypothèses de base sont les suivantes :

1. le capital social est la ressource qui joue le rôle de renforcement des potentiels de développement dans ces deux territoires ;
2. les aspects fonctionnels du capital social sont plus efficaces que les aspects structurels.

Pour tester nos hypothèses, nous devons répondre aux questions suivantes :

1. Quelles sont les caractéristiques de nos deux territoires ? La réponse à cette question résultera de l'étude de leur processus historique de développement, des ressources et des acteurs qui jouent un rôle dans le développement, de l'organisation et du fonctionnement actuel de ces territoires, et les formes de tourisme pratiquées.
2. Que représente et à quoi sert le capital social (CS) ? Pour répondre à cette question, il faut étudier les concepts qui ont mené à cette notion et comment elle est abordée dans la littérature, quels sont les avantages et les inconvénients du capital social sur le développement, quels sont les piliers du capital social, les éléments constitutifs du capital social, ses formes et ses aspects opérationnels qui affectent sa capacité à soutenir le développement local.
3. Quel est le rôle joué par le capital social dans le développement des territoires d'Aley et Mzaar ? Pour répondre à cette question, nous étudierons, dans un premier temps, la capacité des différentes formes de capital social à modifier les niveaux de vie des individus et dans un deuxième temps, comment ces formes de capital social influent sur le développement du tourisme dans les deux territoires. On utilisera un modèle

statistique pour cerner la forme du CS la plus effective sur le niveau de vie des individus.

4. Quels sont les points forts et faibles du développement dans les territoires étudiés ?
Nous verrons quelles sont les opportunités et les menaces qui peuvent apparaître dans le futur et quelles sont les étapes et stratégies qui doivent être suivies pour améliorer le niveau de développement touristique et le niveau de vie des populations locales.

Méthodes de recherche

Entretiens : des entretiens ont été conduits auprès des collectivités locales de ces territoires, des gestionnaires de grandes entreprises touristiques (huit pour Aley et huit pour Mzaar) et d'experts qui disposent d'informations précises sur la situation socio-économique de chaque territoire. Le but de ces entretiens fut de collecter des informations sur l'aspect historique de la construction de ces territoires, leur organisation actuelle, leurs ressources, les rôles et les fonctions des différents acteurs locaux et gouvernementaux, les caractéristiques du tourisme et la situation de développement touristique.

Questionnaires : un questionnaire détaillé a été établi ; il a concerné un échantillon de 121 individus dans ces territoires. Le but de ce questionnaire était de collecter des informations sur le niveau de capital social possédé par chaque individu et son niveau de vie, afin de pouvoir établir un modèle de la relation entre les deux.

Traitement statistique des données : le traitement des résultats du questionnaire auprès de la population a été fait par l'utilisation des logiciels SPSS et AMOS. Ces deux logiciels permettent une analyse factorielle et construisent un modèle de corrélation entre les aspects structurels du capital social (ses 3 formes), ses aspects opérationnels (civisme et confiance) et le niveau de vie de chaque individu.

Organisation de la thèse

Cette thèse est organisée en deux parties :

1. La première partie concerne l'étude du rôle joué par le tourisme et le capital social dans le développement territorial et propose un modèle statistique qui explique l'effet du capital social sur le niveau de vie des populations de ces deux territoires. Cette

partie est divisée en deux chapitres. Dans le premier chapitre, nous parlons, dans un premier temps, de la théorie de développement territorial et du rôle joué par le tourisme pour supporter ce développement. Dans un deuxième temps, on définit la notion de capital social pour bien comprendre ce concept, ses points forts et faibles et les éléments constitutifs de ce capital, qu'il conviendra de détecter au niveau d'un territoire afin d'appréhender son impact sur le développement. Le deuxième chapitre de cette partie est divisé en deux sections. La première section porte sur la description du secteur touristique libanais, son histoire, ses formes et sa situation actuelle. La deuxième section inclut une analyse empirique (par le biais d'un modèle statistique) de l'effet du capital social sur les niveaux de vie des individus dans les territoires touristiques libanais. Il étudie l'effet des aspects structurels (*bonding, linking, bridging*) et des aspects fonctionnels du capital social (civisme et confiance) sur le niveau de vie des individus, pour voir quels sont les éléments ayant les effets les plus importants.

2. La deuxième partie étudie la construction des territoires de Mzaar et d'Aley et analyse l'effet du capital social sur les niveaux de développement touristique dans ces deux zones. Cette partie regroupe deux chapitres. Le premier chapitre concerne l'étude de la construction territoriale. Il est divisé en deux sections. La première section étudie le territoire de Mzaar et explique les phases historiques de construction de ce territoire ainsi que les caractéristiques de l'activité de ski et son rôle dans le développement. La deuxième section est dédiée à l'étude du territoire d'Aley et au tourisme estival. Dans le deuxième chapitre, on fait une comparaison entre les différentes formes de capital social et les niveaux de développement entre les deux territoires. Le but de cette partie est, tout d'abord, de savoir s'il existe une différence entre les niveaux de développement de ces territoires et ensuite, si celle-ci peut être expliquée par une disparité dans les niveaux des trois formes du capital social. Enfin, nous approfondissons l'analyse pour découvrir si ce sont justement les formes structurelles du capital social (les réseaux au sein de ces formes) qui expliquent cette différence de développement, ou bien si ce sont les aspects fonctionnels du capital social qui affectent plus fortement cette différence.
3. À la fin de la thèse, nous faisons une analyse SWOT de la situation générale du tourisme dans les territoires périphériques libanais. L'analyse porte ici sur les forces et les faiblesses de ce secteur ainsi que sur ses opportunités et menaces pour le

développement. Nous suggérons enfin des procédures qui peuvent être mises en place dans le cadre d'une stratégie de développement pour ces deux territoires. Ces procédures sont telles que les forces sont valorisées, les faiblesses compensées, les menaces évitées ; le but étant que les opportunités puissent être saisies.

Au terme de ce travail de recherche, nous aurons présenté et expliqué le rôle joué par le capital social dans le processus de développement local. La valeur ajoutée de notre travail est qu'il dépasse l'étude du capital social comme un concept global ; il s'attache plutôt à étudier les différents éléments de ce capital et leur impact sur le niveau de développement des territoires touristiques libanais (un pays en développement). Cela nous permettra enfin de voir s'il existe une différence, en termes d'effet du capital social sur le développement, dans les pays pauvres comme le Liban et dans les pays riches comme la France et l'Italie.

Première partie :
Développement territorial, capital social et tourisme
- Le cas de Mzaar et Aley-

CHAPITRE I. TOURISME ET CAPITAL SOCIAL : LEUR ROLE DANS LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	17
1 LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL : ROLE DU TOURISME	17
2 CAPITAL SOCIAL ET DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	33
CHAPITRE II : TOURISME ET NIVEAU DE VIE AU LIBAN	52
1 LE TOURISME AU LIBAN	53
2 LE CAPITAL SOCIAL ET LE NIVEAU DE VIE : LE CAS DU TOURISME LIBANAIS	75

Chapitre I. Tourisme et capital social : leur rôle dans le développement territorial

1. Le développement territorial : rôle du tourisme

Le tourisme est un secteur qui n'a pas seulement un rôle important dans la sphère économique pour la création de la richesse et l'amélioration de la qualité de vie des populations des destinations touristiques ; il contribue également à mettre les individus et les communautés humaines en contact et à croiser cultures et civilisations. Il a donc un rôle important à jouer, celui de «*facilitateur de dialogue entre les cultures* » (Bouchenaki, 2006). D'un point de vue économique, le tourisme est le secteur qui produit les revenus les plus élevés, dans les plus brefs délais et avec les moindres investissements. Compte tenu du fait qu'il y a beaucoup de pays pauvres et de régions dans le monde qui ne possèdent pas suffisamment de ressources pour développer des économies industrielles, le tourisme devient une solution pertinente et rapide pour améliorer les conditions de vie et réduire la pauvreté.

Dans ce chapitre, nous allons parler de la notion du développement territorial et des effets que le tourisme peut avoir sur le développement.

1.1 Le développement territorial

Dans un monde où le niveau de développement économique est l'une des préoccupations principales des gouvernements et des organisations internationales (telle les Nations unies), les travaux portant sur le concept de développement sont devenus l'un des domaines de recherche les plus actifs. Par conséquent, le concept de développement a subi beaucoup de changements tout au long de l'histoire.

Avant les années 1970, le développement avait seulement une dimension économique. C'est en 1969 que des auteurs comme Dudley Seers ont commencé à parler du développement comme un phénomène social et économique, qui vise non seulement l'augmentation des revenus nationaux, mais aussi la diminution de la pauvreté, la création d'emplois, tout en préservant l'égalité entre les citoyens et entre les différents territoires. Aujourd'hui, le développement a trois dimensions principales qui sont les dimensions sociales, économiques et environnementales.

En plus des changements introduits dans le concept de développement, la façon d'aborder ce phénomène a également beaucoup évolué au fil des années. Auparavant, le développement était visé par des stratégies nationales pour un pays dans son ensemble, ou par des stratégies de développement sectoriel qui ciblent le développement de chaque secteur ou industrie en soi, indépendamment des autres secteurs. Cependant, aujourd'hui, il a été montré que la façon la plus efficace pour aborder le problème du développement se rapporte à l'utilisation d'une approche à l'envers, de l'intérieur vers l'extérieur, ce qui signifie que le développement doit être déclenché à partir des niveaux locaux et non pas des niveaux nationaux.

Suite à ce changement dans la façon d'aborder les processus de développement, les pays développés ainsi qu'en voie de développement ont appliqué des modifications administratives afin de donner plus de liberté et d'indépendance aux autorités locales, qui leur permettent de poursuivre eux-mêmes leurs objectifs de développement (Cole, 2006). Les institutions locales sont aujourd'hui de plus en plus chargées de décider et de planifier leur propre avenir. Elles sont en charge d'établir leurs objectifs et visions de développement, de mettre en place leurs stratégies de développement local afin d'atteindre ces objectifs et puis de superviser les différentes étapes de mise en œuvre de ces stratégies.

Selon Pecqueur (2008), *« le développement local fait aujourd'hui recette dans les discours sur les politiques publiques dans les pays du Sud. Il est souvent jumelé avec un processus de décentralisation, souhaité et souvent différé. En examinant, au plus près du terrain, les réalisations effectuées en son nom, on comprend la nécessité de clarifier les principes de base de son fonctionnement. »*

On peut interpréter le développement local de diverses manières, depuis la gestion d'urgence au plan local jusqu'au modèle alternatif à la mondialisation. Nous avançons ici que le développement local apparaît plutôt comme un dépassement des théories du développement endogène en qualifiant, à l'aide de la notion de « territoire », un véritable contenu à ce qui est « dedans » par rapport à un « dehors » forcément endogène. Il ne s'agit donc pas d'une alternative mais plus modestement d'un accompagnement, là où cela est possible, d'un processus de développement qui aide à l'adaptation des sociétés et des populations à la mondialisation, en valorisant des ressources jusque-là ignorées » (Pecqueur B. , 2008)

Le territoire peut être défini comme *« un concours d'acteurs ancrés dans un espace géographique délimité, qui vise à identifier puis tente de résoudre un problème productif jugé ou ressenti comme partagé par ces acteurs »* (Pecqueur, 2000).

Jambes (2001) considère que « *le territoire relève d'un capital et d'un levier d'orientation potentiel. Le « territoire » agit sur l'acteur de la même manière que l'acteur agit sur lui* »

Plus récemment, Alexandre Moine a défini « *le territoire comme un tout au sein duquel émergent plusieurs facettes. Il relève de la matérialité, c'est l'espace géographique ; il est approprié, suivant la conscience que chacun s'en fait, au travers notamment de la perception et du vécu qu'il en a, mais aussi de l'usage qu'il en fait. Il est enfin ce que certains acteurs veulent ou souhaitent qu'il devienne au gré des aménagements qui ne cessent d'être envisagés de manière quelquefois contradictoire, idéal projeté ou tout simplement anticipation d'un devenir souvent imprécis* » (Moine, 2006). La décomposition et l'aménagement territorial sont des processus qui ne concernent pas seulement l'aspect physique d'un territoire existant dans une certaine nation, mais qui touchent surtout l'homme et la société dans leurs relations intimes avec leur environnement naturel, ethnologique et culturel.

« *Le développement territorial désigne tout processus de mobilisation des acteurs qui aboutit à l'élaboration d'une stratégie d'adaptation aux contraintes extérieures, sur la base d'une identification collective à une culture et à un territoire* » (Pecqueur, 2004). Ces contraintes extérieures représentent principalement les défis globalisation auxquels le territoire doit faire face. « *Le mécanisme de « territorialisation » repose sur le principe de spécification des actifs, ce qui représente la recherche de la ressource propre au territoire qui lui permet de se différencier de son voisin plutôt que d'être en concurrence sur des productions standards* » (Pecqueur, 2004).

« *Le système territorial d'acteurs peut donc prendre des formes très diverses (districts industriels, clusters ou tout autre mode d'organisation productive). Sa caractéristique de base est la mise en place, inscrite dans l'histoire longue, d'un processus de construction par les acteurs. Elle n'est donc pas seulement une modalité d'optimisation de dotations en facteurs censés préexister. En d'autres termes, la dynamique de développement territoriale vise à révéler des ressources inédites, et c'est en cela qu'elle constitue une innovation* » (Pecqueur B. , 2005)

Selon Bernard Pecqueur, un territoire peut être donné ou construit ; même les ressources de ces territoires peuvent être existantes/données, ou construites. La ressource qui est déjà existante est considérée comme ressource mais par contre, la ressource qui est construite est vue comme un actif, ce qui signifie qu'il devient productif.

Les actifs peuvent être classifiés en actifs génériques et actifs spécifiques. « *Un actif générique est une ressource révélée et utilisée, mais d'une manière uniforme et indépendante du « génie de lieu ». En revanche, les actifs spécifiques sont issus des combinaisons de stratégies des acteurs pour résoudre un problème inédit ; ils ne sont pas commensurables et sont donc absolument non transférables, et ils résultent d'une histoire longue, d'une accumulation de mémoire, d'un apprentissage collectif cognitif. Ils sont aussi, dans certains cas, produits dans un territoire en effet de règles, de coutumes, d'une culture élaborée dans un espace de proximité géographique et institutionnelle, à partir d'une forme d'échange distincte de l'échange marchand : la réciprocité* » (Colletis & Pecqueur, 2005).

Si on prend l'exemple de la ressource « main-d'œuvre », on peut dire que la main-d'œuvre non qualifiée et non utilisée est une ressource. La main-d'œuvre non qualifiée mais utilisée est un actif générique, et une main-d'œuvre qualifiée et utilisée est un actif spécifique. Donc, on distingue deux processus : le processus de révélation pour créer un actif et le processus de spécification pour la création d'un actif spécifique (Colletis & Pecqueur, 2005).

En vue de cette décomposition faite par Pecqueur, nous trouvons qu'il est important de réaliser une analyse multidimensionnelle pour étudier le développement territorial dans les territoires du Mont-Liban. Il faut d'abord rechercher les processus et dynamiques de construction de ces territoires pour pouvoir les étudier en tant que territoires construits et non pas comme territoires donnés. Il faut également analyser les éléments constructifs de ces territoires, notamment les acteurs, leurs stratégies et les ressources territoriales dans le cadre des processus de révélation et de spécification. Les chapitres qui vont suivre, dans la deuxième partie, se proposent d'étudier la construction territoriale dans les territoires d'Aley et Mzaar.

Étant donné l'importance du niveau local dans le développement, d'un côté, et les effets négatifs de la mondialisation sur le développement des territoires touristiques, de l'autre côté, il s'avère que le besoin de trouver des moyens pour accroître la compétitivité des territoires touristiques devient de plus en plus exigeant afin de pouvoir garantir des niveaux plus élevés de développement et donc de meilleures conditions de vie pour leurs populations. La principale question à aborder dans ce contexte est la suivante : que doivent faire les territoires touristiques pour se développer et garder leur compétitivité ?

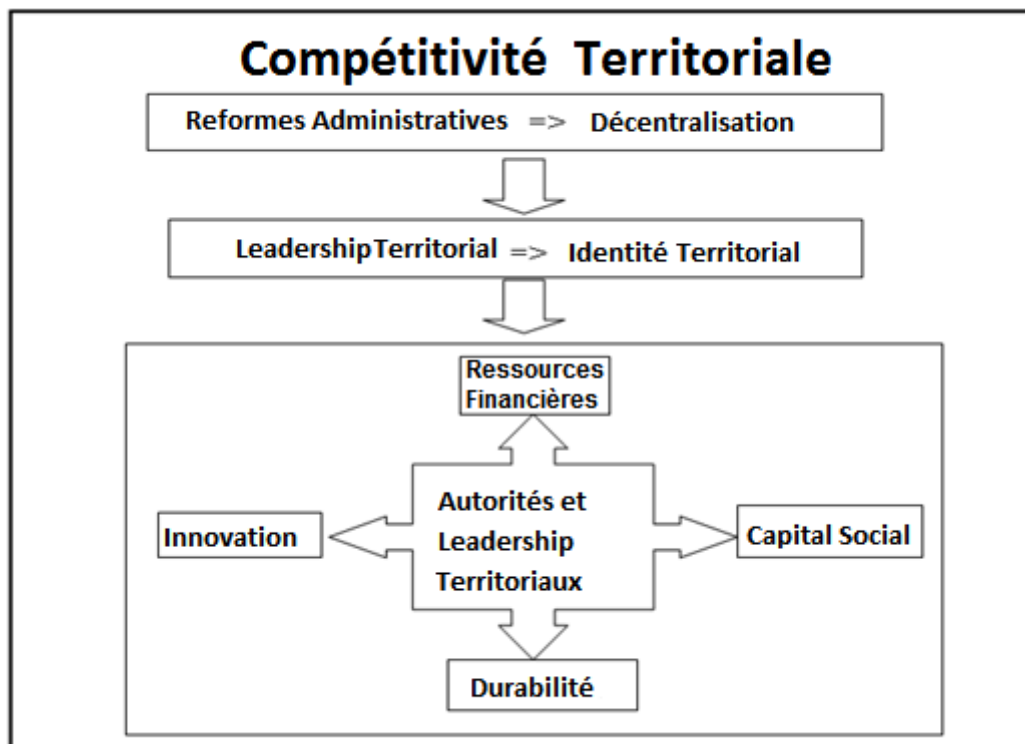
Par compétitivité territoriale, nous n'entendons ici pas seulement la croissance, car « *les lieux de croissance ne sont plus nécessairement ceux du bien-être ; ils ne sont ni les plus attractifs du point de vue des choix de résidence, ni ceux qui luttent le plus efficacement contre la pauvreté, ni ceux où le revenu par habitant progresse le plus vite* » (Davezies, 2008).

Selon Farrell et al. (1999), « *la compétitivité signifie le pouvoir à supporter la concurrence du marché* ». Dans cette définition nous constatons que la compétitivité territoriale a un sens *a priori* strictement économique. Pour critiquer cette définition, Farrell et al. donne un exemple sur un territoire qui produit des matières premières agricoles à très bon marché, mais dans des conditions sociales déplorables et sans considération pour son environnement. Il considère que dans telles conditions, nous ne pourrions pas dire que ce territoire serait compétitif. Selon lui, la compétitivité a un sens plus large, qui s'exprime dans le concept de compétitivité territoriale. « *Un territoire devient compétitif s'il peut affronter la concurrence du marché tout en assurant une durabilité environnementale, économique, sociale et culturelle fondée sur des logiques de réseau et d'articulation interterritoriale* » (Farrell et al. 1999). Autrement dit, « *la compétitivité territoriale suppose :*

- *la prise en compte des ressources du territoire dans la recherche d'une cohérence d'ensemble ;*
- *l'implication des acteurs et des institutions ;*
- *l'intégration des secteurs d'activité dans une logique d'innovation ;*
- *la coopération avec les autres territoires et l'articulation avec les politiques régionales, nationales, européennes et le contexte global* » (Farrell et al. 1999).

La compétitivité territoriale doit donc prendre en compte l'aspect de la force économique mais aussi l'aspect social du territoire. C'est-à-dire qu'elle considère le rôle des populations locales dans le renforcement de la compétitivité et le bien-être que cette compétitivité est capable de leur donner.

Figure 1 : La voie pour aborder la compétitivité territoriale



Source: Travaux de l'auteur.

Cette figure résume le contexte théorique des processus de création des bases solides pour la compétitivité et le développement territorial. La première étape est l'application de réformes administratives qui introduisent la décentralisation, et en deuxième lieu vient l'importance de la création d'un leadership territorial pour faciliter la conception d'une identité territoriale qui réunit tous les acteurs. Les identités territoriales sont d'une importance particulière dans les régions touristiques. Elles servent de support solide pour les stratégies de marketing touristique. La troisième étape d'accroissement de la compétitivité exige le travail simultané du leadership territorial et des autorités locales. Ce travail doit se concentrer sur le soutien de quatre thèmes principaux qui sont le capital social, l'innovation, la durabilité et la gestion financière. Nous allons expliquer brièvement comment chacun de ces éléments peut être efficace dans l'amélioration de la compétitivité touristique territoriale ; ensuite, nous allons voir en détail comment le capital social soutient cette compétitivité et donc contribue au développement territorial.

1.1.1 La décentralisation et le leadership territorial

Comme le montre la figure 1, la décentralisation et la création d'un leadership territorial constituent la base du processus de développement territorial. La décentralisation est l'une des

réformes fondamentales qui ont été appliquées dans les pays développés, suivant leur prise de conscience de l'importance de commencer le développement des niveaux locaux. La décentralisation signifie la dispersion du pouvoir du gouvernement central, des possibilités accrues pour les leaders responsables et les groupes précédemment marginalisés d'entrer en politique, et une attention soutenue envers les préoccupations locales. Avec la décentralisation, les décisions locales peuvent être adaptées aux besoins locaux, permettant ainsi aux ressources rares d'être générées et déployées, et aux services publics d'être fournis avec plus d'efficacité (Fisman et Gatti, 2002).

Selon Paytas (2001), le problème de la décentralisation est qu'à long terme, les structures gouvernementales dispersées peuvent entraver le développement. Les gouvernements locaux peuvent être trop petits, soit en termes de superficies territoriales ou en termes de ressources fiscales, pour être capables de promouvoir des activités de développement ou de s'adapter à l'évolution des circonstances économiques. Mais de l'autre côté, Paytas considère que les plus grandes structures décentralisées (par exemples la division administrative des 'états' aux États-Unis) peuvent aussi manquer de souplesse face à la concurrence (Paytas, 2001). La décentralisation devrait donc être accompagnée par la création de nouvelles unités territoriales, dont la taille et la structure doivent être adaptées aux besoins de développement et aux caractéristiques socio-économiques spécifiques de chaque région.

Un aspect très important du développement territorial est la création d'un leadership territorial (Leiken & Kempner, 2010), et plus précisément d'un leadership mixte public - privé. Les membres de ce leadership qui viennent du secteur privé travaillent en fonction de leurs obligations sociales envers le développement de leur territoire, et ce travail est plus efficace et plus axé sur les résultats. Tandis que les membres qui viennent du secteur public sont plus légitimement obligés de travailler pour améliorer les niveaux de développement de leur territoire, et ainsi, leur travail est plus axé sur les processus (à cause de la bureaucratie publique). C'est pour cette raison qu'un leadership qui unit les deux secteurs devrait être plus fructueux.

La création d'un leadership revêt une importance particulière dans les territoires touristiques, car celui-ci est capable de créer une identité territoriale qui distingue ses offres touristiques des autres offres. L'identité territoriale peut agir comme un avantage compétitif qui spécifie et renforce la réputation d'une destination touristique et fonctionne comme un ferme soutien à ses stratégies de marketing. L'identité ne travaille pas seulement sur les niveaux extérieurs

pour attirer les touristes, mais aussi à l'intérieur du territoire pour unir toutes les villes et tous les villages concernés sous le même titre et la même personnalité, permettant aux acteurs du territoire de travailler ensemble pour leur bénéfice mutuel (Nifle, 2004). L'identité d'une certaine destination peut être déterminée par des éléments naturels, par une uniformité géologique, topographique ou écologique, ou bien elle pourrait refléter le rythme de la colonisation de l'homme, marqué par une langue, une ethnie ou une culture commune (Scott, 1997).

Prenant le territoire de Mzaar comme un exemple, nous remarquons que la neige est la ressource autour de laquelle l'identité touristique de ce territoire est construite. Depuis longtemps, la neige est l'élément qui oblige les habitants de ce territoire rural à travailler collectivement. Au début, leur coopération avait pour but de pouvoir survivre dans des conditions de vie difficiles en présence de la neige. Toutefois, après avoir découvert que la neige pouvait être exploitée comme ressource touristique qui apporterait des avantages énormes au territoire, leur collaboration a changé vers la mobilisation et l'utilisation de cette ressource afin de mieux développer le tourisme dans leur zone.

Outre l'application de la décentralisation et la création d'un leadership qui fonctionne comme un *hub* pour construire une identité et unir tous les acteurs territoriaux autour de cette identité, la prochaine étape vers l'amélioration de la compétitivité territoriale réside dans la construction d'une vision sur l'avenir et dans la mise en place de stratégies suffisantes pour reproduire cette vision en réalité.

1.1.2 Axes pour accroître la compétitivité territoriale

Établir des stratégies qui visent à soutenir le développement territorial par l'accroissement de la compétitivité territoriale est une tâche qui doit être dirigée par le leadership, en coopération avec les autorités territoriales officielles. Néanmoins, tous les acteurs territoriaux doivent participer à ce processus. Selon la Commission européenne, les indicateurs de compétitivité régionaux comprennent les institutions, la stabilité macroéconomique, l'infrastructure, la qualité de l'enseignement primaire et secondaire, l'enseignement supérieur et/ou la formation et l'apprentissage continu, l'efficacité du marché du travail, la taille du marché, la capacité technologique et la sophistication des affaires (Annoni & Kozovska, 2010). Kitson et *al.* (2004) avancent que la base de l'avantage concurrentiel régional repose sur des éléments spécifiques qui sont : les connaissances/capital créatif, le capital productif, le capital humain,

le capital social institutionnel, le capital culturel et le capital d'infrastructure. La combinaison de tous ces éléments dans une certaine région améliore la productivité régionale, l'emploi et le niveau de vie. (Kitson, Martin et Tyler, 2004)

Michael Porter s'est aussi intéressé à la compétitivité régionale dans tous ses travaux sur les *clusters* et la compétitivité. Il considère que ces derniers constituent un cadre approprié pour la mise en œuvre des politiques publiques et pour l'organisation de la collaboration public - privé afin d'améliorer la compétitivité. Les indicateurs de compétitivité utilisés par Porter sont les suivants : l'éducation et la qualité de la main-d'œuvre, la formation, l'attraction des entreprises, la promotion des exportations, la disponibilité des informations sur le marché, les infrastructures physiques, la protection des ressources naturelles, la gestion de l'environnement, la science et la technologie, l'innovation et les investissements (dans les départements universitaires). (Porter, 2008).

Notre revue de la littérature concernant les indicateurs de la compétitivité territoriale nous montre que ces derniers pourraient être résumés en quatre axes principaux, qui sont :

- L'axe du capital social : représenté par toutes sortes d'interactions sociales ; les réseaux de communication, la gestion de l'information, les relations public - privé, les normes, etc.
- L'axe d'innovation : y compris le développement des infrastructures, le renforcement du capital humain et de la formation, la recherche et le développement, l'éducation, etc.
- L'axe financier : la planification stratégique, la gestion financière, la croissance économique, le niveau de vie, les incitations financières/impôts, prêts, subventions d'investissement.
- La durabilité : la responsabilité environnementale, la préservation et la protection des ressources territoriales et la sensibilisation à la santé.

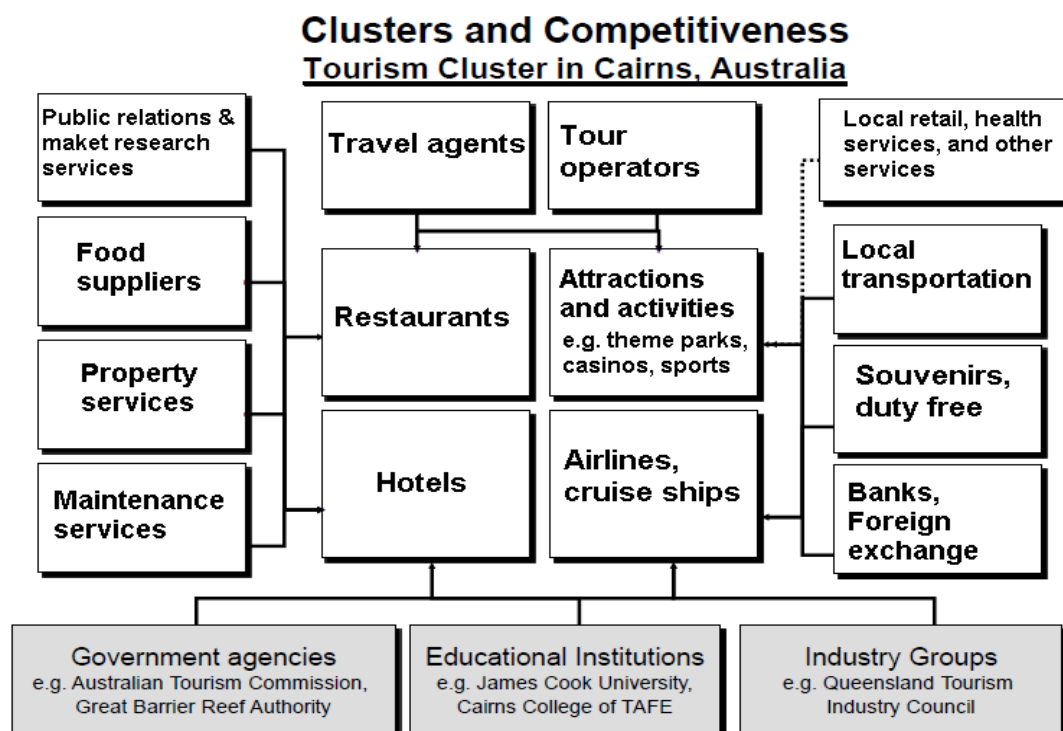
Ces quatre axes constituent les bases d'une stratégie efficace pour la compétitivité et le développement territorial. Parmi ces piliers, on distingue l'importance particulière du capital social dans la détermination du niveau de développement et de la compétitivité territoriale. Le capital social est le lien qui réunit toutes les actions menées au niveau territorial afin d'améliorer la compétitivité. Une étude a été réalisée par le Conseil des affaires Sierra, aux États-Unis, pour déterminer les stratégies qui pourraient contribuer à l'amélioration de la

compétitivité régionale dans les régions des États-Unis. Elle conclut que la création à long terme du capital social est l'un des objectifs les plus importants qui devraient être mis en place dans toute stratégie visant à accroître la compétitivité régionale, pas seulement en capitalisant sur les actifs existants, mais aussi en catalysant les partenariats communautaires et en renforçant l'innovation et la diversité économique. (Horne, 2003)

Michael Porter (2001) se concentre principalement sur l'innovation et la création de partenariats et de réseaux afin de stimuler la compétitivité. Dans son livre, intitulé *Clusters and Innovation : les Fondements de la Compétitivité Régionale des États-Unis*, Porter affirme que « si les politiques budgétaires et monétaires nationales sont destinées à stimuler le niveau de l'activité économique, c'est l'innovation au niveau régional qui fournit l'économie avec de nouvelles idées, produits, services et des technologies qui améliorent sa compétitivité . Les clusters forts et compétitifs des industries liées entre elles dans une région sont la force motrice de l'innovation régionale et de la hausse de la productivité. Elles sont très essentielles pour un niveau de vie élevé et croissant des résidents de la région » (Porter, 2001)

Porter indique que les caractéristiques des *clusters* s'appliquent à pratiquement tous les secteurs de l'économie, et pas seulement aux industries avec une forte intensité de connaissance, telles que les sciences de la vie ou la technologie de l'information, comme on le pense parfois. Il donne un exemple sur la façon dont les *clusters* peuvent exister dans le secteur touristique, décrivant les principaux constituants du *cluster* touristique du nord-ouest de Cairns en Australie, où il y a des attractions naturelles telles que la proximité de la Grande Barrière de Corail et la forêt tropicale humide. La productivité et les dépenses touristiques journalières sont très élevées dans ce *cluster*, non seulement en raison de l'existence d'attrait naturels, mais surtout parce qu'il y a un groupement d'hôtels de haute qualité, des restaurants, des guides touristiques et de nombreuses autres activités de soutien, qui sont importantes pour offrir une excellente expérience au visiteur (Porter, Ketels, & Delgado-Garcia, 2007)

Figure 2 : *Clusters et compétitivité, clusters touristiques à Cairns, Australie*



Source : recherche équipe d'étudiants HBS (2003) - Peter Tynan, Chai McConnell, Alexandra de l'Ouest, Jean Hayden de Porter, DELGADO, & KETELS, 2007.

Nous envisageons, dans la suite de cette section, de présenter le rôle du tourisme dans le développement territorial avant d'aborder, dans la deuxième section, la notion du capital social et son rôle comme outil de développement territorial.

1.2 Tourisme et développement

Le tourisme est considéré aujourd'hui comme le leader mondial du secteur économique, avec une contribution de plus de 10% au PIB mondial. En 1963, la conférence des Nations unies sur le tourisme a défini le touriste comme « *un visiteur temporaire séjournant au moins vingt-quatre heures dans le pays visité, quels que soient les motifs de son séjour* » (Pasqualini & Jacquot, 1989 cité dans Dupont, 2002). En 1994, les Nations unies ont étendu la définition du tourisme pour qu'elle comporte « *toutes les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans les lieux situés en dehors de leurs environnements habituels, pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et pour autres motifs non liés à une activité rémunérée dans le lieu visité* » (OMT, 1994).

La vision de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) sur le secteur du tourisme porte sur les domaines clés suivants :

- L'incitation des gouvernements à accepter le secteur du tourisme et du voyage comme une priorité économique stratégique pour le développement et l'emploi.
- L'orientation vers les marchés ouverts et compétitifs en soutenant la mise en œuvre de l'AGCS. Libéralisation du transport aérien et déréglementation des télécommunications dans les marchés internationaux.
- L'élimination des obstacles à la croissance du tourisme, ce qui implique l'expansion et l'amélioration des infrastructures : par exemple l'augmentation des capacités aéroportuaires, la construction et la modernisation des aéroports, des routes et des installations touristiques.

Morena (2004) explique que « *le secteur du tourisme représente un facteur de développement économique et de création d'emplois directs et indirects dans les hôtels, les agences de voyages, les entreprises de transport et les restaurants, pour les guides, dans le monde du spectacle, dans les monuments, dans les parcs et dans d'autres secteurs voisins comme les assurances, la santé, le bâtiment, ainsi que l'éducation et la formation des ressources humaines* ». L'activité touristique est très importante surtout pour les zones rurales où le tourisme représente le seul choix de développement à cause du déclin de toutes les autres activités économiques traditionnelles. Le tourisme ne facilite pas seulement la création d'emplois, il a également un rôle important pour la création d'une égalité dans la répartition des richesses entre les différentes régions. Il réduit la période de financement des nouvelles infrastructures et aide à la protection des monuments historiques qui représentent des ressources pour l'activité touristique. (Morena, 2004)

« *Le tourisme est un moyen d'épanouissement individuel et collectif, dans la mesure où il favorise la compréhension et le respect mutuels entre les peuples et entre les sociétés. Les voyages pour des motifs de religion, de santé, d'études et d'échanges culturels ou linguistiques sont des formes particulièrement bénéfiques de tourisme qui méritent d'être encouragées, de même que le tourisme de nature ou l'écotourisme* » (Morena, 2004).

Le développement des destinations touristiques est fortement affecté par la mondialisation ; le tourisme est « *une industrie construite autour du concept de l'État-nation, où chaque destination a ses institutions, ses systèmes politiques, économiques et son capital*

social/culturel. Pourtant, ils sont tous en concurrence les uns avec les autres pour la richesse et le statut que le tourisme peut créer » (Jamal & Robinson, 2009). La concurrence touristique ne se limite pas aux destinations qui offrent des services identiques ou similaires, elle peut être étendue aux destinations proposant des offres touristiques complètement différentes.

La théorie du développement et celle du tourisme ont évolué sur des lignes de temps similaires depuis la Seconde Guerre mondiale. La recherche sur le tourisme a progressé principalement après la Seconde Guerre mondiale, avec l'apparition du tourisme de masse (Britton, 1982). Des documents sur le tourisme peuvent être trouvés dans les années 1930 et précédentes, mais l'essentiel de la littérature sur le tourisme a évolué à partir des années 1960 (Pearce, 1982). La recherche sur le tourisme a initialement fonctionné comme un instrument de développement, avec la majorité de la recherche menée par des planificateurs et des économistes qui ont travaillé pour des organisations comme les Nations unies, la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économique (Graburn & Jafari, 1991). Durant les années 1960, le tourisme était assimilé au développement. Il y avait une croyance selon laquelle le tourisme crée des augmentations de taux de change et de l'emploi, et que les dépenses touristiques génèrent un effet multiplicateur important, ce qui a le pouvoir de stimuler les économies locales (Peppelenbosch & Templeman 1973 ; Graburn & Jafari, 1991). Toutefois, dans le temps, les auteurs ont commencé à remettre en question les bénéfices du tourisme indiquant que les effets multiplicateurs bas et les niveaux élevés de fuites ont été plus proches de la réalité. Les impacts négatifs du tourisme dans les pays en développement ont commencé à être documentés de plus en plus dans des disciplines comme l'anthropologie et la sociologie (Graburn & Jafari, 1991). Dans les années 1980 et 1990, les études touristiques ont été axées sur les marchés internationaux et la compétitivité des exportations, comme le tourisme est une industrie d'exportation invisible dans le secteur tertiaire. Plus récemment, la recherche en tourisme a adopté le concept de durabilité, qui fait partie du paradigme du développement alternatif (Sharpley & Telfer, 2002).

La modernisation a été la base implicite pour les études touristiques dans les pays en développement. Le tourisme a été promu comme une stratégie de développement pour le transfert de technologies ; il permet d'accroître l'emploi, de générer des devises, d'augmenter le PIB et afin d'attirer les capitaux de développement (Britton, 1982 ; Cater, 1987). Il a été également soutenu que le tourisme génère des transformations des sociétés traditionnelles en milieux ruraux (Pi-Sunyer, 1989).

Les agents de développement du tourisme proviennent à la fois du secteur privé et du secteur public. Dans les pays en développement, où il y a une faiblesse dans le secteur privé, le gouvernement peut agir comme un entrepreneur afin d'attirer les investissements étrangers pour le développement du tourisme. Le code mondial d'éthique du tourisme spécifier les pouvoirs que possèdent les agents du développement touristique dans la gestion des problèmes de développement touristique ainsi que les responsabilités et obligations qui leur incombent (Lanfant, 2004).

1.2.1 Impacts négatifs du tourisme

Les premières études économiques du tourisme ont porté sur ses aspects positifs. Plus tard, ces études ont commencé à questionner la valeur de ce secteur. Le tourisme, cependant, a été promu comme un outil de développement régional en tant que forme de justice distributive (Pearce, 1989). Les gouvernements qui cherchent à équilibrer le développement de différentes régions à travers leurs pays ont trouvé dans le tourisme un outil très efficace dans ce contexte. Oppermann (1992) a exploré l'utilisation du tourisme international comme un outil de développement régional en Malaisie. Les résultats de son enquête ont montré que les touristes actifs (ceux qui avaient séjourné dans au moins quatre endroits différents de la Malaisie) ont contribué davantage au développement régional, alors que les habitudes de voyage des touristes moins actifs tendent à renforcer les disparités spatiales.

Le tourisme n'a pas forcément toujours un effet positif sur le niveau de vie de la pluralité des populations des régions touristiques. Cela est dû principalement à l'effet de fuite, car, généralement, un très faible pourcentage des dépenses de séjours touristiques reste dans la localité visitée (Ashley & Dilys, 1998). Toutefois, nous considérons que le tourisme est capable de générer une gamme d'avantages économiques et des retombées pour les communautés vivant dans ou à proximité des régions touristiques (Briedenhann & Wickens, 2004). Le tourisme contribue à l'amélioration du bien-être humain, grâce à la création d'emplois, la croissance des possibilités d'affaires, grâce à ses rapports avec les autres secteurs et notamment l'agriculture et l'industrie artisanale, et aussi à travers la modernisation des infrastructures et la création de liens vers des marchés extérieurs (Ashley & Dilys, 1998).

La dépendance a été l'une des théories du développement dominant utilisées dans la recherche en tourisme, en particulier en ce qui concerne les impacts négatifs du tourisme. La base de l'argument réside dans la dépendance de l'organisation de l'industrie du tourisme et dans

la structure des économies du tiers-monde. La force de contrôle et d'intégration dans le tourisme international est devenue l'apanage des grandes sociétés multinationales qui contrôlent les compagnies aériennes, les tours de gros et les chaînes d'hôtels. Ces entreprises sont capables de créer, de coordonner et de promouvoir des composants de l'industrie pour développer le tourisme comme un produit (Sharpley & Tefler, 2007).

Une étude menée par Haralambopoulos et Pizam (1996), portant sur la perception des habitants de Pythagorion, une destination touristique bien établie de l'île grecque de Samos, a révélé que les habitants, non seulement appuyaient l'ampleur actuelle de l'industrie du tourisme, mais aussi favorisaient son expansion. Malgré cela, les personnes interrogées ont identifié plusieurs impacts négatifs du tourisme, qui, selon elles, avaient des conséquences sur le village. Ces impacts sont les suivants : inflation, toxicomanie, vandalisme, querelles d'ivrognes, avances sexuelles importunes et crime. Cependant, cette étude a confirmé à nouveau que les habitants qui dépendaient économiquement du tourisme avaient une attitude plus favorable envers l'industrie que ceux qui n'en dépendaient pas.

Le tourisme est donc l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie mondiale. Les pays en développement tentent de tirer profit de cette industrie en expansion, dans une tentative de stimuler l'investissement étranger et les réserves financières. Tout en concédant que la croissance incontrôlée de cette industrie peut entraîner de graves problèmes environnementaux et sociaux. Les Nations unies soutiennent que ces effets négatifs peuvent être contrôlés et réduits en faisant du tourisme un secteur plus durable.

1.2.2 Tourisme durable

Le débat sur le concept de tourisme durable est un phénomène datant des années 1990. Toutefois, ses origines se situent dans le concept plus large de développement durable qui nous accompagne depuis de nombreux siècles.

Par durable, nous entendons un développement qui répond à nos besoins actuels sans compromettre, à l'avenir, la capacité des gens à répondre à leurs besoins. Il s'agit donc d'adopter une perspective à plus long terme que d'habitude chez l'homme, et ceci implique un besoin d'intervention et de planification. Le concept de durabilité englobe clairement l'environnement, des personnes comme des systèmes économiques.

Ces dernières années, le concept de développement durable a pris une place centrale dans le monde du tourisme. Il a stimulé de nombreuses conférences, des manuels et des énoncés de politique d'entreprise. Les principes sous-jacents du tourisme durable selon Swarbooke (1999) sont les suivants :

- Le tourisme durable ne consiste pas seulement à protéger l'environnement, il est également préoccupé par la viabilité économique et la justice sociale.
- Les initiatives visant à parvenir à un tourisme durable apportent des avantages à certaines personnes et des coûts aux autres.
- Le tourisme durable est inséparable du débat général sur le développement durable.
- Il y a un besoin d'évaluation plus critique de la pensée et des techniques existantes dans le domaine du tourisme durable. Il y a des sujets très nombreux qui ne sont pas remis en question de manière assez rigoureuse comme les preuves que le petit tourisme est plus durable que le tourisme de masse.
- Les progrès vers un tourisme plus durable dépendent beaucoup plus des activités de l'industrie et des attitudes des touristes que des actions des organismes du secteur public (Swarbrooke, 1999).

Le tourisme est l'une des nombreuses forces externes qui influencent l'orientation et les options du développement local. La question de savoir si le tourisme peut être durable ou s'il peut contribuer à un développement local durable est légitimement abordée dans le cadre de l'Agenda 21 local (International Council on Local Environmental Initiatives, 1999). L'Agenda 21 est l'un des résultats les plus importants du sommet de la Terre de 1992. Il souligne la nécessité de « *penser globalement et agir localement* » et encourage les autorités locales à élaborer leur propre Agenda 21 local qui supporte le développement durable de leurs localités (Fragoso Neves, 2007).

Le tourisme est donc un secteur économique qui soutient le développement si ses effets négatifs sont gérés. Pour éviter les impacts négatifs du tourisme sur le développement, nous proposons l'outil de capital social qui joue un rôle important dans le regroupement des efforts de tous les acteurs locaux. L'objectif est de tirer parti des meilleurs effets du tourisme sur le développement de leurs territoires et d'améliorer leur niveau de vie, ainsi que d'éviter et éliminer ses effets négatifs.

2. Capital social et développement territorial

Dans cette section, nous allons présenter, dans un premier temps, la notion de capital social comme une ressource sociale qui joue un rôle très important dans le processus de développement économique local. Dans un deuxième temps, nous évoquerons les trois formes du capital social que nous considérons comme les aspects structurels du capital social, ainsi que les indicateurs qu'on peut utiliser pour mesurer chacune de ces formes. Celles-ci peuvent être employées pour décrire la structure du capital social au niveau territorial ou au niveau individuel. Ensuite, on déterminera les piliers qui représentent pour nous les aspects fonctionnels du capital social, qui en font une ressource effective pour le développement. Les aspects fonctionnels du capital social au niveau territorial mesurent sa capacité à produire un développement local. Ils sont différents des aspects fonctionnels au niveau des individus, lesquels déterminent sa capacité à améliorer le niveau de vie de chacun.

2.1 La notion de capital social

La notion de capital social est étudiée depuis les années 1980, à l'instigation de plusieurs auteurs comme Coleman, Bourdieu et Putman et plus récemment de Camagni et Sabatini en Italie et Collois en France. Le capital social représente les relations formelles et informelles entre les acteurs d'un territoire et avec l'extérieur de leur territoire. Ces relations sont expliquées comme étant des formes de réseaux qui ont des influences positives sur le développement socio-économique local du territoire.

La banque mondiale a aussi utilisé la notion de capital social dans ses études de développement, surtout dans les pays en développement. La Banque mondiale parle d'un développement lié à l'identité sociale et donc, les projets de développement doivent être mis en place en cohérence avec les caractéristiques sociales des régions où ils sont proposés.

L'importance du capital social sur le développement local est expliquée non seulement par sa capacité à faciliter la distribution des informations entre les différents groupes et acteurs d'un territoire, mais aussi par sa propension à encourager l'action collective dans la planification et la mise en œuvre des projets de développement. Ainsi, le capital social diminue les coûts des transactions entre les acteurs et facilite la résolution d'un grand nombre de problèmes.

Par conséquent, il devient impératif de l'étudier, surtout dans les pays où il ne l'a jamais été, et aussi dans les régions où persistent des problèmes de développement, afin de cerner ses

caractéristiques et son rôle dans la croissance. Par ailleurs, mieux connaître le capital social permet de mieux comprendre comment la base sociale doit être intégrée dans les projets de développement.

La première approche de la notion de capital social a été proposée vers les années 1970, par des auteurs comme Loury (1978). Loury a parlé des ressources qui existent dans les relations familiales et communautaires et qui jouent un rôle dans le développement du capital humain, surtout pour les adolescents. Mais des auteurs tels que Pierre Bourdieu, James Coleman et Robert Putnam ont construit la base réelle qui permet d'expliquer ce concept.

La compréhension et l'explication des aspects du capital social par chacun de ces auteurs peuvent être un peu différentes les uns des autres, mais le concept principal du capital social reste constant pour tous ces auteurs, étant une ressource construite par les relations sociales. Des auteurs comme Bourdieu ou Coleman ont parlé du capital social du point de vue de l'individu ; d'autres auteurs, comme Putnam, ont évoqué les bénéfices sociaux et collectifs du capital social, en plus des bénéfices individuels. Par contre, Nan Lin aborde les ressources personnelles et sociales en même temps.

Pierre Bourdieu (1980) explique que le capital social est construit par les membres de groupes qui ont des liaisons durables entre eux. Chaque groupe a ses limites et chaque membre d'un groupe a ses obligations et attentes. Le niveau de participation des membres leur permet de bénéficier de profits matériels ou symboliques. Donc, selon Bourdieu, les acteurs doivent rejoindre des groupes pour atteindre leurs objectifs et gagner des profits.

La contribution la plus importante faite à la notion du capital social a été réalisée au cours des années 1990 par Robert Putnam, qui a étudié l'effet des communautés civiques sur le soutien des réformes gouvernementales de la décentralisation dans le nord de l'Italie ; plus tard, en 2003, il a analysé la dégradation du capital social dans la société américaine. Putnam a remarqué que la différence de niveaux de développement entre les régions italiennes du nord et du sud de l'Italie était due à une différence de capital social. En même temps que l'Italie du Nord était caractérisée par des niveaux élevés de confiance et de coopération productive, les régions du sud souffraient de structures hiérarchiques imposées et de l'existence dense de groupes mafieux provoquant un état de mal organisation et de chaos.

« Dans le Nord, les allégeances et alignements sociaux, politiques et même religieux étaient horizontaux, tandis que ceux du Sud étaient verticaux. La collaboration, l'entraide,

l'obligation civique, et même la confiance – qui n'est pas universelle, bien sûr, mais qui s'étend au-delà des limites des relations de parenté que partout ailleurs en Europe à cette époque – ont été les traits distinctifs dans le Nord. La principale vertu du Sud, en revanche, a été l'imposition de la hiérarchie et l'ordre sur l'anarchie latente. » (Putnam, 1993).

Dans son livre *Bowling Alone*, Putnam (2000) distingue deux formes de capital social : le capital social de *bonding*, qui représente les relations informelles fortes telles que celles qui existent entre les membres de la famille et les amis proches, et le capital social de *bridging*, qui implique des relations plus formelles qui existent entre des gens plus éloignés. Pour mesurer le niveau du capital social, Putnam a utilisé des indicateurs tels que :

- La participation politique.
- La participation civique.
- La participation religieuse.
- Les relations sur le lieu de travail.
- Les relations sociales non formelles.
- L'altruisme, le volontarisme et la philanthropie.
- La réciprocité, l'honnêteté et la confiance.

Selon Putnam, les déterminants du capital social (aux États-Unis) sont liés à des facteurs comme l'évolution technologique, les difficultés économiques, l'urbanisation, etc. Le capital social a des effets positifs sur les plans social et économique, comme l'amélioration de l'éducation, l'évolution des secteurs productif et sécuritaire, la prospérité économique, la santé et le bonheur et enfin la démocratie. Néanmoins, il existe aussi des effets négatifs du capital social. En effet, il constitue un obstacle à la liberté et à l'égalité et il réduit la capacité des individus à tolérer les actions des autres.

James Coleman (1988) a défini le capital social en termes de fonction. Pour lui, le capital social représente chaque entité ayant la forme d'une structure sociale qui facilite certaines actions pour les personnes membres de ces entités. Selon Coleman, le capital social est similaire aux autres types de capital comme le capital financier, physique et humain, dans la mesure où il est productif. Coleman a classifié plusieurs formes de capital social comme les obligations et attentes (confiance), le potentiel d'information, les normes et sanctions, les relations d'autorité et les organisations sociales.

Chaque forme de capital social a ses propres avantages, mais ils contribuent tous au développement par le soutien de la transformation des informations, la diminution des coûts des transactions (résultat de la confiance), et par l'accroissement de l'efficacité. Selon Coleman, un membre d'un groupe n'aide pas les autres s'il n'en attend pas une contrepartie. Un individu raisonnable est quelqu'un qui aide les autres dès lors que l'aide lui coûte peu mais qu'elle est très précieuse pour celui qu'il aide. Cette aide est présentée comme un « *credit slip*⁹ » (l'équivalent d'un « avoir » dans la sphère marchande).

Nan Lin (1995) divise le capital social en deux types de ressources : les ressources personnelles, qui correspondent à l'individu, et les ressources sociales, qui comportent des obligations et une compensation sociale. Lin distingue deux types d'actions individuelles : les actions « expressives », pour conserver les ressources personnelles qui sont déjà possédées, et les actions « instrumentales », pour donner accès à de nouvelles ressources sociales (comme la recherche d'emploi). Selon Lin, la mobilité et la stabilité d'une structure sociale hiérarchique dépendent du différentiel de niveaux (nombre de niveaux hiérarchiques), de la taille de chaque niveau et du différentiel de ressources entre les niveaux de la structure.

Un autre auteur qui a apporté une grande contribution dans la littérature du capital social est Michael Woolcock. Michael Woolcock (2001) a ajouté aux deux formes de capital social préalablement définies par Putnam un nouveau type tiers qui est le *linking*. Le *linking* est la forme de capital social qui lie les unes aux autres les personnes dans différentes positions hiérarchiques. Selon Woolcock, cette forme de capital social donne aux individus l'accès à certaines formes de ressources (notamment financières) importantes pour leur progrès.

Les organisations internationales comme l'OCDE et la Banque mondiale se sont intéressées à étudier le capital social afin de pouvoir l'utiliser pour soutenir le progrès et le développement dans les pays pauvres. L'OCDE définit le capital social comme les réseaux, ainsi que les normes, valeurs et convictions communes qui facilitent la coopération au sein ou entre les groupes. La Banque mondiale le définit comme les institutions, les relations et les normes qui façonnent la qualité et la quantité des interactions sociales d'une société.

Pour notre part, ce qui nous intéresse, ce sont les effets économiques du capital social. D'un point de vue économique, on peut définir le capital social comme une ressource de relations et de réseaux entre les acteurs d'un certain territoire. Ces ressources sociales aident au

⁹ Un *Credit Slip* est une faveur que les autres doivent à une certaine personne, donc, si une personne a beaucoup de *Credit Slip*, cela signifie que beaucoup de gens lui doivent des faveurs.

développement des territoires où elles sont valorisées. Le capital social peut prendre plusieurs formes selon les qualificatifs des relations (formel, informel, structurel, cognitif), la proximité des acteurs (*bonding, linking, bridging*), les démarches de développement des ressources (capital social existant, capital social développé) et enfin, selon les acteurs entre lesquels les liens du capital social existent (civil ou gouvernemental).

La relation entre le capital social et le développement économique a été étudiée par plusieurs auteurs. Knack et Keefer (1995) expliquent comment la confiance et la coopération civique sont associées avec une performance économique plus forte. Zak et Knack (2001) ont étudié l'impact de la confiance sur les investissements et la croissance ; ils ont remarqué que les institutions formelles et l'homogénéité sociale augmentent la croissance en partie par la construction de la confiance. Temple et Johnson (1998) ont constaté que l'indice de communication de masse est robustement corrélé avec la croissance.

2.2 Les avantages du capital social

Le capital social joue un rôle positif dans le développement économique par son effet sur :

1. Le partage des informations : la transformation et le partage des informations entre les acteurs facilitent les processus de prises de décisions efficaces dans les situations d'incertitude. Les informations encouragent la compétitivité entre les entreprises ; par exemple, si les entreprises ont des informations sur tous les fournisseurs, cela augmente la compétitivité entre les fournisseurs pour attirer le plus de clients possible. Les informations permettent de construire des stratégies de développement et des plans efficaces sur la base de réalités locales.
2. Le capital social permet un meilleur transfert de compétences, de formation, d'expériences et de savoir-faire entre les acteurs. Les acteurs économiques les plus expérimentés vont aider les autres acteurs qui sont au début de leur vie professionnelle et ainsi les empêcher de commettre des erreurs fatales.
3. La diminution des coûts de transactions : l'existence du capital social dans un territoire aide à la diminution des coûts des transactions, surtout les coûts associés aux actions juridiques pour la protection des entrepreneurs qui établissent des contrats. Un exemple décrivant cette situation est fourni par Coleman, qui explique comment le manque de confiance et les faibles relations entre les médecins et les malades aux États-Unis ont augmenté les coûts des médicaments. Il est devenu normal et usuel

pour les malades de faire des poursuites judiciaires contre les médecins à cause de mauvaises pratiques, et donc, les médecins sont obligés de souscrire des assurances contre ces poursuites. Ce fait a augmenté les coûts pour les médecins et par conséquent, ils ont augmenté leurs frais de traitement.

4. L'innovation devient la première source d'avantage comparatif : avec la disponibilité des informations pour les clients, l'innovation devient un élément clé de caractérisation et de spécialisation d'une entreprise parmi toutes les autres.
5. L'équilibre adéquat entre les considérations d'ordre économique, social, environnemental et culturel : la coopération et la coordination entre les acteurs locaux facilite la mise en place de politiques pour atteindre les buts et respecter les besoins de tous les acteurs, au niveau social, économique, environnemental et culturel.
6. Le capital social, en augmentant la liberté individuelle, augmente la capacité des individus – et de tous les acteurs qui ont des intérêts à l'échelle locale – de s'interroger sur la pertinence des actions mises en œuvre par les autorités locales, dans le cadre des politiques de développement. Cette capacité de questionnement permet d'empêcher certains dysfonctionnements et limite la corruption.
7. Le capital social dans un territoire augmente l'action collective par la formation des groupes. Les normes de coopération entre les acteurs augmentent les chances de succès des actions collectives de planification et des stratégies de développement.

De nombreuses études montrent également qu'il existe une relation positive entre le capital social et la qualité de l'administration locale. La Porta *et al.* (1999), ainsi que Alesina, Baqir et Easterly (1999), ont fait des études sur cet effet. Alesina a constaté que les juridictions caractérisées par une diversité ethnique aux États-Unis ont des dépenses plus élevées et une dette plus élevée par habitant, et qu'elles consacrent une partie plus faible de leurs dépenses aux biens publics essentiels comme l'éducation et les routes. Une contribution très intéressante sur le rôle du capital social est apportée par Flora *et al.* (1997), qui ont constaté que le capital social est nécessaire pour un développement économique réussi, grâce à la construction d'une infrastructure sociale d'entrepreneuriat.

Une étude empirique qui confirme la vigueur du capital social sur la compétitivité a été faite en Pologne par Bronisz et Heijman (2009) ; cette étude s'est basée sur la mesure des niveaux du capital social et la compétitivité régionale dans 14 régions polonaises. Elle a montré que les quatre régions les plus développées et les plus compétitives, capables d'attirer des entreprises et des entrepreneurs, sont les mêmes que celles qui ont les plus hauts niveaux de

capital social. Le capital social de cette étude a été analysé par l'étude d'indicateurs tels que les niveaux d'enseignement, les activités culturelles, les services sociaux, le taux de participation locale en élections, les organisations non gouvernementales et le bénévolat.

2.3 Les formes du capital social

Selon la proximité des acteurs, leur niveau hiérarchique et la formalité des relations entre eux, on peut distinguer trois formes de capital social. Ces trois formes peuvent être utilisées pour caractériser les aspects structurels du capital social, que ce soit au niveau territorial ou au niveau des individus. Robert Putnam fut le premier à distinguer deux types de capital social, le *bonding* et le *bridging*. Selon lui, le *bonding* et le *bridging* peuvent coexister dans certains cas, comme les groupes de *chat* sur l'Internet (discussion en ligne sur le Net), où les relations du *bridging* existent entre des individus de différentes régions, religions, âges, etc. Mais il y a en même temps le *bonding* entre des individus similaires ayant les mêmes intérêts, la même éducation, etc. Le capital social du type *linking* fut développé par Woolcock (2001).

2.3.1 Bonding

Le *bonding*, tel que défini par Robert Putnam, correspond aux réseaux inclusifs qui produisent une réciprocité spécifique et mobilisent la solidarité et l'entraide (financement de démarrage, aide en marketing, employés pour les entrepreneurs locaux). Selon Woolcock, le *bonding* est la dimension du capital social qui relie les gens homogènes qui ont des liens solides entre eux ; ces liens leur permettent de survivre « *Get By* ». Un exemple de ce type de capital social est représenté dans les relations et les liens qui existent dans les familles ou les groupes ethniques et religieux.

Le capital social de *bonding* est considéré depuis longtemps, par plusieurs auteurs tels que Putnam et Fukuyama, comme la forme inefficace et négative du capital social, car il peut entraîner le repli des groupes sur eux-mêmes. Ce manque d'interaction avec l'extérieur peut produire des effets négatifs tels que des activités criminelles, le manque d'innovation, la corruption, etc. Robert Putnam a toutefois déclaré que le *bonding* n'a pas toujours des effets négatifs : en effet, il peut avoir des effets positifs lorsque la confiance et la réciprocité sont élevées, par exemple entre les membres d'une famille, entre voisins, entre amis, etc. Les liens qui se mettent en place se traduisent souvent par une aide aux moins fortunés (un soutien financier). En étendant ses liens externes, le réseau peut aider à trouver un emploi, faciliter la

commercialisation des activités économiques, etc. Dans ce cas, cette forme de capital social est un facteur d'aide à la réussite.

Bien que le capital social de type *bonding* puisse avoir, dans certains cas, des effets positifs, des études empiriques ont montré que les régions où les habitants sont plus matérialistes et attachent plus de valeur à la vie familiale négligent les autres formes de capital social, ce qui réduit la croissance de la production régionale. Des niveaux plus élevés de *bonding* sont donc plus susceptibles d'aller de pair avec des niveaux inférieurs de la croissance économique, puisque tout le temps passé avec la famille et les amis proches se fait au détriment du travail et de l'apprentissage.

Nous pouvons dire que si le capital social de type *bonding* a des effets positifs au niveau individuel, il a aussi des effets négatifs sur le plan collectif.

Burt (1992) explique que la position optimale d'un individu se situe entre plusieurs groupes ; elle n'est pas enfermée dans un groupe unique.

2.3.2 *Bridging*

Selon Robert Putnam, le *bridging* est la forme du capital social qui caractérise les liens d'un groupe avec l'extérieur et la diffusion de l'information qui en découle. Woolcock définit les liens de type *bridging* par les relations avec les gens qui nous ressemblent. Elles permettent de connecter des personnes avec des intérêts similaires, même si les origines, les religions, etc. sont différentes. Un exemple de ce type de capital social selon Putnam réside dans les relations qui peuvent être développées par le jeu de bowling. Ces relations sont généralement plus faibles que les liaisons de *bonding*, mais elles sont transversales, ce qui signifie qu'elles permettent à une personne d'aller de l'avant dans sa vie. Les relations avec les amis des amis, des amis de différentes origines culturelles ou ethniques, l'action associative, etc. constituent d'autres exemples de capital social *bridging*.

Le *bridging* est la forme de capital social qui fait l'unanimité auprès des différents auteurs, pour ce qui est de son action positive sur la croissance économique. Des niveaux élevés de capital social *bridging* vont de pair avec une croissance rapide, bien que le lien ne soit pas systématique. Au niveau individuel, le *bridging* semble être d'une importance particulière dans des situations telles que la recherche d'emploi et le renforcement des partenariats

d'affaires, qui sont les actions instrumentales¹⁰ ; il est donc préférable pour « *Getting Ahead* » plutôt que pour « *Getting By* », comme dans le cas du *bonding*.

2.3.3 *Linking*

Robert Putnam a été le premier à distinguer les différentes formes de capital social : *bonding* et *bridging*. Et jusqu'à aujourd'hui, les auteurs se sont concentrés sur l'étude des relations de type *bonding* et *bridging* plutôt que de type *linking*, qui n'est abordé que dans quelques études. Toutefois, si le *bonding* représente les relations horizontales entre des personnes homogènes et le *bridging* les relations plus distantes avec des gens qui nous ressemblent (Woolcock), il manque une autre forme de relations, qui sont les liens verticaux entre les gens dans les relations de pouvoir. Ce type de relations est le *linking*.

Le *linking* fut défini pour la première fois en 2001 par Woolcock. Ce sont les relations entre des personnes ayant des positions hiérarchiques différentes caractérisées par différents niveaux de pouvoir. Les institutions formelles jouent un rôle important dans l'accès à ce type de capital social. Les relations de type *linking* sont différentes des relations de type *bonding* et *bridging* dans le fait qu'elles relient des gens qui ne sont pas semblables. L'accès aux banques, aux tribunaux, les relations avec les politiciens, etc. sont des exemples de *linking*.

Au niveau individuel, le capital social de *linking* permet à une personne de réussir et lui donne accès à un large éventail de ressources. Par exemple, une personne qui a un capital social de *linking* aura davantage accès au crédit bancaire.

Au niveau local d'un territoire donné, le *linking* représente les relations entre les acteurs du territoire et les autorités locales, ainsi que les relations des acteurs de ce territoire avec des institutions publiques comme les ministères. Les relations de type *linking* influencent la gouvernance du territoire ; elles facilitent également l'action des autorités locales, car elles induisent une acceptation plus large et plus forte des acteurs locaux. Un niveau élevé de *linking* limite les tentatives de corruption au niveau local, puisque des relations fortes signifient une surveillance stricte par les autorités locales ainsi que les acteurs nationaux.

¹⁰ Selon Nan Lin, il existe 2 formes d'actions : les actions instrumentales et les actions expressives.

2.4 Les piliers fonctionnels du capital social au niveau territorial

Pour que le capital social puisse jouer son rôle de moteur de croissance et de développement, les quatre piliers suivants lui sont indispensables :

- Les groupes et réseaux.
- Les normes sociales.
- Les systèmes d'intelligence territoriale.
- La gouvernance.

Le premier pilier représente l'aspect structurel du capital social exprimé dans l'existence ou pas des relations et réseaux entre les acteurs, et les autres trois piliers constituent l'aspect fonctionnel du capital social au niveau territorial. Ces piliers forment l'élément le plus important pour atteindre l'objectif de développement économique. L'existence d'un seul pilier de ces quatre est insignifiante car, bien qu'il puisse apporter quelques avantages au territoire, mais le système reste inefficace. Par exemple, l'existence de groupes sans normes sociales peut induire des actions illégitimes, l'absence d'un système d'intelligence territoriale se heurte à l'innovation et conduit à un manque de compétitivité du territoire. Une mauvaise gouvernance entrave l'efficacité des politiques publiques et limite les démarches locales destinées à empêcher les actions illégitimes.

2.4.1 Les réseaux

On perçoit par réseaux : les groupes familiaux, amicaux, les groupements d'entreprises, les autorités locales, les chambres de commerce et d'industrie, les associations d'action civile, politique, religieuse, environnementale, sportive, etc. L'existence de groupes et de réseaux entre les groupes est l'élément central dans la construction du capital social. Les groupes permettent aux acteurs de travailler tous ensemble pour atteindre des objectifs qui ne peuvent pas être obtenus individuellement. L'importance des réseaux a été expliquée par Porter (2001) quand il a mis en évidence l'importance des *clusters* pour stimuler la productivité.

James Coleman (1990) explique comment les réseaux peuvent constituer un facteur qui affecte le niveau de développement par son effet sur la qualité de l'éducation dans les écoles publiques. Il donne l'exemple suivant : si, dans une certaine région, la qualité de l'éducation à l'école publique est mauvaise, les parents ont deux possibilités : la première est d'inscrire

leurs enfants dans des écoles privées qui coûtent très cher ; la deuxième est de former un conseil des parents qui travaillent ensemble pour faire pression sur l'administration de l'école et améliorer la qualité des enseignements. Mus par des objectifs communs, les parents, en agissant ensemble, ont permis d'améliorer la situation au moindre coût. De plus, la qualité de l'éducation améliore par la suite la qualité du capital humain du territoire. La présence des groupes n'est pas suffisante en elle-même, il y a des caractéristiques qui doivent exister dans le groupe, comme le travail et la participation de tous les membres, les normes et valeurs qui gèrent les actions des membres, le partage de l'information, le respect de la loi, etc.

2.4.2 Les normes

Les normes de confiance, la coopération, la réciprocité (générale ou personnelle), la solidarité, le respect de la loi, etc. sont nécessaires pour que les activités des groupes soient effectives. Bernard Pecqueur (2006) a insisté sur l'importance des normes comme la réciprocité dans la formation et le développement des systèmes productifs locaux.

A. Orléans (2000) explique comment l'existence de la confiance et le respect de cette confiance entre les entrepreneurs dans les relations commerciales se traduiraient par des niveaux plus élevés de satisfaction. Les normes de confiance, de coopération et de réciprocité (générale ou spécifique), la solidarité et le respect de la loi, sont des éléments nécessaires pour faire des activités de groupe plus productives.

L'existence de groupes et le nombre de membres qui participent à un certain groupe ne sont pas en soi des facteurs suffisants assurant que ce groupe sera en mesure d'apporter des effets positifs sur la compétitivité de la région. L'efficacité réside dans le fait que ces groupes respectent les normes sociales dans leurs pratiques ou non.

Si on reprend le même exemple de l'école publique et des parents, nous observons que même si le groupe a attiré beaucoup de parents, l'importance ne réside pas dans l'existence du groupe ou dans sa taille, mais dans l'efficacité des actions des membres du groupe.

Si, par exemple, les parents n'assistent pas de façon régulière à toutes les réunions du groupe, ou s'ils assistent aux réunions mais qu'ils ne participent pas en donnant leurs avis et en partageant leurs expériences, les actions du groupe ne seront pas efficaces et l'administration scolaire pourra facilement les ignorer. De la même manière, si le groupe des parents utilise

des méthodes non légitimes pour faire pression sur les enseignants et l'administration, leurs actions pourront avoir des effets négatifs alors que leur objectif initial était justifié.

Donc, l'existence des normes qui régulent les activités des groupes est indispensable pour l'efficacité des actions des groupes et pour l'atteinte de leurs objectifs.

2.4.3 Les systèmes d'intelligence territoriale

« L'intelligence territoriale est l'ensemble des actions d'intelligence économique conduite de manière coordonnée par les acteurs publics et privés (marchands et non marchands) localisés dans un territoire, afin d'en renforcer la performance économique et, par ce moyen, d'améliorer le bien-être de la population locale. » (C. Marcon et N. Moinet, 2006, dans Bensahel L., Coissard S. et Ferguène A., 2007).

Ce système repose sur le partage des informations entre les membres d'un groupe, sur le partage d'informations entre les groupes, sur les études, les centres de recherche, l'innovation, les pôles de compétences, etc. Un exemple d'application de l'intelligence territoriale au niveau régional existe dans la Région « PACA » en France, où la ressource stratégique de développement est l'eau. L'eau est considérée comme une source de vie, car la majorité de la population assume systématiquement la suffisance de l'eau potable pour ses usages domestiques, aujourd'hui et pour les années à venir. *« La qualité de l'eau de mer est d'une grande importance pour la population, car elle affecte le tourisme, le nautisme, la plaisance, la pêche et la santé de tous. Nous retrouvons cette même problématique dans les pays littoraux à travers le monde »* (Bertacchini et De Ruiter, 2005). Les acteurs de la Région PACA ont construit le pôle « MER » dans le but de gérer l'utilisation des ressources en eau douce.

La coopération et l'échange de compétences et d'informations entre les acteurs locaux aident à utiliser l'eau de façon durable et à conserver la ressource « EAU » pour les générations futures. Une approche en termes de développement durable de la Région PACA contribue au bien-être de ses habitants et aussi, le plus important, permet d'atteindre une compétitivité et une visibilité internationales de la région (Bertacchini & De Ruiter, 2005). Dans cet exemple, la coopération et le transfert des compétences et des informations entre les acteurs locaux du territoire ont aidé à préserver la qualité de l'eau, indispensable pour leur santé et pour l'économie locale.

2.4.4 La gouvernance

Bowles et Gintis (2002) préfèrent la notion de gouvernance communautaire (*community governance*) à celle de capital social car, selon eux, le terme « capital » fait référence à ce que les gens possèdent alors que ce qui est important, c'est ce qu'ils font. L'expression de « gouvernance communautaire » rend compte de ces actions effectuées collectivement et qui font le succès du capital social. La gouvernance concerne les politiques publiques, les règles d'action dans un territoire, l'aide entre le secteur public et privé, la lutte contre la corruption.

La bonne gouvernance permet de mettre en place des politiques publiques qui définissent les stratégies et veillent à la qualité des actions des acteurs locaux, dans le cadre d'une stratégie globale de développement local.

La mise en place des règles au niveau local permet d'empêcher toute forme d'activités illégales qui peuvent être faites par les groupes locaux.

Les stratégies et les projets mis en place, de façon coordonnée, entre les secteurs privé et public sont plus susceptibles de réussir. Cette réussite s'explique pour deux raisons : la première est que ces stratégies sont construites sur la base des réalités locales et la deuxième repose sur la plus grande implication des acteurs dans la mise en place des projets ; ils deviennent ainsi plus déterminés à travailler pour la réussite de leur projet.

La bonne gouvernance et l'implication des acteurs dans l'action publique limitent les possibilités de corruption des autorités locales, par le contrôle interne dans les organisations publiques et aussi par le contrôle externe de la part des acteurs privés.

Un exemple de bonne gouvernance peut se trouver dans la gestion des stations de ski françaises (Marcelpoil & Gerbaux, 2003). Il existe plusieurs formes de gestion de ces stations. Les communes touristiques et les stations de ski peuvent être gérées sous deux formes : la première est le « *Corporate model* » et la deuxième est le « *Community model* ». Dans le *Corporate model*, les entreprises sont responsables de la gestion de la station, alors que dans le *Community model*, ce sont les collectivités locales qui sont responsables de cette gestion. Dans les stations de ski françaises, il est prouvé que le modèle de gestion le plus efficace est une forme hybride des deux modèles, *Community* et *Corporate*. Ce modèle de gouvernance implique des relations formelles et informelles et une coopération entre les deux secteurs dans les domaines des politiques locales, des stratégies patrimoniales et du financement local des

activités touristiques. Ainsi, dans l'exemple des stations de ski françaises, les causes des problèmes ordinaires comme la saisonnalité, l'hétérogénéité entre les acteurs au niveau du financement, de la formation, de l'information, etc., sont liées à l'implication inégale des populations locales dans le développement touristique et à la difficulté de management local de ces stations. Ces difficultés peuvent être résolues par la gouvernance locale.

2.5 La mesure du capital social

Plusieurs auteurs comme Collois, Heselmans et Sabatini ont travaillé sur la manière de mesurer le capital social, surtout dans des régions françaises et italiennes.

Pour Angeon et Collois (2006), les indicateurs qui peuvent être quantifiés pour la mesure du capital social sont :

- La confiance.
- Les réseaux internes.
- Les réseaux externes.
- La solidarité.
- L'implication dans la vie locale.
- La vie associative et communautaire.
- La vie politique et l'engagement civique.
- La qualité de vie des habitants.
- Le développement durable.

Pour Heselmans (2006), il existe neuf indicateurs de base du capital social et précisément pour les valeurs locales, qui sont :

- Les attitudes face à l'immigration.
- Le civisme.
- L'ouverture morale.
- La liberté individuelle.
- La compétition.
- La répartition des richesses.
- La responsabilité individuelle.
- L'État providence.
- Le développement durable.

Pour sa part, Sabatini (2005) utilise quatre dimensions dans son analyse de la relation entre le capital social et le développement économique :

- Les réseaux informels familiaux.
- Les réseaux informels amicaux.
- Les réseaux formels de connexion par les organisations du bénévolat.
- Les réseaux formels et informels de participation politique.

Sabatini a également travaillé sur un autre indicateur qui rassemble ces quatre dimensions du capital social : c'est l'indicateur « capital social développemental ».

Robert Putnam a également travaillé sur la mesure du capital social. Dans son livre *Bowling Alone*, qui décrit le niveau du capital social aux États-Unis, il utilise les indicateurs de :

- La participation politique.
- La participation civique.
- La participation religieuse.
- Les connexions sur le lieu de travail.
- Les connexions sociales non formelles.
- L'altruisme, le volontarisme et la philanthropie.
- La réciprocité, l'honnêteté et la confiance.

Tous ces essais de mesure du capital social sont très subjectifs ; ils ont mesuré ses caractéristiques générales et n'ont pas distingué ses différentes formes : *bonding*, *bridging*, *linking*. Il est très important de mesurer séparément chaque forme du capital social, parce que cela permet de différencier et d'étudier en détail l'effet de chacune d'entre elles sur le niveau de développement touristique.

Dans notre cas, la mesure des formes du capital social sera faite au niveau des individus et au niveau territorial, dans les deux territoires de Mzaar et Aley. La mesure des formes de capital social au niveau des individus est réalisée afin de pouvoir spécifier quel est le lien entre chacune de ces trois formes et le niveau de vie des individus. Au niveau territorial, le but de la mesure de l'existence des formes de capital social dans les territoires de Mzaar et Aley a comme raisonnement de pouvoir faire une comparaison entre les niveaux de ces formes et le niveau de développement touristique, afin de décider si c'est le capital social qui crée une différence au niveau du développement territorial ou pas. À côté de la mesure de l'existence de réseaux de ces trois formes, qui représentent les aspects structurels du capital social, que ce soit aux niveaux territoriaux ou au niveau des individus, il est également important de mesurer

les aspects fonctionnels du capital social. Ceci est fait par la mesure du civisme et de la confiance au niveau des individus et au niveau territorial, par l'analyse de la qualité des réseaux, des normes, de l'intelligence territoriale, ainsi que de la qualité et de la forme de la gouvernance locale.

Il est important de mesurer les aspects structurels et fonctionnels du capital social séparément, grâce aux différents effets qu'ils peuvent avoir sur le niveau de développement. Les aspects structurels représentent l'existence des réseaux, tandis que les aspects fonctionnels représentent la qualité de ces réseaux et leur capacité à contribuer effectivement au niveau de développement touristique local ou au niveau de vie des individus.

2.5.1 La mesure des formes structurelles du capital social

À partir des définitions des formes de capital social fournies précédemment, et des indicateurs traditionnels déjà utilisés par les auteurs pour mesurer le caractère général du capital social, surtout ceux qui sont employés par Robert Putnam, nous avons pu extraire les indicateurs suivants, qui nous semblent représentatifs de chacune des formes du capital social.

a. Les indicateurs de bonding

- Les relations familiales.
- Les actions bénévoles.
- Les relations de voisinage.
- Les relations amicales.
- Les relations entre les citoyens du même territoire, grâce à leur identité unique.
- Les groupes religieux
- Les relations sur le lieu de travail.

b. Les indicateurs de linking

- Les relations directes et indirectes avec les hommes de pouvoir (ex. : politiciens).
- Les relations des acteurs locaux avec leurs collectivités territoriales.
- Les relations des acteurs locaux avec les autorités nationales comme les ministères (appliquées pour la mesure territoriale de linking).

c. Les indicateurs de bridging

- L'action des citoyens.
- L'action politique (appartenance aux partis politiques).
- L'appartenance des acteurs locaux aux groupes nationaux (chambres de commerce, groupes professionnels et toutes les autres formes de groupes au niveau national et international).
- Les formes de partenariat entre les collectivités territoriales et les collectivités des autres territoires nationaux ou internationaux.
- Les relations entre les entreprises, associations et individus locaux avec les entreprises, associations et individus à l'extérieur de l'échelle locale.

2.5.2 La mesure des aspects fonctionnels du capital social au niveau des individus

La mesure des trois formes de capital social dans un certain territoire ou pour un certain individu s'applique seulement aux réseaux qu'ils possèdent. Pour étudier la relation entre le capital social et le développement local, il faut mesurer l'aspect fonctionnel du capital social au niveau territorial par l'analyse de ses piliers, qui sont les réseaux, les normes, la gouvernance et l'intelligence territoriale. Ces piliers déterminent l'utilité du capital social qui existe dans un territoire, tel que nous l'avons analysé dans la section 1.5. Au niveau des individus, la mesure des aspects fonctionnels est faite à travers la mesure du niveau de confiance et de civisme dans les relations de chaque individu. La confiance mesure la force des relations et le civisme mesure l'utilité de ces relations.

a. La confiance

Dans son livre *Bowling Alone*, Robert Putnam parle du rôle de la confiance comme une des normes essentielles du capital social, à côté des autres normes comme la réciprocité et l'honnêteté. Selon lui, la confiance sociale est différente de la confiance dans les institutions publiques et les autorités politiques. Les hommes qui ont confiance dans les autres sont plus susceptibles de participer à des actions politiques ou religieuses et ils deviennent plus fiables. Fukuyama a aussi parlé de la confiance comme étant l'aspect le plus important du capital social. Il différencie la confiance entre les individus et la confiance entre les organisations. Selon Fukuyama, les avantages du capital social incluent la diminution des coûts de

transactions et l'augmentation de la fiabilité des institutions, mais une confiance en baisse produit des organisations non efficaces avec une performance corrompue.

La mesure de la confiance par des auteurs comme Putnam était faite par des questions simples telles que : « Avez-vous confiance dans la plupart des gens ? » Pour être plus précis, on mesure la confiance à travers les réseaux les plus proches d'une personne, comme la confiance dans les relations familiales, la confiance entre voisins, entre amis et la confiance dans les autorités locales. Ces relations sont normalement susceptibles d'affecter directement la qualité de vie des personnes.

b. Le civisme

Le civisme a été défini par Fernand Ouellet (2005) comme l'attitude des citoyens dans la vie publique. Le civisme est différent de la civilité, dans le sens où la civilité est liée à la vie privée, contrairement au civisme qui est lié à la vie publique. Un exemple de civisme est le respect et l'attachement d'un citoyen à son pays ou à sa collectivité et en conséquence, son respect des lois et règles d'action au sein de cette collectivité. Robert Putnam a parlé de la participation civile comme une part du capital social. L'estimation du civisme peut être faite par des indicateurs comme :

- La liberté civile et politique des individus.
- La transparence de l'action publique (financement, planification, régulation...).
- Les motivations derrière les actions des citoyens comme les motifs derrière les actions politiques ou religieuses, et les modes d'utilisation des relations avec les politiciens ou avec les autorités locales. Plus les motifs sont liés au bien-être collectif, plus haut sera le niveau de civisme. Par contre, si les actions des individus ont comme motivations d'atteindre des fins strictement personnelles, cela diminue le niveau de civisme.
- Le vote aux élections municipales et aux élections législatives.

La « capacité développementale » du capital social peut être affectée négativement ou positivement par le niveau de civisme. Par exemple, si, dans un territoire, le niveau du capital social est élevé mais que le niveau de civisme est bas, cela indique que le capital social peut être utilisé par les citoyens pour leurs intérêts personnels et pas pour l'intérêt collectif et public. Donc, le niveau de développement local de ce territoire va être endommagé par leur faible niveau de civisme.

Comme il a été démontré dans toutes les études économiques récentes, le concept de développement n'est plus seulement abordé sous l'angle économique ; le côté social est devenu un axe très important de développement. Suite à ce mélange thématique, il devient indispensable d'étudier l'effet des indicateurs sociaux sur la qualité du développement, y compris, bien sûr, sur le niveau de vie des individus. Le capital social représente un concept très efficace pour étudier ce lien entre les aspects économiques et sociaux du développement. Le capital social est le capital accumulé par les acteurs par le biais des réseaux sociaux qu'ils forment entre eux, et ces réseaux leur permettent d'accumuler des prestations. Ces dernières ne s'adressent pas seulement aux individus qui font partie de ces réseaux, l'ensemble de la société où ces réseaux existent étant concerné. La mesure du capital social et l'étude de sa relation avec le niveau de vie sont jusqu'à maintenant des thèmes peu ciblés dans le monde de la recherche et de ce fait, il nous a paru important de faire des études empiriques qui expliquent, affirment ou rejettent les résultats des études théoriques portant sur cette relation.

Dans le deuxième chapitre de cette partie, nous allons, dans une première section, faire une présentation du pays que nous avons choisi d'étudier, le Liban, ainsi que les formes de tourisme qui y existent. Le but est de clarifier le contexte géographique, naturel et historique du pays et des territoires concernés par notre étude. Nous faisons aussi une présentation globale du tourisme au Mont-Liban, la région où se trouvent les deux territoires de Mzaar et Aley, qui connaissent notamment des activités touristiques hivernales et estivales.

Dans la deuxième section du deuxième chapitre, nous allons tester la relation entre les aspects fonctionnels et structurels du capital social au niveau des individus et le niveau de vie de ces individus. Dans ce but, nous allons utiliser la méthode statistique de l'analyse factorielle. L'analyse factorielle est une méthode statistique utilisée quand on veut étudier des variables latentes qui ne sont pas mesurables toutes seules. Chacune de ces variables latentes (telle la confiance) a besoin de plusieurs variables de mesure pour l'expliquer. Les variables de mesure (dites observées ou manifestes) sont mesurées par le chercheur, et les variables latentes ne sont pas directement mesurées mais inférées en fonction de leurs relations avec les variables de mesure dans l'analyse. Dans notre étude, il faut construire un modèle de mesure qui explique les relations entre les variables latentes et leurs mesures (la relation entre chaque variable latente et les indicateurs qui la mesurent), et un modèle de structure qui montre les relations entre les variables latentes (relations entre *bonding*, *linking*, *bridging*, confiance, civisme et niveau vie des individus).

Chapitre II : Tourisme et niveau de vie au Liban

Le Liban est un pays arabe du Moyen-Orient, situé sur les côtes est de la mer Méditerranée, délimité à l'est et au nord par la Syrie et au sud par les territoires palestiniens. C'est un petit pays d'une superficie modeste de 10 452 km², mais qui détient des richesses naturelles, climatiques, géographiques et également culturelles grâce à son ouverture sur le monde oriental et occidental, son mélange unique de religions (17 religions officiellement reconnues par l'État) et aussi grâce au comportement intellectuel de sa population.

« Au cours des siècles, le Liban a été une « montagne refuge », ce qui explique sa mosaïque confessionnelle actuelle et son pluralisme culturel. Ce pays, qui fut longtemps la seule démocratie parlementaire de l'Orient arabe, a connu jusqu'en 1975 une incontestable prospérité, bien qu'inégalement répartie. Grâce au dynamisme de ses entrepreneurs et au développement d'une économie de services, le Liban devint le principal relais entre les pays du monde capitaliste et le reste du Proche et du Moyen-Orient. Le Liban a toujours occupé, au sein du Proche et du Moyen-Orient, une place originale, en raison de sa diversité humaine et de ses liens privilégiés avec l'Occident » (Khalife, 2008).

Géographiquement, le Liban est un pays montagneux, avec des reliefs très élevés et très accidentés, qui culminent à une hauteur de 3 038 m au-dessus du niveau de la mer. Il peut être divisé en quatre régions : la région côtière qui longe le Liban, une première chaîne montagneuse (Mont-Liban) parallèle à la côte, une deuxième chaîne (parallèle à la première chaîne) le long de la frontière libano-syrienne, et une grande plaine (plaine de Bekaa) entre les deux chaînes (à une altitude d'environ 900 m), qui est la seule région vraiment plate de ce pays aux reliefs tourmentés.

Le climat du Liban est un climat méditerranéen doux ; l'hiver est très arrosé et les deux mois d'hiver les plus pluvieux sont janvier et février. À partir d'une hauteur de 1 500 m, la neige commence à tomber et il n'est pas surprenant de trouver des neiges éternelles. En été, les régions côtières deviennent très chaudes et très sèches, avec certaines fois d'épais brouillards ; aussi, les résidents côtiers sont attirés par la montagne où le climat reste très doux.

Grâce aux fortes précipitations de pluie et de neige pendant l'hiver, les montagnes libanaises sont très riches en sources d'eau et en rivières. La richesse aquatique du Liban en fait un pays

très recherché par les Arabes bédouins qui viennent des pays désertifiés. Ils l'appellent « le pays du lait et du miel » (Vaumas, 1948).

Les reliefs escarpés du Mont-Liban ont contribué à l'isolement des villages montagneux, surtout ceux de la haute montagne. Ces villages sont très peu peuplés à cause du manque de moyens et de facilités de vie. Les populations y exercent les activités traditionnelles d'agriculture et de pâturage. La nature très accidentée des montagnes complexifie le travail agricole et dans les régions de hautes montagnes, les chutes de neige rendent l'agriculture presque impossible en hiver.

Le dépeuplement du Mont-Liban a commencé dès la Première Guerre mondiale et s'est accéléré avec la famine qui a ravagé le Liban à cette époque. Les résidents du Mont-Liban étaient obligés de quitter leurs régions pour gagner soit l'étranger, soit les autres régions libanaises, et surtout la Bekaa, où les conditions de vie étaient un peu plus faciles grâce à l'activité agricole. Malgré ces nombreuses difficultés, tous les résidents du Mont-Liban n'ont pas quitté leur terre ; une grande partie d'entre eux se sont accrochés et ont essayé de développer leurs villages. Dans la plupart des cas, ces tentatives de développement étaient le fait d'initiatives individuelles, sans l'aide du gouvernement.

1. Le tourisme au Liban

Malgré sa petitesse, le Liban est un pays qui présente une diversité géographique et climatique extraordinaire et unique au Moyen-Orient et dans le monde entier. Il est difficile de trouver un autre pays dans le monde où un touriste peut, par une journée de printemps, pratiquer le ski de montagne le matin et se baigner dans la mer l'après-midi. La distance qui sépare le domaine skiable et la région côtière ne dépasse pas 44 km, elle peut donc être couverte en une quarantaine de minutes en voiture.

Les chutes de neige en hiver rendent les sommets montagneux tout à fait appropriés à la pratique des sports d'hiver. En été, la montagne est considérée comme un sanctuaire de fraîcheur pour les résidents de Beyrouth et des autres villes côtières. La montagne libanaise attire aussi les touristes arabes, surtout les Arabes du Golfe où la chaleur en été est intolérable. La manne pétrolière dans ces pays a créé des richesses qui permettent à la population de passer toutes ses vacances d'été à l'étranger. Les estivants arabes qui passent leurs vacances au Mont-Liban séjournent dans les hôtels, louent des appartements meublés, achètent des

appartements ou des villas dans les villes estivales. Posséder une villa de luxe au Mont-Liban est devenu une tradition pour tous les Arabes riches.

Le ski et la baignade sont les activités touristiques préférées des Libanais et des Arabes. Les touristes étrangers non arabes sont plutôt attirés par le tourisme culturel de courte durée ; ils visitent les sites touristiques libanais¹¹ en deux ou trois jours.

Le tourisme balnéaire attire surtout les Libanais, qui louent des appartements meublés dans les stations balnéaires. Cette forme de tourisme n'a pas été développée à un haut niveau, comme en Chypre ou en Égypte, pour plusieurs raisons parmi lesquelles figurent la cherté des hôtels côtiers libanais ainsi que la pollution du bord de mer. En outre, une grande partie de la côte libanaise est située dans des régions de confession musulmane, où la présence de stations balnéaires n'est pas très bien acceptée¹². Pourtant, il existe des stations très développées dans ces régions, comme sur les côtes de Tyr au sud du Liban. La station de Tyr est l'une des stations préférées des Libanais, car elle est localisée sur le littoral le plus propre du Liban.

À côté de ces formes traditionnelles de tourisme, d'autres activités sont en train d'émerger, comme l'écotourisme. Mais les incidents politiques et l'insécurité au Liban ont contribué à freiner les diverses tentatives de développement touristique. Comme nous allons le voir ensuite, la nature de l'évolution du secteur touristique libanais a été marquée par plusieurs périodes historiques.

1.1 L'évolution historique du tourisme libanais

Le tourisme libanais a toujours été considéré comme le secteur qui apporte la contribution la plus importante au développement du pays, à cause de la faible productivité de tous les autres domaines économiques. Pourtant, le tourisme n'a pas toujours eu ce même niveau de succès ; il y a eu des périodes de croissance puis de stagnation, causées principalement par le manque de sécurité (en raison des conflits politiques et religieux internes ou des menaces extérieures de la part d'Israël).

¹¹ Baalbek, Byblos, Tyr, la grotte de Jeita, le musée de Beyrouth et le casino du Liban sont les sites touristiques les plus fréquentés par les touristes étrangers.

¹² La construction des stations balnéaires n'est pas acceptée dans les régions côtières musulmanes car l'islam interdit aux femmes de se baigner en maillot de bain devant les hommes. Pourtant, il devient de plus en plus populaire, dans ces régions, de construire des petites stations balnéaires seulement pour les femmes et interdites aux hommes.

On peut distinguer quatre périodes dans l'histoire du tourisme au Liban. La première période couvre la période postérieure à la Première Guerre mondiale et au début du mandat français jusqu'en 1975 ; la deuxième est marquée par la guerre civile libanaise entre 1975 et 1992 ; la troisième s'étend de 1992 à 2004 ; la dernière étape a démarré en 2005 et se poursuit jusqu'à nos jours.

1.1.1 Période I : avant 1975

Avant le début de la guerre civile en 1975, le tourisme libanais était dans sa période d'or ; le nombre de touristes connaissait une croissance énorme chaque année, et ces derniers étaient de toutes les nationalités. Avec la fin de la Première Guerre mondiale et le début du mandat français¹³, vers 1920, une nouvelle activité touristique voit le jour au Liban : le ski. Il fut introduit au Liban et connut une grande popularité auprès des jeunes Libanais riches et des Français.

En 1972, 29,3% des touristes au Liban sont des non-Arabs, 32,8% sont des Arabes et 37,9% des Syriens. Le nombre total de visiteurs étrangers au Liban était de 216 418 individus en 1952, 625 827 en 1962 et 2 281 062 en 1972, ce qui montre la croissance exceptionnelle de l'activité touristique à cette époque.

Pendant cette période, la forme de tourisme la plus fréquente est un tourisme traditionnel de non-Arabs qui séjournent à Beyrouth, vont à la plage, font du shopping, visitent les sites historiques et les monuments, jouent au « Casino du Liban » et assistent aux festivals régionaux (tels que les festivals de Baalbek).

La deuxième forme de tourisme est celle des Arabes, qui viennent au Liban en villégiature dans la montagne pendant l'été. Seulement 32,5% de ces touristes logent à Beyrouth, alors que les autres séjournent en montagne. Environ 40% des touristes arabes ont l'habitude de se loger dans des hôtels, les autres étant propriétaires d'appartements et de maisons. En général, les touristes arabes ne viennent pas pour se baigner ou pour visiter les sites historiques, mais pour profiter de la fraîcheur du Mont-Liban et fuir la chaleur insupportable de leurs pays. Les deux villes estivales les plus connues pendant cette période et jusqu'à aujourd'hui sont Aley et Bhamdoun.

¹³ Après la fin de la Première Guerre mondiale et la défaite des Turcs face aux armées des Alliés, ils furent obligés de quitter tous les pays qu'ils avaient déjà occupés, lesquels étaient placés sous mandat des pays alliés ; le Liban a été mis sous mandat des militaires français.

Le troisième type de tourisme est celui des Syriens, qui viennent pour la plupart en visite familiale ; ils restent dans leur famille, chez des amis ou dans des hôtels modestes.

Les attractions touristiques les plus populaires au Liban pendant cette période sont diverses : plage, restaurants et cabarets célèbres tels que le « Casino du Liban », monuments et ruines archéologiques comme celles de Baalbek et Byblos, stations de ski qui sont à cette époque au nombre de quatre (Faraya, Zaarour, Qanat Bakiche et Cèdres) ; à cela s'ajoutent les multiples festivals périodiquement organisés pendant l'été dans toutes les régions libanaises, dont les plus célèbres sont ceux de Baalbek et Beit el Deen (Prost-Tournier, 1974).

1.1.2 Période II : entre 1975-1991

En 1975, la guerre civile libanaise s'est déclenchée et a mis fin à l'âge d'or du tourisme. La guerre civile a duré jusqu'en 1991. Après la guerre, la situation touristique au Liban s'est fortement dégradée :

- La main-d'œuvre très qualifiée a émigré.
- La beauté du milieu naturel libanais a subi des dommages irréparables.
- Toutes les régions ont connu un boom immobilier anarchique, sans règlement de l'État.
- En plus des difficultés internes, le tourisme libanais devait faire face à la concurrence des pays arabes voisins, qui ont développé leur infrastructure touristique. Nous pouvons citer :
 - Le tourisme culturel en Jordanie et Syrie.
 - Le tourisme balnéaire en Jordanie.
 - Le tourisme estival en Syrie.
 - Et aussi la concurrence de l'île de Chypre, de la Turquie, de la Tunisie et de l'Égypte.
- Les entreprises internationales qui étaient localisées au Liban avant la guerre sont toutes parties vers des villes comme Amman, Le Caire, Dubaï, etc.
- Le tourisme culturel qui attirait les Occidentaux a souffert de l'image du Liban dans le monde occidental, profondément marquée par les conflits.

1.1.3 Période III : entre 1992-2005

À la fin de la guerre civile, en 1992, le Liban a essayé de retrouver son leadership touristique. Il s'est lancé dans différents travaux d'infrastructures :

- la reconstruction des routes ;
- la reconstruction des hôtels ;
- la reconstruction du centre-ville de Beyrouth comme le centre commercial et intellectuel du monde arabe ;
- les Contrats de BOT (*Build, Operate, Transfer* – construire, opérer, transférer) entre le gouvernement et le secteur privé pour la construction d'installations touristiques proches des sites et pour l'aménagement de nouveaux sites touristiques ;
- la reconstruction de l'aéroport de Beyrouth, qui est devenu l'aéroport le plus moderne de la région.

Le marketing touristique après la guerre était concerné par trois segments du tourisme : le tourisme estival arabe, le tourisme de sports d'hiver et le tourisme culturel occidental.

Même si le nombre de touristes qui ont visité le Liban après la guerre était moins élevé que celui d'autres pays arabes comme la Jordanie et l'Égypte, le total des recettes touristiques au Liban était environ trois fois plus important que dans les autres pays de la région.

Depuis 2003, l'industrie du tourisme au Liban a connu une renaissance, caractérisée par une croissance annuelle impressionnante en termes de nombre de touristes et de taille des recettes touristiques. Le développement du tourisme fut axé sur le tourisme rural : soutien aux opérateurs touristiques et financements d'installations nécessaires, sensibilisation des Libanais sur les beautés cachées des régions rurales, initiatives de marketing international.

1.1.4 Période IV : après 2005

Suite à l'assassinat du Premier ministre libanais Rafic el Hariri en février 2005 et à la guerre israélienne sur le Liban en 2006, la situation économique et touristique s'est fortement détériorée en raison des problèmes d'insécurité et de la destruction d'une grande partie de l'infrastructure libanaise. Ce n'est qu'en 2008 que la situation est redevenue un peu plus stable et que le tourisme a repris sa croissance et son développement.

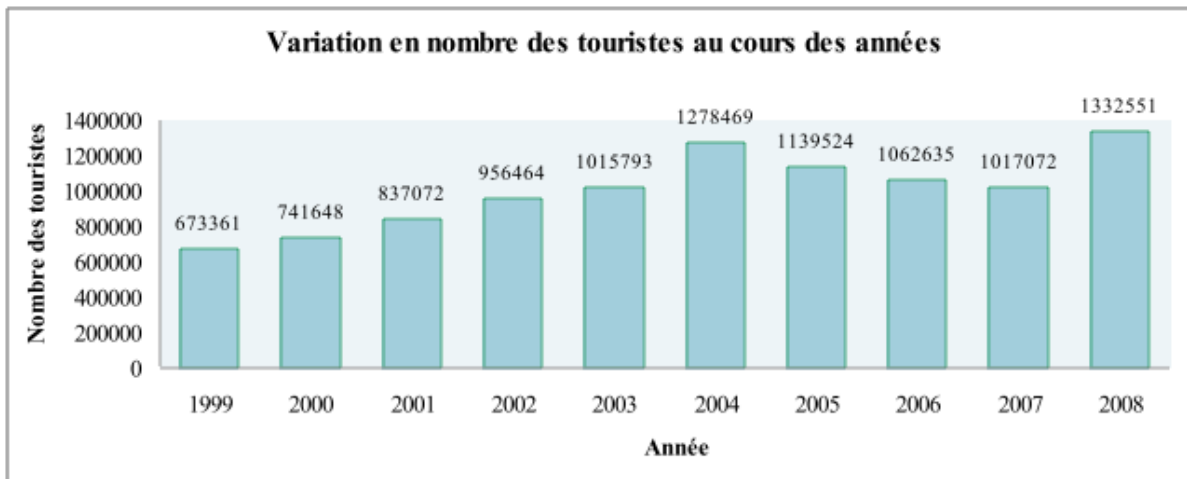


Figure 2 : L'évolution du nombre de touristes de 1999 à 2008.

Source des statistiques : Administration centrale de statistique libanaise, annuaires statistiques 2006, 2007 et 2008.

Comme le montre ce graphique, depuis l'année 1999, le nombre de touristes venant au Liban a connu une croissance régulière jusqu'en 2004. Mais depuis 2005, le nombre de touristes a commencé à diminuer à nouveau progressivement, d'une année sur l'autre, suite à la détérioration de la situation sécuritaire. À partir de l'année 2008, la demande touristique a repris son développement, avec un taux de croissance de 31%.

Le tourisme libanais a donc été témoin de plusieurs hauts et bas à travers l'histoire. La diversification de l'offre touristique de ce pays a largement contribué au soutien du secteur touristique face à tous les problèmes qu'il a vécus.

1.2 Les formes du tourisme au Liban

Selon les trois organisations qui travaillent sur le tourisme au Liban, à savoir le ministère du Tourisme, le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) et l'OMT (Organisation mondiale du tourisme), il existe cinq types d'offre touristique au Liban :

- La fraîcheur estivale (intéressant les Arabes, la classe riche des Libanais et les Libanais émigrés).
- Les sports d'hiver (intéressant les Libanais vivant dans les pays voisins, la classe riche des Libanais, les émigrés libanais, les Européens au Liban et les Européens vivant dans les pays voisins).
- Le tourisme balnéaire (pour les émigrés et la classe riche libanaise).
- Le tourisme culturel et religieux (pour les Européens occidentaux et les Libanais émigrés).

- Le tourisme des congrès et des foires (pour les Européens occidentaux, Syriens et autres Arabes).

Parmi les cinq formes citées, les offres estivales en montagne et les sports d'hiver dominent au Liban, et bien que ces dernières existent dans d'autres pays (les sports d'hiver à Chypre et le tourisme estival en Syrie), l'offre libanaise reste la plus demandée en raison de sa qualité et de sa spécificité.

1.2.1 Les centres estivaux

Depuis l'année 1914, le Liban est le pays du tourisme estival pour tous les pays voisins comme la Syrie, l'Égypte et la Turquie. La présence d'hôtels 5 étoiles au Mont-Liban a permis à quelques villages comme Aley, Bhamdoun, Sawfar, Bayt Mery et Duhur el Shwayr de devenir plus importants en taille. Certains villages ont même triplé leur population.

L'augmentation des recettes de ce tourisme d'été à la montagne a incité beaucoup de montagnards à quitter leur travail dans l'agriculture. Le prix de la terre a fortement augmenté dans ces villages et a été parfois multiplié par cinq. Beaucoup de Libanais, fidèles à leurs villages, y reviennent chaque été pour passer les vacances avec leurs familles ; ils économisent de l'argent pour acheter des terrains et construire des maisons dans leurs villages.

Ce retour aux sources a contribué par ailleurs à ouvrir les esprits et à sensibiliser les Libanais aux questions de développement, telles que la question du transport. Ainsi, après la Deuxième Guerre mondiale, le Liban fut très occupé par la construction de routes et autres infrastructures de transport et de communication, ce qui lui a permis un développement plus rapide que celui de ses voisins. L'avenir de la montagne libanaise a toujours été entre les mains du tourisme (Issawi, 1988).

La région du Mont-Liban la plus connue pour l'activité estivale est celle d'Aley, qui comporte plusieurs villages dont les plus célèbres sont Aley et Bhamdoun. Aley est une belle région montagneuse, située à 20 km de Beyrouth et à 850 m d'altitude en moyenne. La population d'Aley approche les 50 000 habitants en hiver et en été, elle dépasse les 100 000 habitants. Aley est un centre estival d'une très grande importance et un lieu résidentiel très prisé par les magnats du pétrole, les émirs ainsi que les riches bourgeois libanais. Les résidences, les villas, les chalets, les palais, les hôtels, les foyers, les parcs municipaux, les jardins, etc. y foisonnent.

La ville de Jezzine, située au Sud du Liban, dans la montagne, à 22 km de Saida (la capitale du sud Liban), est un autre centre estival qui, bien que moins important qu'Aley et hors du Mont-Liban, est célèbre par ses ressources naturelles et par son artisanat de coutellerie, de couverts et autres objets d'art. Jezzine, qui est qualifiée de « reine du Sud », est située à une altitude moyenne de 950 mètres ; elle est connue pour ses belles forêts de pins et de chênes, ses jardins qui rappellent le Paradis, ses vallées profondes, ses falaises féeriques, ses sources d'eau et ses rivières ainsi que ses cascades.

1.2.2 Les centres de sport d'hiver

La deuxième forme de tourisme pratiquée au Liban est celle des sports d'hiver. La pratique du ski a débuté en 1913, lorsqu'un étudiant libanais, de retour de Suisse, fit découvrir aux Libanais les premières joies de la glisse. Cela se passait sur les collines tout près d'Aley. Le tourisme d'hiver a débuté avec la venue des armées françaises, dans les années vingt. À cette époque, le ski était pratiqué dans un but militaire. En 1934, fut créé le premier club de ski, « Le Club Libanais ». La première école de ski vit le jour en 1935 aux Cèdres et en 1937, elle déménagea pour s'installer définitivement dans une caserne de haute montagne, où elle est devenue l'école de ski militaire.

Depuis les années 1930, le ski s'est développé avec un dynamisme remarquable, et les centres de ski de niveau international se sont multipliés. Ils étaient bien équipés en remontées mécaniques performantes et dotés de nombreux hôtels et chalets confortables. Le Liban était le seul pays de la région à posséder des centres de sports d'hiver aménagés et équipés suivant les normes internationales. Mais la guerre civile de 1975 a mis fin au développement de cette activité, et ce n'est qu'en 1991, après la réouverture de toutes les frontières internes, que la pratique du ski au Liban a repris son développement, après 16 années d'interruption (skileb.com).

Aujourd'hui, il existe six stations de ski au Liban, qui répondent aux besoins des skieurs de tous les niveaux et de tous les goûts. Chacune de ces stations a un cachet propre, mais c'est la station de Mzaar (précédemment connue sous le nom de Faraya Mzaar) qui offre une infrastructure et des installations touristiques de classe mondiale. Pourtant, la station des Cèdres est idéale pour les amateurs d'escapades dans la nature et la station de Laqlouq est idéale pour les familles, avec son niveau intermédiaire de pistes.



Figure 3 : Les six stations de ski libanaises

Source : <http://www.skileb.com/>

Station	Cèdres	Laqlouq	Mzaar	Faqra	Qanat Bakish	Zaarour
Éloignement de l'aéroport	130 km	62 km	46 km	43 km	45 km	54 km
Altitude minimale	1950 m	1650 m	1830 m	1735 m	1910 m	1700 m
Altitude maximale	3086 m	1920 m	2465 m	1980 m	2050 m	2000 m
Nombre de remontées	5	9	18	4	3	7
Convenable pour les débutants	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Difficulté maximum	Noir	Rouge	Noir	Rouge	Rouge	Rouge
Restaurants	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Clubs/Bars	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Non

Tableau 1: Les caractéristiques des stations de ski libanaises

Source : <http://www.skileb.com/>

Comme le ski au Liban commence à attirer les médias et les investisseurs, un nouveau centre de ski est en train d'être planifié à Ehden, suite à un accord entre le consortium immobilier européen Europtima et la municipalité de Zogharta-Ehden. Cet accord porte sur l'aménagement d'une station de ski sur les hauteurs d'Ehden, à proximité de la station des Cèdres. La station ne sera accessible que par un téléphérique au départ d'Ehden. Le village proprement dit comprend quatre petits hôtels.

1.2.3 Le tourisme balnéaire

À côté du tourisme hivernal et estival, le Liban est également célèbre pour son tourisme balnéaire. Le tourisme balnéaire s'est développé après la Deuxième Guerre mondiale, en 1924, jusqu'au début des années soixante, atteignant son sommet dans les années soixante-dix. Les centres balnéaires sont dispersés tout le long de la côte libanaise (surtout sur les côtes au sud et au nord de Beyrouth), avec des activités balnéaires et des sports nautiques. Les courtes distances entre la mer et la montagne facilitent le déplacement fréquent des touristes entre ces deux.

« Le tourisme balnéaire au Liban est pratiqué dans des complexes touristiques composés d'immeubles situés à côté de la mer et caractérisés par une forme urbanistique spécifique : le complexe résidentiel fermé. Il s'agit d'un établissement situé en bord de mer, clos, associant un espace commun qui permet un certain nombre d'activités (piscine, sports, bains de soleil, etc.) et un espace résidentiel composé d'appartements, appelés au Liban "chalets", loués mensuellement ou en saison » (Dewailly & Ovazza, 2004).



Figure 4: Répartition des arrivées touristiques par mois pour l'année 2008

Source des chiffres : Ministère du Tourisme, Département des études, recherche et documentation.

Ce graphique montre que les arrivées touristiques atteignent leur niveau maximum en été et surtout pendant les mois de juin, juillet et août, ce qui indique que les formes de tourisme qui sont pratiquées en été sont les plus populaires au Liban, notamment le tourisme balnéaire et le tourisme estival.

1.2.4 Le tourisme historique et culturel

La dernière forme de tourisme connue au Liban est le tourisme culturel. Grâce à sa localisation géographique, au carrefour de l'Asie, de l'Europe et de l'Afrique, le Liban a été façonné par de nombreuses civilisations. Ces civilisations ont laissé des traces dans ce pays ce qui lui a donné une extraordinaire richesse en sites archéologiques et monuments historiques comme les cités phéniciennes, les temples romains taillés dans le roc, et les mosquées et hammams mamelouks et ottomans. (www.jeux2009.org, 2011)

La mosaïque culturelle du Liban se retrouve dans les anciennes ruines archéologiques, les villages traditionnels ou dans les sites religieux.

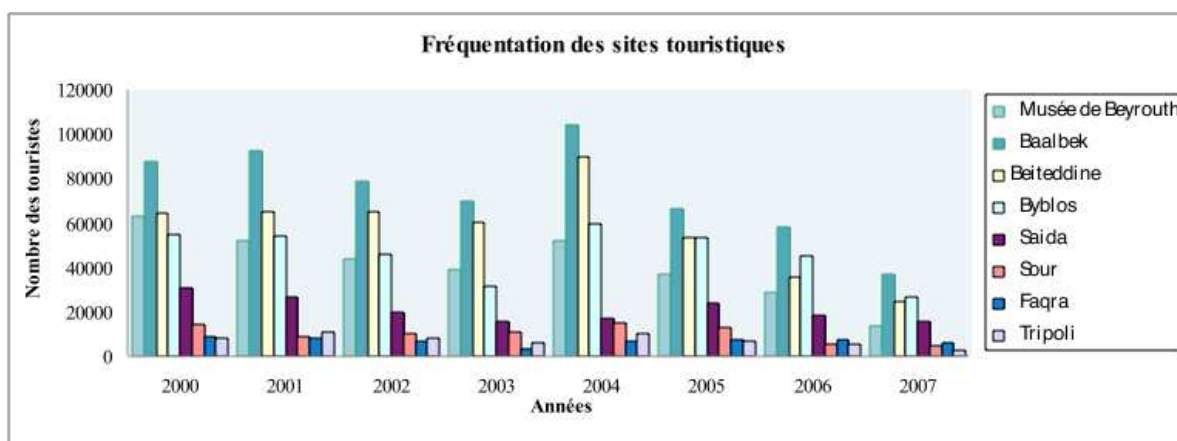


Figure 5 : Fréquentation des sites touristiques libanais.

Source des chiffres : Administration centrale de statistique libanaise, Annuaire statistique 1995-1999, 2006, 2007, 2008.

Dans ce graphique, nous pouvons voir la différence de fréquentation selon les différents sites culturels touristiques libanais. Les sites culturels les plus connus au Liban sont : le musée de Beyrouth, le palais de Beiteddine et les temples historiques de Baalbek, Byblos, Sidon, Tyr, Faqra et Tripoli. Le temple de Baalbek est le site le plus fréquenté, il constitue le plus grand complexe de temples jamais construit au cours de la période de l'Empire romain. Baalbek est caractérisé par les colonnes les plus grandes jamais édifiées, les plus grosses pierres utilisées dans les constructions de l'époque et par des statues et des sculptures en pierre d'une qualité incomparable.

1.2.5 Le tourisme d'affaires

Le tourisme d'affaires combine deux activités économiques à la fois. L'activité classique du tourisme et l'activité économique des entreprises (banques, commerces, produits pharmacologiques, etc.). Cette forme de tourisme désigne les déplacements à but professionnel, surtout en ce qui concerne l'organisation de réunions d'entreprise, de séminaires, de conférences, de congrès, de foires et d'expositions, le lancement de produits, des dîners de gala, etc. Le tourisme d'affaires est très important pour le développement touristique, parce qu'il attire un grand nombre d'hommes d'affaires ou de participants à différents événements. Au Liban, Beyrouth est la ville qui profite le plus de cette forme de tourisme.

Malgré le fait que le secteur touristique libanais, sous ses cinq formes, est très développé, il souffre de plusieurs problèmes surtout au niveau environnemental, au niveau du marketing et de la gestion touristique.

1.3 Enjeux et menaces face à l'évolution du tourisme au Liban

Le tourisme au Liban est un vecteur essentiel de développement économique et d'amélioration des niveaux de vie. Il est toutefois confronté à plusieurs difficultés, telles que les problèmes environnementaux, le marketing, la gestion du tourisme caractérisée par un manque de coordination entre les secteurs public et privé, etc.

1.3.1 Environnement

Même si, au Liban, il n'existe aucune étude ou trace évidente stipulant que les problèmes écologiques ont des répercussions sensibles sur la fréquentation touristique, tant celle-ci est encore limitée, il est clair que dans le long terme, les problèmes environnementaux auront un impact sur l'activité touristique ; en effet, dans un pays comme le Liban, les formes de tourisme les plus populaires sont très dépendantes des conditions environnementales.

Actuellement, le tourisme est affecté par la présence de nombreuses carrières et de concasseurs disséminés un peu partout dans les régions libanaises. Ils déforment et souillent les paysages. La beauté des paysages est aussi endommagée par la saleté, en raison d'un manque de structure organisée pour la collecte et l'évacuation des ordures ménagères et des déchets domestiques.

Le tourisme balnéaire est fortement menacé par les eaux des égouts, qui ne sont que rarement traitées et s'écoulent le long de la côte libanaise et dans les fonds des vallées. Les déversements de pétrole dans la mer constituent aussi une source de profonde inquiétude pour les experts environnementaux, surtout pour le Programme des Nations unies pour l'environnement.

L'environnement libanais est aussi menacé par la destruction de la forêt engendrée, d'une part, par les multiples incendies qui se produisent chaque année dans les régions rurales et, d'autre part, par l'ignorance des populations montagnardes concernant l'importance de la richesse forestière. Les habitants coupent les arbres de leurs régions et en font du charbon, qu'ils revendent ou qu'ils utilisent à des fins personnelles.

Le tourisme d'hiver est fortement menacé par le réchauffement climatique et la baisse du niveau de la neige d'un an sur l'autre, ce qui est très alarmant pour les entreprises et les populations locales qui ont besoin de l'activité « ski » pour survivre dans leurs régions.

Malgré son importance, la question environnementale reste peu abordée par la société civile et par le gouvernement libanais, mis à part quelques essais initiés par le ministre de l'Environnement et les associations environnementales, essais qui restent limités face à l'ampleur de la tâche à accomplir et à un budget restreint.

L'urbanisme non planifié constitue un autre problème qui marque le paysage libanais et le rend moins admirable et moins attractif auprès des touristes.

1.3.2 La gestion du tourisme libanais

La première administration gouvernementale chargée du management touristique au Liban était le Service du tourisme du Liban, qui a été créé dans les années 1930 au sein du ministère de l'Économie nationale. Son rôle principal a été le suivi et la supervision de l'industrie touristique libanaise.

En 1948, la Commission générale du tourisme (CGT, ou Commissariat général du tourisme, estival et de l'hivernage) a été créée pour entreprendre les tâches suivantes :

- Informer les départements ministériels au sujet des besoins du secteur du tourisme et aider à la prise de décision.
- Promouvoir l'image du Liban à l'étranger.
- Surveiller les entreprises touristiques du secteur privé et les professions touristiques.

Pendant les années 1960, la CGT a joué un rôle important dans la promotion du tourisme libanais. Des projets touristiques majeurs ont été effectués et des attractions libanaises ont été promues, en particulier dans les pays voisins, qui étaient à l'époque le plus grand marché touristique pour le Liban.

En 1959, la CGT a été transférée et annexée au ministère de l'Information, qui est devenu le ministère de l'Information, de l'Orient et du Tourisme. Cependant, son rôle a diminué avec la création, en 1962, du Conseil national du tourisme, une association privée chargée de mener toutes les tâches liées à la promotion du tourisme et de l'investissement.

La croissance du tourisme à l'échelle mondiale a conduit à la création du ministère du Tourisme du Liban en 1966 (loi n° 21/66, publiée le 29 mars 1966). Le ministère du Tourisme était composé de la Direction générale du tourisme (Direction générale des affaires touristiques). Le décret n° 7142, publié le 20 avril 1967, a défini les tâches spécifiques qui relèvent de la responsabilité distincte du Conseil national du tourisme, y compris la promotion à l'étranger et l'exécution de projets touristiques. Toutefois, ce décret a été abrogé par le décret n° 2829, publié le 10 octobre 1992, qui annulait les tâches confiées au Conseil national du tourisme et les transférait vers le ministère du Tourisme.

La Direction générale des antiquités, qui faisait autrefois partie du ministère de l'Éducation et des Beaux-arts, a été rattachée au ministère du Tourisme quand il a été établi en 1966. En 1992, il a rejoint le ministère de la Culture et de l'Enseignement supérieur. Toutefois, un département chargé de développer le tourisme sur les sites archéologiques et historiques a été également créé au sein du ministère du Tourisme.

Le ministère du Tourisme, en tant qu'organe officiel du tourisme au Liban, est chargé des tâches suivantes :

- Promotion du tourisme.
- Dispositifs de régulation, de coordination et de surveillance des professions du tourisme.
- Dispositifs de régulation, de coordination et de surveillance des sociétés privées et des associations travaillant dans le secteur du tourisme.
- Promotion et exécution des projets d'investissement touristique, facilitation et simplification des règles et des exigences liées à ces projets ; et application des lois et règlements relatifs aux entreprises touristiques et au tourisme.
- Développement des sites archéologiques et historiques et des musées pour des fins touristiques (ministre du Tourisme libanaise).

Le ministère de la Culture est également concerné par la gestion des destinations touristiques, surtout les constructions patrimoniales ; il gère les antiquités, le patrimoine, les biens historiques, les arts, la littérature, les productions intellectuelles, les industries culturelles et la gestion des biens culturels.

1.3.3 Marketing touristique

L'OMT (Organisation mondiale du tourisme) attribue au marketing touristique trois fonctions :

- Communication : pour attirer les clients prêts à payer en les persuadant que les services, les attractions et les prestations offerts pour la destination sont exactement ceux qu'ils demandent et préfèrent, et qu'ils sont mieux que toutes les autres activités offertes par les autres destinations.
- Développement : concevoir et développer de nouveaux produits qui semblent offrir des possibilités de vente en répondant aux besoins et désirs des clients potentiels.
- Contrôle : analyser, à travers différentes techniques de recherche, les résultats possibles des campagnes de promotion et déterminer si ces résultats démontrent l'utilisation efficace des possibilités touristiques disponibles, et si les sommes dépensées pour cette promotion produisent la valeur visée.

Le marketing touristique, lié à la diffusion des informations concernant les formes de tourisme pratiquées au Liban, est jusqu'à aujourd'hui considéré comme très faible et au-dessous du besoin, que ce soit par le ministre du Tourisme ou bien par le secteur privé. Pourtant, le marketing est d'une très grande importance pour un pays comme le Liban, qui souffre d'une représentation entachée, aux yeux des touristes et surtout des Occidentaux, par l'image d'un pays en proie aux conflits et aux guerres. Au vu de cette image détériorée du Liban, les efforts en matière de marketing pour redresser cette image doivent être très conséquents et généralisés.

Le ministère du Tourisme libanais pratique le marketing via son site Web, par les brochures annuelles qu'il produit, par les bureaux touristiques internationaux à Paris et en Égypte ainsi que par la compagnie aérienne libanaise MEA (Middle East Airlines). Mais ces actions sont limitées par le manque de moyens ; il ne s'agit que d'activités publicitaires fondamentales, sans les outils d'une véritable stratégie globale de marketing.

« Les secteurs privés libanais et international, actifs au niveau du tourisme libanais, bénéficient de moyens techniques et financiers très supérieurs par rapport à ceux du ministère du Tourisme, déployés à des fins de marketing touristique et pour créer des produits adaptés à la demande de la clientèle visée. Ces secteurs utilisent l'image du pays, ils sont même prêts à la modifier pour qu'elle s'accorde encore mieux aux représentations de sa principale

clientèle cible, originaire des pays du Golfe. Elle provient d'une appropriation, par les Libanais ayant longtemps vécu dans le Golfe, d'un modèle occidental transformé localement» (Dewailly & Ovazza, 2004).

Les acteurs du marketing pour le tourisme sont nombreux. Les chaînes internationales d'hôtellerie jouent un rôle très important dans le marketing touristique. Elles sont présentes dans les manifestations internationales organisées dans le Golfe ainsi que dans le monde entier afin de dynamiser leur secteur. Les grandes entreprises non-touristiques jouent également un rôle important, en se rendant dans les différents salons internationaux, ce qui pousse le développement du tourisme d'affaires (Dewailly & Ovazza, 2004).

Jusqu'à maintenant, nous avons décrit dans ce chapitre le contexte touristique du Liban. Avant de passer, dans les prochains chapitres, à la description des processus de construction territoriale dans les territoires de Mzaar et d'Aley au Mont-Liban, nous allons faire une brève description du milieu social et historique de cette région, où se situent ces deux territoires.

1.4 Mont-Liban

Au Liban, les changements dans les paysages ne sont pas liés à des distances géographiques, mais à des altitudes entre les différentes régions libanaises. Le Liban a toujours été très célèbre pour ses montagnes, qui assuraient la protection des populations locales pendant les anciennes périodes, quand la vie sur les côtes était très risquée. Le Mont-Liban, comme désignation géographique, est la chaîne ouest des montagnes libanaises. Il s'étend à travers tout le pays sur environ 160 km, parallèlement à la côte méditerranéenne ; son plus haut sommet, le Qurnat al Sawda, culmine à 3 088 m.

« Considéré dans son ensemble, le Liban apparaît comme une société en transition encore dominée par un individualisme très intense et par un communautarisme d'origine religieuse : l'explication de cet individualisme communautaire vient de l'histoire. La longue occupation turque a fait de l'autodéfense une impérieuse nécessité ; cette autodéfense ne pouvait se transformer en force que dans la cohérence religieuse. La défense de la personne s'effectuait au sein des groupes dont la cohésion provenait d'un rattachement à une croyance comme déterminant du réseau d'alliance en face d'un étranger ; nous ne nous trouvons vraiment en sécurité qu'avec les gens de même hérédité et de même tradition spirituelle » (IRFED, 1970).

À côté de l'individualisme et du communautarisme des sociétés de la montagne libanaise, le concept de la famille était également très vivant et sacré. Des groupes bien marqués vivaient au sein d'une même communauté, chaque village avait ses propres familles. Les plus anciennes possédaient une situation privilégiée, un certain statut social à l'intérieur de la communauté villageoise. Les paysans de la montagne étaient réputés pour leur hospitalité (Buccianti, 1975). De nos jours, ces caractéristiques et valeurs de la montagne sont encore existantes, mais avec le temps, elles se sont gravement dégradées.

La région du Mont-Liban est la plus importante du pays, dont elle a construit l'histoire moderne. Pendant le XIX^e siècle, le Mont-Liban était géré par ses plus grandes familles, sous un régime féodal, et son district, Kesrouane, fut le premier district libanais à sortir de l'injustice de ce régime (Alouche, 1970). En 1861, pendant la gouvernance ottomane, l'Empire ottoman a créé le *Mutasarefeya* du Mont-Liban¹⁴ afin d'assurer un gouvernement autonome de cette région ; un protocole propre à ce gouvernorat a été mis en place. Durant le mandat français, tout le Liban, et plus précisément le Mont-Liban, a connu un réel essor grâce au développement de l'infrastructure. Le Mont-Liban a reçu une attention et une aide particulière des Français, parce que cette région abritait la plus forte concentration de chrétiens libanais.

À partir de l'année 1950, le tourisme au Mont-Liban s'est beaucoup développé, et ce, grâce à plusieurs facteurs :

- Les immigrants et les représentants diplomatiques libanais de tous les pays du monde ont contribué fortement à la propagation internationale du tourisme libanais.
- La richesse pétrolière dans les pays arabes du Golfe a commencé à produire de très grandes fortunes aux émirs arabes et par conséquent, les familles riches des Arabes pétroliers ont commencé à venir au Liban, attirées par la fraîcheur de la montagne et les activités ludiques, dans une société parlant la langue arabe, à son instar.

Aujourd'hui, le Mont-Liban est l'un des huit gouvernorats du Liban¹⁵ ; il comporte six *Cazas* ou districts qui sont Baabda, Aley, Metn, Kesrouane, Chouf et Jbeil. Tous ces districts sont très bien connus et célèbres en tant que centres touristiques, qu'il s'agisse de tourisme balnéaire, culturel, estival ou hivernal.

¹⁴ Le gouvernement (*Mutasarefeya*) avait un *Mutasaref* (gouverneur) comme président et une administration de plusieurs membres (comme un parlement).

¹⁵ Mont-Liban, Beyrouth, Nabatiyeh, Liban-Sud, Hermel, Bekaa, Liban- Nord, et Akkar.

1.4.1 L'histoire du ski au Mont-Liban

En 1923, après la défaite de l'armée ottomane au cours de la Première Guerre mondiale et la victoire de l'armée alliée, toute la région du Moyen-Orient a été placée sous le mandat des Alliés (les Anglais et les Français). Le Liban fut l'un des pays mis sous tutorat par les Français. Avant le mandat français du Liban, les Libanais étaient ignorants de toutes les formes de sports d'hiver ; au contraire, la neige était pour eux une cause de souffrance. Quand les généraux français virent la neige sur les montagnes libanaises, ils réalisèrent qu'elle devrait être convenable pour pratiquer le ski. Donc, ils ont commencé à faire du ski sur les pentes du Oyoun el Siman, Dahr el Baidar et Knaïseh. Pendant cette période, il était très difficile de skier, parce qu'il n'y avait pas de routes ni de remontées mécaniques. Pour cette raison, les jeunes des villages voisins des domaines skiables ont commencé à travailler eux-mêmes, portant sur leur dos ou avec leurs ânes, comme des télésièges, les membres des armées françaises et leurs familles.

En 1929, l'armée française fonda une partie du « Club alpin français » au Liban. En 1934, le « Club libanais du ski » fut fondé, et en 1935, la première école libanaise du ski fut établie dans la région des Cèdres dans « le grand Cèdre Hôtel » ; en 1937, cette école déménagea pour s'installer définitivement dans une caserne de haute montagne et elle devint l'école de ski militaire. Après l'année 1937, d'autres clubs de ski furent établis, et l'école fut transformée par les Français en une école militaire française du combat et du ski. La partie libanaise du Club alpin français du ski a contribué énormément au développement des domaines skiables libanais, par la construction et l'entretien des voies montagneuses (Fédération libanaise de ski).

En 1940, l'école du ski et du combat française fut prise par l'armée libanaise ; et puis, l'armée a commencé l'organisation des championnats mondiaux de ski. L'armée libanaise a contribué au développement du ski, par ses efforts pour enseigner ce sport aux civils.

En 1943, le Liban prit son indépendance vis-à-vis du mandat français et se prépara aux championnats internationaux de ski ; en 1947, il participa pour la première fois aux championnats mondiaux de ski à Chamonix, en France, et en 1948, ce fut aussi sa première participation aux jeux Olympiques d'hiver, catégorie ski, à Saint-Moritz, en Suisse.

En 1951, la Fédération libanaise de ski et de natation fut créée, et en 1958, elle fut divisée en deux autres fédérations, une pour le ski et l'autre pour la natation. En 1961, la Fédération

libanaise de ski obtint un statut officiel sous la présidence du Dr. Emile Riachi (EL-Khoury, 1999).

En 1954, Salim el Khazen, un grand propriétaire de terrains en Faraya, est revenu au Liban après un séjour en Suisse et a construit la première station de ski au Liban : Kfardebiane – Oyoun al Siman. Après la montée en popularité du ski, les jeux Olympiques d’hiver de 1956 à Cortina d’Ampezzo, en Italie, ont été retransmis en direct à la télévision libanaise ; cette retransmission a contribué par la suite à faire connaître de plus en plus ce sport auprès des jeunes Libanais.

En 1963, le Liban a accueilli pour la première fois la première semaine internationale du ski, sur les pentes des Cèdres ; en 1967 et 1972, la Fédération libanaise de ski, en coopération avec l’armée libanaise, a accueilli le championnat militaire du monde du ski, et en 1967, pour la première fois, le 26^e congrès de la fédération internationale de ski s’est déroulé au Liban, ce qui a permis aux meilleurs skieurs du monde de venir pratiquer le ski sur la neige libanaise.

Après tous ces championnats et événements internationaux de ski accueillis au Liban, le ski est devenu un sport bien connu et populaire pour les Libanais. Cette popularité a encouragé les investisseurs à construire d’autres stations de ski ; c’est ainsi que furent créées les stations de Laqlouq, Qanat Bakiche et Zaarour.

Après le début de la guerre civile, en 1975, le ski connut un fort déclin ; après les 13 semaines internationales du ski au Liban, toutes les activités furent stoppées, et ce n'est qu'en 1991, après la réouverture de toutes les frontières intérieures entre les régions libanaises en parallèle à la fin de la guerre, que le championnat du Liban fut rétabli, après 16 années d'interruption (skileb.com, lebskifed.com).



Figure 3 : La répartition géographique des stations de ski libanaises
Source : skileb.com

À côté de la construction des nouvelles stations, un nouveau type d'investissement est apparu dans les régions de ski : la construction de complexes résidentiels, de chalets et de villas de luxe permettant d'accueillir les skieurs et les touristes pendant leur séjour dans les domaines skiables et aussi d'attirer la classe riche libanaise qui cherchait des résidences secondaires pour y passer ses vacances.

En 1975 débuta la guerre civile libanaise. La Fédération libanaise de ski a continué son travail pendant la guerre, surtout en envoyant des skieurs libanais pour participer aux championnats internationaux. La guerre civile a amené plusieurs familles de Beyrouth et des autres régions libanaises à quitter leurs maisons et partant, tous se sont installés dans les stations de ski qui étaient situées dans des zones plus sécuritaires ; par exemple, dans la station du Faraya, les travaux de construction des complexes résidentiels ne se sont jamais arrêtés pendant la guerre. Malgré tous ces essais de protéger les stations, la guerre a mis un terme au développement et à la popularité du ski chez les Libanais et aussi chez les étrangers qui aimaient skier au Liban ; elle a aussi bloqué la mise en place du championnat libanais de ski.

En 1992, après 16 ans d'interruption, le championnat libanais de ski a recommencé et en 1999, le Liban a repris sa participation au championnat mondial de ski.

1.4.2 L'histoire du tourisme estival au Mont-Liban

Le phénomène de villégiature et de tourisme estival dans la montagne libanaise remonte à une époque très ancienne, quand les Phéniciens et les Romains avaient l'habitude de passer les étés dans les villages d'Afqa, Beit Meri et Aintoura. Plus tard, pendant la gouvernance ottomane sur le Liban, les émirs de l'Empire ottoman avaient aussi l'habitude de passer les hivers sur le littoral et l'été dans la montagne. En 1892, la construction d'une voie ferrée entre Beyrouth et Damas a permis aux consuls, missionnaires et représentants de commerce, qui supportaient mal les chaleurs estivales et l'humidité du littoral, de se déplacer vers les villages montagneux proches de la capitale (Buccianti, 1975).

Mais le mouvement estival fort qu'on connaît aujourd'hui n'a pas vu le jour qu'avec le début du mandat français sur le Liban après la fin de la Première Guerre mondiale. Les fonctionnaires de l'armée française, venus au Liban pour effectuer leur mission mandataire, n'étaient pas capables de supporter la forte chaleur du littoral libanais ; et comme ils ne pouvaient pas rentrer chez eux pendant les vacances, la solution était de monter vers la montagne tous les étés. Plus tard, toute l'administration du haut commissariat français s'établissait à Aley durant cette saison, et ce mouvement français a été suivi par un mouvement libanais, celui des Beyrouthins aisés.

Le développement des voies de communication pendant le mandat français a beaucoup favorisé les relations et les déplacements entre le Liban et les pays voisins tels que l'Égypte, la Palestine, l'Iraq, la Syrie et la Jordanie. Ces facilités apportaient un nouveau flux de vacanciers aux quelques centres de villégiature de la montagne libanaise, et ce phénomène s'étendit alors sur une grande partie du versant occidental du Mont-Liban. La crise mondiale de 1929 freina ce mouvement jusqu'en 1937. La reprise de 1937 fut interrompue en 1939 par le début de la Deuxième Guerre mondiale. Mais celle-ci n'a pas trop porté atteinte à la villégiature, parce que les classes très riches des pays arabes voisins, qui normalement passaient leurs vacances en Europe, ne pouvaient plus s'y rendre ; par conséquent, ils se sont tous rabattus sur le Liban. En 1947, le flux des touristes arabes vers le Liban a diminué, car le coût de la vie au Liban s'est brusquement élevé, accompagnant la reprise des voies de communication avec l'Europe. D'autre part, l'adhésion de Chypre au bloc sterling a rendu cette île plus attrayante pour les Anglais et les Palestiniens (Kfoury, 1959).

« Quant à la reprise économique des pays arabes, elle s'est fait sentir au Liban, sensiblement à la même époque, par un afflux extraordinaire de ces populations, notamment les Saoudiens, Koweïtiens, Jordaniens, etc., ainsi que des Européens et Américains travaillant dans les nouvelles entreprises pétrolifères. En même temps que « l'or noir » coulait à flots, on pressentait une forte tendance à la hausse des prix dans ces mêmes pays, alors que, relativement, au Liban se profilait plutôt une propension à la baisse» (Kfoury, 1959). Tous ces éléments ont fortement affecté et dessiné la face estivale du Mont-Liban d'aujourd'hui.

2. Le capital social et le niveau de vie : le cas du tourisme libanais

Nous avons, dans le premier chapitre, donné une introduction à la notion de capital social et à la façon dont les auteurs l'ont conçue. Dans ce chapitre, nous avons commencé par la description du tourisme au Liban, et plus précisément du tourisme estival et hivernal dans la région du Mont-Liban. Dans la suite de ce chapitre, nous allons tester statistiquement l'hypothèse portant sur la relation entre le niveau de capital social possédé par les populations des territoires de Mzaar et Aley et leur niveau de vie.

Dans le but de réaliser ce test, nous avons mené un questionnaire auprès de 121 personnes dans les deux territoires de Mzaar et Aley. Les questions visaient à concevoir la nature des relations que chaque personne entretient, que ce soit avec sa famille, ses amis, les autorités locales, les groupes nationaux, les politiciens, etc. Ces questions nous ont permis de spécifier le niveau du capital social structurel ainsi que fonctionnel au niveau individuel des personnes interrogées. Notre questionnaire a inclus des indicateurs de chacune des formes de capital social ainsi que des indicateurs de la confiance et du civisme.

La totalité de nos indicateurs et leurs variables de mesure sont détaillées ci-dessous :

Tableau 1 : Codification des facteurs et variables

Niveau de vie		
E1	Domaine de travail	1. tourisme 2. agriculture 3. commerce 4. industrie 5. finance 6. autre
E2	Salaire mensuel	1. <500\$ 2. 500-1000\$ 3. 1000-2000\$ 4. >2000\$
E3	Education	1. Lecture et écriture 2. Elémentaire 3. Bac 4. Université

Bonding		
B1	Action volontaire	1. Pas du tout 2. Faible 3. Normale 4. Forte
B2	Relations familiales	1. Pas du tout 2. Faibles 3. Normales 4. Fortes
B3	Relations avec les résidents du même territoire	1. Pas du tout 2. Faibles 3. Normales 4. Fortes
B4	Force de relations avec les amis	1. Pas du tout 2. Faible 3. Normale 4. Forte
B5	Action religieuse	1. Pas du tout 2. Faible 3. Normale 4. Forte
B6	Relations de travail	1. Pas du tout 2. Faibles 3. Normales 4. Fortes
Bridging		
Br1	Origines des amis	1. même quartier 2. même région 3. même pays 4. du monde entier
Br2	Appartenance aux organisations non gouvernementales	1. n'appartient pas 2. appartenance non active 3. appartenance active 4. très actif
Br3	Appartenance aux partis politiques	1. n'appartient pas 2. appartenance non active 3. appartenance active 4. très actif
Br4	Connections at the national level	1. Non 2. Oui nominale
Br5	Force de connexions externes	1. Pas du tout 2. Faible 3. Normale 4. Forte
Linking		
L1	Relations avec les politiciens	1. Pas du tout 2. Faibles 3. Normales 4. Fortes
L2	Force de relations avec les autorités locales	1. Pas du tout 2. Faible 3. Normale 4. Forte

Civisme		
Cv1	Vote municipal	1. Non 2. Oui nominale
Cv2	Vote parlementaire	1. Non 2. Oui nominale
Cv3	Raison de l'action partisane	1. Bénéfices personnels 2. Raisons humaines et sociales 3. Bien-être local 4. Bien-être national
Cv4	Raison de l'action religieuse	1. Bénéfices personnels 2. Raisons humaines et sociales 3. Bien-être local 4. Bien-être national
Cv5	Raison des relations avec les autorités locales	1. Bénéfices personnels 2. Raisons humaines et sociales 3. Bien-être local 4. Bien-être national
Cv6	Transparence en action municipale	1. Non 2. Oui nominale
Cv7	Liberté sociale	1. Non 2. Oui nominale
Cv8	Liberté politique	1. Non 2. Oui nominale
Cv9	Raison des relations avec les politiciens	1. Bénéfices personnels 2. Raisons humaines et sociales 3. Bien-être local 4. Bien-être national
Confiance		
Cf1	Confiance dans les relations familiales	1. Pas de confiance 2. Faible 3. Normale 4. Forte confiance
Cf2	Confiance dans les relations amicales	1. Pas de confiance 2. Faible 3. Normale 4. Forte confiance
Cf3	Confiance dans les relations de voisinage	1. Pas de confiance 2. Faible 3. Normale 4. Forte confiance
Cf4	Confiance dans les relations avec les autorités locales.	1. Pas de confiance 2. Faible 3. Normale 4. Forte confiance

Dans notre questionnaire auprès des populations locales des deux territoires d'Aley et Mzaar, nous avons posé des questions qui nous permettent de mesurer toutes les variables mentionnées dans le tableau. Ces variables jouent un rôle dans l'analyse du niveau de capital social. En revanche, dans l'analyse statistique, nous ne pouvons pas les utiliser dans leur ensemble. Comme il est montré dans le tableau, les variables rayées, telles que le vote et la liberté sociale et politique, sont éliminées de l'analyse statistique, parce qu'elles sont des variables nominales non continues. Par contre, toutes les autres variables gardées sont

continues et sont mesurées sur une échelle comprenant quatre niveaux. Les variables éliminées de cette analyse peuvent nous servir plus tard, dans notre analyse qualitative du capital social au niveau territorial.

Pour mesurer le niveau de vie des individus, les indicateurs les plus souvent utilisés sont le PIB par personne et l'espérance de vie (Dowrick, Yvonne, & John, 2003). Ces deux indicateurs sont pertinents dans les cas où nous voulons mesurer le niveau de vie global de tous les individus dans une certaine région ou dans un certain pays, afin de les comparer avec d'autres régions et pays. Dans notre cas, ce qui nous intéresse est de mesurer le niveau de vie de chaque individu, pour pouvoir déterminer si les formes des relations qu'il possède avec son entourage influencent ce niveau de vie.

Dans notre étude, dans le but de mesurer le niveau de vie individuel, nous avons choisi d'utiliser les indicateurs de salaire mensuel et de niveau d'éducation. Le salaire mensuel ou le revenu mensuel principal par ménage représente son pouvoir d'achat et du coup, il est un indicateur pertinent de son niveau de vie. Nous n'avons pas choisi de mesurer le revenu moyen par membre de chaque famille, ce qui nous oblige à tenir compte du nombre de personnes de la famille elle-même. Alors que dans notre cas, nous ne nous intéressons qu'au niveau de capital social possédé par l'individu, influençant son niveau de vie indépendamment du nombre de personnes de sa famille ou du nombre de personnes à sa charge. Autrement dit, si une personne possède un niveau donné de capital social, l'effet de ce capital social sur son revenu mensuel ne changera pas si elle a deux, trois ou quatre personnes à sa charge.

Le choix de l'indicateur du niveau d'éducation est dû au fait que l'éducation a un effet direct sur le niveau de vie des individus. En effet, *« l'éducation peut stimuler et favoriser le développement des capacités cognitives, valoriser et mettre en relief l'information, changer la répartition des pouvoirs au sein de l'habitat, doter les individus de la confiance sociale qui leur permet d'être plus influents par rapport à leur entourage et plus présents au niveau de la réclamation de leurs droits »* (Montgomery, Gragnolatio, Bruke, & Paredes, 2000).

Avant de construire le modèle statistique qui explique la relation entre les formes de capital social structurelles et fonctionnelles et le niveau de vie des individus, nous devons vérifier que les variables choisies pour mesurer chaque indicateur sont statistiquement pertinentes. Pour y arriver, nous avons fait une purification des données obtenues et des variables, par une analyse de corrélation en premier lieu et une analyse factorielle en deuxième lieu.

L'analyse de corrélation permet d'éliminer les variables non corrélées de manière significative avec les variables de niveau de vie, alors que l'analyse factorielle, pour chaque facteur (indicateur), permet d'éliminer de l'analyse les variables non cohérentes par rapport aux autres variables de ce même facteur. L'analyse factorielle garde les variables qui ont le même mouvement et les mêmes caractéristiques leur permettant de construire un seul indicateur. Donc, les analyses de corrélation et factorielle nous permettent d'éliminer les variables qui ont statistiquement prouvé qu'elles n'entretenaient pas une relation significative avec le niveau de vie, et avec les autres variables de leurs indicateurs.

Les *variables de mesure* sont celles qui sont désignées par B1 et jusqu'à Cf4 ; elles sont mesurables dans notre questionnaire. Les *facteurs* sont les variables latentes mesurées par les variables de mesure. Nous avons, dans notre analyse, six facteurs : niveau de vie, *bonding*, *bridging*, *linking*, confiance et civisme.

2.1 Analyse de corrélations

Tableau 2 : Corrélations entre les variables de capital social et les variables de niveau de vie

		E2	Em	E3
E2 (salaire mensuel)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	1 ,	,819 ,000	,279 ,002
Em (moyenne E2 et E3)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,819 ,000	1 ,	,685 ,000
E3 (niveau d'éducation)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,279 ,002	,685 ,000	1 ,
B1 (action volontaire)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,184 ,044	,172 ,059	,100 ,274
B2 (freq. Famille)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,101 <u>,269</u>	,067 <u>,467</u>	,100 <u>,274</u>
B3 (relations avec les résidents du même territoire)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,043 <u>,642</u>	,075 <u>,415</u>	,111 <u>,224</u>
B4 (force relations amicales)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,429 ,000	,455 ,000	,310 ,001
B5 (action religieuse)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	-,086 <u>,350</u>	-,130 <u>,154</u>	-,135 <u>,140</u>
B6 (relations de travail)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,358 ,000	,400 ,000	,356 ,000
Br1 (origine des relations)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,444 ,000	,500 ,000	,472 ,000
Br2 (appartenance ONG)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,480 ,000	,462 ,000	,205 ,024
Br3 (partis politiques)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,284 ,002	,375 ,000	,352 ,000
Br5 (connexions externes)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,345 ,000	,415 ,000	,358 ,000
L1 (relations politiques indirectes)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,309 ,001	,340 ,000	,152 ,095
L2 (relations avec les municipalités)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,326 ,000	,400 ,000	,260 ,004
Cv3 (raison partis politiques)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	-,283 ,002	-,350 ,000	-,310 ,001
Cv4 (raison relations religieuses)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	-,061 <u>,505</u>	-,023 <u>,803</u>	-,065 <u>,481</u>
Cv5 (raisons relations municipalités)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	-,269 ,003	-,300 ,001	-,198 ,030
Cv9 (raison relations avec les politiciens)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	-,130 ,154	-,297 ,001	-,349 ,000
Cf1 (confiance famille)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,232 ,011	,249 ,006	,261 ,004
Cf2 (confiance amis)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,166 ,068	,199 ,029	,222 ,014
Cf3 (confiance voisinage)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,065 <u>,478</u>	-,053 <u>,567</u>	-,152 <u>,095</u>
Cf4 (confiance municipalités)	Corrélation de Pearson Sig. (bilatérale)	,335 ,000	,373 ,000	,185 ,042

Par Em dans ce tableau, nous désignons la moyenne des deux variables de mesure pour le niveau de vie. La moyenne nous permet de concevoir plus clairement la relation entre chaque variable de capital social avec le niveau de vie.

Un coefficient de corrélation est une mesure symétrique d'association entre deux variables x et y , dans un échantillon de i items (individus).

$$r = \frac{\sum (x_i - \bar{x})(y_i - \bar{y})}{\sqrt{\sum (x_i - \bar{x})^2 \sum (y_i - \bar{y})^2}}$$

La valeur de r varie entre 1 et -1.

Lorsque nous traitons les données de l'échantillon, il se peut que nous trouvions un coefficient de corrélation non nul, même si le vrai coefficient (c'est-à-dire celui de la population) est de 0. En effet, même s'il n'y a pas de relation entre deux variables dans une population, nous pourrions, par hasard, sélectionner un échantillon qui donnerait une corrélation soit positive, soit négative ou nulle. Pour estimer la probabilité qu'un coefficient de corrélation donné apparaisse par hasard dans un échantillon où il n'y a pas de relation dans la population, nous pouvons utiliser un test de signification (Fox, 1942).

La valeur de p ou Sig. est l'erreur *alpha*. Il s'agit de la probabilité ou du risque de commettre une erreur en déclarant qu'il existe une corrélation entre les deux variables ou les deux mesures de notre recherche. Cette valeur permet de confirmer ou d'infirmer l'hypothèse statistique (H1). Dans notre étude, nos hypothèses sont :

H0 : Il n'y a pas de corrélation.

H1 : Il existe une corrélation entre les variables testées.

En sciences humaines, le seuil de signification est de 0,05. Si la signification (bilatérale) ou valeur de p est supérieure à 0,05, nous devons accepter l'hypothèse nulle et conclure qu'il n'y a pas de corrélation significative entre les deux variables. Si la signification est inférieure à 0,05, nous rejetons l'hypothèse nulle et concluons qu'il y a une corrélation significative entre les variables.

Tout d'abord, notre tableau de corrélation nous permet d'éliminer les indicateurs B2, B3, B5, Cv4 et Cf3, parce que leurs corrélations avec les indicateurs de niveau de vie ne sont pas

significatives (Sig. > 0,05). Pour le *bonding*, les variables B2, B3 et B5 n'ont pas une corrélation significative. Donc, il ne nous reste que B4, B1 et B6 à inclure dans notre modèle. Concernant le *bridging*, les quatre variables Br1, Br2, Br3 et Br5 ont des corrélations significatives avec les variables de niveau de vie. Toutes les variables de *linking* ont des relations significatives et très fortes avec le niveau de vie (NV). La variable Cv4 du civisme n'est pas significative, par contre, les Cv3, Cv5 et Cv9 ont des corrélations fortes et significatives avec les variables de NV. Et enfin, la variable Cf3 de la confiance a une corrélation très faible et non significative par rapport aux corrélations significatives de Cf4, Cf1 et Cf2, avec les variables de NV.

2.2 Analyse factorielle

En plus de l'analyse de corrélation, qui nous permet d'éjecter les variables non corrélées de manière significative avec les variables de NV, nous allons utiliser l'analyse factorielle pour choisir les variables qui vont ensemble pour construire une seule variable latente (facteur/prédicateur/dimension) corrélée avec le NV de manière significative.

Nous effectuons l'analyse factorielle par le logiciel SPSS 17.0, en lançant une analyse en composante principale. L'analyse en composante principale est souvent utilisée comme méthode d'analyse exploratoire en vue de créer des échelles de mesure. Lors de la mise au point d'un instrument de mesure, nous voulons déterminer combien de dimensions indépendantes sont nécessaires pour rendre compte de la majorité de la variance présente dans l'ensemble des items de l'instrument.

Comme dans toute analyse statistique, nous tentons d'expliquer la plus forte proportion de la variance par un nombre aussi restreint que possible de variables. Si tous les coefficients de corrélation sont faibles, il n'y aurait absolument aucun intérêt à procéder à une analyse en composantes principales de ces données. En effet, pour pouvoir extraire une composante correspondant à une fonction linéaire des variables initiales, il faut nécessairement que ces variables soient intercorrélées.

« L'analyse factorielle a pour but de donner une description parcimonieuse d'un ensemble d'observations. Elle tente de représenter les variables étudiées dans un cadre linéaire, en fonction d'un ensemble de variables latentes, appelées facteurs ou facteurs communs. C'est une technique appropriée lorsqu'un petit nombre de facteurs peut rendre compte d'une part

importante de l'information contenue dans l'ensemble des variables initiales » (Doz & Lenglart, 1999).

À l'origine, cette méthode a été créée afin de réaliser l'étude des données individuelles. Elle repose sur la modélisation suivante : nous notons n le nombre de variables étudiées, T le nombre d'observations dont nous disposons pour chaque variable, et Y_{it} la valeur de la t -ième observation de la variable y_i ; le modèle décrivant les variables Y_1, \dots, Y_n en fonction de P facteurs communs F_1, \dots, F_P ; $P < N$, s'écrit :

$$Y_{it} = m_i + \lambda_{i1} F_{1t} + \dots + \lambda_{iP} F_{Pt} + u_{it}$$

Pour i de 1 à n et pour tout t .

Chaque u_{it} représente une source de variation influençant la seule variable Y_{it} . Chaque u_{it} est appelé composante spécifique de la variable Y_{it} . Les λ_{ij} sont appelés les pondérations (*loadings*) des facteurs : chaque λ_{ip} (*lambda*) représente la contribution du facteur F_p au comportement de la variable Y_i . (Doz & Lenglart, 1999).

L'analyse factorielle nous permet de construire le modèle de mesure qui explique les relations entre les variables latentes et leurs mesures (items).

Dans un premier temps, cette analyse nous permet de spécifier le modèle de mesure qui décrit les relations entre les variables latentes et leurs mesures. Dans un deuxième temps, elle permet de construire le modèle de structure qui désigne les relations entre les variables latentes. Dans ce qui va suivre, nous allons seulement mentionner la matrice de composants, alors que les résultats détaillés seront spécifiés dans les annexes.

Avant même de lancer une ACP, il faut s'assurer que les données sont factorisables. Pour cela, nous avons eu recours à deux types de tests : l'indice KMO et le test de sphéricité de Bartlett. Nous citons les définitions de Mhedhbi (2010) de ces deux indicateurs :

L'indice KMO : la mesure de Kaiser-Meyer-Olkin est un indice d'adéquation de la solution factorielle. Il indique jusqu'à quel point l'ensemble des variables retenues est un ensemble cohérent et permet de constituer une ou des mesures adéquates de concepts. Un KMO élevé indique qu'il existe une solution factorielle statistiquement acceptable qui représente les relations entre les variables.

Le test de sphéricité de Bartlett : ce test vérifie l'hypothèse nulle selon laquelle toutes les corrélations seraient égales à zéro. Ce test doit être significatif pour nous autoriser à rejeter l'hypothèse nulle d'identité indiquant l'absence de corrélation significative entre nos variables. La probabilité d'obtenir la valeur du test doit être inférieure à 0,05 (Mhedhbi, 2010).

Une fois ces étapes réalisées, le nombre de variables initial se réduit à un nombre restreint.¹⁶

L'analyse factorielle des items (variables de mesure) de chacune de nos variables latentes (facteurs) nous donne les résultats suivants :

2.2.1 *Bonding*

Matrice des composantes

Variables de bonding	Composante
	1
B1	,320
B2	,667
B3	,669
B4	,546
B5	,052
B6	,661

La matrice de composants affiche le poids factoriel de chaque variable. Son objectif est de trouver un terme générique qui synthétise le sens commun entre les variables reliées à un facteur. Les poids factoriels indiquent l'importance relative de chaque variable de mesure dans la définition de chaque facteur. La valeur du coefficient de chaque variable doit être supérieure à 0,5 pour qu'on puisse considérer qu'il contribue de manière significative à l'explication de la variance de son facteur.

Le tableau du *bonding* nous montre que les deux variables B1 et B5 doivent être enlevées de l'analyse. Même si le B3 a un poids factoriel élevé, il y a une corrélation non significative avec les variables de NV, comme l'analyse de corrélation nous l'a démontré.

Quand nous retirons les variables B1, B3 et B5 de l'analyse, nous retrouvons les résultats suivants :

¹⁶ Les tests de KMO et Bartlett ont donné pour tous nos facteurs des valeurs acceptables. Leurs tableaux détaillés sont insérés dans les annexes.

Matrice des composantes

Variables de bonding	Composante
	1
B2	,531
B4	,738
B6	,784

Ces trois variables gardées expliquent 48% de la variance de leur facteur.

Les variables B1 (action volontaire), B3 (relations avec les résidents du même territoire) et B5 (action religieuse) ne font donc pas partie des variables qui ont une relation avec le niveau de vie et qui sont cohérentes avec les autres variables de *bonding*. Donc, dans les deux territoires, ni l'action religieuse ni l'action volontaire n'ont des relations avec le niveau de vie des individus. Aussi, les liens qu'entretient une personne avec les autres résidents de son territoire n'ont pas une relation significative avec son niveau de vie. Ce dernier pourrait être lié aux conflits qui existent entre les différents villages d'un même territoire, tels que les conflits entre les villages de Faraya et Kfardebiane (Mzaar). Ces conflits influencent la possibilité de création de partenariats et de coopérations professionnelles entre les résidents d'un même territoire. Par contre, les relations familiales, amicales et professionnelles ont une influence significative sur le niveau de vie des populations des deux territoires. Ces variables constituent toutes ensemble un facteur de *bonding* statistiquement cohérent.

Ces résultats sont justifiés par le fait qu'il existe beaucoup de partenariats familiaux dans ces territoires. Donc, les relations amicales et familiales peuvent se développer et prendre la forme de partenariats professionnels qui améliorent le niveau de vie des individus. D'une autre façon, ces relations peuvent contribuer à la réussite personnelle, par exemple aider les personnes à trouver un emploi convenable. Concernant les relations sur le lieu de travail, elles ont un effet positif sur le niveau de vie des individus. Cet effet est normal ; nous citons à titre d'exemple une personne qui, en raison de mauvaises relations sur son lieu de travail, serait susceptible de changer d'emploi plus fréquemment (même si le changement d'emploi signifie parfois l'excellence et le haut professionnalisme), et elle n'aurait donc pas la chance d'avancer dans sa carrière professionnelle.

2.2.2 Bridging

L'analyse de corrélation entre les variables de *bridging* et les variables de niveau de vie met en évidence que toutes les corrélations sont significatives. L'analyse factorielle de ces variables montre les résultats suivants :

Matrice des composantes

Variables de bridging	Composante
	1
Br5	,806
Br2	,678
Br1	,631
Br3	,575

Ces quatre variables sont donc toutes pertinentes pour créer le facteur « *bridging* ». Elles expliquent ensemble 45,9% de la variance de ce facteur.

Si on enlève la variable Br3 (appartenance aux partis politiques), qui est la variable la moins pertinente et qui contribue le moins à l'explication de la variance de ce facteur, nous trouvons que les trois variables conservées expliquent 55% du *linking*, qui est supérieur à 45,9%, comme expliqué dans le cas du maintien de Br3.

Matrice des composantes

Variables de bridging	Composante
	1
Br5	,815
Br2	,735
Br1	,672

Donc, il est préférable pour notre analyse de retirer la variable Br3 liée à l'appartenance aux partis politiques au Liban. Elle n'a pas une influence très significative sur les relations de *bridging* et sur le niveau de vie des individus. Ce résultat semble étrange, mais nous pouvons l'expliquer par le fait que le phénomène d'appartenance aux partis politiques au Liban est un phénomène général qui prend de plus en plus d'ampleur et qui n'est pas réservé à une certaine catégorie de gens. Du coup, ce n'est plus le phénomène lui-même qui influence directement et significativement le niveau de vie, mais plutôt la qualité du parti politique, son degré de pouvoir et le poste de responsabilité qu'occupe une personne dans ce parti.

Toutes les formes de relation de *bridging* sont donc corrélées avec le NV de manière significative et sont toutes cohérentes dans la création d'un facteur de *bridging*. Ce résultat n'est pas irrégulier, parce que ce dernier est la forme de capital social qui permet à une

personne de se lier à des avoirs extérieurs et lui procure des informations dans le but de « *get ahead* », d'avancer dans la vie.

2.2.3 *Linking*

L'analyse de corrélation a montré que les deux variables de *linking* sont corrélées avec les variables de niveau de vie d'une manière significative. L'analyse factorielle de ces variables montre que L1 et L2 construisent ensemble un facteur (*linking*), et elles expliquent 69,9% de la variance de ce facteur.

Variance totale expliquée						
Composante	Valeurs propres initiales			Extraction sommes des carrés des facteurs retenus		
	Total	% de la variance	% cumulés	Total	% de la variance	% cumulés
1	1,399	69,953	69,953	1,399	69,953	69,953
2	,601	30,047	100,000			

Matrice des composantes

Variables de linking	Composante
	1
L2	,836
L1	,836

Ce résultat indique que les relations avec les autorités locales et les relations avec les personnes en position de pouvoir, comme les politiciens, contribuent positivement et très fortement à l'amélioration du niveau de vie des individus. En plus, ce sont des variables cohérentes dans la construction du facteur de *linking*. Les relations de pouvoir au Liban en général, et non pas seulement dans les territoires de Mzaar et Aley, sont très importantes dans la définition du niveau de vie des individus. Ces relations peuvent servir à trouver un emploi, à obtenir une promotion au travail et même à influencer le passage des examens d'admission aux universités. Donc, elles ont également un effet sur le niveau d'éducation. Cette relation étroite entre les variables de *linking* et le niveau de vie est due essentiellement au copinage et à la corruption du système administratif et politique au Liban.

2.2.4 *Civisme*

L'existence du civisme social est explorée en termes de responsabilité sociale, de préoccupations sociales et d'implication sociale. Le civisme est considéré comme étant la manière avec laquelle les gens ont un sentiment de devoir ou d'obligation envers la société,

d'étendue de leur préoccupation pour le bien des autres ainsi que d'eux-mêmes, et d'aide pour les autres à travers des activités volontaires (Keyes, 2002).

Le facteur de civisme est important dans l'analyse des aspects fonctionnels du capital social à l'échelle des individus. Le civisme au niveau des individus est plus ou moins similaire aux normes au niveau territorial. Il nous montre si les relations possédées par les individus sont construites pour des buts strictement personnels ou bien pour des buts et bénéfices collectifs. Ici, le civisme nous permet de vérifier si ce comportement personnel des individus influence leur niveau de vie ou pas.

L'analyse factorielle des variables de civisme montre que toutes les variables sont pertinentes et doivent être gardées dans notre modèle, mais la variable Cv4 a précédemment montré une corrélation non significative avec les variables de niveau de vie, et par conséquent, il est plus convenable de les retirer.

Matrice des composantes

Variables de civisme	Composante
	1
Cv5	,926
Cv3	,894
Cv9	,834
Cv4	,614

En retirant la variable Cv4, représentant le degré de civisme au niveau de l'action religieuse et prouvant une corrélation non significative avec le niveau de vie, on retrouve les résultats suivants :

Matrice des composantes

Variables de civisme	Composante
	1
Cv5	,915
Cv3	,914
Cv9	,885

Ces variables ont un pouvoir explicatif de 81,8% de la variance au niveau du civisme pour les individus. Il faut noter que la corrélation entre le civisme et le niveau de vie est négative, c'est-à-dire que plus l'individu a du respect et du dévouement à l'égard de la « chose publique », plus bas serait son niveau de vie. Autrement dit, la corruption, à l'opposé du civisme, a des effets positifs sur le niveau de vie des personnes corrompues. Cette relation forte est due au fait que nous avons mesuré le niveau de civisme uniquement dans un contexte

politique, partisan et en relation avec les autorités locales. Un autre aspect caractéristique d'un pays dominé par un système corruptif est que le manque de civisme, dans ce cas, aurait un effet positif sur les personnes elles-mêmes, même s'il pourrait avoir un effet négatif sur le bien-être collectif.

Variance totale expliquée

Composante	Valeurs propres initiales			Extraction sommes des carrés des facteurs retenus		
	Total	% de la variance	% cumulés	Total	% de la variance	% cumulés
1	2,455	81,835	81,835	2,455	81,835	81,835
2	,318	10,600	92,435			
3	,227	7,565	100,000			

Méthode d'extraction : Analyse de composantes principales.

2.2.5 Confiance

L'analyse de corrélation des variables de la confiance a prouvé que les variables Cf1, Cf2 et Cf4 ont des corrélations significatives avec les variables de niveau de vie ; par contre, la variable Cf3, représentant la confiance dans la relation de voisinage, n'est pas corrélée avec le niveau de vie d'une manière significative. L'analyse factorielle de ces variables nous donne les résultats suivants :

Matrice des composantes

Variables de confiance	Composante
	1
Cf1	,782
Cf2	,853
Cf3	,397
Cf4	-,104

Ceci indique que non seulement Cf3 (confiance dans les relations de voisinage) n'appartient pas aux variables construisant le facteur de confiance, mais aussi que Cf4 (confiance dans l'action municipale) n'y appartient pas non plus. En retirant Cf3 et Cf4, les deux variables Cf1 (confiance dans les relations familiales) et Cf2 (confiance dans les relations amicales) construisent ensemble les variables latentes de la confiance. Ces items expliquent 72% de la variance au niveau de la confiance. L'importance des relations familiales et amicales dans les deux territoires étudiés est prouvée ici pour la deuxième fois. Les variables de mesure des relations familiales et amicales, qu'il s'agisse de leur structure en *bonding* ou de leur qualité en matière de confiance, montrent que ces deux formes de relations ont un impact significatif sur le niveau de vie.

Variance totale expliquée

Composante	Valeurs propres initiales			Extraction sommes des carrés des facteurs retenus		
	Total	% de la variance	% cumulés	Total	% de la variance	% cumulés
1	1,449	72,430	72,430	1,449	72,430	72,430
2	,551	27,570	100,000			

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

En conclusion, les variables que nous avons conservées, en nous référant aux résultats de notre analyse de corrélation et de notre analyse factorielle, sont celles qui sont corrélées de manière significative avec les variables de niveau de vie et qui, regroupées toutes ensemble, vont permettre de construire un seul facteur. Nous les récapitulons ci-dessous.

- Pour le niveau de vie (NV) : E2 représente le salaire mensuel et E3 représente le niveau d'éducation. La variable E1, qui est le secteur de travail des individus, ne peut pas être utilisée dans notre analyse, parce qu'elle n'est pas une variable continue. D'autant plus qu'elle n'est pas corrélée avec le niveau de vie des individus. Nous avons choisi les deux variables E2 et E3 pour représenter le niveau de vie au lieu d'utiliser des indicateurs courants tels que le PIB par personne, parce que celui-ci mesure la richesse au niveau régional ou national mais pas au niveau individuel, pour le comparer aux autres indicateurs.
- *Bonding* (B): les variables à retenir pour le *bonding* sont B2, B4 et B6. Ce sont les relations familiales, amicales et sur le lieu de travail qui sont statistiquement pertinentes pour construire un facteur de *bonding* corrélé de manière significative avec le facteur de niveau de vie. La pertinence de ces variables montre l'importance des formes des relations informelles dans la société libanaise.
- *Bridging* (Br): les variables de mesure Br1, Br2 et Br5 (avec le choix de laisser ou de retirer Br3), qui représentent les origines des amis, l'appartenance aux organisations non gouvernementales et les autres liens et connexions qu'une personne entretient avec l'extérieur de son milieu culturel ou régional, sont à garder dans notre modèle. Ces variables permettent de mesurer la robustesse des relations informelles qu'une personne possède avec l'extérieur de son milieu culturel.
- *Linking* (L): les deux variables de *linking* sont L1, qui représente les relations avec les personnes en position de pouvoir, surtout les politiciens, et L2, qui indique les relations avec les autorités locales de chaque territoire ; elles sont pertinentes pour représenter la relation statistique entre le *linking* et le niveau de vie des individus.
- Civisme (Cv): les variables de civisme que nous allons garder pour construire notre modèle statistique sont Cv3, qui représente le civisme par l'action partisane, Cv5,

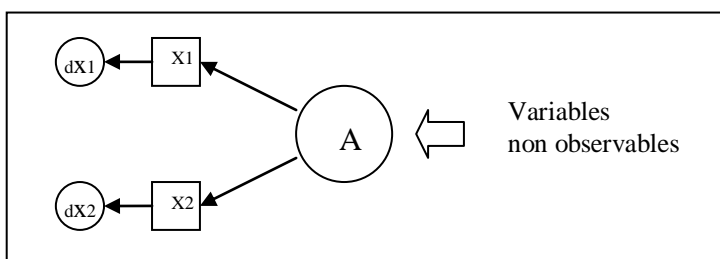
pour le civisme portant sur les relations avec les autorités locales, et Cv9, pour le civisme lié aux relations avec les politiciens. Nous observons que les relations religieuses n'ont pas prouvé de lien avec le niveau de vie, ni dans les relations de *bonding*, ni dans le civisme par l'action religieuse. En effet, dans ces deux territoires, voire partout au Liban, la religion est d'une grande importance. Pour les pratiquants, la religion est une arme qui assouvit leur spiritualité et non pas leur instinct matériel. On constate que toutes les variables de civisme ont une corrélation négative avec les variables de niveau de vie, et que la variable d'action religieuse a une corrélation négative aussi dans le facteur *de bonding*. L'action religieuse dans ces deux territoires est donc toujours négativement corrélée avec le niveau de vie des individus. Cela pourrait nous amener à nous interroger sur la façon avec laquelle les personnes ayant un bas niveau de vie s'accrochent à la religion, en essayant d'y trouver un sanctuaire eu égard à leurs conditions de vie très difficiles.

- Confiance (Cf) : par rapport à la confiance, nous avons gardé les variables Cf1 et Cf2, qui représentent la confiance dans les relations familiales et amicales, et nous avons retiré les variables de confiance dans les relations de voisinage et les relations avec les autorités locales. Au niveau de la confiance aussi, les relations familiales et amicales ont prouvé une haute contribution à l'explication du niveau du capital social possédé par les individus.

Maintenant que nous avons terminé la sélection des variables, nous voyons que nous avons privilégié celles qui ont des relations significatives avec les variables de niveau de vie et qui appartiennent et agissent ensemble pour expliquer la variance d'un seul facteur. L'étape suivante consiste en la construction du modèle structurel, qui explique la relation entre les facteurs du capital social et le facteur de niveau de vie.

2.3 Modèle AMOS

La modélisation d'équation structurelle (SEM : *structural equation modeling*) est une méthode statistique qui permet la mesure des variables latentes non observables par le biais des variables observables et avec la prise en compte des erreurs de mesure.



A: variable latente

X1, X2: variables de mesure

Dx1, dx2: erreurs

La spécification d'un modèle causal doit être fondé sur :

- Un cadre théorique rigoureux : les relations proposées dans le modèle doivent être basées sur la littérature, une réflexion ou une observation.
- Un contrôle rigoureux des variables pour prouver que la causalité entre les variables n'est pas improvisée.
- Une absence d'erreur de mesure : correspondance étroite entre la variable latente et ses variables de mesure.

La modélisation est inacceptable en cas de violation de l'un de ces trois principes.

La construction d'un modèle peut être faite par une stratégie purement confirmatoire, par une stratégie de comparaison ou par une stratégie de modification du modèle. Dans notre cas, nous allons faire un modèle confirmatoire pour tester la relation entre le niveau de vie et les formes structurelles et fonctionnelles du capital social à l'échelle des individus.

Pour ce faire, nous avons choisi six facteurs (variables latentes) et 15 variables de mesure.

Variables latentes	Variables de mesure
Niveau de vie (NV)	E2: Revenu
	E3: Education
<i>Bonding</i> (B)	B2: Force des relations familiales
	B4: Force des relations amicales
	B6: Force des relations sur le lieu de travail
<i>Bridging</i> (Br)	Br1: Origines des amis
	Br2: Appartenance aux ONG
	Br5: Relations externes
<i>Linking</i> (L)	L1: Relations avec personnes en position de pouvoir
	L2: Relations avec les autorités locales
Civisme (Cv)	Cv3: Civisme dans l'action partisane
	Cv5: Civisme dans les relations avec les autorités locales
	Cv9: Civisme dans les relations avec les politiciens
Confiance (Cf)	Cf1: Confiance dans les relations familiales
	Cf2: Confiance dans les relations amicales

Les hypothèses de notre modèle sont les suivantes :

- Il y a une relation significative entre tous les facteurs de capital social, qui symbolisent ses aspects structurels et fonctionnels, et le facteur de niveau de vie.
- La relation du niveau de vie avec les aspects fonctionnels est plus forte que sa relation avec les aspects structurels.
- Les formes de capital social, *linking* et *bridging*, sont corrélées plus fortement que le *bonding* avec le niveau de vie.

Au début, nous allons présenter le modèle structurel produit par le logiciel AMOS. Ce modèle représente la covariance entre le niveau de vie des individus qui ont fait partie de notre enquête et les formes structurelles et fonctionnelles du capital possédé par ces individus. Le modèle structurel affiche les relations entre tous les facteurs étudiés, ainsi que la relation entre chaque facteur et ses variables de mesure. Comme nous avons déjà testé les relations entre les indicateurs latents et leurs variables de mesure, ce qui nous intéresse le plus dans ce modèle est la relation entre les cinq facteurs de capital social et le facteur de niveau de vie. Pour tester la crédibilité de ce modèle et de cette relation, plusieurs indicateurs pourraient nous être utiles.

2.3.1 Indices d'évaluation du modèle structurel

Tableau 3 : indices d'évaluation des modèles structurels

Indices	Critères d'évaluation
RMSEA <i>Root Mean Square Residual</i>	-Doit être inférieur à 0,06 pour une adéquation étroite avec la méthode d'estimation ML.
GFI <i>Goodness of Fit Index</i> AGFI <i>Adjusted Goodness of Fit</i>	-Valeur maximum de 1. -Comparable à un R ² . -Une valeur de 0,90 minimum est acceptable.
SRMR <i>Standardized Root Mean Square Residual</i>	-Doit être inférieur à 0,08 pour une adéquation étroite avec ML.
AIC <i>Akaike's Information Criterion</i>	-Plus la valeur est petite, meilleure est l'adéquation.
CVI <i>Cross Validation Index</i>	-Plus la valeur est petite, meilleure est l'adéquation.
MCI <i>Mc Donald's Centrality Index</i>	-Varie de 0 à 1 - 0,90 est acceptable.
CN Indice de Hoeltner	-Si CN supérieur à 200, bonne adéquation du modèle aux données.
Gamma Hat Indice de Mc Donald	-Suit une distribution spécifique. -La valeur doit être supérieure à 0,95 avec la méthode d'estimation ML.

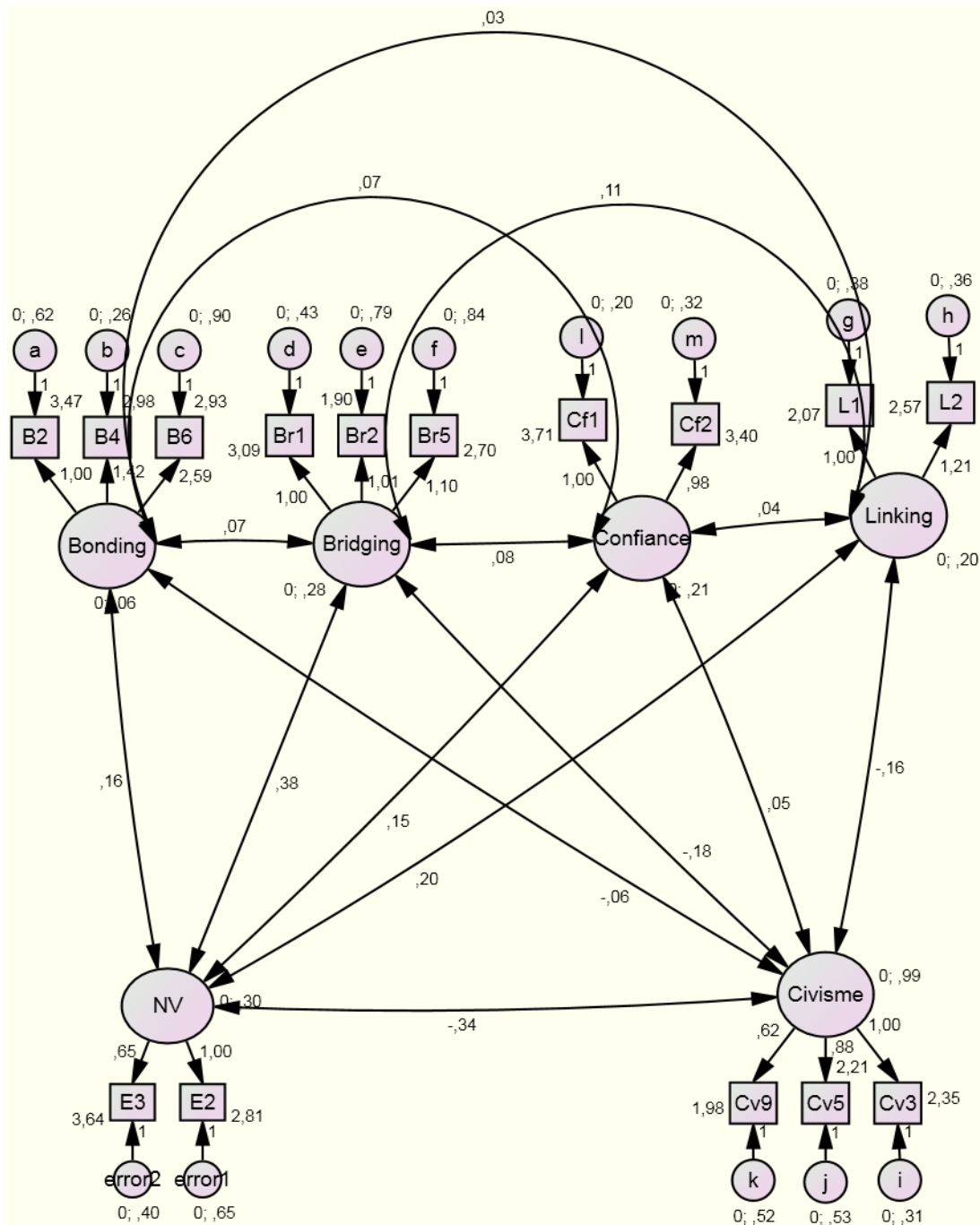
Indices incrémentaux	Critères d'évaluation
Indices de type 2	
BL89 <i>Bollen Fit Index</i> IFI <i>Bollen Incremental Fit Index</i>	-Non normé. -Sa valeur doit être supérieure à 0,95 pour ML et GLS.
TLI <i>Tucker Lewis Index</i> (appelé aussi NNFI)	-Non normé, valeurs pouvant excéder l'intervalle 0-1. -Valeur supérieure à 0,95 avec la méthode d'estimation ML.
NFI <i>Bentler et Bonnett Normed Fit Index</i>	-Varie entre 0 et 1. -Il doit être supérieur à 0,90 pour une bonne adéquation.
Indices de type 3	
CFI <i>Comparative Fit Index</i> BFI <i>Bentler Fit Index</i>	-Non normé. -Sa valeur doit être supérieure à 0,95 avec la méthode d'estimation ML.
RNI Mc Donald et Marsh <i>Relative Non Centrality Index</i>	-Non normé. -Sa valeur doit être supérieure à 0,95 avec la méthode d'estimation ML.
RFI <i>Bollen Relative Fit Index</i>	-Varie entre 0 et 1. -Une valeur proche de 1 indique une très bonne adéquation.

Source : Maud Dampérat, Formation de l'analyse factorielle confirmatoire, Grenoble INP, 2011. Adapté de Hu L. T. et Bentler P., « Fit Indices in Covariance Structure Modelling: Sensitivity to Underparameterized Model Misspecification », *Psychological Methods*, 3, 4, 424 – 453, 1998.

2.3.2 Modèle structurel

Le modèle de structure qui représente les relations entre les six facteurs est le suivant :

Figure 4 : Modèle structurel de corrélation entre les facteurs de capital social et le facteur de niveau de vie



Source : analyse de données, IBM SPSS AMOS 19

Ce modèle montre le niveau de covariance entre chacun des deux facteurs. Nous remarquons que la covariance entre le *bridging* et le niveau de vie est la plus forte, suivie par le civisme

(qui est négatif), puis par le *linking* ; viennent ensuite le *bonding* et en dernière place la confiance.

La covariance $\text{cov}(AB) \equiv \sigma_{AB}$ de deux variables aléatoires A et B observées conjointement N fois est donnée par :

$$\hat{\sigma}_{AB} = \frac{\sum a_i \cdot b_i}{N} - \frac{\sum a_i}{N} \cdot \frac{\sum b_i}{N}$$

« Deux variables covarient lorsque le changement d'une des variables autour de sa moyenne semble influencer la manière dont l'autre varie autour de sa moyenne. La covariance exprime donc une quantité de variance partagée entre deux variables. Plus la valeur de la covariance est élevée, plus les deux variables partagent une proportion importante de variance. Pourtant, cette dernière ne donne aucune idée sur la force des relations ; le coefficient de corrélation sert pour ce but » (usherbrooke.ca, 2011).

2.3.3 Evaluation du modèle de mesure

L'évaluation du modèle de mesure consiste en l'analyse de l'adéquation globale du modèle en premier lieu (vérification des conditions d'application et analyse d'ajustement global), au test de l'hypothèse de causalité en deuxième lieu et finalement à celui de fiabilité et de validité du modèle.

2.4 Analyse de l'adéquation globale du modèle (*Model Fit*)

L'analyse de l'adéquation globale du modèle est faite premièrement par la vérification des conditions d'application, et deuxièmement par l'analyse de l'ajustement global.

2.4.1 Vérification des conditions d'application

Avant de traiter nos données sur la qualité du modèle structurel, il faut déjà s'assurer de la normalité des distributions, laquelle constitue une condition des analyses multivariées. En ce qui concerne la multinormalité, cette dernière peut être vérifiée en utilisant les statistiques de forme telles que le coefficient de symétrie (*skewness*) et le coefficient d'aplatissement (*kurtosis*). Leur valeur doit être égale à 3 (en valeur absolue) (selon les recommandations de Kline, 1998 ; reprises par Roussel et *al.*, 2002).

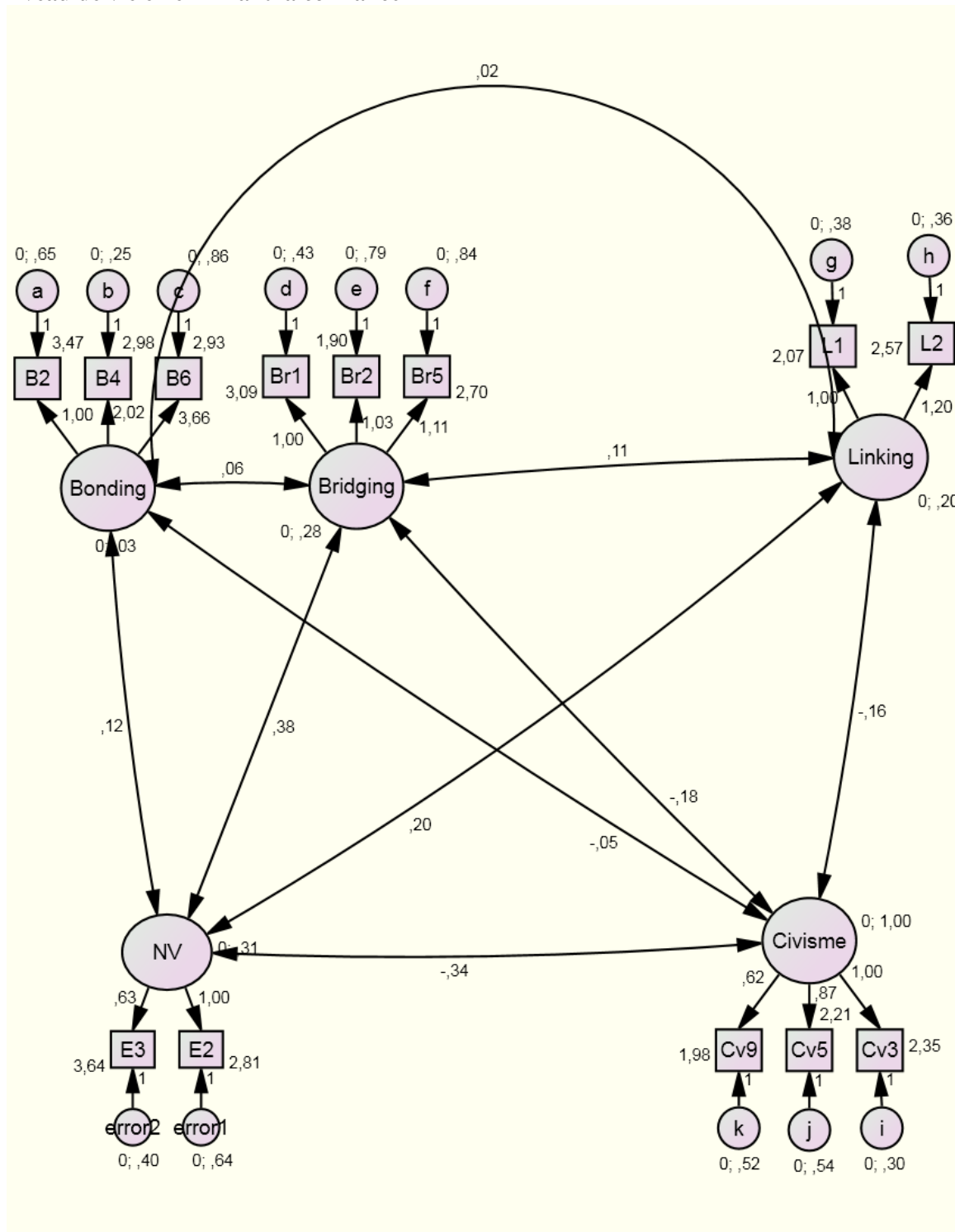
Tableau 4 : Evaluation de normalité

Variable	min.	max.	skew.	c.r.	kurtosis	c.r.
E3	1,000	4,000	-2,198	-9,871	4,281	9,612
E2	1,000	4,000	-,312	-1,401	-,942	-2,114
Cf2	1,000	4,000	-,891	-4,003	-,076	-,170
Cf1	1,000	4,000	-2,564	-11,516	6,799	15,265
Cv9	1,000	4,000	,613	2,753	-,952	-2,138
Cv5	1,000	4,000	,468	2,101	-1,183	-2,655
Cv3	1,000	4,000	,262	1,176	-1,344	-3,018
L3	1,000	4,000	-,088	-,396	-,486	-1,092
L2	1,000	4,000	,658	2,953	,478	1,073
Br5	1,000	4,000	-,275	-1,236	-1,221	-2,742
Br2	1,000	4,000	,861	3,864	-,520	-1,168
Br1	1,000	4,000	-,670	-3,007	-,180	-,404
B6	1,000	4,000	-,550	-2,470	-1,185	-2,660
B4	1,000	4,000	-,188	-,846	-,203	-,455
B2	1,000	4,000	-1,326	-5,954	,564	1,266

Dans notre analyse, les variables avec un c.r. (*critical ratio*) allant jusqu'à 3,018 peuvent être acceptées, mais les variables E3 et Cf1 sont anormales. Malgré son anormalité, nous sommes obligés de garder E3 pour tester la relation entre le niveau de vie et les différentes formes de capital social. Quant à Cf1, qui représente la confiance dans les relations familiales, il faut l'écartier de l'analyse. En conséquence, la confiance reste composée seulement de Cf2. Nous pensons que ce facteur (construit par la confiance dans les relations familiales et amicales) n'ajoute pas beaucoup de nouvelles informations à notre modèle, car ces deux formes de relations sont déjà représentées dans le capital social de type *bonding*. Le facteur de confiance a perdu toutes ses variables de mesure pendant nos étapes de purification de variables. Dans cette étape, nous préférons nous passer complètement de ce facteur dans l'analyse, au lieu de le laisser avec une seule variable de mesure.

Le modèle sans le facteur de confiance est présenté ci-après.

Figure 5 : Modèle structurel de corrélation entre les facteurs de capital social et le facteur de niveau de vie en éliminant la confiance



Source : analyse de données, IBM SPSS AMOS 19

Nous notons que dans ce modèle, les covariances entre le NV et tous les facteurs sont restées constantes, sauf pour la covariance de *bonding*, qui est passée de 16 à 12 quand nous avons retiré la confiance. Ce qui indique qu'une partie de la covariance entre *bonding* et NV était liée à la confiance. Pour comparer les deux modèles et vérifier si le retrait du facteur de

confiance de notre modèle améliore sa qualité ou non, nous utilisons le test de redondance en nous servant des indices de RMSEA, CFI et SRMR.

Fit Measure	Modèle à 6 facteurs	Modèle à 5 facteurs
RMSEA	0,056	0,057
CFI	0,932	0,941
Standardized RMR	0,0724	0,0681

L'indice de RMSEA est resté sans changement entre les deux modèles. L'indice de CFI, qui mesure la différence d'ajustement entre le modèle théorique et un modèle indépendant qui postule l'absence de corrélation entre variables, a augmenté dans le deuxième modèle, ce qui met en exergue que la qualité de ce modèle est meilleure que celle du premier. Le SRMR, qui mesure la part de la variance des données qui n'est pas prise en compte dans le modèle, a diminué, ce qui est aussi un indicateur de meilleure qualité du deuxième modèle. Ces variables montrent que le deuxième modèle est d'une valeur meilleure que le premier modèle.

Nous concluons donc que la qualité de notre modèle s'est beaucoup améliorée quand nous avons retiré le facteur de la confiance. Maintenant que toutes les variables suivent la loi normale, nous passons à la deuxième partie de l'analyse de l'adéquation globale de ce modèle.

2.4.2 Analyse de l'ajustement global

Pour mesurer l'ajustement du modèle (Roussel et al., 2002), nous utilisons les indices absolus de mesure : « *Un indice d'ajustement absolu permet d'évaluer dans quelle mesure le modèle théorique posé a priori reproduit correctement les données collectées.* » (Roussel et al., 2002). Les indices que nous calculons sont les suivants :

- RMSEA (*Root Mean Square Error of Approximation*) : racine carrée de la moyenne des erreurs d'approximation. Il est indépendant de la taille de l'échantillon et de la complexité du modèle
- GFI (*Goodness on Fit Index*) : qualité d'ajustement qui mesure la part relative de la variance/covariance expliquée par le modèle.
- RMR (*Root Mean Square Residual*) : c'est l'appréciation moyenne des résidus.

Model	RMSEA	LO 90	HI 90	PCLOSE
Default model	,057	,018	,085	,343
Independence model	,196	,179	,214	,000

Model	RMR	GFI	AGFI	PGFI
Default model	,059	,916	,860	,553
Saturated model	,000	1,000		
Independence model	,220	,557	,483	,478

Source : analyse de données, IBM SPSS AMOS 19

- RMSEA < 0,06
- GFI > 0,9
- SRMR (RMR standardisé) = 0,0681 < 0,08

Les indicateurs absolus sont donc tous dans leurs limites acceptables. Ce qui signifie que le modèle théorique posé dans la construction de ce modèle reproduit correctement, *a priori*, les données collectées. C'est-à-dire que notre mode de sélection des variables de mesure est valable et correct.

2.5 Test de l'hypothèse de causalité

Tableau 5 : Test-t (P) et seuil critique de +/- 1.96

	Estimate	S.E.	C.R.	P	Label
B2 <--- Bonding	1,000				
B4 <--- Bonding	2,021	1,012	1,998	,046	
B6 <--- Bonding	3,657	1,833	1,995	,046	
Br1 <--- Bridging	1,000				
Br2 <--- Bridging	1,028	,219	4,697	***	
Br5 <--- Bridging	1,113	,230	4,831	***	
L1 <--- Linking	1,000				
L2 <--- Linking	1,205	,343	3,507	***	
Cv3 <--- Civisme	1,000				
Cv5 <--- Civisme	,868	,113	7,681	***	
Cv9 <--- Civisme	,620	,091	6,833	***	
E2 <--- NV	1,000				
E3 <--- NV	,635	,111	5,711	***	

Source : analyse de données, IBM SPSS AMOS 19

Le tableau des poids de régression mesure la signification du coefficient *lambda* (la relation entre chaque variable de mesure et son facteur – « *Standardized Regression Weight* »). Il mesure la valeur du t-test pour chaque paramètre estimé, afin de vérifier si les items convergent tous vers le construit latent. Pour les facteurs que nous avons construits, toutes les variables de mesure convergent vers leurs facteurs de manière significative, avec un niveau de signification $P < 0.05$ et $C.R. > |1.96|$. Ces résultats sont logiques car nous avons déjà, dans notre

analyse factorielle, purifié toutes les variables qui n'ont pas un pouvoir explicatif de leurs facteurs.

Tableau 6: Test de covariance entre les facteurs

	Estimate	S.E.	C.R.	P	Label
Bonding <--> Bridging	,056	,031	1,785	,074	
Linking <--> Civisme	-,162	,067	-2,407	,016	
Bridging <--> Civisme	-,177	,073	-2,443	,015	
Bridging <--> Linking	,115	,045	2,555	,011	
Bonding <--> Linking	,024	,018	1,318	,188	
Bonding <--> Civisme	-,051	,035	-1,463	,144	
NV <--> Bonding	,117	,059	1,975	,048	
NV <--> Bridging	,382	,077	4,935	***	
NV <--> Civisme	-,344	,093	-3,694	***	
NV <--> Linking	,202	,062	3,274	,001	

Source : analyse de données, IBM SPSS AMOS 19

Ce que nous intéresse dans ce tableau, ce sont les covariances entre les facteurs de capital social et le facteur de niveau de vie. Ces valeurs sont représentées dans le modèle structurel que nous avons précédemment proposé. La covariance la plus forte existe entre le niveau de vie et le *bridging* ; en deuxième lieu, nous trouvons la relation entre le niveau de vie et le civisme, qui est une tendance négative. En troisième lieu, nous trouvons la relation de NV et *linking* et, enfin, le *bonding* a la relation la plus faible avec le niveau de vie. Même pour la signification des covariances, le *bonding* a le $P=0,048$, qui est juste au-dessous de 0,05 (la valeur seuil de signification).

Tableau 7: Test de corrélation entre les facteurs

	Estimate
Bonding <--> Bridging	,582
Linking <--> Civisme	-,359
Bridging <--> Civisme	-,337
Bridging <--> Linking	,481
Bonding <--> Linking	,292
Bonding <--> Civisme	-,279
Bonding <--> NV	,153
Bridging <--> NV	,303
Civisme <--> NV	-,618
Linking <--> NV	,800

Source : analyse des données, IBM SPSS AMOS 19

La corrélation entre les facteurs et le NV fait ressortir que le *linking* a la plus forte corrélation (80%), suivi par le civisme (-61%). Viennent ensuite le *bridging*, avec un taux de 30%, et en dernier le *bonding* (15%). Une autre fois, l'analyse de corrélation a prouvé que le *bonding* est le facteur le moins influent sur le niveau de vie.

2.5.1 Tests de fiabilité et validité de l'échelle

a. La fiabilité

La fiabilité d'une échelle correspond à la cohérence entre les items d'un même construit (facteur). Pour ce faire, nous avons eu recours au calcul du coefficient Rhô de Joreskog.

Le coefficient *alpha* se base sur l'intercorrélation entre les items et sur le nombre d'items de l'échelle. Il peut être considéré comme l'indicateur de la proportion de la variance de l'échelle, qui est attribuable au score vrai de la variable (le reste est considéré comme erreur). Il varie théoriquement entre 0 et 1. La longueur de l'échelle a généralement une incidence sur l'ampleur d'*alpha*. Lorsque les intercorrélations entre les items sont très fortes, le coefficient de fidélité *alpha* va être très élevé et nous pouvons nous contenter de moins d'items. Si *alpha* de Cronbach global $\in [0,6 ; 0,8]$, pour une recherche exploratoire, cela indique que nous avons une cohérence interne acceptable pour notre modèle. Si *alpha* $> 0,8$, cela est valable pour une recherche confirmatoire.

Le coefficient Rhô de Joreskog ou Rhô de cohérence interne ne dépend pas de la taille de l'échantillon et semble plus adapté aux méthodes d'équations structurelles (Roussel et al., 2002). C'est pour cette raison que nous utilisons ce coefficient pour tester la fiabilité de notre modèle.

■ Formule du rhô de Joreskog

$$\rho_y = \frac{\left(\sum_{i=1}^p \lambda_{yi} \right)^2}{\left(\sum_{i=1}^p \lambda_{yi} \right)^2 + \sum_{i=1}^p \text{var}(\varepsilon_i)}$$

• *i* est un indicateur ou variable observée rattachée au facteur et λ_{yi} est le paramètre standardisé qui relie le facteur *y* à son indicateur *i*

■ Pour un calcul simple dans excel :

$$\text{Rhô J} = (\text{SOMME } \lambda_i)^2 / ((\text{SOMME } \lambda_i)^2 + (\text{NB}\lambda_i - \text{SOMME } \lambda_i^2))$$

Si Rhô $\in [0,6 ; 0,8]$, pour une recherche exploratoire, cela indique une cohérence interne acceptable. Si Rhô $> 0,8$, cela est valable pour une recherche confirmatoire. Le Rhô v.c. doit être $> 0,5$.

Tableau 8 : Poids de régression standardisée

	Estimate
B2 <--- Bonding	,302
B4 <--- Bonding	,569
B6 <--- Bonding	,562
Br1 <--- Bridging	,629
Br2 <--- Bridging	,515
Br5 <--- Bridging	,537
L1 <--- Linking	,592
L2 <--- Linking	,674
Cv3 <--- Civisme	,872
Cv5 <--- Civisme	,770
Cv9 <--- Civisme	,653
Cf1 <--- Confiance	,719
Cf2 <--- Confiance	,624
E2 <--- Economic	,563
E3 <--- Economic	,495

Source : analyse de données, IBM SPSS AMOS 19

Les poids de régressions standardisées nous servent afin de calculer les valeurs de Rhô J et Rhô vc, qui mesurent la fiabilité et la validité du modèle.

Tableau 9 : Test de fiabilité de l'échelle

			Estimate (λ)	Estimate ²	Rhô J	Rhô vc
B2	<---	Bonding	0,221	0,048841		
B4	<---	Bonding	0,592	0,350464		
B6	<---	Bonding	0,583	0,339889		
			1,396	0,739194	0,60717929	0,246398
Br1	<---	Bridging	0,624	0,389376		
Br2	<---	Bridging	0,52	0,2704		
Br5	<---	Bridging	0,538	0,289444		
			1,682	0,94922	0,57974993	0,31640667
L1	<---	Linking	0,594	0,352836		
L2	<---	Linking	0,672	0,451584		
			1,266	0,80442	0,57275324	0,40221
Cv3	<---	Civisme	0,877	0,769129		
Cv5	<---	Civisme	0,764	0,583696		
Cv9	<---	Civisme	0,654	0,427716		
			2,295	1,780541	0,812	0,59351367
E2	<---	NV	0,572	0,327184		
E3	<---	NV	0,487	0,237169		
			1,059	0,564353	0,43857054	0,2821765

Source : analyse de données, IBM SPSS AMOS 19. Les valeurs *estimates*², Rhô j est calculé par nos soins sur la base de tableurs Excel.

Pour tout le modèle, Rhô J = 0,87. La cohérence interne du modèle est donc acceptable, ce qui indique que les items constructifs des facteurs sont tous cohérents.

b. Le test de validité de l'échelle

La validité convergente consiste à chercher si les indicateurs d'un même construit sont fortement corrélés entre eux. Ceci est vérifié si le Rhô de validité convergente .vc est supérieur à 0,5.

La validité divergente consiste à chercher si les indicateurs de construits différents sont faiblement corrélés entre eux. Ceci est vérifié si la variance moyenne extraite pour chaque facteur (.vc) est supérieure au carré des corrélations entre le facteur et chacun des autres facteurs.

$$\rho_{vc} [y] = \frac{\sum_{i=1}^p \lambda_{yi}^2}{\sum_{i=1}^p \lambda_{yi}^2 + \sum_{i=1}^p \text{var}(\varepsilon_i)}$$

Pour un calcul simple :

$$\text{Rhô VC} = (\text{SOMME } \lambda_i^2) / (\text{NB} \lambda_i)$$

Tableau 10 : Test de validité de l'échelle

			Estimate (λ)	Estimate ²	Rhô vc
B2	<---	Bonding	0,221	0,048841	
B4	<---	Bonding	0,592	0,350464	
B6	<---	Bonding	0,583	0,339889	
			1,396	0,739194	0,246398
Br1	<---	Bridging	0,624	0,389376	
Br2	<---	Bridging	0,52	0,2704	
Br5	<---	Bridging	0,538	0,289444	
			1,682	0,94922	0,31640667
L1	<---	Linking	0,594	0,352836	
L2	<---	Linking	0,672	0,451584	
			1,266	0,80442	0,40221
Cv3	<---	Civisme	0,877	0,769129	
Cv5	<---	Civisme	0,764	0,583696	
Cv9	<---	Civisme	0,654	0,427716	
			2,295	1,780541	0,59351367
E2	<---	NV	0,572	0,327184	
E3	<---	NV	0,487	0,237169	
			1,059	0,564353	0,2821765

Source : analyse de données, IBM SPSS AMOS 19. Les valeurs *estimates*², Rhô vc, est calculé par nos soins sur la base de tableurs Excel.

Dans notre modèle, les Rhô v.c de tous les facteurs, sauf pour le civisme (0,59), ne sont pas acceptables (<0,5). Ces valeurs indiquent que les variables constructives de chaque facteur ne

sont pas fortement corrélées. Les items de civisme sont corrélés, parce que c'est le seul indicateur qui implique les qualités personnelles des individus, sans aucune relation avec leur entourage ; donc, il est normal que les caractéristiques personnelles des individus soient corrélées. Par contre, pour les autres facteurs, il n'y a pas de raison pour une forte corrélation entre leurs items. Par exemple, pour les items de *bonding*, il n'est pas évident qu'une personne qui a de fortes relations amicales ait en même temps de fortes relations familiales.

Cet indicateur n'affecte pas la relation entre les facteurs et par conséquent, il n'affecte pas la qualité de notre modèle.

2.5.2 Limites et perspectives

- Il aurait été préférable que la taille de l'échantillon soit plus grande pour qu'il ait un pouvoir représentatif plus fort. L'élargissement de l'échantillon est une tâche très difficile à effectuer dans un travail personnel et avec une contrainte limitée de temps.
- Il vaut mieux travailler sur les évaluateurs qui représentent la variation de chaque facteur.
- Nous avons un problème dans la normalité de l'indicateur de niveau d'éducation, ce qui pourrait être résolu si nous avions un échantillon plus grand.
- En général, il est possible de dire qu'il y a une relation significative entre les trois formes de capital social, l'indicateur du civisme et le facteur de niveau de vie. Notre modèle est correct, même s'il a besoin d'être amélioré par un travail plus extensif.

En conclusion, nous pouvons dire que les relations familiales et amicales que les habitants des territoires de Mzaar et Aley entretiennent ont un effet positif sur leur niveau de vie et sont statistiquement capables d'expliquer le facteur de *bonding* décrivant la structure des relations de capital social et le facteur de confiance décrivant les caractéristiques et le fonctionnement du capital social. L'existence des relations religieuses et le niveau de confiance au sein de ces relations n'ont pas d'effet sur le niveau de vie. Donc, les relations religieuses n'entrent pas dans notre modèle portant sur la relation entre le capital social et le niveau de vie à l'échelle des individus. L'action volontaire, qui jouait un rôle dans les études précédentes concernant le niveau de vie, n'a prouvé aucune relation dans notre analyse.

Par rapport aux variables de *bridging* et *linking*, toutes les variables de ces facteurs ont prouvé de manière significative une corrélation avec le niveau de vie des individus. Concernant le niveau de civisme relié à ces types de relations, il a également prouvé une corrélation forte mais négative avec le niveau de vie. C'est-à-dire que les relations non formelles que les personnes entretiennent avec d'autres personnes ou groupes influencent fortement leurs niveaux de vie, dans le sens que plus une personne est égoïste et se soucie suprêmement et indûment de soi-même dans le cadre matériel et lucratif, au détriment des autres, plus cette personne est susceptible d'avoir un meilleur niveau de vie. Néanmoins, cette conclusion n'indique pas forcément que le niveau de vie de ces personnes, même en atteignant le plus haut degré, aurait un effet positif sur le niveau de développement de leurs régions. En fait, ce bas niveau de civisme devrait avoir, logiquement, un effet négatif sur le niveau de développement et du bien-être collectif.

Deuxième partie :

Construction territoriale et capital social

CHAPITRE III. LA CONSTRUCTION DES TERRITOIRES-----	108
1 TERRITOIRE DE MZAAR -----	109
2 TERRITOIRE D’ALEY -----	138
CHAPITRE IV. CAPITAL SOCIAL ET DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE :	
COMPARAISON ENTRE MZAAR ET ALEY -----	159
1 DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE MZAAR ET ALEY-----	160
2 CAPITAL SOCIAL DE MZAAR ET ALEY -----	176
CONCLUSION GENERALE-----	198

Chapitre III. La construction des territoires

Quand on parle de la décomposition et de l'aménagement territorial au Liban, il faut noter que jusqu'au début du XXI^e siècle, la situation socio-économique du territoire libanais était caractérisée par :

- L'absence d'options sociales : aucun gouvernement n'avait défini quel type de société libanaise il voulait construire et développer en fonction des données du pays ; la situation féodale, qui a dominé au Liban pendant très longtemps, a laissé des traces encore visibles aujourd'hui.
- L'absence d'options économiques correspondant aux objectifs des options sociales.
- L'absence de plans pluriannuels de développement, constamment réévalués et corrigés dans le sens des options prises et des objectifs à atteindre (SAADE, 2000).

Aujourd'hui, il est difficile de décrire la société libanaise, qui est répartie sur une petite surface de 10 452 km², par une seule identité sociale. Chaque communauté religieuse libanaise a sa propre identité et ses propres traditions, qui sont, pour la plupart, liées aux identités des autres pays. Par exemple, la communauté chrétienne libanaise est très similaire à la communauté chrétienne française, alors que les communautés musulmanes ressemblent à celles d'Arabie saoudite et d'Iran et y sont subordonnées.

En 2004, un schéma directeur d'aménagement du territoire libanais a été publié par le Conseil du développement et de la reconstruction du Liban, qui est un établissement public rattaché directement au Premier ministre libanais. Ce projet a été réalisé en collaboration avec l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Île-de-France. Le schéma a décrit les caractéristiques géographiques, naturelles, sociales et économiques du Liban. Il a pris en compte les problèmes de cohésion sociale, de développement économique, de préservation de l'environnement, face à la construction non légitime et aux carrières qui se propagent partout dans les régions libanaises.

Ce schéma a précisé que « *la vision économique du Liban pour le futur sera à l'image d'une fusée à trois étages* :

- *Les activités pour lesquelles le Liban dispose d'avantages comparatifs indéniables : tourisme, agroalimentaire, édition, artisanat d'art.*

- *Les activités pour lesquelles le Liban peut, moyennant des efforts importants, ambitionner de redevenir compétitif : services de haut niveau, transports internationaux, industries de moyenne technologie, produits agricoles spécifiques.*
- *Les activités non exposées à la concurrence internationale : services aux personnes et aux véhicules, commerce local, transport, social, etc. » (Nahas, 2004)*

Selon ce schéma, l'aménagement du territoire libanais, dans sa totalité et non pas au niveau d'un territoire ou d'une région¹⁷, doit :

- Favoriser l'unité du pays, de l'économie, de la société, du territoire.
- Permettre d'atténuer les disparités de développement entre les régions.
- Chercher à rationaliser l'utilisation des ressources limitées dont le pays dispose (ressources naturelles et l'argent public). (Nahas, 2004)

« Le choix fondamental d'un développement intégré au niveau national, selon ce schéma, semblait plus approprié au cas libanais que des projets de développement régionaux (à l'échelle des Mohafazats ou des districts par exemple) et mieux correspondre aux attentes. Mais une telle vision, outre qu'elle n'aurait pas assuré une cohérence d'ensemble, aurait contribué à ancrer les inégalités de développement et à accentuer la tendance centrifuge (séparation des régions, des communautés, des économies locales) ; son impact sur l'économie nationale aurait été nettement moins positif, et son impact sur les finances publiques bien plus lourd » (Nahas, 2004). Jusqu'à ces jours-ci, les objectifs fixés par ce schéma n'ont pas été atteints, et il n'y a aucune preuve qu'il ait été mis en place. On peut s'interroger sur le fait que ce schéma ait pu faire partie des centaines de projets libanais qui finissent dans les tiroirs des institutions publiques sans jamais être mis en œuvre.

Dans ce chapitre, nous allons analyser les processus de construction des territoires de Mzaar et Aley, dans une tentative de découvrir quelles sont les étapes de construction qui ont amené ces territoires à leurs états actuels de développement.

1. Territoire de Mzaar

Le territoire de Mzaar est situé dans la région de Kesrouane, au Mont-Liban. Les activités économiques principales de la population de ce territoire sont l'activité touristique hivernale et l'agriculture. Dans cette section, nous allons parler de la structure et des constituants de ce

¹⁷ C'est-à-dire que ce schéma était fait pour tout le territoire libanais, pas pour chaque territoire socio-économique lui-même. C'est un indicateur selon lequel il y a encore une forme de centralisation en ce qui concerne l'aménagement et le planning des régions libanaises. Cette centralisation ne prend pas en compte les spécificités et les besoins de chaque région.

territoire, des processus historiques de sa construction et de son évolution, ainsi que de la situation actuelle de son secteur touristique. Nous commençons par la région de Kesrouane, qui représente le milieu administratif officiel dans lequel le territoire de Mzaar s'inscrit.

1.1 La région du Kesrouane

Kesrouane est l'un des six districts du gouvernorat du Mont-Liban ; il s'agit du district le plus connu et le plus développé par rapport à l'activité de sports d'hiver. Il comporte 202 000 résidents et 67 villages, dont 48 possèdent des municipalités.

Le district de Kesrouane a une position de « leader » parmi les autres districts du Mont-Liban. Il a été le premier district à renoncer à l'injustice de l'organisation féodale de la famille el Khazen, en 1858, quand les villages de Raifoun, Ajaltoun, Faitroun, Achkout, Kfardebiane et la plupart des villages du district ont chacun désigné un de leurs villageois afin de constituer un conseil. Tanios Chahine était à la tête de ce mouvement ; il a envoyé, en 1859, une délégation au gouverneur turc de Beyrouth pour l'informer de toutes les procédures ayant été engagées dans leurs villages et que, par conséquent, la famille el Khazen n'était plus chargée de la gouvernance de leur région (Alouche, 1970).

Tableau 11 : Evolution immobilière dans les Caza du Mont-Liban nord

Caza/District	Immeubles en 1996	Immeubles en 2004	Evolution des immeubles	Unités en 1996	Unités en 2004	Evolution des unités	Etablissements (1996)	Etablissements (2004)	Evolution des établissements
Baabda	36 632	36 186	-1,22%	179 621	197 008	-1,22%	22 566	24 865	10,19%
Metn	36 590	38 647	5,62%	170 016	180 454	6,14%	25 299	25 792	1,95%
Kesrouane	23 389	24 873	6,34%	81 520	88 705	8,81%	8 389	10 080	20,16%
Jbeil	14 893	15 782	5,97%	29 283	32 085	9,57%	3 489	3 528	1,12%
Mont-Liban Nord	111 504	115 488	3,57%	460 440	498 252	8,21%	59 743	64 265	7,57%

Source des statistiques : Administration centrale de statistique libanaise, annuaires statistiques 2006, 2007 et 2008

Comme le montre la lecture de ce tableau, le district de Kesrouane a subi, au cours des dernières années, un fort niveau de développement en comparaison avec les autres districts du Mont-Liban nord ; cette croissance est exprimée par l'augmentation des constructions, qu'il s'agisse de la construction d'immeubles, d'unités ou d'établissements.

Kesrouane est constitué de quatre agglomérations : Jounié, Ftouh rural, moyen Kesrouane et haut Kesrouane rural (pikasso.com). L'agglomération la plus urbanisée est celle de Jounié, qui se trouve sur la côte libanaise, à 20 km au nord de Beyrouth. Les villes et villages du

Kesrouane accueillent dans leur majorité une importante activité touristique. C'est sur les côtes de ce district (notamment à Jounieh) que sont réparties les principales stations balnéaires libanaises, alors que sur les pentes du mont Sannine est installée la plus grande station de ski du Liban (station de Mzaar à Kfardebiane), destination sportive des touristes arabes et occidentaux. Le district compte également un important port touristique, ainsi que la grotte naturelle de Jeita, qui est la seule grotte choisie parmi les 28 finalistes concourant pour les sept merveilles naturelles du monde en 2010.

Selon le schéma directeur d'aménagement du territoire libanais, la région de la haute montagne du Kesrouane est une région rurale avec Mayrouba comme ville de relais ; cette région est située au-delà de l'aire urbaine centrale (Beyrouth et les régions autour de Beyrouth, jusqu'à Dbayeh au Nord et Khaldé au Sud). Comparées aux autres régions libanaises, les zones rurales comme le haut Kesrouane sont très peu peuplées.

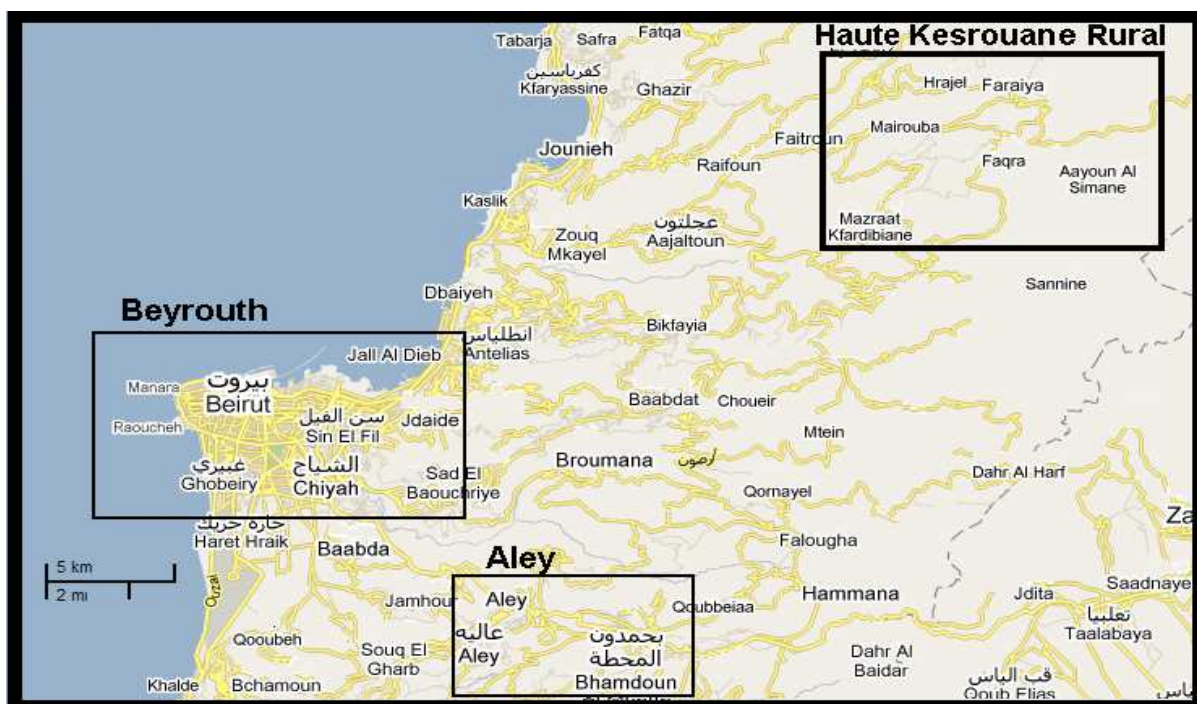


Figure 6 : La localisation de l'agglomération du haut Kesrouane rural
Source : Google Maps

L'agglomération du haut Kesrouane comprend 19 400 résidents répartis dans cinq villages : Mayrouba, Hrajel, Faraya, Kfardebiane et Bakaatouta. Les villages de Kfardebiane, Faraya et Hrajel, ayant une homogénéité socio-économique autour de l'activité touristique, surtout le tourisme d'hiver, constituent ensemble le territoire de Mzaar.

Tableau 12 : Les populations des agglomérations libanaises et des villages de Kesrouane

Région	Agglomérations	Population	Agglomération	Villes et villages
Beyrouth		1,303,129	Haut Kesrouane Rural	Faraya
Mont-Liban	Jbeil	27,900		Hrajel
	Jbeil rural	12,000		Mayrouba
	Qartaba rural	11,800		Kfardebiane
	Jounié	109,000		Bkaatouta
	Ftouh rural	18,200		
	Moyen Kesrouane	33,800		
	Haut Kesrouane rural	19,400		
	Bekfaya	35,900		
	Haut Metn rural	26,700		
	Broumana	44,725		
	Hammana	24,850		
	Aley	58,592		
	Deir el Kamar	12,800		
	Baakline	52,900		
	Haut Chouf rural	26,400		
	Chouf côtier	24,300		
	Chehim	68,500		
Total Mont-Liban		607,767		
Liban Nord		807,204		
Liban Sud		747,477		
Bekaa		539,449		
Total population		4,005,025		

Source : <http://www.pikasso.com/Sub-Lebanon-French.aspx?ID=815&MID=196&LangID=58,5923>

1.2 Le territoire du Mzaar

Le territoire du Mzaar est composé principalement des villages de Kfardebiane, Faraya et Hrajel. Ces villages sont caractérisés par une cohérence exprimée par leur identité, qui est basée sur le tourisme hivernal et estival en premier lieu et sur l'activité agricole en deuxième lieu, et par une cohérence sociale se traduisant par les relations amicales et familiales¹⁸ en troisième lieu. Il faut noter que les relations entre Faraya et Hrajel sont plus fortes que leurs

¹⁸ Il existe plusieurs noms de famille communs entre les habitants de ces villages, comme Akiki, Mhanna, et El-Khazen.

relations avec Kfardebiane, d'une part grâce à la proximité géographique de ces deux villages, et d'autre part à cause des rivalités qui existent entre Kfardebiane et Faraya, en raison de la dénomination de la station de Mzaar.

Les deux villages supports de l'activité de ski sont principalement Faraya et Kfardebiane. La route qui mène à la station de Mzaar passe par Hrajel, ce qui constitue un facteur ayant contribué à l'implication de ses résidents dans ce sport. Le village de Mayrouba, situé juste avant Hrajel et à travers lequel la route vers la station passe également, a une identité plutôt liée au tourisme estival, comme son voisin Faytroun, qui est l'un des centres estivaux et de villégiature les plus connus au Liban.

En ce qui concerne l'activité agricole, le territoire de Mzaar est bien connu pour la culture des pommes et tomates. Dans les champs, il y a une forte coopération entre les villageois de ce territoire, pour exporter leurs produits ou pour les vendre dans d'autres villes libanaises. Comme l'explique un paysan de Hrajel : « Si un cultivateur de Hrajel avait un grand réfrigérateur (stock pour le marché d'hiver) et des bons contacts avec les acheteurs en dehors de la région, il chercherait alors ses prestataires soit dans son village, soit à Faraya ou Kfardebiane, et *vice versa*. »

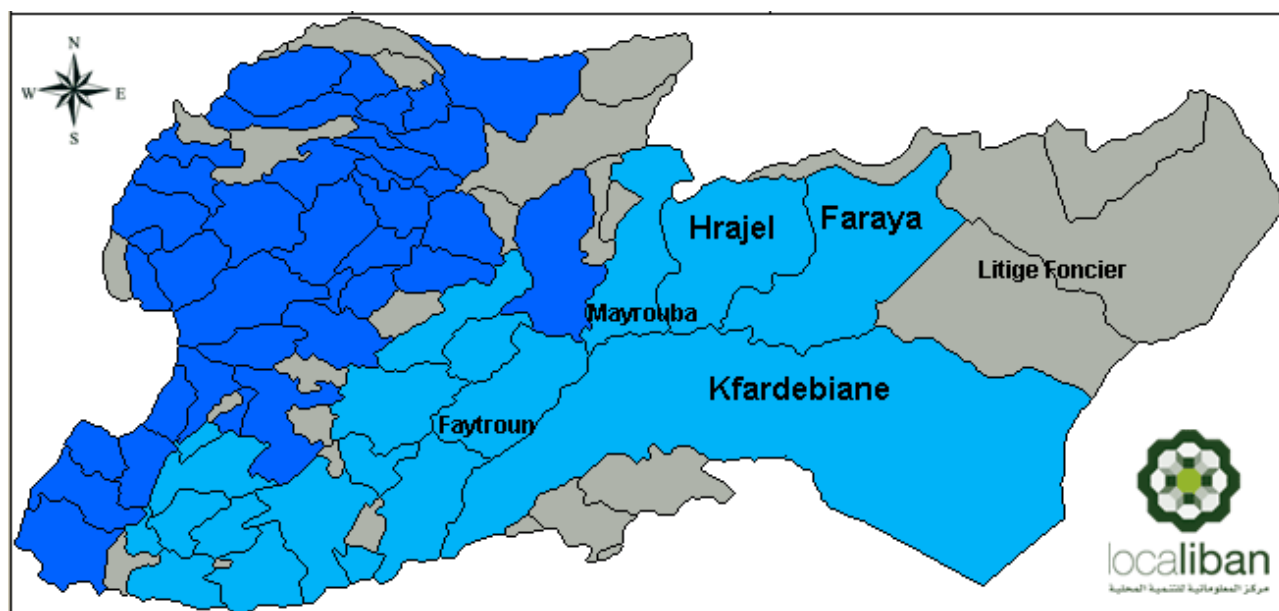


Figure 7 : les villages du territoire de Mzaar
Source : Localiban.org

Pour bien comprendre l'organisation du territoire de Mzaar, nous allons faire une brève description de chacun de ses villages.

1.2.1 Le village de Kfardebiane

Kfardebiane¹⁹ est le plus grand village du district de Kesrouane et l'un des plus grands villages libanais, avec une superficie de 40 km². Ses terres commencent à une altitude de 600 m et culminent à 2 800 m ; elles abritent une population de 12 000 habitants, dont 5 000 votants aux élections. Historiquement, Kfardebiane était le centre de la province « El Jird »²⁰ à l'époque du *Mutasarefeya* et du gouvernement ottoman du Liban, entre 1860 et 1914. En 1900, Kfardebiane fut le premier village libanais à se doter d'un conseil municipal. Kfardebiane comprend 3 600 maisons, deux écoles et 15 églises et monastères construits pour la plupart entre le XVII^e et le XX^e siècle. Kfardebiane se trouve à 44 km de Beyrouth et à 27 km de Jounié, le centre du district de Kesrouane.

Le village de Kfardebiane est un village stratégique très important au niveau libanais, parce qu'il comprend sur ses terrains des régions agricoles, deux centres de ski, un site patrimonial et un site touristique naturel. La première station existant à Kfardebiane est la station de Faqra, qui est une station privée où une catégorie de Libanais très riches et la majorité des politiciens libanais possèdent des villas et des chalets de luxe. La deuxième station est celle de Mzaar, qui est la station de ski la plus grande et la mieux équipée du Liban et de la région du Moyen-Orient. La station du Mzaar est située sur les terrains administratifs du Kfardebiane ; mais ce n'est qu'en 2007 que son nom fut changé, passant de « Faraya Mzaar » à « Mzaar Kfardebiane », grâce à la ténacité de la municipalité de Kfardebiane, après une longue période pendant laquelle le village de Faraya a pris tous les avantages publicitaires et économiques de cette station. (Journal al-balad, albaladonline.com).

Selon sa municipalité, Kfardebiane est très connu, encore aujourd'hui, pour son activité agricole, surtout la culture des pommiers ; le village produit environ 10 000 tonnes de fruits et 1 000 tonnes de légumes par an. À côté du tourisme hivernal, ce village comprend également plusieurs monuments et sites naturels et historiques comme « Jesr El Hajar », qui est un pont naturel d'une hauteur de 58 m et d'une longueur de 83 m, et les monuments de Faqra, qui

¹⁹ Le nom de Kfardebiane est un mélange d'origine sémitique et syriaque : le mot «Kfar» représente le village et le mot «Debiane» représente les cerfs, donc, il était connu comme le village des cerfs.

²⁰ L'empire ottoman était administrativement composé de plusieurs provinces.

comprennent des constructions romanes situées sur une petite pente du village, à une altitude de 1 600 m et surplombant une vallée très profonde.

Le prix d'un mètre carré de terrain à Kfardebiane, près des stations de Mzaar ou de Faqra, s'échelonne entre 600 et 800 dollars et entre 300 et 400 dollars dans les terrains éloignés des stations. (sea7h.net).

1.2.2 Le village de Faraya

Le village de Faraya²¹ est situé juste au-dessus de Kfardebiane ; il surplombe la vallée de la Bekaa et le mont Hermon. Il se trouve à une altitude allant de 1 850 à 2 465 mètres et à environ 42 km de la capitale. Sa superficie totale est de 10 km². Il est caractérisé par la neige lourde en hiver, qui recouvre toute sa superficie et qui devient parfois très épaisse, jusqu'à plus de trois mètres d'épaisseur.

Faraya représente un site touristique très important en hiver pendant la saison de ski, qui s'étend sur quatre mois (mi-décembre à début avril). Même si Faraya est très connu comme centre de ski, les stations de ski situées dans ses environs n'existent pas administrativement sur ses terrains. Pourtant, il faut noter que la route qui mène aux stations passe par Faraya et non pas par Kfardebiane.

Le village de Faraya est aussi très connu pour la pratique des autres formes de tourisme et des sports autres que le ski, comme la randonnée et le camping, surtout dans les environs du barrage de Shabrouh. Selon le décret présidentiel n°8.610, Faraya a été ajouté à la liste des villes et villages estivaux du Liban en 1963. Ce village est très riche par ses ressources naturelles, ce qui en fait une des destinations préférées des étrangers et des Libanais, notamment pour faire des promenades dans la nature. Il existe, au milieu de Faraya, une rivière contournée par de très vieux arbres, qui est un point de rencontre des trois grandes sources d'eau (Shabrouh, Nabaa al Asal, Nabaa el Laban).

Faraya possède aussi une forte richesse religieuse qui compte parmi ses ressources touristiques, surtout la montagne de la Croix, qui est une montagne avec une très grande croix à son sommet ; chaque année, les Libanais vont assister à des messes pour la fête de la Croix. Récemment, les villageois de Faraya ont construit dans cette montagne un très grand

²¹ Le nom de Faraya est originaire de la langue sémitique et il signifie les fruits.

panneau²² portant les lettres du mot « Faraya », similaire au panneau qui existe à Hollywood. Ce panneau a été financé et mis en œuvre par les villageois, dans le but de promouvoir le tourisme dans leur village.

Selon la municipalité de Faraya, environ 90% des familles de ce village travaillent dans le secteur du ski. Parmi les 15 000 habitants de Faraya et les 2 000 qui votent, il existe à peu près 400 jeunes villageois qui travaillent comme moniteurs de ski, surtout pendant les week-ends ; pendant les jours de la semaine, ils travaillent dans d'autres secteurs ou ils poursuivent leurs études. Un autre secteur lié au tourisme à Faraya est le courtage spécialisé dans la vente de terrains, qui fait travailler 40 paysans à Faqra, Oyouun al Siman, Shabrouh et Faraya.

1.2.3 Le village de Hrajel

Hrajel est le village qui est situé juste avant Faraya, sur la route des stations de ski. En hiver, il est essentiellement recouvert de neige et pendant l'été, il reflète une atmosphère de village traditionnel. Hrajel se trouve à environ 42 km de Beyrouth, 5 km de la station Mzaar et à environ 1 300 m d'altitude ; il couvre une superficie de 14 km².

Certains appellent le village « *le terminus de la civilisation* » ; sur ses pentes se trouve la croix²³ la plus haute du Moyen-Orient ; elle se situe sur le plus haut point du village, à une altitude de 1 816 m. Il comprend neuf restaurants, un hôtel et plusieurs magasins d'équipements de ski. L'activité économique centrale de Hrajel est l'agriculture, surtout la culture des pommes, des pêches, des poires, des cerises et des raisins. La nature autour de Hrajel est fortement affectée par l'existence des concasseurs.

En hiver, environ 50% des jeunes de Hrajel travaillent dans la station de Mzaar en tant que moniteurs de ski, serveurs dans les restaurants, chanteurs, etc. (Pourtant, il faut noter qu'en hiver, il ne reste pas beaucoup de jeunes dans le village. Ainsi, les 50% dont on parle ici ne représentent pas vraiment 50% des villageois). Les touristes d'hiver qui vont sur ces terres

²² C'est le panneau le plus grand du Moyen-Orient, avec une longueur de mot, « FARAYA », de 60 mètres et 14 mètres de hauteur pour chaque caractère. Le panneau de Hollywood a une longueur de 106,7 m et une hauteur de 13,7 m pour chaque caractère.

²³ Il existe une croix également à Faraya ; la croix de Hrajel est plus récente que celle de Faraya, mais elle est beaucoup plus grande et se situe sur une pente plus haute. La croix de Faraya s'élève à 18 m, contre 32 m pour celle de Hrajel. Les deux croix sont des symboles de la croyance des habitants de ce territoire, et elles représentent des destinations de tourisme religieux où les chrétiens viennent de tout le Liban pour fêter les occasions et fêtes chrétiennes.

pour faire du ski ne séjournent normalement pas dans le village, ils préfèrent rester dans les hôtels de Faraya ou de Mzaar Kfardebiane.

En été, la région devient très animée avec les touristes et les estivants (qui parfois passent trois mois dans le village). Beaucoup de restaurants sont ouverts seulement trois mois par an ; ils sont habituellement dirigés par des personnes qui vivent dans les grandes villes comme Jounié et Beyrouth et qui ont de bonnes relations publiques. Ces restaurants font le plein les vendredis et samedis soir et le dimanche toute la journée. Les villageois et surtout les jeunes étudiants essaient de trouver des emplois d'été qui leur permettent de gagner de l'argent supplémentaire et de s'amuser. Leur travail en été est notamment lié à l'écotourisme (randonnée, VTT, vélo...), au service de voiturier quelques jours par semaine dans la station de Faraya, à la fonction de serveur les week-ends, dans les mariages et grandes fêtes, etc.

Hrajel est également connu pour sa grande célébration de la fête de l'Assomption, le 15 août de chaque année, qui comprend beaucoup d'événements traditionnels pendant lesquels les villageois vendent leurs produits artisanaux. Un villageois explique : « Le centre du village s'anime avec des petits magasins qui vendent tous les produits dont on peut avoir besoin, littéralement tous. On se croirait dans un marché de Chine. Beaucoup de villageois comptent sur ce festival pour gagner de l'argent, pour être en mesure de verser le premier paiement pour l'école de leurs enfants. Malheureusement, ce festival tombe lentement dans l'oubli, les quatre ou cinq dernières années, il est passé de 10 à 5 jours et des chanteurs de grade C²⁴ y font leur apparition. Tout le monde dans le village est bouleversé à cause de cette détérioration. »

L'événement le plus important, celui qui a marqué le développement du territoire de Mzaar au cours de son histoire, a été l'introduction de l'activité de ski.

1.2.4 Le territoire avant le ski

Les relations et la cohérence entre les villages du territoire de Mzaar remontent à très longtemps avant l'introduction de l'activité touristique dans leur région. La coopération et la solidarité des résidents des villages étaient toujours liées aux conditions de vie difficiles de la région, qui les ont obligés à coopérer pour pouvoir survivre. À cette époque-là, les conditions

²⁴ Les chanteurs qui ne sont pas très connus au Liban sont appelés les chanteurs de grade C.

naturelles et climatiques de la région, accompagnées de moyens primitifs de vie, ont rendu la survie très difficile. Le travail des villageois pendant cette période tournait principalement autour des soins au bétail, de la sériciculture et de la culture pendant l'été, pour préparer la réserve d'hiver.

En hiver, la situation était très mauvaise, surtout en cas d'épidémies, à cause de la neige et du manque de voies de communication avec l'extérieur du territoire. La période la plus difficile pour les paysans fut la Première Guerre mondiale, à cause de la famine qui a déferlé sur tout le Liban et l'invasion de criquets pèlerins, qui se sont abattus sur la région en 1915 et qui ont ravagé toutes les récoltes (Picaudou, 1989). Malgré la coopération et les liens forts entre les villages de ce territoire, les conditions de vie difficiles furent plus fortes qu'eux et les obligèrent à quitter leur région.

La Première Guerre mondiale a poussé les habitants des montagnes et des villages éloignés par milliers vers les régions côtières. Au cours des années, la région de Mzaar a perdu à peu près 90%²⁵ de ses habitants, qui ont déménagé vers les autres régions libanaises et surtout vers la Bekaa. La situation générale n'a connu une amélioration qu'avec l'arrivée des Français, qui ont introduit les sports de glisse dans ce territoire.

1.2.5 Le ski

L'introduction du ski sur le territoire de Mzaar est venue comme une opération de sauvetage pour arrêter la migration sévère de ses habitants vers les autres régions libanaises. L'origine de cette activité remonte aux soldats français qui venaient, ainsi que leurs familles, dans la région pour pratiquer le ski ; mais il leur fallait un moyen de transport pour arriver jusqu'aux pistes, puis pour gravir les pentes afin de pouvoir redescendre en ski. De cette façon, les villageois ont commencé à travailler avec les skieurs, soit en les transportant sur leurs ânes, soit parfois en les portant sur leurs propres dos. Cependant, plus tard, Salim al Khazen a complètement changé la manière avec laquelle les villageois avaient l'habitude de travailler avec l'armée française ; il a introduit le ski comme étant une activité touristique pouvant apporter des bénéfices beaucoup plus élevés qu'un simple transport de skieurs en bas et en haut des pistes.

²⁵ Selon la municipalité du village de Faraya.

Le territoire de Mzaar a donc été construit au travers de processus historiques qui ont marqué le développement des sports d'hiver. Nous allons à présent aborder l'histoire du développement touristique dans cette zone.

1.3 Histoire du territoire de Mzaar

Avant l'introduction du tourisme d'hiver comme activité économique constructive du territoire de Mzaar, les paysans de cette zone avaient comme spécialité la culture de mûres pour produire de la soie, comme cela était le cas dans tous les villages libanais à cette époque. Cette activité agricole était un facteur important dans le développement des villages du territoire via l'argent qu'elle apportait aux résidents ; elle a contribué à la diminution de l'immigration des paysans vers Beyrouth et à l'étranger.

Plus tard, Tanios Chahine a fait sa révolution contre la féodalité de la famille Khazen, à la suite de laquelle tous les terrains de la région du haut Kesrouane rural ont été distribués aux paysans. Quelque temps plus tard, la culture des mûriers a connu son essor. Mzaar a également connu une ère de production agricole liée à l'élevage ; ainsi, jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la production laitière nécessaire était assurée localement par des autochtones et la culture potagère était également suffisante pour la consommation locale. Pendant cette période, les bœufs servaient aux travaux de labourage de la terre, avant qu'ils ne soient remplacés par les tracteurs.

La culture des pommiers fut introduite à Mzaar après la Première Guerre mondiale et s'est développée après la seconde, auprès de la plupart des autochtones locaux ainsi que des grands investisseurs qui avaient commencé à acheter des terrains afin de les utiliser pour la culture des pommiers. La culture des pommiers se développa rapidement grâce au climat et à la terre fertile de la région, lesquels étaient très appropriés pour ce genre de culture, et aussi grâce à l'abondance en eau, surtout dans les vallées irriguées facilement par les sources de El Laban et El Asal. La production du territoire se montait à plus d'un million de boîtes de pommes par an.

Vers les années 1965, la culture des pommiers en Mzaar devint très peu rentable à cause de la concurrence des pommes cultivées dans la région de Bekaa. Même si ces dernières étaient d'une qualité inférieure à celles de Mzaar, leur prix était moins élevé, en raison des coûts d'exploitation des terrains de Bekaa, qui étaient bien moindres qu'à Mzaar (les terrains de Bekaa ne sont pas chers, aussi, le rendement des pommes est énorme par rapport à Mzaar).

Avec le début de cette période de décadence de la culture des pommiers, le tourisme est devenu une sorte de compensation pour les habitants de ce territoire. À cette époque, il y avait une coexistence entre une agriculture en déclin et un tourisme en croissance, avec une construction touristique qui a commencé à occuper une très grande partie des terrains agricoles.

Entre les années 1960 et 1974, la croissance énorme de l'activité touristique dans la région était accompagnée par une croissance de l'activité commerciale pour répondre aux besoins des touristes, surtout avec l'apparition d'un nouveau genre de magasins pour la vente et la location des équipements de ski. Le problème rencontré par les paysans pendant cette période était la saisonnalité de l'activité touristique, qui les obligeait à ne pas complètement abandonner l'agriculture. Il est à signaler que même avec le développement de l'activité touristique et la hausse de la demande de produits artisanaux, le nombre d'artisans locaux n'a pas fortement augmenté pour répondre à cette demande, et les artisans du territoire étaient pour la plupart non locaux (Salame, 1984).

À partir de l'année 1960, et avec le début de la croissance touristique, la construction s'est rapidement accélérée dans la région, surtout dans le village de Faraya et dans la station de Mzaar. Cette croissance concernait spécifiquement les bâtiments destinés à la location ou la vente aux personnes qui venaient des autres régions libanaises et qui cherchaient à acheter des résidences secondaires dans la zone de Mzaar, proche de la station de ski. Entre les années 1964 et 1974, avant le début de la guerre civile, la croissance était de 370% en nombre d'appartements destinés à la location, qu'elle soit saisonnière ou annuelle.

Le village de Kfardebiane n'était, pendant cette époque, pas réellement concerné et impliqué dans cette révolution touristique, et les investisseurs touristiques étaient tous de Faraya. Cette concentration de l'activité de ski est liée au fait que le premier investisseur touristique, Salim el Khazen, qui a introduit le ski dans le territoire, était originaire de Faraya ; donc, son activité était plus ciblée sur son village et les employés étaient des villageois. Pendant cette période, Kfardebiane s'est plus axé sur par l'activité agricole.

Même si le mouvement touristique proprement dit n'a commencé dans le territoire de Mzaar qu'après l'année 1960, il existait deux petits hôtels dans le village de Faraya bien longtemps avant l'essor du tourisme hivernal ; ils étaient utilisés pour accueillir des clients qui avaient l'habitude de visiter ce village en été pour y chercher le calme et la fraîcheur. Après l'année

1960 et en raison de la construction de la station de ski de Mzaar, les hôtels déjà existants ont commencé à s'agrandir et à se moderniser, alors que d'autres hôtels se construisaient à Faraya et Kfardebiane, autour de la station de Mzaar.

Tableau 13 : La situation hôtelière à Mzaar en 1974

Hôtel	Année de construction	Chambres	Lits	Prix par personne en L.L.	Taux d'occupation (1974)
Faraya Mzaar	1962	100	200	69	25 %
St. Antonio	1964	40	80	40	25
Château d'eau	1958	44	88	25	30
G.H. Faraya	1936	37	74	25	30
Al Badr	1960	23	46	25	30
Coin vert	1969	16	32	25	50
Al Ahram	1938	15	32	15	20

Source : Salamé 1984, Enquête 1974 Camille Salamé

Tous ces hôtels, mis à part l'hôtel Faraya Mzaar, étaient construits par des paysans en utilisant leur capital propre, sans aucun investissement extérieur. Les fonds utilisés par les paysans pour la construction et la modernisation de leurs hôtels provenaient des bénéfices nets de leurs établissements, des prêts bancaires et de leurs revenus agricoles, vu que tous les propriétaires des hôtels avaient également des propriétés foncières et étaient des agriculteurs cultivant des pommiers.

Le management de ces hôtels était fait par les paysans eux-mêmes et leurs familles. Même les produits alimentaires nécessaires pour les hôtels venaient pour la plupart de leurs propres jardins, comme les légumes et les fruits. Cette autodépendance a fortement augmenté la rentabilité de ces hôtels en réduisant leurs coûts d'exploitation. Pendant les périodes creuses, ils employaient saisonnièrement des personnes originaires du territoire.

La situation de l'hôtel Faraya Mzaar était différente de celle des autres hôtels. Ce dernier était une société anonyme libanaise (Mzaar s.a.l.), et même si son fondateur était originaire du village de Faraya, la majorité des capitaux investis dans l'hôtel appartenait à des investisseurs des autres régions. L'hôtel Faraya Mzaar était le plus grand du territoire. En tant qu'hôtel de relais pour la station de ski, il était obligé de faire plusieurs investissements à côté de son service d'hébergement : par exemple, on avait construit des piscines, des cours de tennis et une patinoire, etc., ce qui a fortement augmenté les frais d'investissement, d'autant que la mise en place de ces services était très coûteuse. Pendant les premières années de sa

construction, l'hôtel de Mzaar n'a apporté aucune rentabilité aux investisseurs, au contraire, ses frais d'exploitation étaient plus importants que les revenus.

La société Faraya Mzaar n'était pas seulement chargée du management et de l'investissement dans le service d'hébergement de l'hôtel Faraya Mzaar ; elle était également responsable de l'aménagement de toute la station, y compris de la construction de remontées mécaniques, et de l'infrastructure de la station comme les parkings, routes, réseaux d'eau potable et d'égout, etc.

1.4 La construction et l'évolution de la station de Mzaar

En 1954, Cheikh Salim el Khazen, un grand propriétaire terrien (300 000 m²) à Faraya, en revenant de Suisse, où il séjournait, au Liban, a trouvé que ses terrains étaient adaptés à la pratique du ski. Pour cette raison et en coopération avec quelques ingénieurs français et quelques amis libanais passionnés de ski, il a décidé de bâtir la station de ski de Mzaar, à Kfardebiane - Oyoun al Siman, qui était la deuxième station de ski libanaise construite après la station des Cèdres. Au début, dans la station de Faraya Mzaar, le ski était pratiqué par les amis de Salim el Khazen et par les Français. Pour encourager l'investissement sur les pentes et les régions neigeuses, Salim el Khazen commença à vendre des parcelles de ses terrains à petits prix.

Au cours de l'année 1960, le premier télésiège et quatre chalets furent construits dans la station et en 1962, Salim el Khazen commença, en coopération avec une banque locale, à collecter des financements pour développer la station. C'est en 1963 que l'entreprise du Mzaar pour le tourisme et les sports d'hiver fut fondée. Cette même année, l'hôtel du Faraya Mzaar a été construit et a commencé son activité.

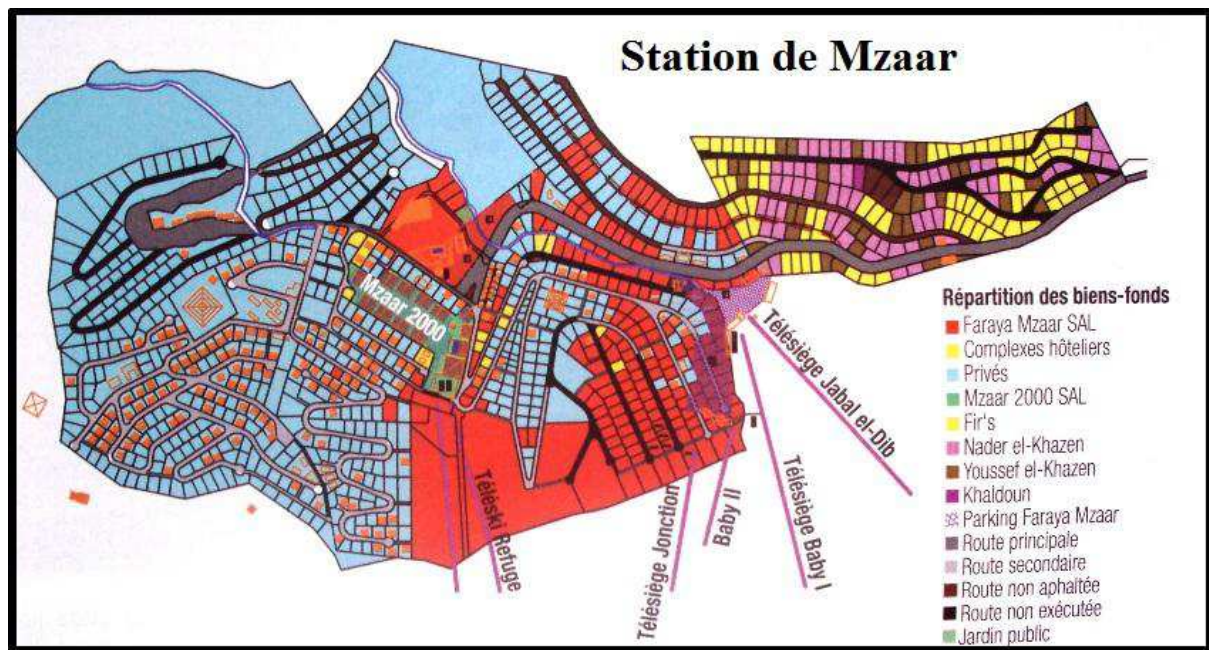


Figure 8: Structure immobilière de la station de Mzaar

Source : Immobilier Faraya-Kfardebiane-Faqra, Le commerce du levant, février 2010

Avec le temps, de nouveaux chalets furent bâtis et de nouvelles pentes et pistes furent aménagées et ouvertes. Jusqu'à l'année 1973, trois autres hôtels furent fondés en Mzaar ; les investissements ont augmenté de plus en plus chaque année, jusqu'à l'année 1975, quand la guerre civile commença.

Au début de la guerre civile, il y avait beaucoup de nouveaux équipements et télésièges achetés par la société depuis la Suisse, et sur leur chemin vers le Liban, ils ont été bloqués à Tripoli (au Nord du Liban). Après plusieurs essais et avec de grandes difficultés, ils ont pu être transportés à la station. Pendant la guerre civile, la station fut occupée par les milices²⁶ pendant plusieurs années.

À la fin de la guerre civile, la station était fortement détériorée, surtout les chalets. Les investisseurs ont décidé qu'il serait mieux de construire un nouveau grand hôtel au lieu de rénover les hôtels endommagés. Le développement de la station après la guerre s'articula autour de trois axes : la sécurité, la taille et la qualité. Ainsi, de nouvelles remontées mécaniques furent installées dans la station, portant leur totalité à 19 remontées. De nouvelles pistes et de nouveaux domaines skiables furent aussi ouverts aux skieurs de tout niveau. En

²⁶ Des groupes armés fondés par les citoyens sans aucune identité formelle ou gouvernementale, qui font des actions illégales pour défendre leurs groupes et territoires. Dans le cas du Liban, la guerre civile était une guerre entre les milices qui appartenaient généralement à des religions différentes ou à différents groupes politiques au sein de la même religion ; ces milices s'affrontaient pour imposer leur pouvoir et leur contrôle.

2000, la construction du plus grand hôtel de la station se termina, et la chaîne des hôtels internationaux de l'Intercontinental fut choisie pour gérer ce projet ; cet hôtel est aujourd'hui le seul hôtel 5 étoiles libanais ; il est géré par des groupes hôteliers internationaux et situé hors de l'aire urbaine centrale de Beyrouth. Avec tous ces plans et projets de développement, la station est devenue une destination internationale de ski, grâce à son haut niveau de sécurité, mais aussi grâce au niveau de qualité de tous les services de luxe fournis dans la station.

La station de Mzaar a pris un intérêt exceptionnel auprès des investisseurs et s'est développée plus que les autres stations libanaises, et ce, pour plusieurs raisons :

- La raison la plus importante est la localisation de cette station, sur le mont Sannine près de Beyrouth, où se trouvaient les capitaux financiers ainsi que la majorité des personnes désireuses d'apprendre cette discipline et de pratiquer ce sport, lesquelles appartenaient aux classes aisées et voulaient imiter les riches Européens qui pratiquaient ce sport.
- Les caractéristiques physiques et naturelles de la région où est située la station sont très convenables pour la création d'un tel centre.
- La présence d'une personnalité influente (cheikh Salim el-Khazen) qui possédait de larges étendues de terrains et qui avait les capacités, le désir et le droit exclusif d'exploiter près de 2 millions de m² de biens communaux, à côté des biens qu'il possédait déjà, pour y créer un centre de ski.

Jusqu'à l'année 1980, Salim el Khazen disposait de la plus grande partie des actions dans la société de Mzaar, laquelle était gérée par le banquier Joseph Abdo Khoury. En 1980, la société Saudi-Libanaise « al-Mabani Group », gérée par Fouad Rizk et Nehme Tohme, a acquis la majorité des actions de Mzaar et a repris le développement de la station.

Le succès de la station de Mzaar a encouragé les investisseurs à construire d'autres centres similaires sur les pentes de la même montagne, qui est la plus proche de la capitale. À partir de l'année 1974, les travaux de construction de la station privée de Faqra (la deuxième station de ski du territoire de Mzaar) ont commencé, dans le but de créer un centre unique en son genre au Liban et même dans le monde entier. La construction de la station de Faqra a été possible grâce au financement de la banque Audi (qui avait un capital mixte libano-arabe, en particulier koweïtien), et elle a été motivée par la réussite des sites déjà créés dans la région, comme les stations de Qanat-Bakiche et Zaarour et surtout la station voisine de Mzaar. La station de Faqra se trouve aussi sur les montagnes du village de Kfardebiane. Elle est une

station privée qui rassemble la classe sociale libanaise aisée et influente ; elle satisfait bien ce groupe en lui permettant de mener une vie à part, sur le même modèle que les « *gated cities* », celui des familles riches aux États-Unis. L'entrée dans la station de Faqra n'est possible que pour les membres de ce groupe et leurs invités.

1.5 La situation actuelle de la station de Mzaar

La station de ski est un système socio-économique composé du management de la station, du site, de la clientèle, des autorités locales, des populations locales et enfin des équipements et infrastructures comme les services d'hébergement et de remontées mécaniques et les écoles de ski.

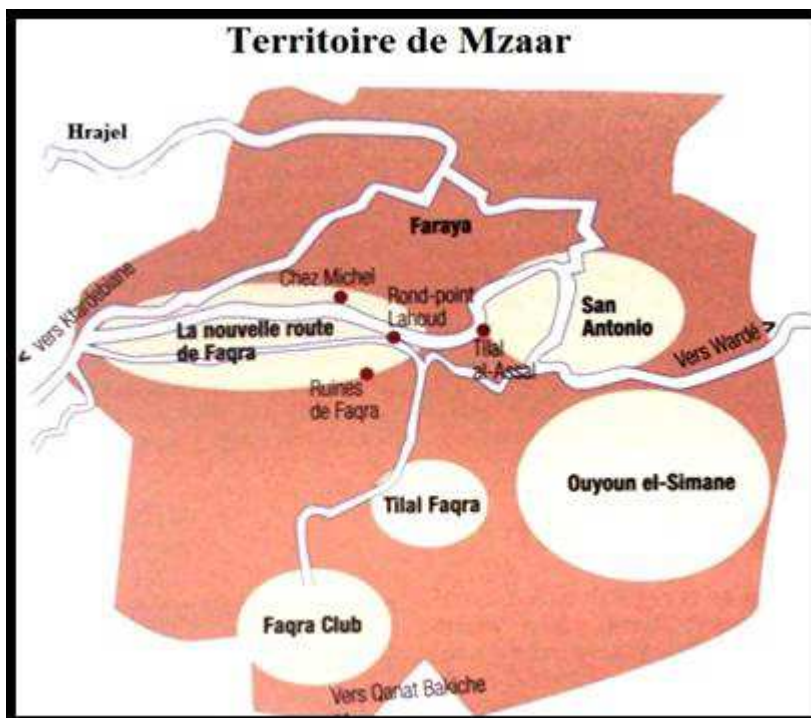


Figure 9 : les différents constituants du territoire de Mzaar

Source : Source : Immobilier Faraya-Kfardebiane-Faqra, Le commerce du levant, février 2010

Les stations de ski sont des systèmes économiques locaux dont les caractéristiques spécifiques les rendent plus difficiles à gérer. Les stations de ski sont caractérisées par une forte dépendance vis-à-vis des conditions climatiques, une forte saisonnalité de la demande touristique (entre l'hiver et les autres saisons, les stations cherchent toujours des formes complémentaires de tourisme qui peuvent être pratiquées toute l'année), un bas niveau d'urbanisation et une faible concentration des habitants permanents (vu les conditions de vie très dures dans ces stations, ainsi que leur localisation sur des montagnes très hautes et raides,

ce qui complique leur aménagement) ; enfin, comme dans tous les autres systèmes touristiques, répondre aux besoins de la clientèle demeure complexe.

Le management de la station de Mzaar est à la charge de deux compagnies : Mzaar SAL et Mzaar 2000.

- Mzaar SAL est responsable du management des pistes de ski, des remontées mécaniques, du service client, des clubs et écoles de ski, de la sécurité et des relations avec tous les acteurs extérieurs, comme les collectivités locales des villages voisins et le ministre du Tourisme.
- Mzaar 2000 est responsable du management et de l'entretien du projet « Village Mzaar 2000 », qui comprend les chalets de Mzaar (11 blocs de chalets, chacun comportant en moyenne 10 chalets), ainsi que de l'entretien de tous les locaux des services complémentaires comme la piscine, la salle de bowling, les jardins de Mzaar, etc.

Les principaux propriétaires de la station de Mzaar sont les deux familles Rizk et Tohmé. Le directeur général de la station appartient à la famille Rizk.

Les services fournis par la station de Mzaar sont : l'hébergement et la restauration, l'assurance de la sécurité ainsi que le fonctionnement des remontées mécaniques et la gestion des écoles de ski.

1.5.1 Hébergement et restauration

La compagnie de Mzaar offre l'hébergement dans l'hôtel intercontinental (5 étoiles) et dans les 120 chalets du «Village Mzaar 2000 ». L'hébergement est également possible dans les multiples hôtels et résidences privées qui existent près des pistes de ski ou dans le centre du village de Faraya. Tous les hôtels présents dans le village de Kfardebiane sont localisés dans la station de ski, située elle-même sur les montagnes très éloignées de ce village. Il n'existe aucun hôtel dans le centre habité de Kfardebiane.

Tableau 14 : nombre d'entreprises touristiques à Faraya

Entreprise	Nombre
Magasins de ski	60
Restaurants	10
Cafés	20
Hébergement	12

Source : enquête été 2009, hiver 2010

Toutes ces entreprises sont de taille petite ou moyenne, avec un nombre d'employés qui varie entre 5 et 20 selon la saison.

Tableau 15 : types d'entreprises à Kfardebiane

Entreprise	Nombre
Hébergement	20
Restauration	55
Industriels	80
Agricoles	86
Banques	1
Commerciales	92
Ecoles de ski	4
Artisans	2

Source : enquête été 2009, hiver 2010

Tableau 16 : distribution des entreprises à Kfardebiane selon les différents secteurs économiques

Secteur	Nombre des institutions	Pourcentage
Tourisme	75	22
Agriculture	86	26
Industrie	80	24
Commerce	92	28

Source : enquête été 2009, hiver 2010

1.5.2 La sécurité

Mzaar est la seule station de ski libanaise qui applique les conditions de sécurité requises dans les stations de ski françaises. Comme il n'existe pas d'experts pour l'entretien des remontées mécaniques au Liban, la station a signé un contrat de maintenance avec une entreprise française qui fait des tests et bilans fréquents sur la sécurité des équipements (machines, câbles, télésièges..), afin de valider la situation et pallier les problèmes qui pourraient constituer des menaces potentielles pour la sécurité des skieurs. Aucun ministère ou fonctionnaire libanais ne demande une attestation de sécurité des stations de ski, et par conséquent, les stations ne sont pas obligées de procéder à cet entretien.

La station embauche en hiver des employés chargés de superviser la sécurité des skieurs sur les pistes et de placer des signaux de sécurité sur les pistes dangereuses. En cas d'accident, il existe un centre de la Croix-Rouge avec un médecin sur la station, qui sont responsables des premiers soins. Le seul problème de sécurité est que les skieurs libanais ne respectent pas toujours les règles et les signaux de sécurité ; par exemple, ils skient sur des pistes qui sont fermées ou qui ont des signaux de haut risque.

1.5.3 Les remontées mécaniques et l'école de ski

Il existe dans la station de Mzaar trois domaines skiables : Wardeh, Refuge et Junction. Le domaine de Junction comprend huit remontées mécaniques, Wardeh sept et Refuge deux.

Tableau 17: Les remontées mécaniques dans la station de Mzaar

Nom de la remontée mécanique	Longueur de la remontée	Différence d'altitude	Altitude maximale	Niveau de difficulté
Domaine Mzaar Refuge				
Refuge Nord	720 m	183 m	2035 m	Moyen
Refuge	1200 m	210 m	2082 m	Moyen
Domaine Mzaar Junction				
Baby 1	720 m	72 m	1946 m	Débutant
Jabal Dib	1652 m	407 m	2296 m	Moyen
Mzaar	1573 m	383 m	2465 m	Avancé
Piste Rouge	1000 m	338 m	2296 m	Avancé
Jonction	573 m	163 m	2056 m	Moyen
Rocher	750 m	196 m	2296 m	Avancé
Ecole	416 m	126 m	2056 m	Moyen
Nabil	700 m	241 m	2240 m	Avancé
Domaine Mzaar Wardeh				
Petite Source	495 m	107 m	2125 m	Débutant
Lac	698 m	153 m	2173 m	Moyen
Nord	1435 m	317 m	2336 m	Avancé
Vallon	328 m	86 m	2176 m	Moyen
La Cabane	-	-	2347 m	Avancé
Donald	200 m	7 m	2041 m	Débutant
Mickey	495 m	43 m	2065 m	Débutant

Source : skimzaar.com

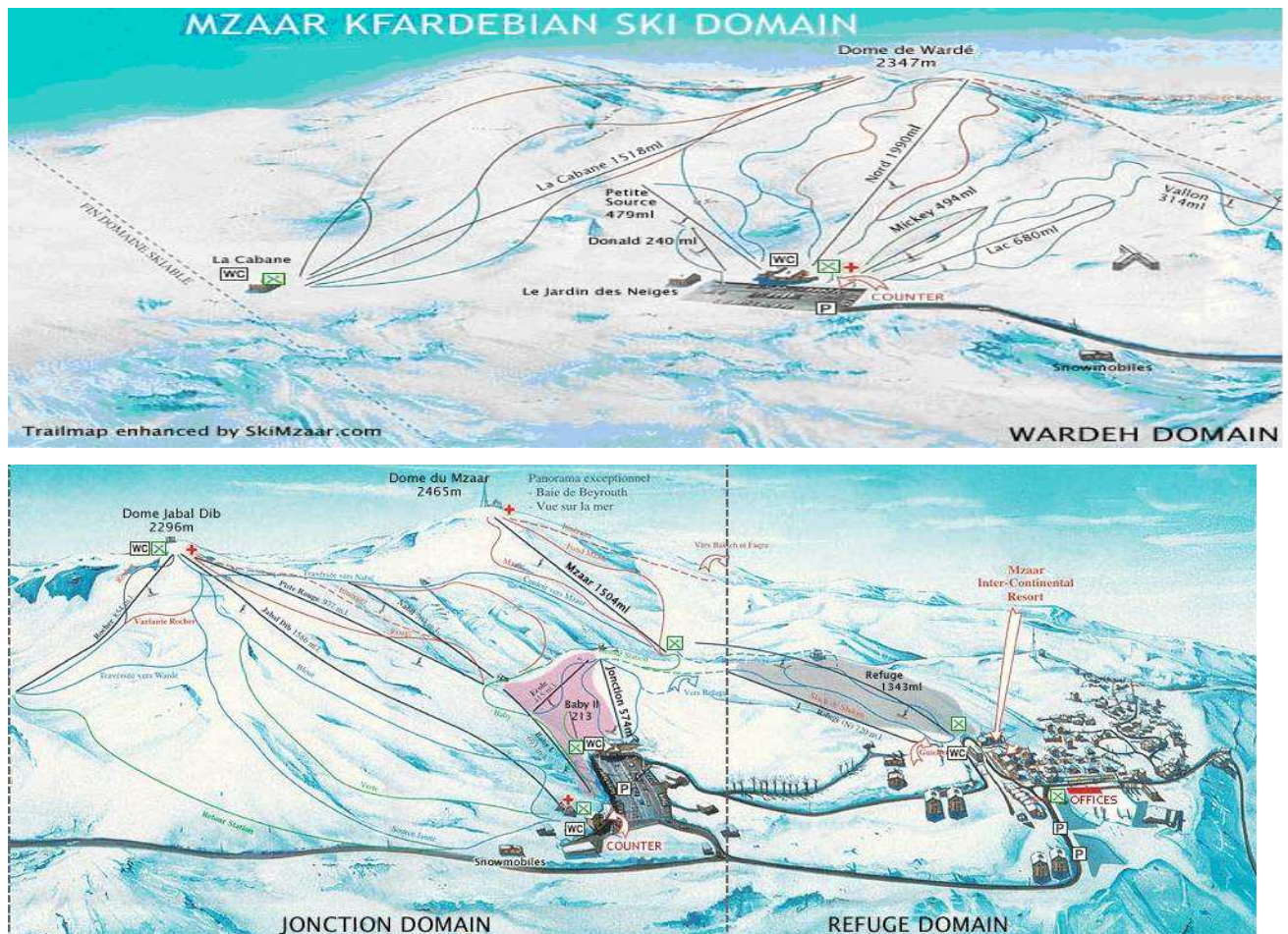


Figure 10 : La structure de la station de Mzaar
Source : skimzaar.com

L'apprentissage du ski dans la station se fait par deux moyens : soit par des moniteurs individuels qui travaillent avec les clients sur une base quotidienne (70 moniteurs) ; soit par les clubs de ski (70 moniteurs) qui proposent des formations à leurs membres pour leur permettre de participer aux championnats de ski. Il faut noter que dans la station, il y a des moniteurs qui sont embauchés par l'entreprise Mzaar et d'autres qui travaillent individuellement. Les moniteurs individuels reçoivent leurs permis de travail de la municipalité de Kfardebiane, contre une redevance quotidienne qu'ils donnent à la municipalité pour chaque jour de travail. La municipalité donne ces permis aux moniteurs sans aucune vérification de leurs qualifications ; elle accorde également des permis de travail aux marchands ambulants qui vendent des produits alimentaires dans la station. Ces vendeurs ont une très mauvaise influence sur la station, à cause de la faible qualité de leurs produits ainsi que de l'absence de supervision des autorités locales sur leur travail. La multiplicité de ces types de vendeurs dans la station, surtout dans les saisons creuses, cause plusieurs problèmes et contribue à l'augmentation des vols dans la station. La municipalité octroie ces

permis aléatoirement pour deux raisons : la première est d'obtenir des retours financiers contre chaque jour de travail dans la station ; la seconde est de satisfaire les résidents du village qui demandent à travailler dans la station, même s'ils n'ont pas l'expérience nécessaire. Cette satisfaction permet aux membres de la municipalité de gagner les votes de ces résidents aux élections municipales.

1.5.4 Le développement de la station

Depuis sa construction en 2000, l'activité dans la station reste presque invariable d'un an à l'autre. Malgré cette stabilité de la demande touristique, on constate qu'il y a une croissance énorme des prix des terrains²⁷ dans le territoire. Cette augmentation ne représente pas un vrai indicateur de croissance pouvant affecter le niveau de vie des populations locales, parce qu'elle n'implique pas une accumulation des investissements productifs. Cette croissance est seulement liée à l'augmentation de la demande sur les terrains proches de la station de ski pour construire des chalets destinés à la vente aux riches Libanais et Arabes. Les revenus tirés de ces projets représentent un chiffre d'affaires à un moment donné, sauf dans les cas moins fréquents où les populations locales utilisent cet argent dans d'autres projets productifs. Dans un territoire comme Mzaar, ce sont plutôt les touristes qui produisent une rentabilité et une croissance permanente.

Le développement de la station est limité par la faible situation de sécurité au niveau national libanais, surtout au cours des dernières années. Les skieurs et les touristes étrangers sont encore peu nombreux à venir faire du ski au Liban, et ils préfèrent skier en Europe où la situation est meilleure. C'est pour cette raison que la plupart des skieurs qui viennent à Mzaar sont des Libanais (plus de 90%), les autres étant des Arabes ou des étrangers non arabes qui vivent et travaillent dans le monde arabe et dans le Moyen-Orient. L'absence des étrangers non arabes dans la station constitue un problème pour son développement, parce que les clients qui produisent une rentabilité sont les étrangers qui viennent séjourner, manger, skier et s'amuser dans la station et dont toutes les entreprises profitent. Par contre, les Libanais viennent pour la plupart seulement pour skier, et seule la compagnie Mzaar sal profite de leurs visites.

²⁷ Le prix d'un m² de terrain était de 40 dollars ; aujourd'hui, il est de 1 600 dollars.

1.5.5 La concurrence

La concurrence libanaise de la station de Mzaar est très faible ; même au niveau du Moyen-Orient, elle représente la plus grande station de ski avec les meilleurs équipements. Il existe d'autres stations dans l'île de Chypre, mais les Chypriotes préfèrent venir skier au Liban. Il existe une station en Iran, qui est très développée, mais elle ne constitue pas une menace pour la station de Mzaar, à cause de l'image internationale de l'Iran qui effraie les touristes potentiels. Selon le management de la station de Mzaar, 70% de toutes les activités de ski au Liban sont pratiquées à Mzaar, contre seulement 30% pour toutes les autres stations. La qualité, les équipements, les services et la sécurité à Mzaar sont meilleurs que dans les autres stations. Les 30% qui skient dans les autres stations les choisissent pour des raisons de proximité, surtout pour les skieurs qui habitent au nord du Liban, où il leur est plus facile de skier dans la station des Cèdres par exemple. La station des Cèdres attire beaucoup de touristes grâce à son nom ; les skieurs étrangers y viennent grâce au lien entre son nom et le symbole touristique du Liban (le cèdre).

Le management de la station se structure autour d'un réseau de coopération de 15 tour-opérateurs à Beyrouth, qui organisent des voyages en groupes vers la station. En plus des relations à Beyrouth, la station a aussi une coopération avec des tour-opérateurs dans les pays voisins : Chypre, pays du golfe arabe, Émirats, villes de Dubaï et d'Abu Dhabi.

Le réseau de marketing pour la station reste très faible, surtout au niveau européen et américain. S'il y avait une plus forte commercialisation au niveau international, la station se serait développée beaucoup plus rapidement au cours des dernières années.

1.5.6 La saisonnalité

Selon son manager, la station utilise environ 15% de sa capacité en été, contre 75% en hiver. À côté de la fraîcheur estivale du climat local, qui attire beaucoup de touristes et de propriétaires de chalets qui viennent y passer leurs vacances, beaucoup d'activités rentables sont également disponibles dans la station en été, comme les mariages très coûteux qui ont lieu dans les jardins de Mzaar, les activités de randonnée, l'ATV, l'escalade, le camping, etc.

Le mois le plus actif de l'été est le mois d'août, avec la fête de la Vierge le 15 août de chaque année. Cette fête fait de Mzaar l'endroit où tout le monde veut être, pour ses feux d'artifice,

ses kermesses, ses foires et ses spectacles. La station garde 40 de ses employés pendant l'été, qui sont les employés permanents ; ce nombre n'inclut pas les employés de l'hôtel Mzaar Intercontinental et de tous les autres hôtels et restaurants qui existent dans la station. La moitié des employés permanents sont responsables de la mise à jour et de l'entretien des équipements, sous la supervision d'un directeur français, et les autres sont responsables des autres travaux administratifs. En hiver, le nombre des employés s'élève à 150. Normalement, les employés saisonniers, pendant les périodes creuses où ils ne travaillent pas dans la station, travaillent dans la culture des pommes.

1.5.7 Rôle du secteur public

Le secteur public a une influence dans la station, d'une part via les ministères gouvernementaux tels que le ministère du Tourisme, de l'Environnement, du Travail public, etc., et d'autre part via les collectivités locales dans les villages supports de la station, surtout celui de Kfardebiane.

a. Les ministères gouvernementaux

Le rôle qui doit être normalement joué par les ministères libanais dans la station devrait inclure les fonctions suivantes :

- Un support technique / Rénovation des équipements.
- Le marketing touristique de la station, par la distribution de brochures sur le ski au Liban dans tous les bureaux touristiques du monde entier.
- La construction d'un bureau de tourisme dans la station, pour aider les touristes et leur donner des conseils pour améliorer la qualité de leur séjour et résoudre tous les problèmes auxquels ils peuvent être confrontés.
- Le développement de toute l'infrastructure dans la station (l'électricité, l'eau, les routes, les téléphones...).
- Protection de l'environnement et prévention de toutes activités nocives pour l'environnement.
- La surveillance de toutes les activités des autorités locales, pour les empêcher de faire des actions illégitimes qui font du mal à la station.
- La surveillance du travail des entreprises touristiques dans la station.

Même si toutes ces fonctions sont sous la responsabilité des ministères libanais, en réalité, elles ne sont pas bien accomplies. Le marketing national de la station est très faible,

l'entretien de toute l'infrastructure dans la région est presque nul et le management de la station est obligé de faire l'entretien lui-même ; la connexion aux lignes centrales d'électricité n'est pas disponible sur toutes les pistes de la station, par conséquent, le management est obligé d'utiliser des moteurs pour produire l'électricité nécessaire pour les télésièges situés sur les pistes éloignées, ce qui crée un problème environnemental. Il n'existe pas de bureau de tourisme dans la station, pas de police touristique et aussi pas de surveillance, par les ministères, des entreprises ou des actions des autorités locales.

b. La relation avec la municipalité

Les municipalités au Liban sont régies par une loi adoptée par le Parlement libanais en 1977. Un article de cette loi déclare que « *la municipalité est une administration locale exerçant, dans les limites de son territoire, les attributions qui lui sont octroyées par la loi. Elle est dotée d'une personnalité morale, d'une autonomie financière et d'un pouvoir d'autogestion des intérêts locaux* ». Mais elle demeure sous le contrôle et la surveillance du gouvernement central. C'est l'unique forme à travers laquelle se pratique la décentralisation territoriale (Chaoul, 1965).

Parmi les fonctions principales des municipalités libanaises, nous retrouvons la gestion de l'hygiène et la santé publique, l'urbanisme, la construction, le service public, la sécurité, la voirie, la gestion des ordures, le nettoyage des rues. (Loi sur les municipalités libanaises, 1977).

Dans le territoire de Mzaar, il existe trois municipalités pour les villages de Faraya, Kfardebiane et Hrajel. La station de Mzaar est rattachée à celle de Kfardebiane, vu que la station est localisée sur ses terrains. Selon les gestionnaires de la station, la municipalité ne fait pas son travail comme elle le devrait, et il y a une grande différence entre l'importance des taxes payées par les entreprises dans la station et la taille des services et des travaux offerts par la municipalité.

La relation entre la compagnie qui gère la station de Mzaar et la municipalité de Kfardebiane peut être décrite comme tendue et chargée de conflits. Les causes de cette mauvaise relation sont les suivantes :

- La compagnie Mzaar sal est obligée d'utiliser ses propres équipements, surtout les chasse-neige, pour assurer la facilité et la sécurité de circulation dans la station toute l'année.

- Les taxes et les frais payés à la municipalité chaque année sont énormes, sans aucune aide en retour.
- La municipalité donne des permis pour l'ouverture des magasins dans la station, sans application des normes sur le caractère de construction et la qualité des produits vendus, ce qui est très nocif pour l'image de la station.
- L'entretien de l'infrastructure (surtout le nettoyage, l'éclairage et l'entretien des rues) dans la station n'est pas fait par la municipalité, et dans la plupart des cas, le management de la station est obligé de faire lui-même le travail de la municipalité.

Le plus grand problème entre la station et la municipalité est lié au nom de la station. Depuis sa construction, elle était nommée « Faraya Mzaar », surtout parce que la personne qui l'a construite, Salim el Khazen, était de Faraya. Mais en 2007, la municipalité de Kfardebiane s'est battue pour changer le nom de la station et le relier à Kfardebiane et non plus à Faraya. Le management de la station et la municipalité de Kfardebiane ont enfin conclu une convention pour ce changement de nom. Dans la convention, le management de la station a promis de changer son nom en «Mzaar Kfardebiane», et la municipalité de Kfardebiane s'occupe en retour de :

- Construire des trottoirs dans les rues de la station.
- Boiser les montagnes.
- Faire l'entretien et l'éclairage des routes.
- Construire un centre de police dans la station.
- Gérer les déchets et ordures.
- Entretenir régulièrement des réseaux d'égouts.

Le nom de la station fut changé en Mzaar Kfardebiane, mais selon le manager de la station, la municipalité n'a pas tenu ses promesses et la société du Mzaar reste toujours responsable de toutes les missions qui doivent être normalement être sous la responsabilité de la municipalité.

Nous notons alors que le même problème existe toujours dans le secteur public au Liban, que ce soit dans les ministères ou les municipalités. Les institutions publiques libanaises sont très concernées par la collecte des taxes, mais elles ne sont pas prêtes à fournir les services et à effectuer les tâches qui sont de leur ressort. Le manque de surveillance de la part du gouvernement central est la raison fondamentale de cette forme de corruption administrative.

1.5.8 Le développement durable

Les stations de ski sont caractérisées par une forte dépendance vis-à-vis des conditions climatiques, de plus, les écosystèmes naturels sont très fragiles. Le développement des stations est ainsi très dépendant des conditions environnementales, cette dépendance exigeant des stratégies de développement durable pour les stations afin de protéger leur environnement.

En France, l'Association nationale des maires des stations de montagne (ANMSM) a créé en 2006 une commission d'aménagement du territoire et de développement durable. Les travaux de cette commission ont abouti en 2007 à l'élaboration d'une charte des stations de montagne en faveur du développement durable. L'architecture de cette charte nationale a été conçue sous forme de huit plans d'actions. Ces plans consistent à :

- Promouvoir un aménagement durable des territoires.
- Développer une politique durable de l'habitat, respectueuse du patrimoine architectural.
- Préserver les paysages et les espaces naturels.
- Promouvoir une gestion équilibrée des ressources : eau, énergie.
- Encourager les moyens de transport performants et respectueux de l'environnement.
- Développer les activités touristiques en veillant à leur bonne intégration dans les paysages et à leur gestion respectueuse de l'environnement.
- Sensibiliser les différents usagers de la station pour les encourager à des comportements écocitoyens.
- Mettre en œuvre un système transparent d'application de la charte et du contrôle de son respect. (Charte en faveur de développement durable, ANMSM)

Contrairement à cette forte conscience française quant à l'importance de protéger l'environnement dans les stations de montagne, nous trouvons que dans le territoire de Mzaar, il n'existe aucune tentative sérieuse pour limiter l'aggravation des nombreux problèmes environnementaux dont souffre le territoire. Pourtant, ces problèmes peuvent être, à long terme, destructifs pour le tourisme local. Les problèmes environnementaux sont de plusieurs ordres :

- Pendant ces dernières années, la station a souffert du réchauffement climatique. Le niveau de neige devient de plus en plus bas, et la saison de ski commence de plus en plus tardivement dans l'hiver, d'un an à l'autre. Pour faire face à la hausse des températures, le management de la station essaie de damer la neige pour qu'elle résiste aux hautes températures, mais il n'a pas les moyens financiers pour utiliser des machines de neige artificielle.
- Le management de la station est obligé d'utiliser des groupes électrogènes à essence pour produire l'électricité nécessaire pour les remontées mécaniques dans certaines de ses pistes hautes et éloignées, parce que l'électricité fournie par le secteur public n'atteint pas ces régions. Ces moteurs eux-mêmes sont très nocifs pour la nature des stations ainsi que pour la neige.
- Le problème de l'eau des égouts est le plus grand problème environnemental du territoire. Le gouvernement a construit un réseau de décharge mais pas encore de station de purification, et donc, l'eau des égouts de toute la zone va vers les vallées et les rivières de la région.
- Il existe des associations locales comme « Jozoor Lobnan » (les racines du Liban), qui essayent de planter des arbres dans la région pour diminuer les effets du réchauffement climatique liés au carbone, pour créer une beauté naturelle et aussi pour protéger la neige. Mais plusieurs problèmes font face à la plantation des arbres, comme le problème des bergers et de leurs bêtes, qui mangent les petits arbres, le problème de la neige et du froid en hiver qui, dans la plupart des cas, endommagent et tuent les arbres, le problème des skieurs qui heurtent les arbres et les cassent quand ils skient ; en plus de tous ces problèmes, il n'existe pas de méthode d'irrigation pour les arbres plantés sur les montagnes éloignées.
- La croissance de la construction immobilière dans le territoire pose un problème environnemental, surtout lié au fait que même s'il existe des lois qui spécifient les caractéristiques de construction, ces lois ne sont pas toujours respectées. Des conditions de construction dans ces villages sont mises en place en coopération avec le bureau d'aménagement civil du Liban : par exemple, quand un hôtel demande un permis de construction, il existe plusieurs conditions pour la préservation de la beauté et de l'environnement de la région.
- Les carrières et concasseurs creusent les montagnes et déforment les régions touristiques, et donc créent une catastrophe naturelle et abîment la beauté des

paysages. Ils diminuent aussi les possibilités de création de nouvelles stations de ski sur les pentes et les montagnes de la région. Les propriétaires de ces concasseurs sont dans la plupart des cas protégés par le gouvernement et le ministre de l'Environnement ; c'est toujours le même problème de favoritisme au Liban, qui fait face à tous les essais de réforme.

- La station de Mzaar souffre aussi du problème lié à la saleté dans ses rues et espaces communs, à cause de l'inexistence d'un service efficace de collecte des ordures.

2. Territoire d'Aley

L'été est de très loin la principale saison touristique au Liban. Alors que le rythme général du travail se ralentit (vacances, journées de travail s'arrêtant à 14 heures), les activités liées au tourisme et aux loisirs deviennent plus importantes que jamais et acquièrent une prospérité remarquable, notamment au niveau des revenus. Durant les mois de juin et de septembre, le pays accueille en moyenne deux fois plus de visiteurs étrangers que pendant les mois précédents, soit un peu plus de 100 000 visiteurs par mois en 2003. Le nombre d'arrivants double de nouveau en juillet et août. À ce nombre, il convient d'ajouter les ressortissants libanais de l'étranger et les visiteurs syriens, populations pour lesquelles aucune donnée officielle n'est accessible. Enfin, dans l'état actuel des statistiques, le flux du tourisme domestique est difficilement estimable voire impossible à mesurer.

Selon Dewailly (2007), les pratiques touristiques d'été peuvent être classées sous trois formes principales : le tourisme estival, la villégiature de montagne et le tourisme balnéaire.

« Le tourisme estival est relatif à un regroupement sociocommunautaire sur son territoire d'origine (Alouche, 1970). De nos jours, cette pratique semble correspondre temporellement à la période des vacances scolaires estivales. Elle s'élabore et s'intensifie au fur et à mesure que les territoires perdent leurs identités et activités originelles. Deux raisons favorisent initialement ces migrations. À l'attachement aux patrimoines familiaux et communautaires dans lesquels les Libanais puisent leur identité, se greffe le désir de fuir un climat littoral estival chaud et humide. Ainsi, ces mobilités saisonnières intéressent un très grand nombre de Libanais » (Dewailly, 2007).

Dewailly considère que l'activité de villégiature de montagne est différente du tourisme estival. Elle concerne des populations non originaires des lieux de cette pratique, surtout la bourgeoisie libanaise qui vient des autres régions libanaises et les étrangers (Arabes et historiquement des bourgeois proche-orientaux). La villégiature a commencé au cours du mandat français et son implantation est beaucoup plus localisée que celle du tourisme estival.

L'activité balnéaire est la troisième forme du tourisme estival. Cette activité est relativement nouvelle, elle est liée à la pratique des bains. Le développement de cette activité a incité le développement d'une nouvelle forme de résidences de récréation situées sur le littoral (différentes des hôtels balnéaires).

Il existe plusieurs activités pratiquées par les clientèles des trois secteurs, comme les activités de jeux dans les casinos et surtout les festivals musicaux (Aley, Beit el Deen...) qui prospèrent à travers toutes les régions touristiques d'été (Dewailly, 2007).

« Un centre de villégiature est une zone rurale envahie chaque été par des formes de civilisation urbaine, et qui évolue sous l'impact de cette relation saisonnière. » (Alouche, 1970). *« Les mots villégiature et tourisme ne sont pas synonymes. Le premier, qui est d'origine italienne, se rapporte à la maison de campagne, que celle-ci appartienne en propre au villégiateur ou soit louée par lui, mais avec le seul projet de suppléer la résidence citadine. On y séjourne, selon un calendrier précis ou suivant l'occurrence, mais toujours aux meilleures saisons, qui ne correspondent pas forcément aux seules chaleurs de l'été »* (Bulletin du comité de liaison des sociétés d'histoire et d'archéologie du Val-de-Marne, 2007).

Dans le cas du Mont-Liban, l'activité touristique estivale pratiquée dans les villes telles que Aley, Bhamdoun et Broummana est la villégiature ; dans cette thèse, quand nous parlons de « tourisme estival », nous entendons la villégiature estivale et non pas le tourisme estival dans son sens général décrite par Dewailly. Ces villes précédentes ne sont plus des régions rurales ; elles sont très urbanisées et les touristes qui les fréquentent en été habitent soit dans les hôtels, soit dans des appartements loués, soit dans leurs propres villas et maisons qu'ils ont construites ou achetées. Même si le mouvement touristique dans ces villes est plus intense en été, elles sont également fréquentées en hiver, surtout pendant les vacances ; ainsi, elles sont devenues des centres commerciaux très importants dans leurs régions.

« La villégiature est, sans aucun doute, une activité touristique, mais qui a un caractère bien original et que l'on doit distinguer du simple tourisme. Une des raisons principales de cette distinction, voire la raison fondamentale, est que ces deux formes ne concernent pas le même public : l'un étant ouvert à tous mais intéressant surtout les Occidentaux, et l'autre étant presque réservé aux Arabes des pays voisins » (Le commerce du levant, 1966) .

Selon le décret présidentiel libanais n°8.610 du 10/3/55, les villes et villages de « villégiature » au Liban sont : Aley, Bhamdoun-Gare, Bhamdoun-village, Sofar, Hammana, Falougha, Qornayel, Chatura, Zahlé, Beit-el-Dine, Baalbeck, Souk el ghareb, Nabaa el safa, Beit-Méri, Broummana, Baabdat, Dahr es souane, Bikfaya, Dhour el Choueir, Ajaltoun, Raifoun, aitroun, Qlaiaat, Chemlane. En 1955 et 1956, 63 villages comme Baalchmay, Btechnay, Rabié et Faraya ont été ajoutés à cette liste.

2.1 La décomposition territoriale d'Aley

Il faut distinguer entre la ville d'Aley, qui est l'une des plus grandes villes estivales libanaises, le district d'Aley, qui représente une décomposition administrative libanaise dont Aley (la ville) est la ville centrale, et le territoire d'Aley, qui représente une décomposition socio-économique des villes et villages qui sont eux-mêmes des centres de villégiature estivale, ou dont les populations bénéficient de l'activité estivale dans les grands centres à leur proximité.

2.1.1 Le district d'Aley

Aley est l'un des six districts (*Cazas*) du Mont-Liban ; il est situé au sud-est de la capitale Beyrouth. La surface de ce district est de 264 km² et sa population est de 100 000 personnes, réparties sur 72 villages dont seulement 55 ont des conseils municipaux élus.

Les districts qui existent dans le gouvernorat du Mont-Liban comprennent en majorité des centres de tourisme estival, comme dans les villes de Beït Mery et Broummana, dans le district de Metn, et les villes d'Ajaltoun, Raïfoun et Faïtroun, dans le district de Kesrouane. Le district d'Aley comprend les centres estivaux les plus importants du Mont-Liban, surtout dans les villes d'Aley et Bhamdoun. De simples villages en hiver, ils se transforment en été, juste en une semaine, en villes, et leur population se multiplie par mille avec le début de la saison estivale.

Le district d'Aley comprend des régions montagneuses et d'autres régions au bord de la mer, où il existe de nombreuses stations balnéaires très populaires au Liban. Aley est la région libanaise où les premières formes de villégiature ont été développées, et jusqu'à aujourd'hui, c'est le centre le plus fréquenté par les Arabes du Golfe. Dans la région montagneuse du district, se propagent plusieurs centres estivaux, dont les plus importants sont les villes de Bhamdoun, Aley et Sofar. Les villages de Hammana, Falougha et Qornayel, qui sont localisés juste après Sofar, appartiennent administrativement au district de Metn, mais ils sont caractérisés par les mêmes pratiques touristiques que les villes d'Aley (Buccianti, 1975).

Les zones côtières du district abritent l'aéroport international de Beyrouth et la ville de Choueifat, qui est une ville commerciale comptant de nombreuses grandes entreprises industrielles. Aley est une région diversifiée, où plusieurs groupes religieux coexistent dans la paix et l'harmonie. La plus grande communauté religieuse est celle des Druzes, suivie par les

chrétiens maronites et les orthodoxes grecs. Il y a aussi des petites communautés de musulmans chiites et sunnites.

2.1.2 Le territoire d'Aley

Aley est un territoire touristique construit sur la base du tourisme estival de la montagne. Il est composé principalement des villes d'Aley, Bhamdoun Gare, Sofar et Hammana, mais il comprend aussi d'autres villes moins connues telles que Souk el Gharb, Bhamdoun village, Baalechmay et Falougha.

Les villes de ce territoire sont situées principalement dans le district d'Aley (comme Aley, Bhamdoun, Sofar), mais certaines autres se trouvent dans le district de Baabda, à proximité d'Aley (comme Hammana) ; elles ont bénéficié de la situation estivale de celle-ci pour devenir elles-mêmes des centres estivaux très populaires.



Figure 11 : Territoire d'Aley
Source : Google Maps

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, la ville d'Aley n'était qu'un petit village de montagne, mais quand le chemin de fer reliant Beyrouth à Damas a été construit en 1892-95, il lui a donné une nouvelle vie. Le train (qui ne fonctionne plus aujourd'hui) a facilité les déplacements des résidents de Beyrouth vers Aley. Certains des gouverneurs ottomans du Mont-Liban ont aussi choisi Aley pour leurs résidences d'été. Avec le temps, Aley est devenu l'un des plus célèbres villages estivaux au Liban. Grâce à sa proximité d'Aley, Bhamdoun a également bénéficié du

chemin de fer et est devenu un village estival très important. Sofar, qui est situé juste après Bhamdoun, à une altitude de 1 280 mètres, était un autre arrêt sur la voie ferrée Beyrouth - Damas ; en fait, ce village a gagné son nom par le sifflet du train (*Sofar* en arabe).

Avant l'introduction de l'activité touristique dans ce territoire, son activité économique centrale était l'agriculture, surtout la culture de la soie. Cette région était une source d'exportation de soie vers la France. Mais en 1869, l'ouverture du canal de Suez a favorisé l'exportation de la soie indienne, qui a envahi le marché européen. Même si la soie indienne était de qualité inférieure à la soie libanaise, son prix était beaucoup moins élevé. La soie indienne n'a pas seulement envahi le marché européen mais aussi le Liban. En plus de la concurrence indienne, la découverte d'un procédé de fabrication de soie synthétique condamna la sériciculture du monde entier.

Le point de départ du développement du tourisme estival à Aley est venu tout de suite après les dommages énormes et la détérioration de l'activité agricole dans cette région, en particulier la détérioration de la sériciculture. Les habitants ont essayé de développer d'autres formes d'agriculture telles que la culture des olives et des figues, mais l'essor touristique a amené quelques-unes de ces villes, comme Aley et Bhamdoun, à presque totalement abandonner l'activité agricole.

Le tourisme n'a pas seulement apporté un changement économique à ce territoire ; il a aussi apporté un énorme changement social en modifiant les comportements des habitants, qui sont passés d'une attitude hospitalière rurale très simple à une attitude plus désagréable et commerciale. Toutefois, l'hospitalité libanaise est encore révélée dans les activités touristiques des populations locales, afin de servir leurs intérêts en attirant les touristes. Les changements sociaux dans les modes de vie de la population locale ont affecté la communauté chrétienne plus que celle des Druzes qui est, encore de nos jours et même après la révolution touristique, considérée comme renfermée sur elle-même.

Après la fin de la Deuxième Guerre mondiale et l'indépendance du Liban, Aley et Sofar devinrent, en été, les centres de la vie sociale, mondaine, élégante et même politique du pays. Le premier président de la République libanaise, Bechara el Khoury, avait sa résidence d'été à Aley, tout comme la majeure partie des hommes politiques du pays.

2.2 Construction du territoire

Au début de l'année 1017, à l'époque du khalife Fatimide VI, Aley était une région connue pour son activité agricole de culture de la figue et ses forêts de chênes. Entre 1711 et 1861, la région du Mont-Liban était placée sous le féodalisme de ses grandes familles, jusqu'à l'année 1863, quand elle est devenue la *Mutasarefeya*²⁸ du Mont-Liban, sous la gouvernance des Ottomans. Cette situation a perduré jusqu'à l'année 1914 et la Première Guerre mondiale.

L'époque ottomane était un âge d'or pour toutes les régions du Mont-Liban, y compris Aley. C'est pendant ces années que la sécurité s'est établie dans les villes et villages de la montagne ; les citoyens ont commencé à développer leurs villages et à les faire sortir des temps primitifs, par la construction et l'organisation des secteurs économiques et surtout du secteur touristique.

En 1878, Rustom Pacha, le troisième gouverneur du *Mutasarefeya* du Mont-Liban, qui adorait le climat de cette région, a été le premier à encourager le tourisme estival à Aley, en déplaçant au cours de l'été le centre institutionnel de la *Mutasarefeya* vers Aley. Après cette procédure de Rustom Pacha, plusieurs grandes familles aristocratiques de Beyrouth (Daouk, Bustros, Touaini, Trad, et Kattana...) ont également déménagé leurs lieux de résidence estivale vers Aley, pour être plus proches du gouverneur.

Le quatrième gouverneur de la *Mutasarefeya* du Mont-Liban, Wasa Pasha, encouragea aussi le tourisme estival dans le territoire Aley par la construction d'une route entre Beyrouth et Aley, mais le transport à cette époque se faisait encore sur le dos des animaux.

En 1885, le développement touristique d'Aley commença réellement quand un groupe de familles aristocrates beyrouthines (comme Bustros), y construisirent un quartier estival aristocratique. Aley est devenue comme une « étoile du tourisme estivale », surtout quand elle fut traversée par le train qui reliait Beyrouth et Damas. Le train était un moyen de transport très important et utilisé par les riches Beyrouthins qui gagnaient Aley pendant les vacances et les fêtes.

²⁸ La *Mutasarefeya* (provenance) du Mont-Liban est un système de gouvernement adopté par l'Empire ottoman de 1860 jusqu'à 1918 ; ce système a placé la plupart des régions libanaises sous la direction d'un gouverneur chrétien ottoman. Ce gouverneur (*Mutasaref*) a géré le pays par le biais de trois conseils : le Conseil de la haute direction, le Grand Conseil des procès et le Conseil des agents des religions. Le système de *Mutasarefeya* a duré jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale.

Au début de l'année 1914, à l'aube de la Première Guerre mondiale, Aley, comme toutes les régions de montagne et comme tout le Liban, a connu une période très difficile à cause de la situation d'urgence déclarée par les Ottomans, qui ont ensuite brûlé une grande partie des forêts du Mont-Liban pour produire du charbon de bois utilisable pour leurs trains. La situation devenait de plus en plus difficile quand Jamal Pacha (l'assassin, comme appelé dans l'histoire libanaise), qui était le chef du 14e corps de l'armée turque, a pris Aley comme son centre militaire. Jamal Pacha était un symbole d'injustice et de violence ; il a créé une atmosphère de terreur en Aley ; il a condamné à mort et exilé beaucoup de résidents de la région.

Après la fin de la Première Guerre mondiale et la victoire des Alliés, le Liban a été mis sous mandat français. En 1920, le haut commissaire français au Liban a déclaré, depuis la ville d'Aley, la formation de l'État du Grand Liban. En plus, pendant le mandat français, la ville d'Aley était un centre militaire pour l'armée française et donc, elle a énormément bénéficié de l'état de richesse culturelle et économique qui s'est développé sur tout le Liban grâce à la présence des Français.

Pendant le mandat français et après l'indépendance, le Mont-Liban et surtout Aley ont commencé le développement de tous leurs secteurs économiques, surtout le développement touristique, informatique et celui des services et du commerce. Les touristes et les entrepreneurs de tous les secteurs venaient dans la région d'Aley en grand nombre, ce qui en a fait le centre estival le plus important de l'Orient.

La célébrité d'Aley en a fait aussi le centre estival de plusieurs personnes très connues comme les présidents libanais, les Premiers ministres, les présidents du Parlement. La ville était également le lieu de résidence de plusieurs princes arabes et ambassadeurs étrangers. À côté de son rôle politique et touristique au niveau national, Aley a connu des périodes de richesse, à tel point qu'elle comptait parmi les plus grandes villes touristiques du monde.

Les citoyens d'Aley ont prouvé, tout au long de l'histoire, qu'ils ont la capacité, par leur coopération, de transformer les montagnes désertifiées d'Aley en centres estivaux qui combinent l'architecture moderne et le patrimoine culturel de leur région. Cette bonne réputation a fortement encouragé les entrepreneurs à construire plusieurs hôtels, restaurants et centres de loisirs dans la région. Les Arabes y ont également construit plusieurs palais et villas, disséminés dans les villes et villages, pour y passer leurs vacances.

Pendant les années 1950, le nombre de visiteurs qui entraient dans Aley était d'environ 130 000 pendant le week-end et 90 000 pour les autres jours de la semaine. Depuis le début du tourisme estival dans le territoire d'Aley, la ville était le choix préféré des Saoudiens, des Qataris et des Bahreïnies, alors que les Palestiniens et les Iraquiens préféraient Bhamdoun. Aujourd'hui, ce sont plutôt les Koweïtiens qui préfèrent Bhamdoun. En 1972, 80% des visiteurs d'Aley étaient des Arabes, 18% des Libanais et 2% des étrangers non arabes.

Le développement touristique estival dans les villes d'Aley et Bhamdoun a multiplié leur nombre de résidents par trois pendant 20 ans (Buccianti, 1975). Le développement touristique dans le territoire d'Aley s'est manifesté par l'augmentation énorme du nombre des entreprises. Plusieurs restaurants et environ 30 hôtels étaient construits dans ces villes, et le nombre de casinos de la ville d'Aley était plus important que l'ensemble des autres villes estivales du Liban.

Le tourisme estival a également largement affecté le mode de vie des paysans, qui, jusqu'à l'apparition du mouvement estival, menaient une vie simple réglée sur le rythme des labours et des moissons. Mais devant la rapidité et l'importance des gains que leur apportaient la villégiature, les villageois ont abandonné les activités rurales en considérant que les bénéfices de l'été leur suffisaient pour vivre pendant le reste de l'année. Ils ont abandonné leur terre, par portions, ne gardant que la plus proche afin d'y faire pousser quelques légumes pour leurs besoins personnels. Les terrasses se sont transformées en friche, laissées à la spéculation foncière.

À côté de son effet sur les activités économiques des paysans, le tourisme a également affecté leur mode de vie culturel et leurs traditions. La vie de famille s'est désorganisée et la mentalité honnête et hospitalière des montagnards s'est modifiée au contact des citadins, pour se transformer en un esprit commerçant et rusé. Le luxe étalé par ces citadins, généralement aisés, a suscité de nouveaux besoins coûteux chez les habitants de ces villages, qui souffrent de ne pas pouvoir toujours les satisfaire, provoquant parfois un sentiment de frustration, un complexe d'infériorité chez les jeunes (Kfoury, 1959). Tout ceci, additionné à l'attraction de plus en plus croissante qu'exerce Beyrouth sur la jeunesse, a vidé ces zones de leurs potentiels actifs.

Les villes estivales les plus distinguées du territoire d'Aley sont Aley, Bhamdoun, Sofar et Hammana. Nous considérons qu'il est important d'analyser chacune de ces villes afin de

pouvoir comprendre quelques éléments centraux sur le territoire, surtout en ce qui concerne les éléments de proximité géographique entre les villes, les habitudes sociales et économiques de leurs habitants, la qualité des institutions publiques existantes dans le territoire et aussi les formes de tourisme proposées dans les différentes villes et les degrés de réussite et de popularité de ces formes.

2.2.1 La ville d'Aley

La ville d'Aley est localisée à 850 m d'altitude et à 16 km de Beyrouth. Le nom d'Aley est dérivé de la langue araméenne ; il signifie le « haut lieu ». Malgré les preuves d'une longue histoire, comme l'ont révélé les lieux de sépultures anciennes sculptées dans les roches qui s'y trouvent, Aley est resté un petit village insignifiant jusqu'au début du XXe siècle. Il n'a pris de l'importance que lorsque le chemin de fer reliant Beyrouth à Damas fut construit, entre 1892 et 1895. La facilité de transport vers Aley et son climat agréable ont attiré les habitants de Beyrouth qui y passaient leurs vacances d'été. Depuis lors, Aley est l'une des stations estivales les plus populaires du Mont-Liban et un lieu de villégiature privilégié pour de nombreux dignitaires arabes.

La ville a été, pendant le gouvernement ottoman sur le Liban, la capitale d'été des gouverneurs ottomans du Mont-Liban. Une communauté juive fréquentait jadis cette ville multiculturelle, et a été maintenue une synagogue qui est aujourd'hui abandonnée. La ville d'Aley était auparavant connue sous le nom de « princesse des centres estivaux » pendant les années 1960 et 70, lorsqu'elle est devenue, avec sa voisine Bhamdoun, un des lieux touristiques préférés des touristes du Golfe et des émigrés libanais.

En 1889, la première municipalité de la ville d'Aley était constituée, pendant cette période, d'environ 15 000 estivants pendant l'été. En 1913, la première ligne d'eau potable fut reliée à Aley pour répondre aux besoins des estivants, et en 1924, l'électricité fit également son arrivée pour fournir les conditions basiques du développement touristique de ce village.

Au cours de la guerre civile libanaise de 1975-1990, Aley a connu plusieurs batailles dans ses environs. En 2001, la municipalité d'Aley a commencé la rénovation du centre-ville, en particulier de son souk historique (marché traditionnel), et la ville a rapidement repris son rôle dans le tourisme libanais. Les habitants d'Aley sont majoritairement des Druzes, mais il y a aussi des chrétiens orthodoxes et des maronites. Les familles les plus connues dans l'histoire de cette ville sont les familles féodales druzes : Jounblat, Chéhab et Abdel Malek, et la famille

maronite Khoury-Saleh. Au cours de l'histoire, la population maronite d'Aley était plus pauvre que les Druzes, qui étaient pour la plupart des familles féodales qui possédaient de très grands terrains.

Aujourd'hui, Aley est une importante destination touristique au Liban et au Moyen-Orient. Beaucoup d'étrangers, en particulier des pays arabes du golfe Persique, y possèdent leurs propres maisons. Son emplacement et son climat sont très favorables pour passer les jours d'été en faisant du shopping et en mangeant dans les multiples restaurants et cafés trottoirs qui y existent. Cette station estivale, avec son nombre croissant de touristes et visiteurs, est devenue l'une des stations estivales les plus florissantes du Mont-Liban. Le « souk d'Aley » est un boulevard relativement long qui constitue le cœur d'Aley. Il est bordé par des palmiers, des dizaines de boutiques d'antiquaires et de boutiques de détail, des restaurants en plein air et des pubs qui créent les soirées et la vie nocturne très célèbres d'Aley. Aley accueille également un casino bien connu.

2.2.2 Bhamdoun

Bhamdoun est l'un des villages les plus recherchés par les touristes au Mont-Liban. Il y a deux municipalités qui se partagent la localité de Bhamdoun. Il faut donc distinguer entre Bhamdoun-Gare, qui est le centre touristique et commercial, et Bhamdoun-village, teinté de calme et de sérénité.

Bhamdoun-Gare et Bhamdoun-village sont situés 6 km après Aley, sur la route internationale Beyrouth - Damas, à une altitude de 1 100 m environ. Le mot « Bhamdoun » est une combinaison de *Beit* et *Hamdoun*, *Beit* désignant la maison et *Hamdoun* signifiant en arménien le désir et la beauté. Donc, Bhamdoun est la maison de la beauté.

Jusqu'en 1912, Bhamdoun-Gare et Bhamdoun-Village n'étaient qu'une seule municipalité ; puis, Bhamdoun-Gare manifesta son désir d'indépendance et l'obtint. Bhamdoun-Village fait partie des villages qui ont résisté à l'afflux arabe. Preuve en est qu'aujourd'hui, le village ne compte que quelques familles du Golfe ayant construit des résidences, sur les hauteurs, au début des années 1960. Ils ne vont presque jamais au village, préférant se rendre directement à Bhamdoun-Gare. Bhamdoun-village reste un village calme, idéal pour les familles et les retraités en quête de repos (Buccianti, 1975).

Au contraire de Bhamdoun-village, dont les résidents offrent un accueil glacial à la clientèle arabe, Bhamdoun-Gare propose à cette clientèle une ambiance plus active, avec le bruit, le commerce, l'agitation superficielle de Beyrouth transposée dans la montagne, le clinquant et les activités ludiques, autant de choses qui n'existent pas à Bhamdoun-Village.

Le tourisme estival à Bhamdoun-Gare a commencé en 1904, quand le consul de France au Liban a construit deux chambres pour passer l'été à proximité de la gare. Plus tard, le directeur de la Banque ottomane de Beyrouth a construit également sa propre maison. Au fil des années, le mouvement s'est accru et d'autres résidences estivales ont été construites, jusqu'en 1912, quand le premier hôtel a été construit à Bhamdoun-Gare.

Bhamdoun est considérée aujourd'hui non pas seulement comme un centre touristique, mais aussi comme un centre commercial très important pour le Mont-Liban. Les résidents de la montagne viennent de tous les villages pour y faire du shopping. Il existe des commerces en tout genre pour satisfaire les moindres besoins des touristes estivaux. Le marché de Bhamdoun reflète la vivacité de Beyrouth à la montagne.

Bhamdoun-Gare se différencie d'Aley par sa qualité de tourisme. La municipalité de Bhamdoun a pris des mesures nécessaires afin de contrôler la qualité des touristes qui visitent le village. Elle a interdit la construction de bars et de boîtes de nuit, alors que la ville d'Aley est devenue, après la Deuxième Guerre mondiale, plutôt similaire aux quartiers réservés de Beyrouth où se trouvent les casinos, les boîtes à filles et les bars. En 1940, c'est à Aley que le premier casino libanais fut construit ; il présentait de grands spectacles donnés par les idoles internationales de l'époque ainsi que des shows de danse orientale. Cet épanouissement a entraîné l'augmentation des cambriolages et des crimes d'été à Aley, ce qui a créé un climat malsain n'existant pas dans les centres estivaux voisins.

2.2.3 Sofar

Sofar est une ville située dans le district d'Aley, à une altitude de 1 300 m et à une distance de 27 km de Beyrouth. Sofar est connue pour son climat frais et la belle ombre de ses arbres « corniche » dominant le mont Kneiseh et la vallée de Metn. Au Liban, les estivants beyrouthins savent bien que Sofar est l'asile des malades et des corps rongés par la fatigue de l'urbanisme. Ce remède naturel ne convient pas aux personnes qui visent l'activité et la vivacité. Pour trouver ce qu'elles cherchent, ces personnes se dirigent vers la fameuse Bhamdoun.

Sofar est également très célèbre pour le « Grand Hôtel » de Sofar et ses maisons traditionnelles détruites ou gravement endommagées par la guerre ; elles n'ont pas encore été rénovées. Ces maisons détruites sont une attraction touristique qui rappelle la guerre civile libanaise. Il faut noter que même si au début du XIXe siècle, l'hébergement touristique dans le monde était l'apanage de l'hôtellerie, au Liban, et surtout dans les régions de tourisme estival, les maisons louées et l'hébergement chez les habitants détenaient le monopole de l'hébergement estival. Les hôtels se sont très lentement développés avant la Deuxième Guerre mondiale et chaque ville estivale avait un seul « Grand Hôtel » (Buccianti, 1975).

Pendant la période 1920-1940, ce village était le second grand centre de villégiature de la montagne libanaise, et son « Grand Hôtel » était le premier hôtel jamais construit dans le Moyen-Orient. L'hôtel Château Bernina de Sofar était également très populaire ; c'était le lieu de résidence de Jamal Pacha, un des gouverneurs ottomans du Liban.

Aujourd'hui, Sofar a perdu un peu de son allure et de sa réputation par rapport aux autres villes plus actives et plus proches de Beyrouth, surtout Aley et Bhamdoun. Un mouvement des Arabes ainsi que des Libanais existe encore. Sa population est d'environ 5 000 habitants en hiver, et en été, elle remonte à 15 000 personnes. Beaucoup de magasins artisanaux traditionnels, tels qu'un magasin de savon traditionnel libanais, dont le propriétaire vient de Saida, une ville au Sud du Liban, s'y trouvent.

2.2.4 Hammana

Hammana se trouve dans le district de Metn et non pas dans celui d'Aley, comme les villes précédentes. Mais elle est située à proximité d'Aley et lui ressemble beaucoup, surtout dans la forme de tourisme qui y est pratiquée et dans la nature des touristes qui la fréquentent ; c'est pour cette raison que nous considérons qu'elle fait partie du territoire d'Aley.

Hammana se situe dans une belle vallée qui peut être observée en vue panoramique depuis le village de Sofar (cf. ci-dessus). La vallée où Hammana est nichée s'appelle la vallée de Lamartine, du nom de l'écrivain français Alphonse Lamartine qui a vécu à Hammana en 1832 et l'a décrite en disant : « *Un des plus beaux coups d'œil qu'il soit donné à l'homme de jeter sur l'œuvre de Dieu, c'est la Vallée de Hammana : Elle est sous vos pieds ; elle commence par une gorge noire et profonde, creusée presque comme une grotte dans les plus hauts rochers et sous les neiges du Liban le plus élevé (...) Sous ses collines, elle porte des villages séparés par des ravins, d'immenses plateaux entourés par de noirs sapins et dont les plates-*

formes cultivées portent un beau monastère. (...) A l'heure où cette vallée m'apparut, le soleil se couchait sur la mer, et ses rayons, laissant les gorges et ravins dans une obscurité mystérieuse, rasaient seulement les couvents, les toits des villages, les cimes des sapins et les têtes les plus hautes des rochers qui sortent du niveau des montagnes. »

En été, Hammana est l'une des destinations favorites des touristes libanais et arabes, en raison de son climat idéal et modéré. Elle est paisible et abrite des restaurants et des cafés. Elle était connue pour la fabrication de la soie, mais son immense usine de soie du XIXe siècle a été transformée en école.

À côté de l'activité touristique, Hammana est également célèbre pour son agriculture, surtout la culture des cerises et des haricots verts. En 1996, l'UNESCO a classé Hammana comme un « village libanais typique » représentant la vraie culture et tradition libanaise. *« De nos jours, Hammana garde encore son allure de village libanais traditionnel, avec ses maisonnettes de pierre aux toits rouges, sa place (le midane), sa fontaine d'eau de source (le haouz), son vieux souk aux arcades de pierre, ses anciennes églises, son palais des Mezher et son escalier qui serpente à travers les habitations. Le vieux Hammana tient à ses racines, à son passé, même si son souk attend toujours d'être restauré ; les khans en pierre de voûte, autrefois refuge des chameliers de passage, tombent aujourd'hui en ruines ou sont utilisés par leurs propriétaires comme parkings privés, et les magnaneries ont été rénovées et transformées en écoles ».* (L'Orient le jour, Anne-Marie EL-HAGE, Hammana la verte, la séduction en plus).

Actuellement, il n'existe que trois hôtels qui accueillent les touristes à Hammana avec plusieurs restaurants qui offrent des plats libanais traditionnels. Mais l'hébergement touristique n'est pas fait seulement par les hôtels, parce que les touristes arabes préfèrent louer des appartements, et la plupart d'entre eux possèdent leurs propres maisons dans le village (L'Orient le jour, Anne-Marie EL-HAGE, Hammana la verte, la séduction en plus).

2.3 Le tourisme estival dans le territoire d'Aley

Depuis les années 1970, le territoire d'Aley, spécifiquement les villes d'Aley et de Bhamdoun, était la région estivale la plus populaire au Liban. *« Pendant l'été 1972, les hôtels de Bhamdoun ont bénéficié de 168 000 nuitées réparties ainsi : 1% de clients non arabes, 9,5% de Libanais et près de 90% pour les autres Arabes ; ils ont notamment compté 88 000 nuitées de Koweïtiens. Bhamdoun a donc été le grand centre estival des Koweïtiens (96% des*

nuitées d'hôtel des Koweïtiens pour l'été). Quant à Aley, elle a bénéficié, au cours du même été, de 55 000 nuitées en hôtels : 14,1% étaient dues à des Libanais et 88% à des Arabes non libanais, plus 16 400 nuitées d'hôtels pour les Bahreïnis. Aley semble avoir été le centre de villégiature des estivants venant de Bahreïn. Les Saoudiens se partagent à égalité entre Bhamdoun et Aley (24 200 nuitées d'hôtel). Les autres clients arabes sont dispersés dans les différentes localités de la région » (Prost-Tournier, 1974).

Le tourisme estival est encore la forme de tourisme la plus populaire et la plus rentable du Liban. Aujourd'hui, les centres situés entre 700 et 1 200 mètres d'altitude, dans l'arrière-pays de Beyrouth, constituent les lieux estivaux préférés des Arabes, surtout ceux de la route reliant Beyrouth à Damas.

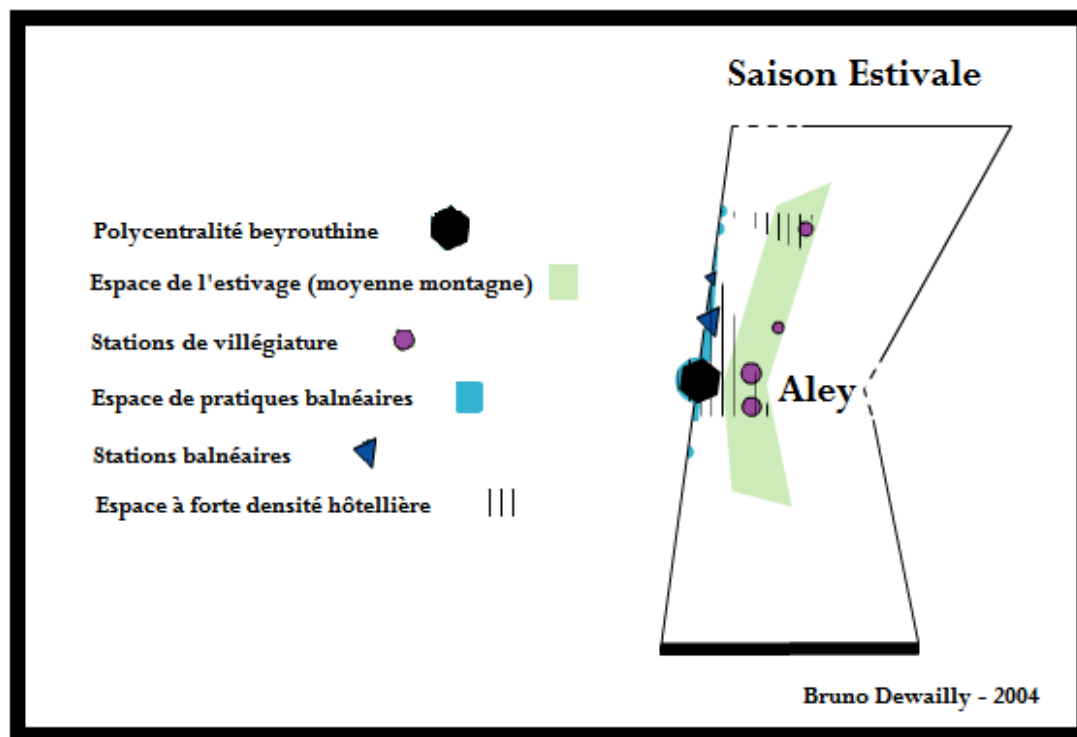


Figure 12 : Représentation des centres de tourisme estival au Liban
Source : Bruno Dewailly, 2004

2.3.1 Les facteurs supports du développement touristique en Aley

Le développement du tourisme estival dans le territoire d'Aley est soutenu par des facteurs naturels liés à la localisation géographique de ce territoire ; des facteurs physiques et historique liés à l'importance historique que ce territoire a eue au cours de l'histoire ; et des facteurs humains liés à l'héritage culturel des habitants du territoire.

a. Les facteurs naturels

La localisation d'Aley, dans une zone géographique de moyenne montagne, lui a donné une beauté naturelle et une douceur climatique à la fois.

- Le climat : en général, le climat du territoire d'Aley est un climat doux et frais, surtout en été, quand il fait très chaud et humide sur les côtes libanaises. Mais il existe une différence climatique entre les villes et villages du territoire.
- La forte élévation de cette région par rapport au niveau de la mer produit une ascendance orographique des évaporations venant des côtes, et quand ces évaporations rencontrent les couches d'air plus froides dans ces régions (à cause de la hauteur), elles se condensent et se transforment en un épais brouillard.
- La ville d'Aley est plus exposée au brouillard et aux nuages isolés, parce qu'elle se situe dans une localisation géographique la rendant moyennement exposée au vent. Par contre, le cas est différent pour Bhamdoun, Hammana et Sofar, qui sont plus sèches grâce à leur localisation surplombant la vallée de Metn. Les vents soufflant de la mer s'engouffrent dans la vallée, entraînant avec eux le brouillard tassé au-dessus d'Aley.

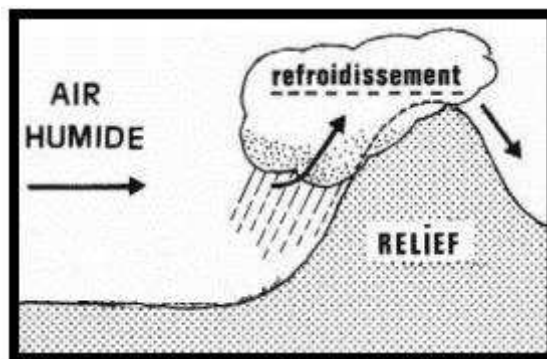


Figure 13 : Formation des nuages sur les reliefs
Source: <http://zebulon1er.free.fr/Les%20nuages.html>

- Le paysage (sources, montagne...) : le paysage montagneux d'Aley est l'essence de son activité touristique, surtout pour les touristes arabes, qui viennent des pays désertifiés caractérisés par une monotonie de leur paysage. Le territoire est caractérisé par l'abondance des sources, des régions agricoles, des sites naturels et des forêts, même si, aujourd'hui, la richesse forestière de la zone est sur le déclin. Tous ces sites et caractéristiques sont très bien investis par les entrepreneurs : construction de restaurants, organisation des activités de randonnées et de différents sports, camping, etc. Même sans l'existence d'une diversité de sources, la structure montagnarde elle-même est une source suffisante pour attirer les Arabes.

b. Les facteurs historiques et physiques

- Historiquement, l'importance administrative que les mandataires ottomans et français ont donnée à cette région a énormément contribué à son développement, surtout au développement de ses voies de communication.
- L'axe Beyrouth - Damas : le territoire d'Aley occupait depuis longtemps une place très stratégique grâce à la route qui relie Beyrouth et Damas et qui passe dans ce territoire. Cette route a fait de cette région un *hub* qui relie la région avec la Bekaa et le littoral libanais.
- La proximité de la capitale facilite le transport des Libanais et des touristes vers Beyrouth. Cette proximité est d'une grande importance, surtout pour les Arabes, qui viennent avec leurs familles pour passer les vacances d'été dans la montagne et faire à la fois des affaires à Beyrouth. La proximité facilite leur accessibilité aux services bancaires, centres commerciaux, centres balnéaires, événements culturels et artistiques, etc.
- La grande diversité des activités dans les villes touristiques, la nature libérale de l'économie, l'abondance des banques, des boutiques des grandes marques, les services sur place et *custom-made* attirent une clientèle arabe.

c. Les facteurs humains

Les touristes des pays arabes s'agglutinent dans le territoire d'Aley, grâce à l'accueil chaleureux des autochtones de cette région, qui leur donnent l'impression qu'ils sont dans leurs propres pays. La langue arabe et la confession islamique d'une partie des habitants de cette région incitent également les Arabes à y séjourner, surtout pour ceux qui viennent avec leurs familles et qui cherchent un environnement plutôt conservateur. Ces éléments différencient ce territoire des autres territoires estivaux libanais et le rendent plus compétitif et attractif, surtout en comparaison avec les centres estivaux du district de Kesrouane, où les habitants sont purement des chrétiens.

En ce qui concerne les ressources humaines, la main-d'œuvre qualifiée manque dans les villes touristiques centrales du territoire d'Aley. Pour réduire leurs dépenses opérationnelles, les entreprises touristiques de ce territoire sont obligées de faire appel aux réservoirs humains des villages voisins situés dans les vallées et vivant encore de l'agriculture, ou aux Syriens et

Palestiniens, qui constituent une main-d'œuvre abondante mais peu qualifiée. Les hôtels recrutent leurs personnels pour les postes les plus importants, tels que la direction, les maîtres d'hôtel, et le chef cuisinier parmi des professionnels libanais qualifiés ayant fait leurs études dans les écoles hôtelières libanaises.

2.3.2 Les caractéristiques du secteur touristique d'Aley

La plupart des touristes qui viennent visiter la région d'Aley sont de nationalité arabe. Les Arabes syriens viennent aussi au Liban en général et à Aley en particulier, mais ils ne sont pas considérés comme des touristes parce qu'ils viennent pour faire des visites familiales et amicales ou pour travailler, surtout dans le secteur de la construction immobilière. La main-d'œuvre syrienne est très demandée dans tous les secteurs au Liban, parce qu'elle est sous-payée par rapport à la main-d'œuvre libanaise.

Les touristes viennent par les voies aériennes parce que leurs pays sont relativement éloignés du Liban, et il n'est pas facile d'y accéder par les voies routières. Les touristes étrangers non arabes sont plus intéressés par les sites historiques du Liban, et ils se logent dans les hôtels de Beyrouth.

Les premiers commerces à se développer à Aley, avec le début de la révolution touristique, étaient les épiceries, les boucheries et les commerces alimentaires. Ce fut ensuite le tour des restaurants, cafés et pharmacies, suivis, à partir des années 1960, après l'amélioration du niveau de vie des paysans, par les magasins de nouveautés, les coiffeurs et les boutiques d'articles ménagers.

Les emplois créés par ces activités sont assez nombreux ; parmi ces derniers, les domaines traditionnels, tels que les boulangeries, boucheries, cordonneries, épiceries ou ferronneries, font appel à un ou deux employés pendant l'été. Cependant, les emplois créés par les services divers sont beaucoup plus nombreux, surtout dans les restaurants, les cafés trottoirs, l'hôtellerie (qui est une grande créatrice d'emplois pour les portiers, réceptionnistes, cuisiniers, personnels de direction, etc.), les commerces (employant des vendeurs, gérants, livreurs à domicile, etc.) et les autres installations touristiques telles que les zones franches et les tour-opérateurs.

Notre enquête de terrain, avec les statistiques du ministère du Tourisme, montre les caractéristiques suivantes sur l'activité touristique dans le territoire d'Aley :

Tableau 18 : activité touristique en territoire d'Aley

Caractéristiques	Chiffre
capacité totale de tous les hôtels	1472 lits
capacité moyenne d'un hôtel 5*	-
capacité moyenne d'un hôtel 4*	150 lits
capacité moyenne d'un hôtel 3*	83 lits
capacité moyenne d'un hôtel 2*	55 lits
capacité moyenne d'un hôtel 1*	44 lits
capacité moyenne d'un hôtel non classifié	62 lits
Pubs- boîte de nuit	0
Capacité moyenne par restaurant (échantillon)	258
Pourcentage des restaurants de capacité < 100 clients	10,5%
Pourcentage des restaurants de capacité 100-200 clients	10,5%
Pourcentage des restaurants de capacité >200 clients	79%
Pourcentage de travail d'un hôtel en hiver	20%
Pourcentage de travail d'un hôtel en été	85%
Pourcentage des touristes par rapport à tous les clients	65,00%
Pourcentage des non-touristes par rapport à tous les clients	35,00%
Pourcentage des Libanais par rapport à tous les clients	49,00%
Pourcentage des Arabes par rapport à tous les clients	49,00%
Pourcentage des étrangers non arabes par rapport à tous les clients	2,00%

Source : ministère du Tourisme libanais et enquête été 2009, hiver 2010.

Parmi les hôtels que nous avons inclus dans notre échantillon, chacun recrute en moyenne huit employés en hiver et 25 en été. Pour les restaurants, nous n'avons pas de statistiques précises, mais ils sont tous considérés comme des petites et moyennes entreprises.

Les nationalités des entrepreneurs des entreprises touristiques dans le territoire se présentent comme suit :

1. 70 pourcent des entrepreneurs et investisseurs d'Aley sont des Libanais.
2. 30 pourcent sont des Arabes.

3. 30 à 40 % des investisseurs libanais ne sont pas originaires du territoire d'Aley.

Le développement touristique dans le territoire d'Aley a été accompagné par une forte augmentation en termes de prix de terrains dans sa région et par un boom immobilier qui a transféré la plupart des villes et villages du territoire vers des villes périurbaines²⁹.

2.3.3 Le développement immobilier

Depuis les accidents et incidents politiques qui ont frappé le Liban depuis l'année 2005, avec comme point culminant l'assassinat de Rafiq al Hariri en 2005 et la guerre israélienne en 2006, le prix des terrains dans la zone d'Aley a connu une stagnation qui a duré jusqu'au début de l'année 2009, quand des signes positifs d'un véritable boom au niveau des investissements et des prix ont été constatés. Malgré tout, les prix des terrains dans ces villes ont été multipliés par 10 entre les années 2000 et 2008.

Les experts s'attendent à ce que ce boom continue pendant plus de cinq ans, si la situation politique et sécuritaire de calme et de stabilité est maintenue pour la période à venir. Une étude du bulletin spécialisé « Coldwell Banker », a mis en avant que les investissements koweïtiens viennent au premier rang dans l'investissement immobilier au Liban, suivis par celui des Émiratis, puis des Saoudiens, des Qataris et des Omanais. L'étude a souligné que les investissements du Golfe sont en mesure de se diriger vers les projets résidentiels ainsi que vers le tourisme.

Selon les experts immobiliers (Fadi Ezzat, Nahar magazine), l'évolution des prix de l'immobilier entre les années 2008 et 2010 a été phénoménale, de l'ordre de 50 pourcent, et devrait se poursuivre jusqu'à l'année 2013 pour enregistrer une augmentation supplémentaire entre 15 et 20 pourcent. Cette augmentation des prix était principalement due aux événements du 11 septembre et à la crise financière mondiale qui a frappé la plupart des pays de l'Europe et l'Amérique mais qui n'a pas touché le Liban.

La classification de Beyrouth parmi les villes dont les prix de l'immobilier sont les plus élevés du monde, tout comme Tokyo, les États-Unis et l'Europe, a eu un impact sur la région du Mont-Liban. Le prix au mètre carré des biens immobiliers construits dans la ville d'Aley

²⁹ Les zones périurbaines sont des zones rurales transformées en zones urbaines à cause de la fuite des citadins des pôles urbains centraux vers les régions périphériques.

oscille entre 250 et 1 500 \$. Dans les autres villes estivales telles que Sofar, Hammana et Bhamdoun, les prix ont atteint à certains endroits le seuil de 500 \$ le mètre carré.

La demande croissante de l'immobilier dans la région du Mont-Liban, en particulier dans la zone d'Aley, avait une limite supérieure à l'offre de plus de 60%. 70% de ces demandes sont faites par les expatriés libanais, et l'autre partie par les Arabes du Golfe. Les entrepreneurs immobiliers dans ce territoire ont un problème de rareté des terrains à vendre dans les villes, par rapport à la hausse de la demande d'achat de biens immobiliers.

Quant au prix au mètre carré des appartements construits à Aley, il est d'environ 1 000 \$ pour les appartements avec des prestations modestes et de 2 000 \$ pour les appartements de luxe. Le prix du mètre carré dans les villas résidentielles se situe entre 250 et 300 \$. Les prix ont augmenté de 500% entre 2000 et 2008.

Tableau 19 : Résumé des territoires de Mzaar et Aley

Aley	Mzaar
Tourisme estival	Tourisme hivernal
Moyenne montagne périurbaine	Haute montagne rurale
Infrastructure touristique développée	Infrastructure touristique pas développée
Entrepreneurs étrangers	Entrepreneurs locaux
Tourisme saisonnier	Tourisme fortement saisonnier (plus qu'à Aley)
Touristes arabes	Touristes libanais et étrangers non arabes
Tourisme et commerce sont les secteurs économiques principaux	Tourisme et agriculture sont les secteurs économiques principaux
Milieu multiconfessionnel (musulman, chrétien et Druze)	Milieu uniconfessionnel (chrétien)
Tourisme accessible à tous les groupes sociaux	Tourisme de haut niveau (de luxe)
Tourisme développé depuis l'occupation ottomane	Tourisme développé depuis le mandat français
Territoire composé de plusieurs villes et villages dont quatre sont les centres	Territoire composé seulement de trois villages

Ce tableau montre une comparaison de la situation des territoires de Mzaar et Aley. Il nous donne une idée de la situation de ces deux territoires, mais pour mieux appréhender le niveau de leur développement, nous allons, dans le deuxième chapitre, faire une comparaison entre leurs niveaux de développement touristique et leurs niveaux de capital social (structurel et fonctionnel). Cette comparaison nous permettra de déterminer l'impact des différentes formes de capital social sur le niveau de développement touristique.

Chapitre IV. Capital social et développement touristique : comparaison entre Mzaar et Aley

« Les calculs *back of the envelope*³⁰ montrent que dans 192 pays du monde (sauf pour quelques exportateurs de matières premières), le capital humain et social est égal ou supérieur au capital naturel combiné avec les actifs produits » (Serageldin & Grootaert, 2000). Les actifs ou les capitaux produits par l'homme ne représentent que 16 à 20 pourcent de la richesse de la plupart des pays. Pourtant, la plupart des politiques économiques actuelles se concentrent sur ce petit groupe d'actifs (Dasgupta et Serageldin, 1999).

Dans leur étude concernant l'effet du capital social sur les divergences dans le développement régional entre les différentes régions italiennes, Putnam et Helliwell (1995) ont confirmé une forte convergence des revenus par habitant parmi les régions italiennes durant les années 1960 et 1970. Ils ont constaté que cette convergence est plus rapide et que les niveaux des revenus d'équilibre sont plus élevés dans les régions où le niveau du capital social est plus haut. Pour faire leur analyse, ils ont utilisé un indice de la communauté civique, un indice des différentes mesures directes de l'efficacité du gouvernement régional ainsi que des enquêtes de satisfaction des citoyens de leurs gouvernements régionaux. Ils ont également trouvé une preuve d'un brusque renversement de la convergence entre les années 1983 et 1990, en forme de dispersion croissante dans les niveaux de PIB réel par habitant entre les régions. Comme ce renversement de la convergence s'est produit lorsque l'augmentation de l'autonomie régionale a commencé, comme prévu, à affecter la performance économique, les réformes du gouvernement régional sont considérées comme étant en partie responsables du renversement.

Nous tentons d'étudier, dans ce chapitre, l'effet du niveau du capital social sur le développement touristique dans deux territoires touristiques libanais. Pour mesurer le capital social à l'échelle des territoires, nous avons lancé des questionnaires et des entretiens avec les autorités locales, des entreprises touristiques et des associations non gouvernementales locales. La mesure du niveau de capital social possédé par ces institutions, considérées comme les principales institutions responsables du développement du territoire, nous permet d'avoir une idée sur le niveau de capital social du territoire. La comparaison du niveau de

³⁰ Un « *back of the envelope calculation* » est un calcul approximatif, généralement noté sur n'importe quel papier disponible, comme le dos d'une vraie enveloppe.

développement économique entre les deux territoires a été réalisée principalement dans le cadre du secteur touristique.

1. Développement touristique de Mzaar et Aley

Pour faire une comparaison entre le développement touristique des deux territoires et évaluer la contribution du tourisme à l'amélioration du niveau de vie de leurs populations, nous avons étudié la structure hôtelière de chaque territoire, la saisonnalité, la propriété des entreprises touristiques, l'innovation en terme de travail, l'évaluation des institutions locales concernant la situation du tourisme dans leurs territoires, la structure de restauration, la structure de la clientèle et le niveau de vie des individus.

1.1 La structure hôtelière

Tableau 20 : la structure hôtelière dans les territoires de Mzaar et Aley, enquête janvier 2010

	Mzaar	Aley
Nombre des hôtels et motels	19	18
Appartements meublés + chalets	10	4
pourcentage des hôtels 5*	6,66%	0%
pourcentage des hôtels 4*	6,66%	22,20%
pourcentage des hôtels 3*	27%	22,20%
pourcentage des hôtels 2*	33%	22,20%
pourcentage des hôtels 1*	20%	16,66%
pourcentage des hôtels non classifiés	7%	16,66%
coût moyen d'un hôtel 5*	190\$	-
coût moyen d'un hôtel 4*	180\$	166\$
coût moyen d'un hôtel 3*	143\$	110\$
coût moyen d'un hôtel 2*	125\$	75\$
coût moyen d'un hôtel 1*	45\$	-
coût moyen d'un hôtel non classifié	40\$	120\$
capacité totale de tous les hôtels	836 lits	1472 lits
capacité moyenne d'un hôtel 5*	213 lits	-
capacité moyenne d'un hôtel 4*	30	150 lits
capacité moyenne d'un hôtel 3*	70	83 lits
capacité moyenne d'un hôtel 2*	54	55 lits
capacité moyenne d'un hôtel 1*	48	44 lits
capacité moyenne d'un hôtel non classifié	45 lits	62 lits

Source : enquête été 2009, hiver 2010

Le nombre des hôtels présents sur le territoire de Mzaar est supérieur à celui d'Aley. Même s'il existe un hôtel 5 étoiles dans le Mzaar, les hôtels d'Aley sont d'une classe supérieure par rapport à ceux du Mzaar. 13% des hôtels du Mzaar ont 4 et 5 étoiles, contre 22% pour Aley.

40% des hôtels du Mzaar sont classés 3, 4 et 5 étoiles, contre 42% pour Aley. En ce qui concerne le coût moyen d'hébergement par nuit, les hôtels de tous les niveaux sont plus chers dans le Mzaar. Pour cette raison, il est bien connu que la région de Mzaar au Liban est une zone envahie par les riches, qui possèdent des habitations plutôt réservées aux vacances, alors qu'Aley accueille des gens de toutes catégories sociales. Cette destination convient même mieux aux personnes qui ne préfèrent pas séjourner à l'hôtel, car il est possible d'y aller par les transports en commun l'après-midi et de rentrer le soir sans être obligé d'y rester.

Même si le nombre d'hôtels de la région de Mzaar est supérieur à celui d'Aley, leur capacité est bien moindre, ce qui indique que les hôtels de Mzaar sont pour la plupart des petits hôtels familiaux, hormis l'hôtel Intercontinental, qui est le seul hôtel 5 étoiles existant hors de l'aire urbaine centrale de Beyrouth. La capacité d'hébergement du territoire d'Aley est presque deux fois plus importante que celle du territoire de Mzaar.

1.2 La saisonnalité

La saisonnalité de la demande est une caractéristique distinctive du tourisme et de ses activités associées. La saisonnalité découle de la focalisation sur les nombreuses fêtes se déroulant dans les mois d'été ou toutes autres saisons, une question qui est elle-même liée à la variation temporaire des attractions des ressources touristiques. Le degré de saisonnalité, qui implique un type particulier de tourisme, dépend donc de la nature de l'attraction touristique. Les stations balnéaires sont, en tant que telles, particulièrement sensibles à ces « pics », parce qu'elles sont dépendantes d'une saison traditionnelle liée aux influences climatiques (bien qu'elles puissent être en mesure de prolonger la saison dans une certaine mesure) (Ball, 1989). Le cas des stations balnéaires pourrait être étendu aux cas des autres stations estivales et stations de ski, car elles proposent toutes des formes de tourisme dépendantes des conditions climatiques d'une certaine saison.

Tableau 21 : saisonnalité de travail des hôtels de Mzaar et Aley

	Mzaar	Aley
Pourcentage d'occupation d'un hôtel en hiver	63%	20%
Pourcentage d'occupation d'un hôtel en été	22%	85%
Nombre moyen des employés en hiver	10	8
Nombre moyen des employés en été	5	25

Source : enquête été 2009, hiver 2010

Pour calculer le niveau de saisonnalité pour chaque territoire, nous allons diviser le pourcentage de travail dans la saison basse par le pourcentage de travail dans la saison haute.

- Pour Aley : $20/85 = 0,23$.
- Pour Mzaar : $22/63 = 0,34$.

La saisonnalité de la demande dans la région d'Aley est plus forte que dans celle de Mzaar, mais les hôtels d'Aley ont un niveau plus élevé d'occupation. En hiver, les hôtels de Mzaar sont occupés à hauteur de 63%, contre un taux d'occupation de 85% pour les hôtels d'Aley en été. Les multiples activités et fêtes estivales organisées périodiquement à Mzaar, comme la fête de la Croix, figurent parmi les raisons expliquant la diminution du niveau de saisonnalité de leur demande. « *Le territoire de Mzaar devient de plus en plus un lieu de tourisme estival, alors qu'il était initialement dédié au ski. Posséder un chalet dans la région est devenu une tendance dans le cercle de la bourgeoisie libanaise, qui est prête à déboursier plus de 600 000 dollars pour une résidence secondaire* » (Chardon & Boudisseau, 2010).

Par rapport à la saisonnalité de l'emploi dans les hôtels, la saisonnalité dans le Mzaar est plus forte qu'à Aley, bien que les hôtels d'Aley enregistrent une activité plus intense pendant toutes les saisons.

Étant donné que les hôtels d'Aley sont plus grands et plus demandés que ceux de Mzaar, nous concluons que la région d'Aley est plus fréquentée par les touristes par rapport à celle de Mzaar. Sa proximité de Beyrouth et sa popularité parmi les Arabes du Golfe sont des facteurs explicatifs de cette haute fréquence d'occupation. Un autre facteur est qu'en général, la saison d'été connaît un taux touristique plus élevé que la saison d'hiver, ce qui est lié principalement aux vacances scolaires et aux congés professionnels.

Le nombre moyen d'employés pour chaque hôtel est plus important dans le territoire d'Aley. L'explication tient au fait que les hôtels sont plus grands et connaissent un taux plus élevé de travail. Même pendant la saison où le travail diminue dans les deux territoires, les hôtels d'Aley gardent en moyenne huit employés, contre cinq pour Mzaar. Donc, les entreprises touristiques d'Aley contribuent plus fortement à l'emploi des résidents de la zone.

1.3 Propriété et origine des entreprises

Tableau 22 : structure de propriété des hôtels de Mzaar et Aley

Indicateur	Evaluateurs	Mzaar	Aley
Nombre moyen des propriétaires d'un hôtel		2	1,5
Origines des propriétaires			
	Libanais + étrangers	0,00%	20,00%
	Autres régions libanaises	16,67%	20,00%
	La même région de l'entreprise	83,33%	60,00%
	Arabes	0,00%	0,00%
Est-ce que l'entreprise est gérée directement par ses propriétaires			
	Oui	83,33%	50,00%
	Non	16,67%	50,00%
Les propriétaires			
	Ne possède que cette entreprise	66,67%	0,00%
	Possède des entreprises dans d'autres secteurs	16,67%	75,00%
	Possède d'autres entreprises touristiques	16,67%	25,00%
Age moyen d'un hôtel			
	>30 ans	66,66%	0,00%
	10-30 ans	0,00%	50,00%
	<10 ans	33,33%	50,00%
Source originale de financement de l'entreprise			
	financement personnel	62,50%	66,67%
	partenariat	0,00%	0,00%
	crédit bancaire	12,50%	33,33%
	crédit amical ou familial	25,00%	0,00%
	émission d'actions	0,00%	0,00%

Source : enquête été 2009, hiver 2010

Les caractéristiques des propriétaires des hôtels dans les deux territoires présentent des différences. Dans le Mzaar, les propriétaires sont tous des Libanais, et seulement 16% viennent de l'extérieur du territoire. La plupart des entreprises du Mzaar sont gérées directement par leurs propriétaires. 67% des propriétaires des entreprises du Mzaar ne possèdent qu'une seule entreprise, et environ 17% possèdent d'autres entreprises appartenant à d'autres secteurs économiques ; ce chiffre est le même (17%) pour ceux qui possèdent des entreprises seulement dans le secteur touristique. La situation dans le territoire d'Aley n'est pas du tout la même que dans celui de Mzaar. En effet, 40% des propriétaires des entreprises de ce territoire n'en sont pas originaires : 20% viennent des autres régions libanaises et 20% des pays arabes. La moitié des entreprises est gérée par leurs propriétaires, dont 75%

possèdent des entreprises dans les autres secteurs économiques, contre 25% qui gèrent d'autres entreprises touristiques. Aucune entreprise faisant partie de notre enquête n'a un propriétaire unique. Nous notons que le pourcentage de propriétaires arabes des hôtels d'Aley était nettement plus élevé avant la crise économique de l'année 2008, qui a obligé beaucoup d'Arabes à vendre leurs entreprises touristiques.

Tableau 23 : Les nouveaux projets immobiliers dans le territoire de Mzaar

Projet	Propriétaire	Superficie (en m ²)	Prix des unités	Date de livraison
6828 Kfardebiane	Tony Youssef	200-220	2500	Nov. 2009
Honey Hills 6824	Pierre Acra	100-200	2500	Déc. 2010
Kferdebian 7011	Antoine Kordahi	200	2500	Juillet 2011
Les Pistes	Residential Experts	123-162	2500	Juillet 2010
Snow Lofts	Snow Lofts	270-320	2500	Avril 2011
Sud 22	Alphonse Kai & Associés	De 100 à	2800	Oct. 2012
Hills 36	NC	300	2900	Juillet 2011
Mzaar 4363	Elie Aoun	300	3300	Déc. 2009
Tilal Faqra	David Mansour	De 120 à	De 3300 à	2012
Dunes de Faqra	Marwan Kebbé et associés	De 110 à	3500	Déc. 2010
Faqra Hills	NC	170-210	3500	Avril 2012
Villetes de Kfardebiane	Sayfco	275-650	3500	Avril 2012
Faqra Hills	Faqra Hills	De 190 à	3600	Déc. 2012
Faqra Valley	Faqra Valley	De 100 à	3800	Juin 2012
Oakridge	Groupe Mouawad	De 120 à	3800	Déc. 2012
Chalets des pistes	Khalil Abboud et Mazen	225-300	4000	Juillet 2010
The Clover	Bred One	De 220 à	4000	Sept. 2010
6994 Kfardebiane	Roland Khoury	De 170 à	4200	Juillet 2010
Projet TAA	TAA	274	4300	Janvier 2011
Faqra Heights	Dany Doumit	De 250 à	4500	Juillet 2011
Edelweiss	BREI	De 100 à	4500	2015
Le Port du soleil	Jihad Wakim	De 215 à	5000	Déc. 2011
Clouds	Sayfco	1700	5800	Juin 2011

Source : le commerce du levant, 81e année, N°5601, février 2010, p. 69.

Les hôtels de Mzaar sont plus anciens que ceux d'Aley. Cela est plutôt dû au fait qu'au début du tourisme dans cette région, les touristes avaient leurs propres maisons, ou bien ils louaient des appartements meublés appartenant à des villageois. Concernant Aley, 50% des hôtels de notre échantillon ont été construits pendant les 10 dernières années, contre 33% pour Mzaar.

Pourtant, le secteur de la construction dans la région de Mzaar était en plein boom après l'année 2008, toutefois, celui-ci ne portait pas sur la construction d'hôtels et restaurants mais sur la construction de complexes résidentiels et de chalets de luxe destinés à la vente.

Nous pouvons déduire de ces résultats que les pratiques touristiques dans ces régions sont en train de changer. Le tourisme à Aley dépend de plus en plus de l'existence des hôtels pour

l'hébergement, alors qu'à Mzaar, on se base plutôt sur la construction de chalets à louer et à vendre.

Nous constatons ici que 25 % du capital nécessaire pour la construction des entreprises est d'origine familiale et amicale. Par contre, dans le territoire d'Aley, le financement est soit personnel, soit lié aux crédits bancaires. La raison de cette différence entre les deux territoires est qu'à Mzaar, les hôtels sont la propriété de Libanais et surtout d'individus originaires du même territoire, alors que pour Aley, beaucoup d'hôtels prennent la forme de partenariats professionnels entre des Libanais et des hommes d'affaires arabes. Notons bien aussi que la plupart des employés sont originaires du territoire, avec une minorité de Syriens.

1.4 Innovation

Tableau 24 : innovation dans les hôtels de Mzaar et Aley

Indicateurs	Evaluateurs	Mzaar	Aley
Formation des employés			
	Formation interne	0.00%	75.00%
	Pas de formation	100.00%	25.00%
	Formation externe (centre de formation)	0.00%	0.00%
Utilisation de l'Internet			
	Propre site Web	33.33%	50.00%
	Réservation et paiement en ligne	66.66%	50.00%
	Marketing via d'autres sites Web	66.66%	75.00%
	N'utilise pas l'Internet	33.34%	25.00%

Source : enquête été 2009, hiver 2010

L'innovation et le développement de nouveaux services sont des caractéristiques importantes pour assurer la croissance et le développement durable dans tous les secteurs, mais en particulier pour les secteurs où les marchés sont saturés et pour lesquels les clients choisissent des produits et services provenant du monde entier, comme dans le cas du tourisme. Une partie de l'innovation implique des changements dans la livraison des produits sous la forme d'extension de la ligne de produits, en ajoutant des composants de service ou de différenciation des produits (Peters & Pikkemaat, 2006).

Dans notre cas, nous avons choisi deux éléments : l'utilisation des nouvelles technologies, surtout l'Internet, à l'intérieur des entreprises touristiques ; et la formation des employés à l'utilisation de ces technologies, pour mieux s'adapter aux besoins fluctuants des clients.

Nous avons déjà vu que les hôtels d'Aley sont plus grands et plus fréquentés par les touristes. Ici, nous avons trouvé que le pourcentage des hôtels qui utilisent l'Internet est plus haut dans la région d'Aley, par rapport à celle de Mzaar. Ces deux indicateurs nous montrent que le territoire d'Aley est plus ouvert à la technologie et à l'innovation, et ceci, pour mieux servir les clients.

1.5 L'infrastructure touristique

Tableau 25 : évaluation des acteurs locaux sur la situation du tourisme à Mzaar et Aley

Indicateur	Evaluateurs	Mzaar	Aley
Evaluation du transport public dans le territoire			
	Très avancé	0,00%	0,00%
	Bon	0,00%	75,00%
	Correct	0,00%	25,00%
	Mal	100,00%	0,00%
Evaluation de l'infrastructure dans le territoire			
	Très avancé	0,00%	0,00%
	Bon	0,00%	75,00%
	Correct	33,33%	25,00%
	Mal	66,67%	0,00%
Evaluation du tourisme dans le territoire			
	Manque l'aide du secteur public	100.00%	100.00%
	Pas de coordination entre le secteur privé et public	100.00%	100.00%
	Manque de coordination entre les entreprises	100.00%	100.00%
	N'a pas de problèmes	0.00%	0.00%

Source : enquête été 2009, hiver 2010

Pour essayer de comprendre quelle est l'opinion des entreprises touristiques du secteur privé à propos de la situation du tourisme dans leur territoire, nous leur avons posé des questions concernant l'accessibilité des transports en commun, la situation de l'infrastructure et les problèmes auxquels fait face le tourisme dans leurs territoires.

S'agissant du territoire de Mzaar, il n'est pas du tout accessible par les transports en commun. Toutes les personnes qui le visitent viennent en groupes touristiques ou dans leurs propres voitures. Lorsque nous étions en train de réaliser notre enquête, nous avons essayé de visiter ce territoire en utilisant les transports en commun.

- Premièrement, les transports en commun de cette région sont réduits aux taxis, car les bus ne desservent pas les villages et la station de ski. Le transport est très difficile, lent et coûteux.
- La montée est beaucoup plus facile que la descente, car dans les villages et la station, nous avons le sentiment d'être dans des lieux désertifiés.
- Il est très difficile de trouver des moyens de transports en commun pour aller vers les grandes villes côtières. C'est pour cette raison que 100% des entreprises ont répondu que leur territoire est mal desservi.

Dans le territoire d'Aley, 75% des institutions locales considèrent que le réseau de transports en commun vers leurs territoires est bon ; 25% d'entre elles estiment qu'il est correct. C'est-à-dire que le territoire est accessible par les transports en commun. Encore une fois, et sur la base de notre expérience personnelle pendant la phase de l'enquête, nous avons trouvé que le territoire d'Aley est très accessible par les transports en commun depuis Beyrouth. Il y a des bus qui se dirigent vers Aley fréquemment, depuis les stations de bus, avec le niveau de trafic le plus dense de Beyrouth (spécifiquement la station de Cola). Ces bus sont très fréquents et très peu coûteux. À l'intérieur du territoire, pour passer d'un village à l'autre, des bus publics qui appartiennent à la « Compagnie libanaise » sont toujours disponibles pour le transport³¹. Les taxis sont aussi disponibles et facilement accessibles. Donc, le territoire d'Aley est beaucoup plus accessible depuis Beyrouth, ce qui favorise les jeunes qui n'ont pas souvent des voitures.

L'accessibilité d'un territoire par les transports en commun peut promouvoir le tourisme domestique. Même si les personnes qui viennent de Beyrouth ou des autres régions libanaises ne se logent pas dans les hôtels mais font du shopping, mangent dans les restaurants et s'amuse dans les centres de loisirs de la région, ceci peut soutenir fortement le

³¹ La « Compagnie libanaise pour le transport (L.C.C) » est l'une des trois compagnies de transports en commun au Liban. C'est une compagnie privée, ses bus ne desservent que Beyrouth et sa banlieue, avec une partie du Mont-Liban, spécifiquement vers Aley. Le trajet coûte 1 000 livres libanaises, ce qui équivaut à plus ou moins 50 centimes d'euro. Elle est l'une des deux compagnies principales pour les transports en commun au Liban. L'autre compagnie est l'OCFTC, qui appartient au secteur public.

développement de ce territoire en y faisant entrer de nouvelles sources de revenus depuis l'extérieur.

En ce qui concerne la situation de l'infrastructure de Mzaar, elle est considérée comme étant mauvaise, sauf pour 33% des interrogés, qui considèrent qu'elle est correcte c'est-à-dire utilisable. Nous constatons que la situation de l'infrastructure diffère entre les villages et la station. Dans la station, il y a un fort conflit entre la compagnie gérant la station et la municipalité de Kfardebiane sur la responsabilité du développement et de l'entretien de l'infrastructure de la station. Selon la compagnie, l'infrastructure doit être la responsabilité de la municipalité, surtout que celle-ci collecte les taxes des entreprises. Ces taxes doivent être perçues dans un but de développement des biens collectifs dans la station, c'est-à-dire le développement de l'infrastructure.

Dans le territoire d'Aley, l'évaluation des institutions locales de l'infrastructure est identique à leur évaluation du développement des transports en commun. 75% des institutions considèrent que l'infrastructure est bonne et 25% considèrent qu'elle est correcte. Le territoire d'Aley occupe une importance considérable en ce qui concerne le développement de son infrastructure, surtout parce que la route internationale qui relie Beyrouth et Damas y passe. Mis à part cette route, les routes internes de la ville d'Aley et de toutes les villes et villages du territoire sont très bien aménagées, avec des petites zones naturelles et des terrasses touristiques, comme dans la ville d'Aley.

Enfin, en ce qui concerne la situation du tourisme dans les deux territoires, toutes les institutions territoriales avec lesquelles nous avons fait des entretiens et des questionnaires ont répondu qu'il y a un manque d'aide du secteur public et qu'il n'y a pas de coordination, ni entre les secteurs public et privé, ni entre les entreprises. Pourtant, tous les acteurs sont conscients de l'importance de cette coordination pour augmenter la compétitivité de leurs territoires face aux autres destinations touristiques dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, surtout vers la Syrie et la Jordanie, qui proposent une offre touristique plus ou moins similaire à celle d'Aley en été.

1.6 Structure de restauration

Tableau 26 : structure, en hiver, du service de restauration de Mzaar et Aley

	Mzaar	Aley
Restaurants	24	19
Pubs- boîtes de nuit	1	0
Capacité moyenne par restaurant (échantillon)	205	258
Pourcentage des restaurants de capacité < 100 clients	0%	10,5%
Pourcentage des restaurants de capacité 100-200 clients	45%	10,5%
Pourcentage des restaurants de capacité >200 clients	55%	79%
Coût moyen par restaurant (échantillon)	20\$	14\$
Pourcentage des restaurants de coût <10\$	9%	25%
Pourcentage des restaurants de coût 11-20\$	63,63%	73,30%
Pourcentage des restaurants de coût 21-30\$	18,18%	6,60%
Pourcentage des restaurants de coût >30\$	9%	0%

Source : Enquête été 2009, janvier 2010

Concernant les restaurants, nous remarquons que le nombre de restaurants présents sur le territoire de Mzaar est supérieur à Aley. Néanmoins, les restaurants de la zone d'Aley ont une capacité plus grande comparés à Mzaar et sont de différentes tailles. Par exemple, la région du Mzaar ne compte aucun restaurant avec une capacité de moins de 100 clients, alors que 10,6% des restaurants d'Aley ont cette capacité. Le pourcentage des restaurants ayant une capacité de plus de 200 clients à Aley est de 79%, contre 55% pour Mzaar, c'est-à-dire que la plupart des restaurants d'Aley sont de très grande taille.

Encore une fois, comme pour les hôtels, les restaurants de Mzaar sont relativement plus chers que ceux d'Aley. Et le pourcentage de restaurants bon marché à Aley est beaucoup plus élevé que pour Mzaar ; cela s'explique par le fait que dans le territoire d'Aley, nous trouvons beaucoup de chaînes internationales de restaurants de « *fast-food* » tels que le KFC, où un repas coûte moins de 10 dollars par personne. Les restaurants considérés comme chers et dont le coût moyen par repas est supérieur à 30 dollars constituent 9% des restaurants de Mzaar, contre zéro pour Aley. Bien sûr, il est possible de payer plus de 30 dollars dans un restaurant d'Aley, mais ici, nous parlons d'un plat principal seulement.

1.7 Structure de la clientèle

Tableau 27 : structure de la clientèle touristique de Mzaar et Aley

	Mzaar	Aley
Pourcentage des touristes par rapport au nombre total de clients	100,00%	65,00%
Pourcentage des non-touristes par rapport au nombre total de clients	0,00%	35,00%
Pourcentage des Libanais par rapport au nombre total de clients	61,00%	49,00%
Pourcentage des Arabes par rapport au nombre total de clients	5,00%	49,00%
Pourcentage des étrangers par rapport au nombre total de clients	34,00%	2,00%

Source : enquête été 2009, hiver 2010

Tous les clients qui visitent le territoire de Mzaar sont des touristes venant pour des buts purement touristiques. Par contre, dans le territoire d'Aley, 35% des visiteurs qui séjournent dans les hôtels sont non seulement des touristes, mais ils viennent aussi, par exemple, pour des raisons de travail, afin d'assister à des rencontres professionnelles ou des conférences ayant lieu dans le territoire.

Les visiteurs de Mzaar sont principalement de nationalité libanaise ; les étrangers non arabes occupent la deuxième place et enfin viennent les touristes arabes. Donc, le tourisme à Mzaar est principalement un tourisme domestique. Les étrangers qui visitent Mzaar sont normalement ceux qui travaillent au Liban ou dans les pays arabes voisins, surtout les pays du Golfe. Ces derniers visitent Mzaar parce que c'est la station de ski la plus proche de leurs lieux de vie. Même si la plupart des visiteurs libanais ne passent pas les nuits dans les stations, car il est possible de faire un aller-retour pendant la journée, il est devenu de plus en plus courant, pour les Libanais et surtout la classe riche, de louer des chalets dans la station, notamment pendant leurs vacances. Le tourisme à Mzaar est un tourisme cher, puisque les coûts moyens des hôtels et des restaurants ont augmenté. C'est une raison qui empêche certains Libanais de prendre l'habitude de louer des chalets dans la station pour faire du ski. Pourtant, la réduction des coûts de séjour dans la station aurait pu représenter un facteur extrêmement encourageant pour les Libanais souhaitant visiter la station et par conséquent opérer une forte stimulation par rapport à son développement et à la rentabilité de ses entreprises. Mais notons que les responsables de la station essayent toujours de maintenir une certaine valeur vis-à-vis de l'autre station de Faqra, qui est la station privée du territoire. Cette station est réservée essentiellement aux riches.

Dans le territoire d'Aley, les touristes sont essentiellement des Arabes du Golfe, surtout des Koweïtiens, des Saoudiens et les Émiratis. Les Libanais occupent le même niveau que les Arabes. Cependant, les étrangers non arabes représentent un pourcentage très bas de l'activité touristique du territoire. Il est connu que le territoire d'Aley est dominé par le tourisme arabe, mais si on prend en considération les touristes domestiques qui arrivent de Beyrouth parfois pour participer à des soirées ou dîner après une longue journée de travail, nous pouvons considérer qu'environ 50 pourcent des visiteurs de ce territoire sont des Libanais.

Le tourisme domestique a récemment capté l'attention de l'Organisation mondiale du tourisme. L'OMT considère que le tourisme pourrait être utilisé comme un moyen important dans le développement et la croissance économique, surtout pendant les périodes d'incertitude économique.

Le tourisme domestique s'est développé indépendamment du tourisme international, non seulement dans le temps, mais également dans l'espace : les deux formes ne concernent pas les mêmes lieux, et ne se pratiquent pas de la même façon. À l'échelle nationale, ceci apparaît clairement par l'analyse comparative des destinations privilégiées des touristes domestiques et internationaux (Olivier, 2006).

« Dans la plupart des pays du monde, il y a une perception selon laquelle le tourisme domestique est le « cousin pauvre » du prestigieux tourisme international et qu'il ne pourrait pas amener les mêmes bénéfices pour le développement au pays » (Scheyvens, 2007). Mais le tourisme domestique constitue à peu près 80% du flux touristique mondial, avec des estimations qui pourraient bientôt devenir 10 fois plus importantes que les flux du tourisme international. Par exemple, dans le cas de la Chine, le tourisme domestique constitue environ 90 pourcent du trafic touristique du pays et plus de 70 pourcent du total des recettes touristiques (Cai, Hu, & Feng, 2002).

La contribution du tourisme domestique peut être significative, même quand les touristes domestiques n'ont pas un fort pouvoir d'achat. Le tourisme domestique exige peu de devises étrangères pour se développer. Il n'est pas vulnérable aux fluctuations du nombre de touristes causées par la saisonnalité, ni aux problèmes découlant des systèmes de réservation de voyages, des horaires des compagnies aériennes internationales, de l'évolution des goûts internationaux, des menaces sur la sécurité perçue ou des récessions économiques mondiales (Scheyvens, 2007).

Plusieurs pays prennent en considération l'importance du tourisme domestique et ont commencé à le développer par l'organisation de festivals et d'événements. En ce qui concerne les grands événements, nous pouvons prendre comme exemple la « *FIFA World Cup* » qui s'est déroulée en Afrique du Sud en juin 2010, et la « *Shanghai 2010 Expo* » ; ce genre d'événements, selon l'OMT, a fortement impulsé le tourisme domestique et le tourisme international.³²

En ce qui concerne le Liban, le tourisme domestique pourrait vraiment être un moyen de développement des différentes destinations touristiques, surtout des régions comme Aley et Mzaar, qui sont caractérisées par un fort niveau de saisonnalité touristique.

1.8 Niveau de vie des individus

Tableau 28: niveau de vie des populations de Mzaar et Aley

Indicateurs	Evaluateurs	Mzaar	Aley
Domaine de travail			
	Industrie	7,14%	21,28%
	Tourisme	50,00%	17,02%
	Commerce	21,43%	17,02%
	Finance	10,00%	17,02%
	Agriculture	14,29%	2,13%
	Au chômage	7,14%	4,26%
	Etudiant	0,00%	21,28%
Salaire mensuel (moyen)		1312,55	1537,98
	<500\$	8,33%	4,35%
	500-1000\$	25,00%	19,57%
	1000-2000\$	50,00%	30,43%
	>2000\$	16,67%	45,65%
Salaire mensuel moyen en tourisme		1428,58	1805,58
	<500\$	0,00%	0,00%
	500-1000\$	28,57%	11,11%
	1000-2000\$	42,86%	11,11%
	>2000\$	28,57%	77,78%
Niveau d'éducation		2,75	3,8751
	Lecture et écriture	16,67%	2,08%
	Elémentaire	8,33%	0,00%
	Secondaire	58,33%	6,25%
	Universitaire	16,67%	91,67%

Source : enquête été 2009, hiver 2010

³² Baromètre mondial de l'OMT, août 2010 : hausse de 7% du nombre de touristes dans le monde au premier semestre 2010, OMT, 2 septembre 2010.

Par rapport au niveau de vie des résidents des deux territoires de Mzaar et Aley, 50% des habitants de Mzaar travaillent dans le secteur touristique, et en second lieu dans le secteur du commerce et de l'agriculture. Dans le territoire d'Aley, les secteurs les plus importants sont premièrement l'industrie, et deuxièmement le tourisme, le commerce et le secteur financier. Il faut noter quand même que ces résultats sont le produit d'un échantillon de personnes et non pas de statistiques qui représentent toutes les populations des deux territoires. S'agissant de Mzaar, 50% des personnes qui travaillent dans le tourisme travaillent également dans l'agriculture. Ce qui laisse à dire que le pourcentage de 14,29%, correspondant à l'agriculture, ne prend pas en compte les habitants qui travaillent concomitamment dans le tourisme et dans l'agriculture pendant les saisons non concernées par l'activité touristique. Dans le territoire d'Aley, nous considérons, en nous basant sur notre enquête de terrain, que les pourcentages partagés entre les secteurs touristiques, le secteur industriel et la finance sont représentatifs de la vraie situation. Le pourcentage très bas de l'agriculture est également plus ou moins représentatif de la situation, témoignant d'une détérioration de l'activité agricole dans le territoire et d'un remplacement par les autres activités plus rentables liées au tourisme, telles que le commerce. Le secteur du commerce est supérieur à tous autres secteurs, parce que le territoire d'Aley est un centre commercial très important, peut-être le deuxième plus important du Liban après celui de Beyrouth.

Dans notre étude des secteurs économiques principaux dans les deux territoires touristiques, il faut noter que selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le tourisme contribue au PIB de deux façons : soit directement, par les activités d'hébergement, de restauration et via les attractions touristiques ; soit indirectement, par son effet central sur les autres activités et principalement sur l'activité commerciale. C'est pour cette raison que l'OMT affirme que le tourisme contribue directement à 5,6% et indirectement à 16,7% du PIB libanais. De même, en ce qui concerne les possibilités d'emploi, le tourisme y contribue directement à 6% et indirectement à 18,5%. Donc, dans les deux territoires, nous considérons que plus de la moitié des activités commerciales sont directement liées à l'activité touristique.

L'analyse du niveau de vie des personnes, dans notre échantillon, montre que les salaires ou les revenus mensuels des habitants du territoire d'Aley sont plus élevés que ceux des habitants du territoire de Mzaar. 45% des résidents d'Aley ont un revenu mensuel de plus de 2 000 dollars, ce qui, au Liban, est considéré comme un haut niveau de salaire. Les salaires au-dessous de 500 dollars représentent 8% à Mzaar contre 4% à Aley. Ce niveau de salaire, au Liban, est considéré comme très bas. Mais si on prend les salaires moyens dans les deux

territoires, on trouve 1 312 dollars à Mzaar et 1 537 à Aley ; les deux moyennes sont très élevées et il n'y a pas une grande différence entre les deux, même si le niveau de vie estimé des résidents d'Aley est plus important que celui des résidents de Mzaar.

Dans le secteur touristique, les niveaux de salaires dans les deux territoires ne sont pas très loin des moyennes, mais ils sont un peu plus hauts. S'agissant d'Aley, la moyenne de toutes les professions est de 1 537 dollars, contre 1 805 pour le tourisme. Pour Mzaar, la moyenne de toutes les autres professions est de 1 312 dollars, contre 1 428 concernant le tourisme. C'est-à-dire que dans les deux territoires, le tourisme contribue plus fortement que les autres secteurs à l'amélioration des niveaux de vie des habitants. Mais encore une fois, la moyenne des salaires d'Aley est plus haute que la moyenne de Mzaar, donc, le tourisme dans le territoire d'Aley est plus rentable que dans celui de Mzaar, même si, dans ce dernier, le tourisme est plus cher.

Par rapport au niveau d'éducation des résidents des deux territoires, nous avons trouvé dans notre échantillon que le niveau d'éducation dans le territoire de Mzaar est plus bas que dans celui d'Aley. 91,67% des personnes ayant répondu à notre enquête dans le territoire d'Aley ont un niveau d'éducation universitaire, contre 16,67% pour Mzaar. 16,67% savent juste lire et écrire à Mzaar, ce qui est un niveau très haut, contre seulement 2,08 pourcent à Aley. L'explication de ces résultats est due à la proximité entre Aley et Beyrouth, ce qui permet aux résidents de profiter des services académiques et surtout universitaires de Beyrouth, avec la possibilité de rentrer chez eux chaque jour. Il y a même une section de l'université libanaise et des autres universités privées dans la ville centrale d'Aley. Par contre, dans le territoire de Mzaar, il n'existe aucune université, sachant que l'université la plus proche de la région est une université privée, avec des frais d'inscription annuelle de plus de 6 000 dollars par étudiant, une somme énorme pour les résidents. Les personnes qui veulent poursuivre leurs études universitaires doivent donc aller vivre à Beyrouth. La plupart d'entre elles restent après la fin de leurs études dans la capitale, pour y travailler, et ne contribuent donc pas au développement de leur territoire.

Tous les tableaux précédents nous ont montré que le niveau de développement dans les territoires d'Aley et de Mzaar est très proche. Mais nous constatons que le tourisme à Aley est plus développé et organisé qu'à Mzaar, même si le nombre d'entreprises touristiques situées à Mzaar est plus élevé qu'à Aley. Et ceci parce que la capacité des entreprises d'Aley est plus grande que celle de Mzaar et que le nombre d'employés dans les entreprises touristiques

d'Aley est supérieur à celui de Mzaar, que ce soit pendant la saison touristique de chaque territoire ou bien pendant les autres saisons. La qualité du tourisme à Aley est plus ouverte et plus ciblée sur tous les types de touristes de tous les niveaux financiers ; par contre, à Mzaar, le tourisme, surtout en ce qui concerne la capacité de louer un appartement ou de rester dans un hôtel pour quelques jours, est limité à la classe aisée des Libanais ou aux touristes étrangers. Donc, pendant que Aley bénéficie de plus en plus du tourisme domestique libanais, Mzaar perd tous les avantages de ce type de tourisme.

Le tourisme à Aley a contribué au développement des autres secteurs économiques et surtout du commerce. Dans les villes du territoire d'Aley, et surtout à Bhamdoun gare et dans la ville d'Aley, il existe des marchés commerciaux très importants et très visités par les Libanais et les Arabes, qui aiment y faire du shopping. Ces marchés pourraient être comparés aux marchés de Beyrouth, car la plupart des magasins importants et des chaînes internationales de magasins telles que « Bata », et « Jack & Jones » y sont représentés. Ce type de marchés n'existe pas du tout à Mzaar.

Le niveau de vie des résidents d'Aley est meilleur que celui de Mzaar, surtout pour ceux qui travaillent dans le secteur touristique. Par ailleurs, le niveau d'éducation des résidents d'Aley est aussi plus élevé que celui de Mzaar.

2. Capital social de Mzaar et Aley

Les tableaux statistiques concernant le développement touristique de Mzaar et Aley et présentés dans la section précédente nous montrent que le tourisme à Aley est plus développé. Il est devenu plus capable d'influencer et de contribuer à l'amélioration des niveaux de vie de la population de ce territoire. Nous pensons que la différence entre les niveaux de développement touristique des deux territoires ainsi que la capacité du tourisme à influencer le niveau de vie de leurs résidents sont directement liées à la différence des niveaux du capital social des deux territoires.

Dans cette section, nous allons comparer les niveaux des formes structurelles et fonctionnelles du capital social entre les deux territoires, pour pouvoir enfin déterminer si la différence des niveaux de développement peut être expliquée par la différence des niveaux de capital social.

Dans les tableaux qui vont suivre, dans cette section, les résultats proposés sont basés sur le questionnaire que nous avons effectué dans les territoires de Mzaar et Aley. Chaque question posée a une échelle de réponse de 1 à 4. La valeur finale de chaque variable est représentée par la moyenne de tous les acteurs interrogés.

2.1 Formes structurelles du capital social de Mzaar et Aley

Comme expliqué dans le premier chapitre de la première partie de notre thèse, les trois formes du capital social sont le *bonding*, le *linking* et le *bridging*. Le capital social de type *bonding* représente les relations horizontales existant entre les individus, telles que les relations entre les membres de la famille et les amis. Le capital social de *linking* correspond aux relations verticales qui existent entre les acteurs sur le même territoire. Et enfin, le *bridging* se traduit par des relations verticales ou horizontales entre des acteurs hétérogènes, venant de différents territoires et ayant des cultures et des idéologies différentes tout en possédant une certaine caractéristique ou un intérêt en commun. Dans son étude sur l'effet de *bonding* et *bridging* sur le développement des régions des États-Unis, Robert Putnam a constaté que le *bonding* a un effet négatif sur le développement, car il encourage les individus à passer plus de temps avec leurs familles et amis et, du coup, à consacrer moins de temps au travail. Par contre, le *bridging* permet à une personne d'avancer dans la vie et a donc un effet positif sur le développement. Selon Putnam, le *bonding* est important pour « se débrouiller », alors que le *bridging* est important pour « aller de l'avant ».

La collecte des données sur la situation du capital social dans les deux territoires est faite par des questionnaires et des entretiens avec les acteurs locaux principaux (autorités locales, entreprises locales, populations, associations, etc.).

2.1.1 Le bonding

Tableau 29 : Le *bonding*, capital social au niveau territorial

Indicateurs	Evaluateurs	Mzaar	Aley
Bonding		3,22	3,31
Relations familiales		3,73	3,66
	Fréquence des réunions familiales	3,63	3,53
	Confiance dans les relations familiales	3,83	3,79
Voisinage	Confiance dans les relations de voisinage	2,77	2,68
Action religieuse	Fréquence de l'action religieuse collective	3,13	2,57
Intra-entreprises		3,25	3,5
	Relations entre les propriétaires des entreprises	4,00	4,00
	Relations sur le lieu de travail	2,50	3,00
Relations amicales		3,22	3,41
	Fréquence des réunions amicales	3,50	3,51
	Confiance dans les relations amicales	3,40	3,63
	Signification des relations amicales	2,76	3,09

Source : Enquête, été 2009, hiver 2010.

En comparant les niveaux de *bonding* entre les deux territoires, nous trouvons que les relations familiales, les relations de voisinage et les relations liées à l'action religieuse sont toutes plus fortes dans le territoire de Mzaar. Par contre, les relations intra-entreprises et les relations amicales sont plus fortes dans celui d'Aley.

Le capital social de *bonding* semble être d'une importance particulière pour le tourisme dans les territoires ruraux libanais, car il facilite la création de petites et moyennes entreprises basées sur des partenariats familiaux ou amicaux.

Tableau 30 : relations des propriétaires et relations affectant l'emploi

Indicateur	Evaluateurs	Mzaar	Aley
Relations entre les propriétaires			
	Familiales	66,67%	60,00%
	Relations de travail	16,67%	20,00%
	Amicales	16,67%	20,00%
Relations qui affectent l'emploi dans l'entreprise			
	Qualifications	42,86%	25,00%
	Relations familiales	42,86%	16,67%
	Faire des faveurs	0,00%	8,33%
	Relations amicales	0,00%	16,67%
	Religion	0,00%	8,33%
	Même groupe politique	0,00%	0,00%
	La même région	14,29%	25,00%

Source : Enquête, été 2009, hiver 2010.

Dans le tableau 2, nous constatons que le *bonding* pourrait avoir un effet positif sur le développement. Dans les cas où les hôtels, dans les deux territoires, sont propriété de plusieurs personnes, les partenariats sont pour la plupart familiaux. Une occurrence plus faible concerne les partenariats entre les amis, et elle est encore plus faible pour les relations strictement professionnelles. Les relations familiales ont également une importance dans le choix des employés, surtout dans le cas de Mzaar, où la plupart des hôtels de notre échantillon sont gérés par des entreprises familiales et totalement investis par les membres de la même famille. Le critère d'habitation dans la même région est également important dans le choix des employés des deux territoires. En plus de ceux que nous avons cités (les relations familiales et la proximité de l'habitation), les qualifications sont les critères les plus importants dans le choix des employés. Ainsi, les personnes dans les deux territoires ont tendance à aider les membres de leurs familles ou leurs amis à trouver un emploi, c'est-à-dire que les individus qui ont de fortes relations de *bonding* auraient plus de chances de trouver un emploi.

Le *bonding* est donc un facteur qui encourage l'entrepreneuriat local et l'aide à l'embauche, ce qui est en contradiction avec les résultats de Putnam (2001). Cependant, la relation de développement avec le *bonding* n'est pas aussi importante par rapport à sa relation avec le *linking* et le *bridging*.

2.1.2 Le linking

Tableau 31: le *linking*, capital social au niveau territorial

Indicateurs	Evaluateurs	Mzaar	Aley
Linking		2,38	2,76
Relations de pouvoir		1,86	1,97
	Individus : relations directes	1,53	1,40
	Individus : relations indirectes	1,90	1,74
	Entreprises	1,00	1,75
	Associations	3,00	3,00
Citoyens - autorités locales		2,37	2,54
	Force des relations avec les autorités locales	2,63	2,57
	Confiance dans les autorités locales	2,10	2,51
Relations citoyens - entreprises		3,00	3,25
Entreprises - associations		2,165	3,00
Entreprises - autorités locales		2,145	3,25
	Réseau avec les autorités locales	1,83	3,25
	Simplicité des transactions avec les autorités locales	2,67	3,5
	Cherté des taux et frais payés aux autorités locales	1,75	3
	Evaluation de la performance des autorités locales	2,33	3,25
Entreprises - entreprises		1,67	1,75
Associations - autorités locales		2,83	3,00
Associations - associations		3,00	3,33

Source : Enquête, été 2009, hiver 2010.

Le capital social de type *linking* représente les relations verticales entre les acteurs de différents niveaux hiérarchiques. Il implique des relations sociales avec des personnes dotées d'une certaine autorité, pouvant être utilisées pour recueillir des ressources ou le pouvoir.

Le tableau de *linking* montre que toutes les formes de relations de *linking* sont plus fortes sur le territoire d'Aley par rapport à celui de Mzaar. Par exemple, pour Aley, les relations entre les entreprises et leurs autorités locales ont un niveau de 3,25 sur 4, contre 2,145 sur 4 pour Mzaar. Même les relations entre les entreprises et les citoyens de chaque territoire sont plus fortes du côté d'Aley.

Les relations entre les entreprises présentes dans les deux territoires sont faibles et au-dessous de la moyenne (2/4), mais nous notons que dans le territoire d'Aley, les relations sont plus fortes que dans celui de Mzaar. Les relations des associations locales avec les entreprises, les autorités locales et avec les autres associations sont toutes plus fortes dans la région de Aley.

Le capital social de *linking* a prouvé une relation forte avec le niveau de vie des individus, dans le modèle proposé dans le chapitre précédent. Dans ce tableau, le territoire d'Aley, que nous avons trouvé plus développé que celui de Mzaar, a également prouvé un niveau plus fort de *linking*. Ce qui affirme la forte relation entre le *linking* et le niveau de développement à l'échelle des individus (niveau de vie) et aussi au niveau territorial.

Dans les territoires libanais, objets de notre étude, le type de *linking*, qui a prouvé son importance spécifique, concerne les relations avec des hommes de pouvoir, en particulier avec des politiciens.³³ Ce genre de relations donne aux territoires un accès plus facile aux ressources gouvernementales. Les relations des territoires avec les politiciens amènent ces derniers à exercer une pression politique dans l'intérêt de ces régions, afin de leur apporter les financements gouvernementaux nécessaires pour mener des projets de développement. Par exemple, la construction du barrage de Shabrouh, dans le territoire de Mzaar, lui a été attribuée grâce aux efforts d'un ancien président libanais, qui avait des relations étroites avec les autorités locales du village de Faraya (un des villages du territoire).

2.1.3 Le bridging

La forme *bridging* du capital social correspond à la capacité des habitants d'une région particulière à accéder à des ressources extérieures nouvelles, essentiellement les ressources d'information (par exemple les informations sur les nouvelles technologies ou sur les marchés), mais également à d'autres types de ressources et de bénéfices.

L'analyse du niveau de *bridging* à l'échelle de chaque territoire est faite par l'analyse de l'appartenance aux organisations non gouvernementales, la pratique de l'action politique, les relations professionnelles, l'appartenance aux groupes nationaux et par l'analyse de toutes relations extraterritoriales.

³³ Les leaders locaux peuvent avoir des relations utiles à des échelons plus élevés. Par exemple, des politiciens locaux peuvent ainsi plus facilement obtenir des subventions. Des entrepreneurs locaux peuvent connaître des partenaires intéressants (par exemple parmi leurs anciens condisciples).

Tableau 32 : le *bridging*, capital social au niveau territorial

Indicateur	Evaluateurs	Mzaar	Aley
Bridging		1,91	2,36
ONG	Appartenance aux ONG	1,53	1,93
Action politique		2,83	3,40
Relations professionnelles		1,89	2,23
	Affiliation aux groupes professionnels	1,66	1,70
	Relations avec des entreprises non locales	1,17	2,00
	Capacité des relations à attirer des clients	2,83	3,00
Groupes nationaux		2,19	2,25
	Appartenance aux groupes nationaux	2,75	2,80
	Connexions qui permettent d'avancer dans la vie	1,63	1,70
Bridging - associations		2,00	2,33
Bridging - autorités locales	Relations avec des institutions publiques nationales	1,00	2,00

Source : Enquête, été 2009, hiver 2010.

Le niveau de *bridging*, comme le niveau de *linking*, a prouvé un degré supérieur dans le territoire d'Aley par rapport à celui de Mzaar. Les habitants d'Aley possèdent des relations de *bridging* plus solides que ceux de Mzaar. Les entreprises d'Aley ont des relations plus fortes avec d'autres entreprises nationales ou internationales, et également plus de connexions avec les organisations professionnelles qui regroupent d'autres entreprises du même domaine dans tout le Liban. Les associations d'Aley ont, pareillement, des relations plus puissantes avec l'extérieur que les associations de Mzaar. Même pour les autorités locales, celles d'Aley entretiennent des relations plus solides avec les institutions publiques centralisées, telles que les différents ministères ou les centres administratifs du gouvernorat auquel le territoire est rattaché.

Dans les territoires touristiques du Liban, le *bridging* est représenté principalement par le biais des relations construites entre les acteurs régionaux et d'autres acteurs non régionaux (généralement internationaux) : par exemple, les relations avec les magazines ou les ONG internationales (PNUD). Un type de *bridging* d'une importance particulière dans les territoires étudiés est constitué par les partenariats établis entre les municipalités libanaises et d'autres municipalités ou autorités locales internationales, telles que les relations officielles entre la municipalité d'Aley (le village central du territoire d'Aley) et d'autres municipalités dans plusieurs pays comme l'Argentine et le Brésil. Ces partenariats et relations apportent un soutien financier et matériel aux territoires touristiques libanais. Ceci est assuré par un apport

d'expertise, par des subventions ou même à travers l'approvisionnement de leurs municipalités en machines et équipements qui pourraient être utilisés pour mieux organiser l'offre touristique.

De même que le *bridging*, à l'échelle des individus, leur permet de progresser et d'aller de l'avant, au niveau territorial également, nous considérons qu'il permet à un certain territoire de retirer le maximum d'avantages de son environnement, afin de mieux développer ses capacités.

2.1.4 Comparaison avec d'autres cas

Au Liban, l'essor touristique au niveau territorial est un exemple qui montre la façon dont le capital social sous toutes ses formes peut être un facteur susceptible d'influencer directement le développement et la compétitivité. Ainsi, la gestion de chaque forme de capital social par lui-même apportera différentes sortes de prestations aux territoires touristiques. Donc, en fonction de leurs besoins de développement, les territoires peuvent choisir une des trois formes qu'ils estiment la mieux adaptée à leurs attentes. Cependant, nous pensons que l'existence des trois formes ensemble constitue la meilleure combinaison pour assurer un meilleur développement.

En conflit avec nos résultats, une étude menée est celle de Beugelsdijk et Smulders (2003), qui ont utilisé la base de données de *European value studies* (EVS) pour tester la relation du capital social de types *bonding* et *bridging* avec le niveau de croissance économique dans 54 régions européennes. Beugelsdijk & Sjak Smulders ont trouvé que les niveaux élevés de *bonding* (le capital social naît de réseaux au sein même de communautés d'amis proches et de la famille) sont susceptibles d'aller de pair avec la baisse des taux de croissance économique. Cette baisse s'explique par le fait que le temps passé avec la famille et les amis proches vient au détriment du temps passé au travail et du temps d'apprentissage. Pourtant, le capital social de *bridging* est empiriquement bon pour la croissance (Beugelsdijk & Smulders, 2003).

Krishna Prasad Adhikari (2008) a analysé les facteurs responsables du succès de la gestion des ressources naturelles dans des régions où les populations locales ont l'opportunité d'administrer ces ressources. Prasad a trouvé dans son étude que pour la région de Kalahan, aux Philippines, les hauts niveaux de cohésion et normes traditionnelles entre les membres d'une communauté homogène (*bonding*) constituent un facteur de succès. Cette étude a mis en évidence, également, que la mobilisation du capital social de types *linking* et *bridging* est très

importante pour la mobilisation des ressources externes et pour la promotion et le renforcement du capital social de type *bonding*. Même si Parsad n'a pas étudié la relation entre les formes de capital social et le niveau de développement économique, ses résultats concernant l'effet de *bonding* sur le succès du management local des ressources naturelles peuvent être reproduits sur le management local de toutes les autres ressources, qui est un facteur supportant le développement économique.

L'effet de *bonding* sur le développement dans les pays européens et aux États-Unis a donc été évalué dans les études comme négatif, mais dans les pays en voie de développement (cas du Liban et des Philippines), nous avons vu que le *bonding* ainsi que le *bridging* et le *linking* ont tous des effets positifs sur le développement. Même si ces résultats ne suffisent pas pour établir une conclusion définitive sur la relation entre le capital social et le développement dans les pays du tiers-monde, ils nous permettent de conclure que l'effet des différentes formes de capital social sur le développement n'est pas le même dans les pays du Nord et les pays du Sud.

Cette conclusion peut être liée à la différence structurelle des activités productives pratiquées dans ces pays. Effectivement, les activités productives dans les pays riches comportent les grandes industries, les grands commerces, la bourse et les autres domaines économiques productifs et basés sur les relations professionnelles ; les économies des pays pauvres, elles, sont basées sur les petites entreprises familiales ou amicales. C'est pour cette raison que dans les pays pauvres, les relations de *bonding* ont des effets positifs sur le développement, tandis que ces mêmes relations ont des effets négatifs sur le développement dans les pays riches.

2.2 Les piliers fonctionnels du capital social de Mzaar et Aley

Nous pensons que la capacité de chacune des trois formes de capital social, décrites précédemment, à influencer sur le développement des territoires dépend de la qualité de leurs réseaux, de leurs systèmes de gestion de l'information, de leurs normes et des formes de gouvernance qui y sont appliquées. Ce sont ces indicateurs qui fortifient chacune de ces formes et les rendent plus susceptibles d'influencer le développement territorial. Après avoir étudié précédemment l'existence de chaque forme de capital social dans les territoires de Mzaar et Aley, nous allons expliquer, dans cette partie, comment ces éléments existent dans ces deux territoires ; nous allons aussi donner quelques éléments empiriques sur les niveaux de chaque élément. Partant, nous pourrions finalement voir comment le manque de ces éléments dans les territoires touristiques libanais ne permet pas aux formes structurelles du capital social qu'ils possèdent de jouer leur rôle comme un appui au développement.

Indicateur	Mzaar	Aley
Bonding	3,22	3,31
Linking	2,38	2,76
Bridging	1,91	2,36

Dans les deux territoires de Mzaar et Aley, comme vu précédemment dans la mesure des niveaux de *bonding*, *linking* et *bridging*, les relations de *bonding* sont les plus fortes, suivies des relations de *linking* et en dernière position de *bridging*. Les trois formes de capital social sont plus fortes dans le territoire d'Aley que dans celui de Mzaar. Nous avons pu lier notre évaluation de la supériorité du développement touristique d'Aley à sa supériorité au niveau de ces trois formes de capital social. Maintenant, même si les niveaux des trois formes du capital social dans les deux territoires sont plus élevés que la moyenne acceptable (2/4), nous allons analyser comment la mauvaise qualité des réseaux, l'inexistence de systèmes d'informations, le non-respect des normes et l'application de mauvaises formes de gouvernance font perdre tous les bénéfices apportés par les trois formes du capital social.

2.2.1 Les réseaux

La coopération et la formation des réseaux sont, selon la théorie du capital social, les éléments constructifs du capital social. Les réseaux de coopération et de coordination entre les acteurs d'un certain territoire ont des effets positifs non seulement sur le développement du territoire,

mais aussi sur les bénéfices apportés à ses acteurs. Dans un pays comme le Liban, où la situation de sécurité politique nationale est presque toujours instable, la création de réseaux devient plus impérative afin de pouvoir mettre en place des filières touristiques plus compétitives et plus capables de répondre aux besoins et préférences des clients.

Dans les territoires de Mzaar, les niveaux de *bonding*, *linking* et *bridging* ont tous obtenu des évaluations supérieures à 2 sur 4, sauf pour le *bridging* de Mzaar. C'est-à-dire qu'il existe de bonnes relations entre les acteurs dans les mêmes territoires et avec l'extérieur. Mais la question à poser dans ce contexte est la suivante : est-ce que ces relations impliquent une vraie *coopération productive* entre les acteurs ?

a. Les réseaux des entreprises

Nous avons mesuré la taille et la qualité des réseaux possédés par les entreprises des deux territoires, avec les autres entreprises locales et les entreprises et institutions non locales. Les réseaux dont les entreprises font partie constituent un aspect très important du capital social, car ce sont ces réseaux qui définissent la capacité des entreprises à supporter le développement de leur territoire.

Tableau 33 : la qualité des réseaux possédés par les entreprises de Mzaar et Aley.

Indicateur	Evaluateurs	Mzaar	Aley
Taille moyenne des réseaux locaux		3	3
Motifs de la formation des réseaux locaux			
	Partage de l'information/expérience	33,33%	25,00%
	Faire face à la compétition externe	0,00%	0,00%
	Coordination de toutes actions	16,67%	0,00%
	Complémentarité des services	50,00%	75,00%
Taille moyenne des réseaux non locaux		3	12
Motifs de la formation de réseaux non-locaux			
	Partage de l'expérience	0,00%	25,00%
	Marketing	100,00%	75,00%
	Business	0,00%	0,00%

Source : enquête été 2009, hiver 2010.

Ce tableau montre que la taille moyenne des réseaux locaux, dont les entreprises de Mzaar et d'Aley font partie, est de trois entreprises. Ces relations existent surtout entre les restaurants et les hôtels qui ne disposent pas d'un restaurant intégré. C'est pour cette raison que la plupart des entreprises ont répondu que la formation des réseaux locaux est importante pour la

complémentarité des services. Les entreprises dans les deux territoires sont complètement inconscientes de l'importance de la formation des réseaux pour la coordination des actions locales afin de faire face à la compétition extérieure à leur territoire.

Par contre, en comparant les réseaux non locaux, nous trouvons que la taille moyenne des réseaux des entreprises d'Aley est de 12, contre trois pour Mzaar, ce qui représente une très grande différence. Le motif de la création de ces réseaux est lié aux actions de marketing. En fait, les réseaux décrits par les entreprises d'Aley sont principalement construits à travers les relations avec les agences de publicité et les agences de voyage, surtout dans les pays du golfe arabe.

S'agissant de Mzaar, le manque de réseaux de coopération entre les entreprises touristiques locales les empêche de trouver des solutions afin de surmonter certains problèmes tels que la saisonnalité de la demande touristique. Ce manque de coopération les affaiblit face aux mauvaises pratiques et aux rivalités entre les collectivités locales, qui ont un effet très négatif sur leur rentabilité et sur le développement du tourisme dans le territoire. Un exemple de mauvaises pratiques des autorités locales concerne les permis de travail que la municipalité du village de Kfardebiane (un village abritant des stations de ski) délivre aux villageois pour qu'ils puissent travailler comme marchands ambulants ou comme moniteurs de ski dans la station de Mzaar. La municipalité donne ces permis sans pratiquer aucun contrôle sur les produits que ces villageois vendent, sur leurs prix ou, dans le cas des moniteurs de ski, sur leur expérience et talent. Ces permis influencent énormément la réputation et la compétitivité de la station de ski et de tout le territoire. Bien que ces actions soient refusées par l'ensemble des entreprises privées, le manque de coopération et l'inexistence d'un réseau qui les relie empêchent les entreprises d'affronter de telles pratiques.

b. Les caractéristiques des réseaux de Mzaar

1. Il n'existe aucune forme de coopération entre les municipalités des différents villages de Mzaar ; par contre, il existe une hostilité entre les municipalités de Kfardebiane et de Faraya, à cause du nom de la station de ski de « Mzaar », qui a été nommée pendant des dizaines d'années « Faraya Mzaar », même si elle se situe à Kfardebiane.
2. La Fédération libanaise de ski est l'institution responsable de toutes les formes de coopération avec l'étranger pour l'organisation des événements de ski dans la station de Mzaar. Cette organisation assure la coordination avec l'extérieur et donne toutes

les informations, concernant les événements, aux municipalités territoriales pour qu'elles puissent préparer leurs villages à ces événements.

3. Il n'y a aucune coopération entre les autorités locales et des communes expertes en tourisme d'hiver et en ski dans les pays étrangers. Ces formes de coopération sont nécessaires pour améliorer la qualité de l'offre touristique liée aux sports d'hiver et même pour élaborer des actions de marketing touristique dans le territoire.
4. Par rapport à la coordination entre les autorités locales et les entreprises touristiques, il existe dans la municipalité de Kfardebiane, qui est la municipalité la plus impliquée administrativement dans l'activité touristique, un comité de tourisme et marketing responsable de la coordination de toutes les activités touristiques existantes dans le village. Ce comité s'occupe également de la coordination avec les groupes et entreprises qui veulent faire de la publicité et développer des activités ludiques sur les pentes et la neige de Kfardebiane.

c. Les caractéristiques des réseaux d'Aley

1. Les autorités locales d'Aley ont une coopération avec la plupart des autres institutions et associations locales, surtout pour l'organisation des activités touristiques, des activités humaines et des activités environnementales de la ville. Elles ont adhéré au programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Ainsi, des relations de fraternité existent avec des municipalités étrangères dans des pays comme le Brésil, l'Argentine et la France, pour bénéficier de leurs expériences dans le domaine du tourisme estival.
2. Le territoire d'Aley a également des relations très solides avec les régions de Beyrouth et de Bekaa, car il est situé géographiquement entre les deux. Les relations avec la région de Beyrouth sont très fortes. Cela est dû, d'un côté, aux vacanciers beyrouthins qui vont à Aley en été et, de l'autre côté, aux autochtones qui travaillent à Beyrouth. Les voies de transport routier, et surtout la disponibilité des transports en commun entre ce territoire et Beyrouth, ont beaucoup soutenu ces relations.
3. Les relations avec la région de Bekaa s'étaient développées pendant les années 1960, après la construction de la route Beyrouth - Damas qui relie Bekaa et Beyrouth en passant par Aley. Les relations avec le territoire de Bekaa avaient un aspect commercial, étant donné que le village d'Aley était considéré comme un marché vendant des produits de Bekaa (tels les produits artisanaux de Chatoura, les produits agricoles et végétaux de Zahlé, etc.). Aley avait également des relations touristiques

avec la ville de Baalbek, dans la région de Bekaa. Baalbek profitait des bonnes relations avec les agences de voyage d'Aley, qui en été dirigeaient les touristes vers cette destination, surtout pour assister aux festivals internationaux de Baalbek.

4. Les relations intervillages dans le territoire d'Aley : depuis le début du développement du tourisme estival au Mont-Liban, la ville d'Aley était le premier centre estival de la montagne et la ville de Saoufar venait en deuxième lieu. Après la Deuxième Guerre mondiale, Aley et Saoufar devinrent les destinations privilégiées des classes élégantes, concentrant la vie sociale et politique du pays (le président libanais de l'époque, Bechara al Khoury, et plusieurs autres politiciens, ont pris Aley comme lieu de résidence estivale). Après la révolution pétrolière et l'afflux des richissimes touristes arabes vers Aley, l'identité touristique de cette région a complètement changé. Cette ville a perdu son ambiance calme tant recherchée par les Libanais. Elle est devenue très active, encombrée et avec trop d'embouteillages dans les rues. En 1970, Aley est devenue une ville célèbre pour ses casinos, bars, cabarets, et pour la prostitution, etc. La municipalité et la population d'Aley étaient responsables de la situation de leur ville, parce qu'elles avaient comme priorité de satisfaire les clients, quelles que soient les conséquences. Elles n'ont pas pris en considération le fait que les actions menées pour satisfaire un groupe de touristes peuvent avoir des effets néfastes sur les autres grands groupes, voire sur l'image touristique de toute la région. Cette détérioration dans la qualité morale du tourisme à Aley a eu des conséquences plutôt positives sur les autres villes, surtout sur Bhamdoun. En effet, l'ambiance morale d'Aley déplaisait aux familles et aux religieux arabes, qui étaient tous partis vers Bhamdoun-Gare. En ce temps-là, à Bhamdoun-Gare, la construction des cabarets et casinos était interdite.
5. Malgré leur proximité géographique et bien que les régions proposent la même forme de tourisme, ce qui leur permet de créer une filière touristique basée sur la complémentarité de leurs services, les relations entre les villes et les villages de ce territoire (en ce qui concerne le développement touristique) demeurent très faibles. Ces relations restent jusqu'à aujourd'hui purement administratives, surtout avec la ville d'Aley, qui est le chef-lieu du district où tous les registres doivent être envoyés et aussi le centre judiciaire, toutes les municipalités relevant de son tribunal. Même les relations entre Bhamdoun-Village et Bhamdoun-Gare, qui constituaient jadis un seul village, sont faibles, parce que la population de Bhamdoun-Village souffre d'un sentiment de frustration à l'égard de Bhamdoun-Gare.

La description des réseaux dans les deux territoires et la mesure de la force de ces réseaux au niveau des entreprises indiquent que la qualité des réseaux d'Aley est supérieure à celle de Mzaar. Tandis que du côté de Mzaar, les relations sont plutôt caractérisées par les rivalités, les réseaux d'Aley sont relativement plus performants, surtout avec l'extérieur du territoire. Même si les relations entre les villes et villages du territoire d'Aley ne sont pas correctement conduites pour supporter le développement, au moins, ces relations existent et prennent un aspect positif. La qualité des réseaux est donc un autre élément qui fait d'Aley une destination touristique plus développée que Mzaar.

2.2.2 La gestion de l'information

L'information est la pierre angulaire du tourisme (Buhalis, 1998). La gestion de l'information revêt une importance particulière dans le tourisme pour gérer certaines questions telles que la concurrence extérieure, le marketing touristique et l'attraction de clients potentiels, l'innovation, etc.

Nous pouvons remarquer qu'au Liban en général, et pas seulement dans les deux territoires étudiés, il y a un énorme manque en termes de systèmes de gestion des informations, qui aident à fonder le développement sur une base réelle, scientifique et solide.

Mzaar comprend un grand nombre d'entreprises touristiques qui sont toutes confrontées à des problèmes communs, mais en plus de l'absence des réseaux de coopération entre elles, comme nous l'avons déjà mentionné, nous remarquons aussi l'inexistence d'un système de gestion de l'information. Un tel système a une grande importance dans le territoire de Mzaar, car il permet aux acteurs locaux de rechercher et de partager les informations dont ils ont tous besoin et qui aboutissent à l'intérêt mutuel de tous. Les autorités locales sont également très faibles dans ce domaine et ne disposent même pas de statistiques réelles concernant la croissance touristique d'une année à l'autre dans leur territoire ; sachant que ces statistiques sont impératives pour la mise en place de stratégies de développement local.

Tableau 34 : Le management de l'information dans les entreprises

Indicateur	Evaluateurs	Mzaar	Aley
Méthodes d'obtention des informations			
	relations sociales (famille, amis)	16,67%	16,66%
	relations de travail	16,67%	33,33%
	autorités locales	0,00%	33,33%
	centres de recherche	0,00%	16,66%
	Internet	16,67%	33,33%
	pas de besoin d'information	50,00%	0,00%

Source : enquête été 2009, hiver 2010.

Pour connaître le point de vue des entreprises locales dans les territoires de Mzaar et Aley quant à l'importance de l'information dans leurs travaux, nous avons posé une question portant sur les ressources dont elles disposent pour obtenir de l'information. Par information, ici, nous entendons les données sur la demande touristique, la concurrence, le développement durable et le réchauffement climatique (surtout pour Mzaar), les prévisions en terme de demande touristique dans le futur, etc. Dans le territoire de Mzaar, 50% des entreprises trouvent qu'elles n'ont même pas besoin de l'information, peu importe le domaine dans lequel elles peuvent l'utiliser. Les 50% restants obtiennent leurs informations par le biais de leurs relations sociales, de leur travail ou grâce à l'Internet. C'est-à-dire que les autorités locales ne sont pas capables de fournir des informations aux entreprises parce qu'elles ne les possèdent pas, et les entreprises ne sont pas prêtes à charger un centre de recherche de leur fournir les informations dont elles ont besoin.

Les avis sur l'importance de l'information à Aley sont très différents par rapport à Mzaar. 16% des entreprises utilisent des centres de recherche pour obtenir des informations qui les aident à développer leur activité et le tourisme dans leur territoire, et 33% obtiennent des informations des autorités locales. Les autorités locales d'Aley sont donc plus susceptibles de réaliser l'importance de l'information pour le développement de leur territoire, et les entreprises sont également plus conscientes de l'importance de la gestion de l'information pour augmenter leur rentabilité. La municipalité d'Aley, par exemple, a même publié un livre sur ses actions dans la ville ; elle y décrit les projets qu'elle a accomplis ainsi que les projets à venir, et elle met en avant le développement touristique de la ville. Nous pouvons donc dire que cette municipalité

s'intéresse au développement touristique et a mis en place des projets avec des buts fixes, tout en surveillant continuellement la réalisation de ses objectifs.

2.2.3 Les normes

« Les normes sont les actions non rationnelles, non conditionnelles et non orientées vers le futur. Les normes sont dites sociales dans la mesure où elles sont partagées avec d'autres membres de la société et où elles sont maintenues en partie par des sanctions. Ces sanctions sont l'expression spontanée de la désapprobation du corps social. L'intensité de ces sanctions est, de ce fait, une mesure de l'adhésion des sociétaires à la norme qui a été transgressée » (Orléan, 1997).

Bien qu'il y ait une concentration et une forte existence de normes dans les régions libanaises, celles-ci ne sont pas toujours respectées, en particulier lorsque nous parlons de l'action publique, que ce soit dans les actions des ministères ou des autorités locales. Le service public au Liban est caractérisé par un niveau très haut de corruption et de bureaucratie.

Dans le territoire d'Aley, la bureaucratie et la corruption existent, comme partout au Liban. Mais afin de contrecarrer ce problème, la municipalité d'Aley a créé un comité d'avocats locaux chargés d'analyser toutes les poursuites juridiques et les conflits entre la municipalité et tous les autres acteurs locaux. Ce comité aide à réduire le niveau de corruption et à augmenter le respect des normes au sein de la municipalité. Il permet donc à la municipalité de protéger sa réputation, sa confiance et sa fiabilité dans sa société locale.

Dans le territoire de Mzaar, nous avons déjà indiqué que la municipalité du village de Kfardebiane, où est située la station de Mzaar, accorde des permis de travail aux villageois pour qu'ils puissent travailler comme moniteurs de ski dans la station, sans s'assurer de leurs capacités à effectuer un tel travail risqué. Ces actions ont un effet négatif sur les autres moniteurs compétents, qui ont une expérience suffisante pour exercer cette activité. Elles sont aussi très irrespectueuses de la sécurité des touristes. La raison de ces actions est normalement de faire plaisir aux villageois, de sorte que les membres de la municipalité peuvent obtenir leurs voix électorales pour les futures élections. Ces actions impliquent un manque de respect des normes et un mépris vis-à-vis des intérêts des autres acteurs, ce qui affaiblit la rentabilité des entreprises locales ainsi que la compétitivité et la réputation de tout le territoire.

2.2.4 La gouvernance

Selon Nkum (2002), les avantages de la bonne gouvernance sur l'amélioration du niveau de développement local peuvent être liés aux trois qualités fondamentales de la gouvernance qui sont la responsabilisation, la transparence et la réactivité. La bonne gouvernance est fondée sur la transparence concernant les projets du développement et de la livraison des biens et services publics ; cette transparence permet aux populations locales de contrôler les actions des personnes qu'elles ont choisies pour répondre à leurs besoins (les élus). Une meilleure gouvernance augmente les pouvoirs des autorités locales à réclamer leur part des biens et services publics des institutions centralisées. La gouvernance met aussi les autorités locales et les administrateurs en positions de responsabilité pour la livraison d'un ensemble minimal de biens et services publics.

Nkum (2002) dit qu'une meilleure réactivité aide à produire :

- *Des décisions sur les processus et les ressources, spécifiques aux besoins et aux conditions locales.*
- *Des systèmes de livraison de biens et services publics inclusifs et de faible coût.*
- *Une politique locale et un environnement institutionnel favorisant le développement de produits efficaces.*

L'importance d'avoir de meilleurs systèmes de gouvernance dans le soutien au développement local et de la compétitivité peut être mieux comprise par la comparaison des modes de gouvernance des stations de ski libanaises et françaises. Les modèles d'une meilleure gouvernance des stations de ski françaises agissent comme un soutien efficace de leur développement, alors que la faiblesse du système de gestion de la station de ski libanaise que nous avons choisi d'analyser freine son développement.

L'importance de posséder de meilleurs systèmes de gouvernance dans le soutien au développement local et de la compétitivité peut être clairement perçue lorsque nous comparons la performance ainsi que les modes de gouvernance appliqués dans les stations de ski libanaises et françaises. En étudiant les formes de gouvernance dans les stations de ski françaises (Marcelpoil, 2003), il apparaît que les deux modèles de gestion les plus couramment utilisés sont le « *Community model* » et le « *Corporate model* »³⁴.

³⁴ Le modèle communautaire et le modèle corporatif.

Dans le *Corporate model*, la gestion d'une station est effectuée par une entreprise privée, tandis que dans le modèle communautaire, les autorités locales sont responsables de la gestion de la station. Cependant, il a été prouvé que le modèle le plus performant est un modèle hybride, qui se situe entre le *Corporate* et le *Community model*. Ce modèle implique la construction de partenariats formels et informels de coopération entre les secteurs public et privé. Un tel modèle de gouvernance locale facilite la résolution de certains problèmes tels que la saisonnalité de la demande touristique, les besoins financiers des acteurs locaux, la formation et la gestion des besoins en information. Même parmi les stations qui utilisent le modèle de gouvernance mixte, nous trouvons une dispersion dans les niveaux de développement directement liée au caractère de l'interaction public - privé au sein de la station. Cette différence dans la qualité d'interaction entre le secteur public et le secteur privé explique par exemple que le renforcement de la compétitivité de la station de ski de Val d'Isère soit plus important que la station des Arcs, en France. La gestion de la station de Val d'Isère est basée sur une relation très forte et un respect mutuel entre les acteurs publics et privés ; par contre, dans la station des Arcs, le niveau de coopération entre les deux secteurs n'est pas assez fort par rapport à celui de Val d'Isère. (Marcelpoil & Gerbaux, 2003)

De l'autre côté, lorsque nous analysons le mode de gouvernance de la station de ski de Mzaar au Liban, qui est la station la plus développée du Moyen-Orient, nous remarquons que la gestion de cette station se fait sous la pression des rivalités et des conflits continus entre le secteur privé et le secteur public (municipalités régionales) du territoire. Ce manque de coopération constitue une entrave au développement de la station et de toute la région rurale qui l'entoure, alors que cette région possède un énorme potentiel qui pourrait, dans des conditions différentes de gouvernance, lui permettre d'occuper une position internationale remarquable dans le tourisme et les sports d'hiver.

Dans le territoire d'Aley, les relations entre les collectivités territoriales et le secteur privé sont plus stables qu'à Mzaar. La coopération des autorités locales avec les associations locales, les populations et les entreprises est plutôt liée aux questions de développement durable ainsi que de l'évolution et de l'organisation de l'activité touristique locale (conditions d'hygiène, conservation des paysages naturels, infrastructure, etc.). La forme de gouvernance de ce territoire est le *Community model*, mais le cas est différent de celui de Mzaar, parce que, ici, nous avons parlé de la gouvernance de la station et non pas de tout le territoire. Les municipalités du territoire d'Aley sont responsables elles-mêmes de la mise en place de

stratégies de développement, et le secteur privé doit respecter ces stratégies et participer si nécessaire à leur mise en œuvre.

Tableau 35 : domaines de coopération entre les entreprises et les autorités locales de Mzaar et Aley.

Indicateur	Evaluateurs	Mzaar	Aley
La coopération avec les autorités locales			
	Marketing et expositions	0,00%	22,22%
	Aide sociale	0,00%	0,00%
	Sécurité	20,00%	44,44%
	Management de l'information	0,00%	0,00%
	Aide financière	0,00%	0,00%
	Développement de l'infrastructure	80,00%	22,22%
	Développement durable	0,00%	11,11%
	Formation	0,00%	0,00%
Transparence de la municipalité			
	Oui	33,33%	26,09%
	Non	66,67%	73,91%

Source : enquête été 2009, hiver 2010.

La coopération entre les entreprises et les autorités locales de Mzaar est limitée au développement de l'infrastructure et à la préservation de la sécurité dans le territoire. Ces deux domaines de coopération sont importants, mais ne représentent que des formes secondaires de collaboration inaptes à soutenir plus largement le développement. Dans le territoire d'Aley, les entreprises coopèrent avec les autorités locales pour des raisons de sécurité et de développement de l'infrastructure, mais aussi pour initier des actions de marketing touristique dans le territoire, pour organiser des expositions et pour assurer un développement durable. Les domaines de coopération public - privé sont plus diversifiés et plus efficaces côté Aley que côté Mzaar. Nous notons que dans les deux territoires, la forme de coopération qui concerne le management de l'information n'existe pas. Cette forme est très importante pour pouvoir étudier la situation touristique du territoire, ses capacités et faiblesses, les menaces auxquelles il est confronté et les opportunités qu'il pourrait saisir. Ceci permet de mettre en place des projets et des stratégies de développement bien adaptés aux caractéristiques et aux besoins spécifiques du territoire.

Comme l'explique Nkum (1989), « *la bonne gouvernance est basée sur la transparence de l'action* ». Dans notre enquête, nous avons essayé de mesurer le niveau de transparence de l'action des autorités locales dans les deux territoires. Dans le territoire de Mzaar, 33% des personnes interrogées ont répondu qu'il y a une transparence dans l'action de leurs municipalités, contre 26 pour Aley. C'est-à-dire que le niveau de transparence de Mzaar est plus élevé que celui d'Aley.

Nord et al. (2009) « *indiquent que la gouvernance devient une tâche très difficile et compliquée lorsque le système que nous envisageons est caractérisé par un ordre social à accès limité. En présence d'un tel système, les politiques du développement visant à promouvoir l'éducation, la santé, la bonne gouvernance, l'investissement, etc., ont peu de chance de succès, car ce dernier menacera l'autorité de l'élite dirigeante* ».

Dans les deux territoires de Mzaar et Aley, il n'y a pas un vrai modèle mixte de gouvernance qui implique la coopération entre le secteur public et le secteur privé. Mais nous pensons que l'existence d'une certaine forme d'harmonie entre ces deux secteurs, dans un territoire comme Aley, peut être suffisante pour contribuer au développement. Par contre, dans le cas de Mzaar, les rivalités entre tous les acteurs locaux ne pourraient jamais supporter un projet complet de développement.

2.3 Conclusion

Tableau 36 : Résumé du niveau de capital social dans les territoires de Mzaar et d'Aley

	Aley	Mzaar
Bonding	Fort niveau (3,31/4) <ul style="list-style-type: none"> • Partenariats amicaux et familiaux • Emploi familial et amical 	Fort niveau (3,22/4) <ul style="list-style-type: none"> • Partenariats familiaux et amicaux • Emploi familial
Linking	Niveau : 2,76/4 <ul style="list-style-type: none"> • Relations moyennes avec les autorités locales • Relations de pouvoir plus fortes que pour Mzaar 	Niveau : 2,38/4 <ul style="list-style-type: none"> • Mauvaises relations avec les autorités locales
Bridging	Niveau : 2,36/4 <ul style="list-style-type: none"> • Forte action politique • Fortes relations professionnelles • Forte appartenance aux groupes nationaux 	Niveau : 1,91/4 <ul style="list-style-type: none"> • Très faibles relations professionnelles
Réseaux	<ul style="list-style-type: none"> • Réseaux non locaux d'entreprises très nombreux • Réseaux des autorités locales avec municipalités étrangères • Relations avec des organisations internationales (PNUD) • Faible coordination entre les villes et villages 	<ul style="list-style-type: none"> • Conflits entre les villages • Pas de réseaux entre les entreprises locales • Fédération de ski responsable de toutes relations extérieures • Conflits entre les municipalités et le secteur privé
Gestion de l'information	<ul style="list-style-type: none"> • Les entreprises collectent des informations sur la demande touristique, la concurrence, le développement durable • Sources d'informations : autorités locales, centres de recherche, Internet 	<ul style="list-style-type: none"> • 50% des entreprises considèrent qu'elles n'ont pas besoin de l'information
Normes	<ul style="list-style-type: none"> • Attention à la qualité morale du tourisme • Plusieurs mesures pour limiter la corruption 	<ul style="list-style-type: none"> • Forte corruption dans les actions des autorités locales
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Faible transparence de l'action des municipalités • Gouvernance mixte public - privé 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible transparence de l'action des municipalités • <i>Corporate model</i> de gouvernance de la station de Mzaar

Nous avons tenté, dans ce chapitre, d'analyser d'un côté l'existence et la structure des différentes formes de capital social dans les territoires libanais, et d'un autre côté, la qualité de ces formes, par l'étude des piliers fonctionnels du capital social dans les deux territoires. En conclusion, nous pouvons dire que ce ne sont pas seulement les formes structurelles du capital

social qui déterminent s'il influence le développement et la compétitivité touristique de manière positive ou négative. Ce sont plutôt les aspects fonctionnels du capital social qui déterminent la contribution des formes structurelles au développement touristique local.

Dans le territoire de Mzaar par exemple, l'existence du capital social du type *linking*, sous la forme de relations avec des politiciens, est très bénéfique ; en effet, il lui apporte beaucoup de projets qui autrement n'auraient pas pu être initiés. Mais ces relations n'ont pas été et ne peuvent pas être suffisantes pour améliorer réellement le développement de Mzaar et lui permettre de devenir aussi compétitif que certaines stations de ski européennes.

Le capital social existant sur le territoire de Mzaar n'est pas sauvegardé par la présence de réseaux locaux et de groupes qui stimulent la productivité, comme l'explique Porter (2001), ni par des systèmes de gestion de l'information qui stimulent l'innovation, ni par des normes qui engendrent une confiance et une crédibilité permettant aux entrepreneurs d'investir dans le territoire. Le capital social n'est pas soutenu par une bonne formule de gouvernance locale qui donne un rôle à tous les acteurs locaux appartenant au secteur privé ou au secteur public, et qui donne lieu à une gestion du territoire en coopération.

Le capital social sous ses trois formes, *bonding*, *linking* et *bridging*, est un capital qui influence le développement de manière positive. Cependant, pour utiliser ce capital comme un support de développement territorial, il est important de travailler sur la création de la base appropriée pour cela. Cela peut être assuré par la création de réseaux solides de coopération, de systèmes intelligents pour la gestion de l'information, par la diffusion et l'imposition du respect des normes et enfin par l'application de modes efficaces de gouvernance locale, qui impliquent et donnent un rôle à tous les acteurs dans le développement de leurs territoires.

Conclusion générale

Le concept de développement est considéré « *à la fois le processus et la finalité* » (Tremblay, 1999). Il est le processus par lequel les sociétés évoluent et le but vers lequel elles tendent. La théorie et l'application du développement ont subi beaucoup de changements tout au long de l'histoire. Au début, le développement était un concept comprenant seulement une dimension économique, et il avait l'habitude d'être ciblé sur les niveaux nationaux et sectoriels. Dans les années 1980, cette forme ancienne de compréhension et d'approche du développement s'est avérée inefficace après l'apparition et l'aggravation du problème du développement inégal, représenté par une distribution inégale des biens matériels, économiques et sociaux (en termes de connaissances) entre les régions, et l'émergence de zones totalement exclues du processus de développement. Le développement inégal peut être lié à plusieurs raisons, mais surtout aux niveaux élevés d'urbanisation qui mettent l'accent sur les effets de la centralisation politique et administrative. La centralisation des processus de prise de décision donne toujours la priorité aux intérêts des populations des immenses agglomérations urbaines, aux dépens des intérêts des populations des autres régions rurales (Casanova, 2004).

Selon Nkum (2002), les causes de la pauvreté et l'exclusion des régions rurales sont habituellement classées en causes économiques et sociales. Les causes économiques d'exclusion sont :

- L'élévation des coûts unitaires pour établir des infrastructures.
- Les coûts élevés pour la livraison des marchandises et des services sociaux.
- Les coûts élevés des transactions de marché.
- Le coût unitaire élevé pour la livraison d'informations et de savoir-faire.

Les causes sociopolitiques d'exclusion des zones rurales sont notamment :

- La concentration du pouvoir politique toujours en milieu urbain.
- L'écart culturel entre les décideurs et les populations des zones rurales.
- Le faible accès à l'information et la faiblesse du capital humain et social.
- Les coûts élevés de consultations et d'établissement de consensus.

Le problème du sous-développement a donné lieu à un vaste débat théorique dans le but de trouver des solutions qui assurent un développement équilibré. En conséquence, il est apparu

que le développement local (du bas vers le haut) est la forme de développement qui doit remplacer le modèle centralisé de développement (du haut vers le bas). La théorie du développement local a commencé à être construite peu à peu, avec l'apparition de nouvelles notions comme les pôles de croissance, le développement endogène et, plus récemment, les districts industriels, les milieux innovateurs et les systèmes productifs locaux.

Selon la Banque mondiale, l'objectif de développement économique local (DEL) est de renforcer la capacité économique d'une région à améliorer son avenir économique et la qualité de vie de ses populations. Il s'agit d'un processus par lequel les publics, les entreprises et les partenaires du secteur non gouvernemental travaillent ensemble pour créer de meilleures conditions pour la croissance économique et la création d'emplois.

Tremblay (1999) décrit le développement local comme *« une perspective visant à améliorer les conditions de vie des individus, à travers des stratégies de développement mises en œuvre pour et par eux. Cette approche est basée sur une vision générale caractérisée par la solidarité et les initiatives de la communauté locale, de manière à limiter les effets de l'intervention gouvernementale »*.

Par rapport à l'activité touristique et à son rôle dans l'amélioration du développement, l'Assemblée générale des Nations unies considère que l'activité touristique est un instrument concret de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la qualité de vie de tous les peuples. Le tourisme a une contribution forte au développement économique et social, surtout des pays du Sud, et il est également un élément essentiel en faveur de l'entente internationale, de la paix et de la prospérité.

Dans le secteur touristique ainsi que dans tous les autres secteurs économiques, *« la compétitivité régionale est basée sur la performance des entreprises ainsi que sur les décideurs publics, afin qu'ils puissent mieux valoriser les ressources existantes pour améliorer l'avenir économique de leurs régions et le niveau de vie de leurs populations. Pour optimiser la compétitivité régionale, les individus et les organisations doivent se connecter puissamment, en construisant des ponts entre les frontières institutionnelles et industrielles. Ces ponts permettent la conception de « systèmes ouverts » qui améliorent les flux rapides de connaissances et de nouvelles idées. Lorsque des mécanismes de capital social sont en place pour communiquer, intégrer et collaborer au sein et entre les domaines de l'éducation, le*

développement économique et les systèmes de main-d'œuvre, un processus dynamique hautement productif peut être déclenché » (Berkley policy associates, 2009).

En d'autres termes, nous pouvons dire que pour être compétitive, une région doit être productive ; et dans le but d'être productif, il est essentiel de construire un capital social fort qui permet la transformation et le partage de connaissances et d'expériences entre les acteurs régionaux. Cependant, comme beaucoup d'attention et de soin doivent être donnés à la création d'un capital social construit sous les formes de *bonding*, *linking* et *bridging*, une attention similaire ou plus importante devrait être accordée à la construction des constituants fonctionnels du capital social, qui agissent comme une base solide pour mieux investir et tirer avantage de toutes les formes de capital social pour améliorer la compétitivité et le développement.

Dans la région du Moyen-Orient, le tourisme est un secteur qui contribue très fortement au développement économique. En 2005, le tourisme a contribué à 31,2% du PIB libanais. En Syrie, ce secteur a contribué à 12% du PIB et en Jordanie à 18,5%. La hausse de sa contribution au PIB libanais est due à la faiblesse de tous les autres secteurs économiques. Le tourisme de villégiature estivale et le tourisme hivernal sont les formes de tourisme les plus spécifiques au Liban, et qui différencient son offre touristique de celle des pays voisins.

Dans cette thèse, nous avons parlé de l'importance du secteur touristique sur le développement socio-économique dans les territoires touristiques libanais. Pour concrétiser notre étude, nous avons choisi de mettre en œuvre ce principe dans les deux territoires d'Aley et de Mzaar. Dans le territoire d'Aley, le tourisme de villégiature d'été est pratiqué essentiellement par les touristes qui viennent du Golfe. Et dans le territoire de Mzaar, nous trouvons deux stations de ski, Mzaar et Faqra, dans lesquelles le tourisme hivernal lié au ski est pratiqué essentiellement par les Libanais (tourisme domestique) et par les étrangers non arabes qui vivent et travaillent dans les pays voisins.

Notre recherche s'est intéressée particulièrement à :

- L'étude des processus de construction territoriale de ces deux territoires et à la structure actuelle de leurs systèmes touristiques. Pour ce faire, nous avons traité les premières étapes de construction de ces systèmes touristiques ainsi que les processus de leur évolution jusqu'à leur état actuel.

- L'étude de l'effet du capital social sur le développement touristique dans les deux territoires. Pour ce but, nous avons en premier lieu construit un modèle statistique qui représente la relation entre les différentes formes du capital social et le niveau de vie des individus. Et en deuxième lieu, nous avons comparé les niveaux de développement touristique entre les deux territoires avec les niveaux de capital social qu'ils possèdent, pour pouvoir construire une conclusion concernant l'effet du capital social sur le développement touristique territorial.

Résultats de la thèse

Les résultats que nous avons tirés de cette thèse sont les suivants :

1. Les mandats ottoman et français sur le Liban ont été les éléments les plus importants dans l'histoire de la construction et du développement des territoires touristiques de Mzaar et Aley. Le territoire d'Aley était affecté par l'occupation ottomane sur le Liban avant la Première Guerre mondiale, qui a fait de ce territoire une destination visée par tous les Libanais, grâce à la localisation des institutions ottomanes. Quant au territoire de Mzaar, son développement et l'évolution de la pratique du ski étaient fortement poussés par l'armée française après la Deuxième Guerre mondiale.
2. Même s'il existe, dans toutes les régions libanaises, des ressources qui peuvent aider à la construction d'un secteur touristique de rang mondial, la situation politique a toujours été un obstacle face au développement touristique. Depuis les mandats ottoman et français et jusqu'à aujourd'hui, ces territoires n'ont jamais connu une période de vraie stabilité politique, sans aucune menace de guerres venant de l'intérieur ou de l'extérieur du pays.
3. Malgré la situation politique continuellement perturbée au Liban, le tourisme libanais reste un secteur très développé et très compétitif par rapport au tourisme des autres pays de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Le développement du tourisme libanais et sa popularité sont dus à des raisons naturelles et historiques mais aussi à des raisons sociales et culturelles. Notre étude nous a montré le rôle énorme joué par le capital social pour supporter le développement touristique au Liban, mais aussi, elle nous a montré comment la faiblesse de ce capital constitue parfois une barrière face au développement touristique.

4. Dans notre modèle statistique sur la relation entre le capital social et le niveau de vie des individus, nous avons trouvé que les trois formes structurelles de capital social (*bonding*, *linking* et *bridging*) affectent les niveaux de vie des individus qui les possèdent, de manière positive. Pourtant, le *bridging* a l'effet le plus significatif sur le niveau de vie, suivi par le *linking* et le *bonding* en dernière place. Quant aux piliers fonctionnels du capital social (la confiance et le civisme), la confiance a prouvé une relation positive avec le niveau de vie des individus, mais nous étions obligés de la retirer de notre modèle à cause des complications statistiques de non-convergence. Le civisme a prouvé également une relation très forte avec le niveau de vie des individus, mais cette relation a un caractère négatif.
5. Au niveau territorial, nous avons trouvé que l'offre touristique dans le territoire d'Aley est plus organisée et plus développée que l'offre dans le territoire de Mzaar. Le territoire de Mzaar est en train d'évoluer vers un territoire de tourisme mixte, entre l'été et l'hiver. Le niveau de chaque forme de capital social possédée par les deux territoires a un effet direct sur la différence de leurs niveaux de développement touristique. L'effet du capital social au niveau des individus ou au niveau territorial suit la même orientation. C'est-à-dire que dans les deux cas, le *bridging* est la forme qui a l'effet le plus concret, suivi par le *linking* et en dernière place le *bonding*.

Analyse SWOT

L'analyse SWOT est un outil de gestion utilisé en général par les entreprises pour les aider dans leurs décisions stratégiques. Dans notre étude, cette analyse nous aide à connaître les défis et les opportunités auxquels sont confrontés les acteurs locaux du tourisme dans chaque territoire. Le mot SWOT est une abréviation d'origine anglaise, elle représente :

- Strengths = Forces.
- Weaknesses = Faiblesses.
- Opportunites = Opportunités.
- Threats = Menaces.

Cette analyse peut aussi être utilisée au niveau territorial ; elle est basée sur des diagnostics internes et externes. Le diagnostic interne met l'accent sur l'étude du fonctionnement du territoire, tandis que le diagnostic externe étudie les opportunités et les menaces auxquelles le territoire est soumis de la part de son environnement externe.

L'analyse SWOT au niveau territorial permet de :

- Saisir les opportunités adaptées pour augmenter les points forts.
- Surmonter les faiblesses, tout en poursuivant les opportunités.
- Identifier les moyens qui permettent d'utiliser les forces pour réduire la vulnérabilité aux menaces externes.
- Établir un plan de défense pour empêcher les faiblesses d'augmenter la sensibilité aux menaces extérieures.

Dans les territoires libanais, l'analyse SWOT de la situation actuelle des systèmes touristiques et du développement du tourisme montre les résultats suivants.

a. Les forces

- Les ressources naturelles et culturelles, ainsi que l'hospitalité des populations des territoires touristiques libanais.
- Le capital humain fortement expérimenté et spécialisé dans le domaine du tourisme.
- La situation géographique du Liban près des pays arabes riches ainsi que des pays de l'Europe, ce qui augmente la tranche des touristes potentiels ciblés.
- Le mélange culturel de la population libanaise, entre culture chrétienne européenne et culture arabo-musulmane, ce qui est également une force qui attire les touristes de toutes origines et ethnies.

b. Les faiblesses

- La localisation du Liban dans une région caractérisée, depuis les années 1950, par un conflit militaire arabo-israélien, ce qui affaiblit sa situation sécuritaire.
- Les conflits internes entre les différents partis politiques libanais, qui ont duré depuis les années 1970 jusqu'à nos jours.
- La corruption du système public libanais, qui fait face à toutes tentatives de développement.

c. Les menaces

- Le développement touristique dans les pays voisins, ce qui pourrait constituer une compétition à laquelle le secteur touristique libanais ne peut pas faire face.
- Les menaces continues de guerres civiles internes ou d'une guerre avec Israël.

- Le mouvement des Arabes riches vers les pays européens, qui proposent les mêmes formes de tourisme que le Liban.
- L'augmentation des effets du réchauffement climatique, qui affecte le climat dans les régions touristiques, surtout celles qui sont spécialisés dans le tourisme de villégiature et le tourisme d'hiver.

d. Les opportunités :

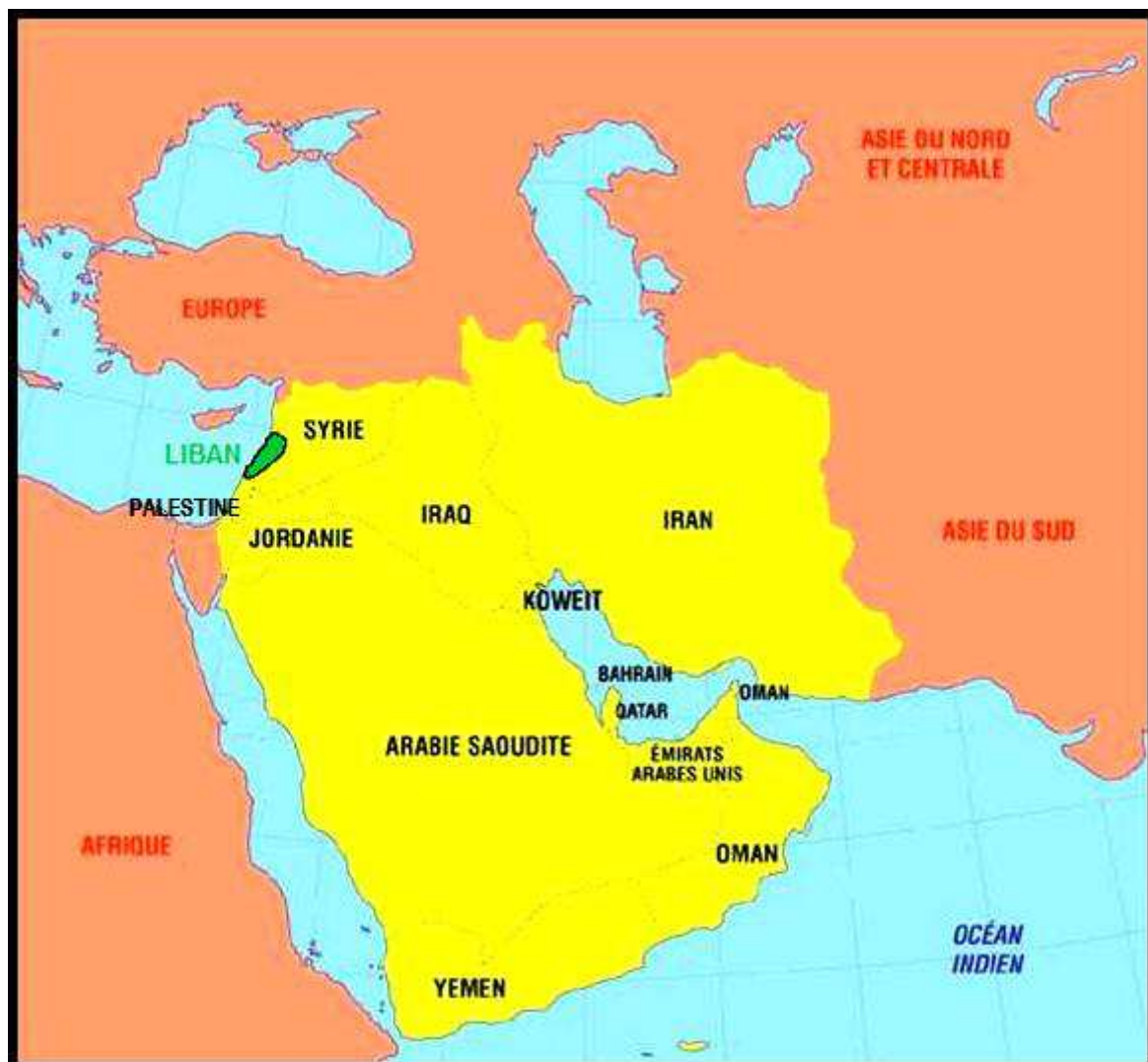
- Le développement du tourisme domestique et du tourisme des Libanais immigrants, qui aiment retourner au Liban pendant les vacances et amènent avec eux de grands flux de capitaux.
- La diversification de l'offre touristique par la création de nouvelles formes de tourisme comme le tourisme de guerre, qui transforment les menaces du développement en opportunités.
- Tirer avantage de la mauvaise situation sécuritaire dans les pays arabes (après les révolutions de l'année 2011) pour attirer les touristes qui avaient l'habitude de visiter ces pays.

Recommandations

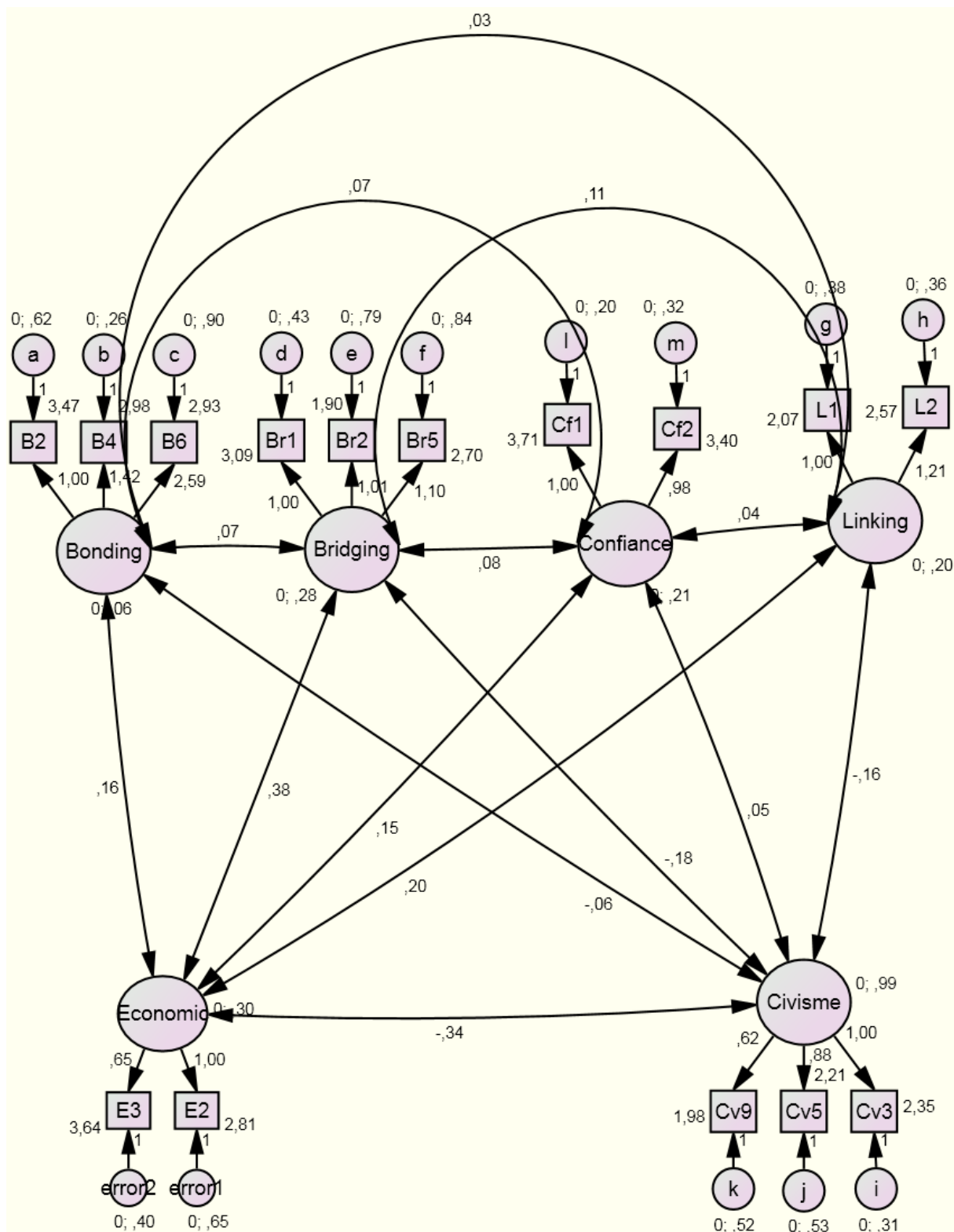
- L'initiation de bonnes pratiques d'accueil des touristes aux frontières et en terme de transport (aéroports, gares de chemins de fer, gares routières, etc.) et sur les sites touristiques, afin d'accroître le nombre des arrivées et d'augmenter la satisfaction des touristes et leur confiance en matière de sécurité.
- Une politique de valorisation des ressources humaines en vue d'une planification et d'une gestion satisfaisante des infrastructures et des activités touristiques.
- La mise en place d'un système d'information sur la gestion du tourisme et la création d'un système national de statistiques touristiques afin de mieux connaître ce phénomène, de faire prendre davantage conscience, avec ces données, de l'importance de l'activité touristique et, partant, d'encourager le secteur privé à y investir pour la création et l'augmentation de l'emploi.
- Un cadre administratif global visant le développement durable du tourisme, la valorisation des ressources touristiques en vue d'une planification et d'une gestion satisfaisante des infrastructures et des activités touristiques.

- La création d'un cadre institutionnel et légal concernant la protection des touristes, surtout en ce qui concerne leur satisfaction et santé.
- La sensibilisation des populations locales aux effets économiques et sociaux du tourisme et leur association à tous les stades de la planification, de la mise en œuvre et de la gestion des services touristiques.
- La sensibilisation des autorités locales des territoires touristiques à l'importance de la création des stratégies de développement touristiques, qui visent le développement des ressources humaines, le financement du développement du tourisme, la création des programmes de marketing et de promotion du tourisme, et le renforcement des aptitudes techniques et des capacités de gestion des fonctionnaires du tourisme. Ces buts ne peuvent pas être atteints par les autorités locales sans l'aide et la coordination avec les institutions centrales telles que le ministère du Tourisme.

Annexe 1 : Positionnement du Liban dans la région de Moyen-Orient



Source : <http://www.le-lutin-savant.com/g-moyen-orient-geographie.html>



Assessment of normality (Group number 1)

Variable	min	max	skew	c.r.	kurtosis	c.r.
E3	1,000	4,000	-2,198	-9,871	4,281	9,612
E2	1,000	4,000	-,312	-1,401	-,942	-2,114
Cf2	1,000	4,000	-,891	-4,003	-,076	-,170
Cf1	1,000	4,000	-2,564	-11,516	6,799	15,265
Cv9	1,000	4,000	,688	3,090	-,474	-1,065
Cv5	1,000	4,000	,416	1,868	-1,245	-2,796
Cv3	1,000	4,000	,262	1,176	-1,344	-3,018
L2	1,000	4,000	-,088	-,396	-,486	-1,092
L1	1,000	4,000	,658	2,953	,478	1,073
Br5	1,000	4,000	-,275	-1,236	-1,221	-2,742
Br2	1,000	4,000	,861	3,864	-,520	-1,168
Br1	1,000	4,000	-,670	-3,007	-,180	-,404
B6	1,000	4,000	-,550	-2,470	-1,185	-2,660
B4	1,000	4,000	-,188	-,846	,203	,455
B2	1,000	4,000	-1,326	-5,954	,564	1,266
Multivariate					15,654	3,812

Model Fit Summary**CMIN**

Model	NPAR	CMIN	DF	P	CMIN/DF
Default model	60	103,147	75	,017	1,375
Saturated model	135	,000	0		
Independence model	30	518,122	105	,000	4,934

Baseline Comparisons

Model	NFI Delta1	RFI rho1	IFI Delta2	TLI rho2	CFI
Default model	,801	,721	,936	,905	,932
Saturated model	1,000		1,000		1,000
Independence model	,000	,000	,000	,000	,000

Parsimony-Adjusted Measures

Model	PRATIO	PNFI	PCFI
Default model	,714	,572	,666
Saturated model	,000	,000	,000
Independence model	1,000	,000	,000

NCP

Model	NCP	LO 90	HI 90
Default model	28,147	5,448	58,895
Saturated model	,000	,000	,000
Independence model	413,122	345,859	487,912

FMIN

Model	FMIN	F0	LO 90	HI 90
Default model	,860	,235	,045	,491
Saturated model	,000	,000	,000	,000
Independence model	4,318	3,443	2,882	4,066

RMSEA

Model	RMSEA	LO 90	HI 90	PCLOSE
Default model	,056	,025	,081	,341
Independence model	,181	,166	,197	,000

AIC

Model	AIC	BCC	BIC	CAIC
Default model	223,147	241,609		
Saturated model	270,000	311,538		
Independence model	578,122	587,353		

ECVI

Model	ECVI	LO 90	HI 90	MECVI
Default model	1,860	1,670	2,116	2,013
Saturated model	2,250	2,250	2,250	2,596
Independence model	4,818	4,257	5,441	4,895

HOELTER

Model	HOELTER .05	HOELTER .01
Default model	112	124
Independence model	31	33

Maximum Likelihood Estimates**Regression Weights: (Group number 1 - Default model)**

	Estimate	S.E.	C.R.	P	Label
B2 <--- Bonding	1,000				
B4 <--- Bonding	1,424	,527	2,704	,007	par_1
B6 <--- Bonding	2,585	,959	2,696	,007	par_2
Br1 <--- Bridging	1,000				
Br2 <--- Bridging	1,011	,216	4,688	***	par_3
Br5 <--- Bridging	1,102	,227	4,849	***	par_4
L1 <--- Linking	1,000				
L2 <--- Linking	1,211	,346	3,495	***	par_5
Cv3 <--- Civisme	1,000				
Cv5 <--- Civisme	,880	,112	7,894	***	par_6
Cv9 <--- Civisme	,623	,090	6,916	***	par_7
Cf1 <--- Confiance	1,000				
Cf2 <--- Confiance	,984	,255	3,859	***	par_8
E2 <--- Economic	1,000				
E3 <--- Economic	,655	,113	5,815	***	par_9

Standardized Regression Weights: (Group number 1 - Default model)

	Estimate
B2 <--- Bonding	,302
B4 <--- Bonding	,569
B6 <--- Bonding	,562
Br1 <--- Bridging	,629
Br2 <--- Bridging	,515
Br5 <--- Bridging	,537
L1 <--- Linking	,592
L2 <--- Linking	,674
Cv3 <--- Civisme	,872
Cv5 <--- Civisme	,770
Cv9 <--- Civisme	,653
Cf1 <--- Confiance	,719
Cf2 <--- Confiance	,624
E2 <--- Economic	,563
E3 <--- Economic	,495

Intercepts: (Group number 1 - Default model)

	Estimate	S.E.	C.R.	P	Label
B2	3,471	,075	46,147	***	par_25
B4	2,975	,057	52,335	***	par_26
B6	2,926	,104	28,017	***	par_27
Br1	3,091	,077	40,162	***	par_28
Br2	1,901	,095	20,027	***	par_29
Br5	2,702	,099	27,204	***	par_30
L1	2,074	,070	29,806	***	par_31
L2	2,570	,074	34,702	***	par_32
Cv3	2,347	,104	22,542	***	par_33
Cv5	2,215	,104	21,340	***	par_34
Cv9	1,975	,087	22,805	***	par_35
Cf1	3,711	,058	63,958	***	par_36
Cf2	3,397	,066	51,584	***	par_37
E2	2,810	,089	31,625	***	par_38
E3	3,645	,066	55,018	***	par_39

Covariances: (Group number 1 - Default model)

			Estimate	S.E.	C.R.	P	Label
Bonding	<-->	Bridging	,074	,034	2,200	,028	par_10
Bridging	<-->	Confiance	,076	,038	1,972	,049	par_11
Linking	<-->	Confiance	,042	,033	1,294	,196	par_12
Linking	<-->	Civisme	-,161	,067	-2,404	,016	par_13
Civisme	<-->	Confiance	,052	,057	,899	,369	par_14
Bridging	<-->	Civisme	-,178	,073	-2,453	,014	par_15
Bonding	<-->	Confiance	,071	,031	2,323	,020	par_16
Bridging	<-->	Linking	,115	,045	2,550	,011	par_17
Bonding	<-->	Linking	,033	,023	1,477	,140	par_18
Bonding	<-->	Civisme	-,064	,040	-1,574	,116	par_19
Economic	<-->	Bonding	,158	,060	2,650	,008	par_20
Economic	<-->	Bridging	,380	,077	4,941	***	par_21
Economic	<-->	Confiance	,154	,049	3,131	,002	par_22
Economic	<-->	Civisme	-,339	,092	-3,692	***	par_23
Economic	<-->	Linking	,198	,061	3,252	,001	par_24

Correlations: (Group number 1 - Default model)

			Estimate
Bonding	<-->	Bridging	,563
Bridging	<-->	Confiance	,312
Linking	<-->	Confiance	,204
Linking	<-->	Civisme	-,359
Civisme	<-->	Confiance	,113
Bridging	<-->	Civisme	-,339
Bonding	<-->	Confiance	,626
Bridging	<-->	Linking	,480
Bonding	<-->	Linking	,298
Bonding	<-->	Civisme	-,258
Economic	<-->	Bonding	1,161
Economic	<-->	Bridging	1,308
Economic	<-->	Confiance	,614
Economic	<-->	Civisme	-,622
Economic	<-->	Linking	,799

Variances: (Group number 1 - Default model)

	Estimate	S.E.	C.R.	P	Label
Bonding	,062	,042	1,460	,144	par_40
Bridging	,281	,085	3,324	***	par_41
Linking	,204	,080	2,554	,011	par_42
Civisme	,989	,189	5,241	***	par_43
Confiance	,209	,068	3,067	,002	par_44
Economic	,301	,108	2,778	,005	par_45
a	,617	,082	7,481	***	par_46
b	,262	,043	6,088	***	par_47
c	,896	,145	6,163	***	par_48
d	,430	,070	6,151	***	par_49
e	,794	,114	6,992	***	par_50
f	,843	,123	6,882	***	par_51
g	,377	,074	5,094	***	par_52
h	,359	,094	3,821	***	par_53
i	,312	,103	3,033	,002	par_54
j	,526	,101	5,190	***	par_55
k	,516	,078	6,605	***	par_56
l	,195	,056	3,454	***	par_57
m	,318	,064	4,976	***	par_58
error1	,647	,103	6,253	***	par_59
error2	,398	,058	6,900	***	par_60

Squared Multiple Correlations: (Group number 1 - Default model)

	Estimate
E3	,245
E2	,317
Cf2	,389
Cf1	,517
Cv9	,427
Cv5	,593
Cv3	,760
L2	,454
L1	,351
Br5	,288
Br2	,266
Br1	,395
B6	,316
B4	,323
B2	,091

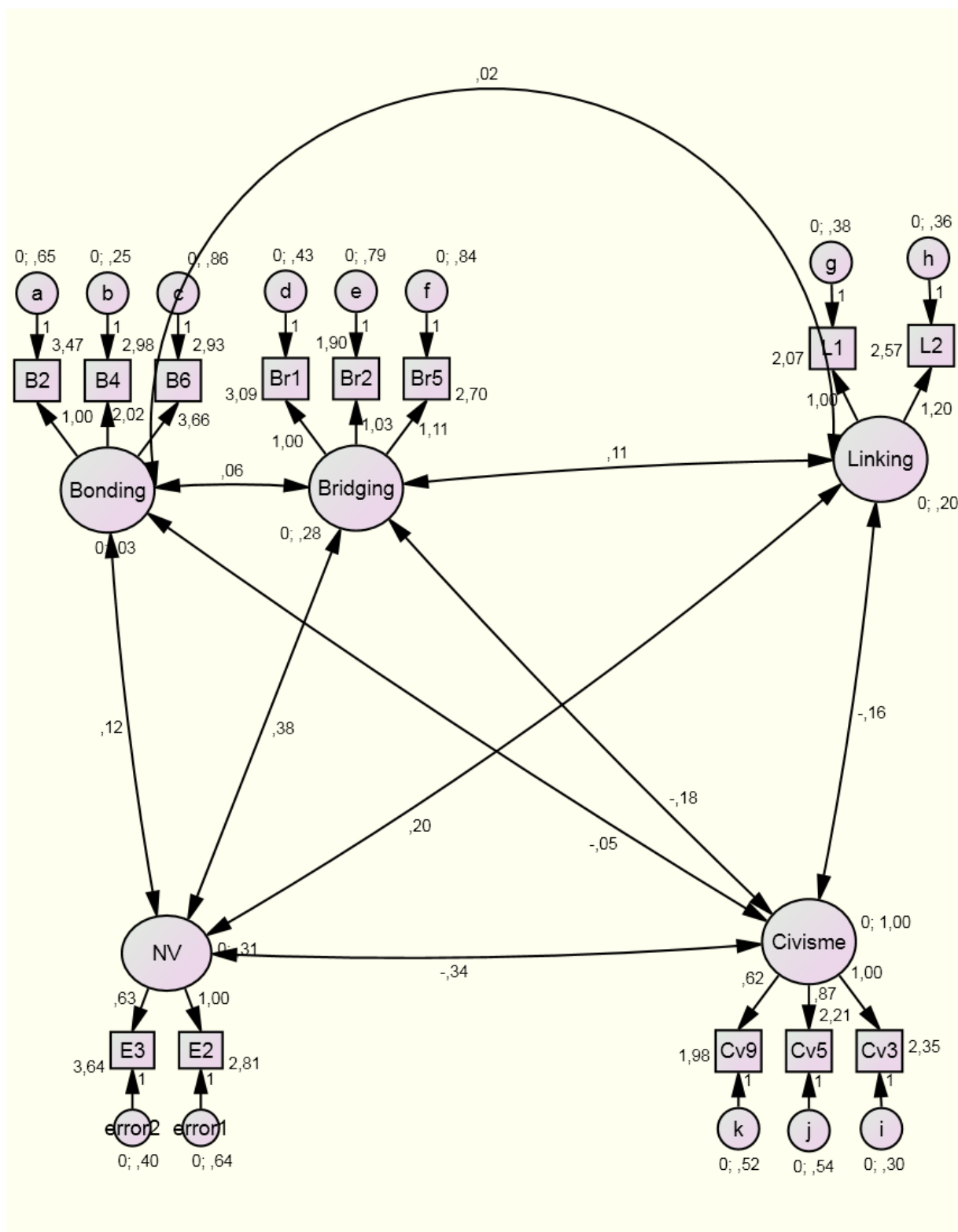
Matrices (Group number 1 - Default model)

Factor Score Weights (Group number 1 - Default model)

	E3	E2	Cf 2	Cf 1	Cv 9	Cv 5	Cv 3	L2	L1	Br 5	Br 2	Br 1	B6	B4	B2
Confiance	,0 57	,0 54	,2 05	,3 39	,0 13	,0 18	,0 34	,0 08	,0 06	- 03	- 03	- 05	,0 31	,0 59	,0 18
Civisme	- 69	- 65	,0 33	,0 54	,1 79	,2 47	,4 73	,0 21	,0 16	,0 03	,0 03	,0 05	,0 01	,0 02	,0 00
Linking	,0 89	,0 84	,0 07	,0 12	- 07	- 10	- 20	,2 43	,1 91	,0 02	,0 02	,0 03	- 13	- 25	- 07
Bridging	,2 84	,2 67	- 06	- 11	,0 03	,0 04	,0 07	,0 05	,0 04	,0 65	,0 63	,1 15	- 20	- 38	- 11
Bonding	,1 14	,1 07	,0 34	,0 56	,0 00	- 01	- 01	- 15	- 12	- 09	- 09	- 16	,0 43	,0 80	,0 24
Economic	- 76	- 53	,1 07	,1 78	- 51	- 71	- 35	,1 83	,1 44	,2 25	,2 20	,4 01	,2 00	,3 77	,1 12

Covariances: (Group number 1 - Default model)

	M.I.	Par Change
k <--> error2	4,701	-,085
g <--> k	5,300	,109
e <--> f	4,831	,176
d <--> g	5,006	-,097
a <--> Confiance	9,404	,115
a <--> Bridging	4,263	-,077
a <--> l	7,190	,106



Assessment of normality (Group number 1)

Variable	min	max	skew	c.r.	kurtosis	c.r.
E3	1,000	4,000	-2,198	-9,871	4,281	9,612
E2	1,000	4,000	-,312	-1,401	-,942	-2,114
Cv9	1,000	4,000	,688	3,090	-,474	-1,065
Cv5	1,000	4,000	,416	1,868	-1,245	-2,796
Cv3	1,000	4,000	,262	1,176	-1,344	-3,018
L2	1,000	4,000	-,088	-,396	-,486	-1,092
L1	1,000	4,000	,658	2,953	,478	1,073
Br5	1,000	4,000	-,275	-1,236	-1,221	-2,742
Br2	1,000	4,000	,861	3,864	-,520	-1,168
Br1	1,000	4,000	-,670	-3,007	-,180	-,404
B6	1,000	4,000	-,550	-2,470	-1,185	-2,660
B4	1,000	4,000	-,188	-,846	,203	,455
B2	1,000	4,000	-1,326	-5,954	,564	1,266
Multivariate					13,065	3,639

Model Fit Summary**CMIN**

Model	NPAR	CMIN	DF	P	CMIN/DF
Default model	49	76,158	55	,031	1,385
Saturated model	104	,000	0		
Independence model	26	438,848	78	,000	5,626

Baseline Comparisons

Model	NFI Delta1	RFI rho1	IFI Delta2	TLI rho2	CFI
Default model	,826	,754	,945	,917	,941
Saturated model	1,000		1,000		1,000
Independence model	,000	,000	,000	,000	,000

Parsimony-Adjusted Measures

Model	PRATIO	PNFI	PCFI
Default model	,705	,583	,664
Saturated model	,000	,000	,000
Independence model	1,000	,000	,000

NCP

Model	NCP	LO 90	HI 90
Default model	21,158	2,147	48,205
Saturated model	,000	,000	,000
Independence model	360,848	298,779	430,428

FMIN

Model	FMIN	F0	LO 90	HI 90
Default model	,635	,176	,018	,402
Saturated model	,000	,000	,000	,000
Independence model	3,657	3,007	2,490	3,587

RMSEA

Model	RMSEA	LO 90	HI 90	PCLOSE
Default model	,057	,018	,085	,343
Independence model	,196	,179	,214	,000

AIC

Model	AIC	BCC	BIC	CAIC
Default model	174,158	187,101		
Saturated model	208,000	235,472		
Independence model	490,848	497,716		

ECVI

Model	ECVI	LO 90	HI 90	MECVI
Default model	1,451	1,293	1,677	1,559
Saturated model	1,733	1,733	1,733	1,962
Independence model	4,090	3,573	4,670	4,148

HOELTER

Model	HOELTER .05	HOELTER .01
Default model	116	130
Independence model	28	31

Maximum Likelihood Estimates**Regression Weights: (Group number 1 - Default model)**

	Estimate	S.E.	C.R.	P	Label
B2 <--- Bonding	1,000				
B4 <--- Bonding	2,021	1,012	1,998	,046	
B6 <--- Bonding	3,657	1,833	1,995	,046	
Br1 <--- Bridging	1,000				
Br2 <--- Bridging	1,028	,219	4,697	***	
Br5 <--- Bridging	1,113	,230	4,831	***	
L1 <--- Linking	1,000				
L2 <--- Linking	1,205	,343	3,507	***	
Cv3 <--- Civisme	1,000				
Cv5 <--- Civisme	,868	,113	7,681	***	
Cv9 <--- Civisme	,620	,091	6,833	***	
E2 <--- NV	1,000				
E3 <--- NV	,635	,111	5,711	***	

Standardized Regression Weights: (Group number 1 - Default model)

	Estimate
B2 <--- Bonding	,221
B4 <--- Bonding	,592
B6 <--- Bonding	,583
Br1 <--- Bridging	,624
Br2 <--- Bridging	,520
Br5 <--- Bridging	,538
L1 <--- Linking	,594
L2 <--- Linking	,672
Cv3 <--- Civisme	,877
Cv5 <--- Civisme	,764
Cv9 <--- Civisme	,654
E2 <--- NV	,572
E3 <--- NV	,487

Intercepts: (Group number 1 - Default model)

	Estimate	S.E.	C.R.	P	Label
B2	3,471	,075	46,147	***	
B4	2,975	,057	52,335	***	
B6	2,926	,104	28,017	***	
Br1	3,091	,077	40,162	***	
Br2	1,901	,095	20,027	***	
Br5	2,702	,099	27,204	***	
L1	2,074	,070	29,806	***	
L2	2,570	,074	34,702	***	
Cv3	2,347	,104	22,542	***	
Cv5	2,215	,104	21,340	***	
Cv9	1,975	,087	22,805	***	
E2	2,810	,089	31,625	***	
E3	3,645	,066	55,018	***	

Covariances: (Group number 1 - Default model)

	Estimate	S.E.	C.R.	P	Label
Bonding <--> Bridging	,056	,031	1,785	,074	
Linking <--> Civisme	-,162	,067	-2,407	,016	
Bridging <--> Civisme	-,177	,073	-2,443	,015	
Bridging <--> Linking	,115	,045	2,555	,011	
Bonding <--> Linking	,024	,018	1,318	,188	
Bonding <--> Civisme	-,051	,035	-1,463	,144	
NV <--> Bonding	,117	,059	1,975	,048	
NV <--> Bridging	,382	,077	4,935	***	
NV <--> Civisme	-,344	,093	-3,694	***	
NV <--> Linking	,202	,062	3,274	,001	

Correlations: (Group number 1 - Default model)

	Estimate
Bonding <--> Bridging	,582
Linking <--> Civisme	-,359
Bridging <--> Civisme	-,337
Bridging <--> Linking	,481
Bonding <--> Linking	,292
Bonding <--> Civisme	-,279
NV <--> Bonding	1,153
NV <--> Bridging	1,303
NV <--> Civisme	-,618
NV <--> Linking	,800

Variances: (Group number 1 - Default model)

	Estimate	S.E.	C.R.	P	Label
Bonding	,033	,032	1,043	,297	
Bridging	,277	,084	3,297	***	
Linking	,205	,080	2,562	,010	
Civisme	1,000	,192	5,219	***	
NV	,310	,110	2,807	,005	
a	,646	,085	7,593	***	
b	,252	,044	5,752	***	
c	,863	,147	5,864	***	
d	,434	,070	6,188	***	
e	,789	,113	6,961	***	
f	,841	,123	6,864	***	
g	,376	,074	5,081	***	
h	,361	,094	3,858	***	
i	,301	,107	2,797	,005	
j	,538	,104	5,189	***	
k	,515	,078	6,569	***	
error1	,637	,104	6,136	***	
error2	,402	,058	6,948	***	

Squared Multiple Correlations: (Group number 1 - Default model)

	Estimate
E3	,237
E2	,327
Cv9	,427
Cv5	,583
Cv3	,769
L2	,452
L1	,353
Br5	,290
Br2	,271
Br1	,390
B6	,340
B4	,351
B2	,049

Matrices (Group number 1 - Default model)

Factor Score Weights (Group number 1 - Default model)

	E3	E2	Cv 9	Cv 5	Cv 3	L2	L1	Br5	Br2	Br1	B6	B4	B2
Civisme	-,054	-,053	,180	,241	,497	-,019	-,015	,002	,002	,004	,003	,005	,001
Linking	,091	,090	,007	,009	,019	,242	,193	,002	,002	,003	,014	,026	,005
Bridging	,266	,264	,002	,003	,006	,004	,003	,066	,065	,114	,018	,034	,006
Bonding	,084	,083	,001	,001	,002	-,011	-,009	-,006	-,005	-,010	,039	,073	,014
NV	-,323	-,321	-,041	-,055	-,113	,191	,152	,223	,220	,388	,225	,426	,082

Table de Matières

INTRODUCTION GENERALE	5
Sujet de these	5
Problematique de la these	12
Methodes de recherche	13
Organisation de la these	13
PREMIERE PARTIE : DEVELOPPEMENT TERRITORIAL, CAPITAL SOCIAL ET TOURISME - LE CAS DE MZAAR ET ALEY-.....	16
CHAPITRE I. TOURISME ET CAPITAL SOCIAL : LEUR ROLE DANS LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL.....	17
1 LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL : ROLE DU TOURISME	17
1.1 LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL.....	17
1.1.1 <i>La décentralisation et le leadership territorial</i>	22
1.1.2 <i>Axes pour accroître la compétitivité territoriale</i>	24
1.2 TOURISME ET DEVELOPPEMENT	27
1.2.1 <i>Impacts négatifs du tourisme</i>	30
1.2.2 <i>Tourisme durable</i>	31
2 CAPITAL SOCIAL ET DEVELOPPEMENT TERRITORIAL.....	33
2.1 LA NOTION DE CAPITAL SOCIAL	33
2.2 LES AVANTAGES DU CAPITAL SOCIAL.....	37
2.3 LES FORMES DU CAPITAL SOCIAL	39
2.3.1 <i>Le bonding</i>	39
2.3.2 <i>Bridging</i>	40
2.3.3 <i>Linking</i>	41
2.4 LES PILIERS FONCTIONNELS DU CAPITAL SOCIAL AU NIVEAU TERRITORIAL	42
2.4.1 <i>Les réseaux</i>	42
2.4.2 <i>Les normes</i>	43
2.4.3 <i>Le système d'intelligence territoriale</i>	44
2.4.4 <i>La gouvernance</i>	45
2.5 LA MESURE DU CAPITAL SOCIAL	46
2.5.1 <i>La mesure des formes structurelles du capital social</i>	48
2.5.2 <i>La mesure des aspects fonctionnels du capital social au niveau des individus</i>	49
CHAPITRE II : TOURISME ET NIVEAU DE VIE AU LIBAN.....	52
1 LE TOURISME AU LIBAN.....	53
1.1 L'ÉVOLUTION HISTORIQUE DU TOURISME LIBANAIS	54
1.1.1 <i>Période I : avant 1975</i>	55
1.1.2 <i>Période II : entre 1975-1991</i>	56
1.1.3 <i>Période III : entre 1992-2005</i>	57
1.1.4 <i>Période IV : après 2005</i>	57
1.2 LES FORMES DU TOURISME AU LIBAN	58
1.2.1 <i>Les centres estivaux</i>	59
1.2.2 <i>Les centres de sport d'hiver</i>	60
1.2.3 <i>Le tourisme balnéaire</i>	61
1.2.4 <i>Le tourisme historique et culturel</i>	62
1.2.5 <i>Le tourisme d'affaires</i>	63
1.3 ENJEUX ET MENACES FACE À L'ÉVOLUTION DU TOURISME AU LIBAN.....	64
1.3.1 <i>Environnement</i>	64
1.3.2 <i>La gestion du tourisme libanais</i>	65
1.3.3 <i>Marketing touristique</i>	67
1.4 MONT-LIBAN.....	68
1.4.1 <i>L'histoire du ski au Mont-Liban</i>	70
1.4.2 <i>L'histoire du tourisme estival au Mont-Liban</i>	73

2	LE CAPITAL SOCIAL ET LE NIVEAU DE VIE : LE CAS DU TOURISME LIBANAIS	75
2.1	ANALYSE DE CORRELATIONS	80
2.2	ANALYSE FACTORIELLE	82
2.2.1	<i>Bonding</i>	84
2.2.2	<i>Bridging</i>	86
2.2.3	<i>Linking</i>	87
2.2.4	<i>Civisme</i>	87
2.2.5	<i>Confiance</i>	89
2.3	MODELE AMOS	91
2.3.1	<i>Indices d'évaluation du modèle structurel</i>	93
2.3.2	<i>Modèle structurel</i>	95
2.3.3	<i>Evaluation du modèle de mesure</i>	96
2.4	ANALYSE DE L' ADEQUATION GLOBALE DU MODELE (MODEL FIT)	96
2.4.1	<i>Vérification des conditions d'application</i>	96
2.4.2	<i>Analyse de l'ajustement global</i>	99
2.5	TEST DE L' HYPOTHESE DE CAUSALITE	100
2.5.1	<i>Tests de fiabilité et validité de l'échelle</i>	102
2.5.2	<i>Limites et perspectives</i>	105
	DEUXIEME PARTIE : CONSTRUCTION TERRITORIALE ET CAPITAL SOCIAL	107
	CHAPITRE I. LA CONSTRUCTION DES TERRITOIRES	108
1	TERRITOIRE DE MZAAR	109
1.1	LA REGION DU KESROUANE	110
1.2	LE TERRITOIRE DU MZAAR	112
1.2.1	<i>Le village de Kfardebiane</i>	114
1.2.2	<i>Le village de Faraya</i>	115
1.2.3	<i>Le village de Hrajel</i>	116
1.2.4	<i>Le territoire avant le ski</i>	117
1.2.5	<i>Le ski</i>	118
1.3	HISTOIRE DU TERRITOIRE DE MZAAR	119
1.4	LA CONSTRUCTION ET L' EVOLUTION DE LA STATION DE MZAAR	122
1.5	LA SITUATION ACTUELLE DE LA STATION DE MZAAR	125
1.5.1	<i>Hébergement et restauration</i>	126
1.5.2	<i>La sécurité</i>	127
1.5.3	<i>Les remontées mécaniques et l'école de ski</i>	128
1.5.4	<i>Le développement de la station</i>	130
1.5.5	<i>La concurrence</i>	131
1.5.6	<i>La saisonnalité</i>	131
1.5.7	<i>Rôle du secteur public</i>	132
1.5.8	<i>Le développement durable</i>	135
2	TERRITOIRE D' ALEY	138
2.1	LA DECOMPOSITION TERRITORIALE D' ALEY	140
2.1.1	<i>Le district d'Aley</i>	140
2.1.2	<i>Le territoire d'Aley</i>	141
2.2	CONSTRUCTION DU TERRITOIRE	143
2.2.1	<i>La ville d'Aley</i>	146
2.2.2	<i>Bhamdoun</i>	147
2.2.3	<i>Sofar</i>	148
2.2.4	<i>Hammana</i>	149
2.3	LE TOURISME ESTIVAL DANS LE TERRITOIRE D' ALEY	150
2.3.1	<i>Les facteurs supports du développement touristique en Aley</i>	151
2.3.2	<i>Les caractéristiques du secteur touristique d'Aley</i>	154
2.3.3	<i>Le développement immobilier</i>	156
	CHAPITRE II. CAPITAL SOCIAL ET DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE : COMPARAISON ENTRE MZAAR ET ALEY	159
1	DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE MZAAR ET ALEY	160

1.1	LA STRUCTURE HOTELIERE	160
1.2	LA SAISONNALITE	161
1.3	PROPRIETE ET ORIGINE DES ENTREPRISES	163
1.4	INNOVATION.....	165
1.5	L'INFRASTRUCTURE TOURISTIQUE	166
1.6	STRUCTURES DE RESTAURATION	169
1.7	STRUCTURE DE LA CLIENTELE	170
1.8	NIVEAU DE VIE DES INDIVIDUS	172
2	CAPITAL SOCIAL DE MZAAR ET ALEY	176
2.1	FORMES STRUCTURELLES DU CAPITAL SOCIAL DE MZAAR ET ALEY	176
2.1.1	<i>Le bonding</i>	177
2.1.2	<i>Le linking</i>	179
2.1.3	<i>Le bridging</i>	180
2.1.4	<i>Comparaison avec d'autres cas</i>	182
2.2	LES PILIERS FONCTIONNELS DU CAPITAL SOCIAL DE MZAAR ET ALEY	184
2.2.1	<i>Les réseaux</i>	184
2.2.2	<i>La gestion de l'information</i>	189
2.2.3	<i>Les normes</i>	191
2.2.4	<i>La gouvernance</i>	192
2.3	CONCLUSION	196
	CONCLUSION GENERALE.....	198
	RESULTATS DE LA THESE.....	201
	ANALYSE SWOT	202
	RECOMMANDATIONS.....	204
	BIBLIOGRAPHIE.....	220

Table des figures

Figure 1 : La voie pour aborder la compétitivité territoriale.....	22
Figure 2 : <i>Clusters</i> et compétitivité, <i>clusters</i> touristiques à Cairns, Australie	27
Figure 3 : La répartition géographique des stations de ski libanaises	72
Figure 4 : Modèle structurel de corrélation entre les facteurs de capital social et le facteur de niveau de vie	95
Figure 5 : Modèle structurel de corrélation entre les facteurs de capital social et le facteur de niveau de vie en éliminant la confiance	98
Figure 6 : La localisation de l'agglomération du haut Kesrouane rural.....	111
Figure 7 : les villages du territoire de Mzaar	113
Figure 8: Structure immobilière de la station de Mzaar	123
Figure 9 : les différents constituants du territoire de Mzaar	125
Figure 10 : La structure de la station de Mzaar.....	129
Figure 11 : Territoire d'Aley	141
Figure 12 : Représentation des centres de tourisme estival au Liban	151
Figure 13 : Formation des nuages sur les reliefs	152

Table des tableaux

Tableau 1 : Codification des facteurs et variables.....	75
Tableau 2 : Corrélation entre les variables de capital social et les variables de niveau de vie.....	80
Tableau 3 : indices d'évaluation des modèles structurels.....	93
Tableau 4 : Evaluation de normalité	97
Tableau 5 : Test-t (P) et seuil critique de +/- 1.96.....	100
Tableau 6: Test de covariance entre les facteurs.....	101
Tableau 7: Test de corrélation entre les facteurs.....	101
Tableau 8 : Poids de régression standardisée.....	103
Tableau 9 : Test de fiabilité de l'échelle	103
Tableau 10 : Test de validité de l'échelle.....	104
Tableau 11 : Evolution immobilière dans les <i>Caza</i> du Mont-Liban nord.....	110
Tableau 12 : Les populations des agglomérations libanaises et des villages de Kesrouane.....	112
Tableau 13 : La situation hôtelière à Mzaar en 1974	121
Tableau 14 : nombre d'entreprises touristiques à Faraya	126
Tableau 15 : types d'entreprises à Kfardebiane	127
Tableau 16 : distribution des entreprises à Kfardebiane selon les différents secteurs économiques	127
Tableau 17: Les remontées mécaniques dans la station de Mzaar	128
Tableau 18 : activité touristique en territoire d'Aley	155
Tableau 19 : Résumé des territoires de Mzaar et Aley	158
Tableau 20 : la structure hôtelière dans les territoires de Mzaar et Aley, enquête janvier 2010	160
Tableau 21 : saisonnalité de travail des hôtels de Mzaar et Aley.....	161
Tableau 22 : structure de propriété des hôtels de Mzaar et Aley	163
Tableau 23 : Les nouveaux projets immobiliers dans le territoire de Mzaar	164
Tableau 24 : innovation dans les hôtels de Mzaar et Aley	165
Tableau 25 : évaluation des acteurs locaux sur la situation du tourisme à Mzaar et Aley	166
Tableau 26 : structure, en hiver, du service de restauration de Mzaar et Aley.....	169
Tableau 27 : structure de la clientèle touristique de Mzaar et Aley	170
Tableau 28: niveau de vie des populations de Mzaar et Aley	172
Tableau 29 : Le <i>bonding</i> , capital social au niveau territorial	177
Tableau 30 : relations des propriétaires et relations affectant l'emploi.....	178
Tableau 31: le <i>linking</i> , capital social au niveau territorial	179
Tableau 32 : le <i>bridging</i> , capital social au niveau territorial.....	181
Tableau 33 : la qualité des réseaux possédés par les entreprises de Mzaar et Aley.....	185
Tableau 34 : Le management de l'information dans les entreprises	190
Tableau 35 : domaines de coopération entre les entreprises et les autorités locales de Mzaar et Aley.....	194
Tableau 36 : Résumé du niveau de capital social dans les territoires de Mzaar et d'Aley.....	196

Bibliographie

- (2011, 09 10). Récupéré sur www.jeux2009.org: <http://www.jeux2009.org/Liban-Culture>
- Adhikari, K. P. (2008). Bridging, linking and bonding social capital in collective action: the case of Kalahan forest reserve in the Philippines. *CAPRI Working Paper No. 79*.
- Alesina, A., Easterly, W., & Baqir, R. (1999). Public goods and ethnic divisions. *Quarterly Journal of Economics*, 114 , 1243-1284.
- Alouche, R. (1970). *Evolution d'un centre de villégiature au Liban: Broummana*. Beyrouth: El-Machreq éditeurs.
- Angeon, V., & Callois, J. M. (2006). Capital Social et dynamiques de développement territorial : l'exemple de deux territoire ruraux français. *espaces et sociétés* , 55-71.
- Annoni, P., & Kozovska, K. (2010). *EU Regional Competitiveness Index, RCI 2010*. Luxembourg: Publications Office of the European Union, European Union.
- Ashley, C., & Dilys, R. (1998). *IIED wildlife and development series N°11, Enhancing community involvement in wildlife tourism issues and challenges*. London: IIED (international institute for environment and development).
- Ashley, C., Roe, D., & Goodwin, H. (2001). *Pro-Poor Tourism Strategies: Expanding Opportunities for the Poor*. London: IIED.
- Bailly, A. (2002). Bailly, A. Pour un développement durable des stations de sports d'hiver. *Revue de Géographie Alpine*, 2002-4, T 90 , 117-120.
- Ball, R. (1989). Some Aspects of Tourism, Seasonality and Local Labour Markets. *Area*, Vol. 21, No. 1 , 35-45.
- Barnavi, E. (2006). *La deuxième guerre du Liban et après*.
- Beaumont, N., & Dredge, D. (2009). Local tourism governance: A comparison of three network approaches. *Journal of Sustainable Tourism*, Volume 18, Issue 1 , 7-28.
- Bensahel, L., & Donsimoni, M. (1999). *Le tourisme, facteur de développement local*. Grenoble, France: PUG (Presses Universitaires de Grenoble).
- Berkley policy associates. (2009). *The Power of Partnership: American Regions Collaborating for Economic Competitiveness*. Generation I WIRED Interim Evaluation Report.
- Bertacchini, Y., & De Ruiter, A. (2005). *L'intelligence territoriale : l'eau un enjeu fédérateur dans l'émergence du pole «MER » en région PACA?* Récupéré sur isd.m.univ-tln.fr/PDF/isd22/isd22_ruiter.pdf

- Beugelsdijk, S., & Smulders, S. (2003). Bridging and Bonding Social Capital: which type is good for economic growth? *ERSA conference papers* (p. 517). ersa03.
- Bouchenaki, M. (2006). *Tourism, culture and sustainable development*. Nimes, France: UNESCO.
- Bourdieu, P. (1980.). Le capital social. *actes de la recherche en sciences sociales, volume 31, numéro 1* , 2-3.
- Bowles, S., & Gintis, H. (2002). Social capital and community governance. *Economic Journal, Vol. 112* , 419-436.
- Briedenhann, J., & Wickens, E. (2004). Tourism routes as a tool for the economic development of rural areas—vibrant hope or impossible dream? *Tourism Management volume 25, issue1* , 71-79.
- Britton, S. (1982). The political economy of tourism in the third world. *Annals of Tourism Research 9 (3)* , 331-358.
- Bronisz, U., & Heijman, W. (2009). The impact of social capital on the regional growth and competitiveness in Poland. *113th Seminar, December 9-11*. Belgrade, Serbia.: European Association of Agricultural Economists.
- Buccianti, L. (1975). *Tourisme et villégiature dans la montagne libanaise: deux exemples précis Bhamdoun-Gare et Bhamdoun-village*.
- Buhalis, D. (1998). Strategic use of information technologies in the tourism industry. *Tourism Management Volume 19, Issue 5* , , 409-421.
- Burt, R. (1992). *Structural holes: the social structure of competition*. Cambridge: Harvard University Press.
- Cai, L., Hu, B., & Feng, R. (2002). Domestic tourism demand in China's urban centers: empirical analyses and marketing implications. *journal of Vacation Marketing, volume 8* , 64-74.
- Camagni, R. (2007). Towards a concept of territorial capital. *47th Congress of the European Regional Science Association*. Paris.
- Casanova, F. (2004). *Local development, productive networks and training: Alternative approaches to training work of young people*. Montevideo: Cinterfor.
- Chaoul, J. (1965). *Pouvoir municipal et pouvoir de tutelle en droit libanais*. Beyrouth.
- Chardon, L., & Boudisseau, G. (2010, Février). A Faraya, Kfardebiane et Faqra, une avalanche de chalets. *Le commerce du Levant, N°5601* , pp. 68-80.
- Coissard, S., Bensahel, L., & Ferguène, A. (2007). Intelligence économique et développement territorial, Le cas des pays du sud. *XLIIIè Colloque de l'Association de Science Régionale De Langue Française Grenoble et Chambéry*. Grenoble.

Cole, A. (2006). Decentralization in France: Central Steering, Capacity Building and Identity Construction. *French Politics* , vol. 4 , 31-57.

Coleman, J. (1990). *Foundations of social theory*. Cambridge, Massachusetts: the Belknap press of Harvard university press.

Coleman, J. (1988). Social capital in the Creation of Human Capital. *the American journal of sociology*, vol.94 , 95-120.

Colletis, G., & Pecqueur, B. (2005). Révélation des ressources spécifiques et coordination située. *Revue economie et institution* N° 6-7 .

Dahal, G. R., & Adhikari, K. P. (2008). *Bridging, linking, and bonding social capital in collective action : The Case of Kalahan Forest Reserve in the Philippines* . CAPRI Working Paper No. 79.

Dasgupta, P., & Serageldin, I. (1999). *Social capital: a multifaceted perspective*. World Bank Publications.

development, U. a. (2000). *Decentralization and democratic local governance programming handbook*, Washington, DC.

Dewailly, B. (Mars 2007). Du cas et des “K” touristiques libanais : une communication géographique. *Villes et Territoires du Moyen-Orient* N°3 .

Dewailly, B., & Ovazza, J.-M. (2004). « Les complexes balnéaires privés au Liban.Quels lieux touristiques en émergence ? Dans M. Berriane, *Tourisme des nationaux, tourisme des étrangers : quelles articulations en Méditerranée ?* Florence, Italy: Institut Universitaire Européen de Florence.

Dewailly, B., & Ovazza, J.-M. (2004). Le tourisme au Liban, quand l'action ne fait plus système. Dans M. Berriane, *Tourisme des nationaux, tourisme des étrangers:quelles articulations en Méditerranée?* Florence: Institut universitaire européen de Florence.

Dinger, F. (1995). Les techniques de réhabilitation des domaines skiabiles. *Ingénieries EAT*, 4 , 15-22.

Diop, A. (2008). *Développement local, gouvernance territoriale: enjeux et perspectives*. Dakar: KARTHALA Editions.

Dowrick, S., Yvonne, D., & John, Q. (2003). Social indicators and comparisons of living standards. *Journal of development economics*, volume 70, Issue 2 , 501-529.

Doz, C., & Lengart, F. (1999). Analyse factorielle dynamique: test du nombre de facteurs, estimation et application à l'enquête de conjoncture dans l'industrie. *Annales d'Economie et de Statistique*, issue 54 , 5.

Dudwick, N., Kuehnast, K., Jones, V., & Woolcock, M. (2006). *Analyzing Social Capital in Context: A Guide to Using Qualitative Methods and Data*. Washington, D.C: World Bank .

Dupont, L. (2002). *Contribution à l'étude des dimensions économiques du tourisme et des voyages*. Paris: L'Harmattan.

EL-HAGE, A.-M. (s.d.). *Hammana la verte, la séduction en plus; L'Orient le jour*. Récupéré sur libanvision.com: <http://www.libanvision.com/nature.htm>

EL-Khoury, E. (1999). *L'évolution des complexes touristique balnéaires et de montagne au Mont Liban*. Tours: Université François-Rabelais.

Ellis, F. (2000). *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*. Oxford University Press.

Faguet, J. P. (1997). *Decentralization and local government performance*. London school of economics.

Farrell, G., Thirion, S., & Soto, P. (1999). *La compétitivité territoriale Construire une stratégie de développement territorial à la lumière de l'expérience LEADER*. Commission Européenne Direction générale de l'agriculture.

Feigenbaum, E. (2004). *China and Long-range Asia Energy Security: An Analysis of the Political, Economic and Technological Factors shaping Asian energy Markets*. center for international political economy and the James A. Baker III institute for public policy.

Fisman, R., & Gatti, R. (2002). Decentralization and corruption: evidence across countries. *Journal of Public Economics, Volume 83, Issue 3* , 325-345.

Flora, J., Sharp, J., Flora, C., & Newlon, B. (1997). Entrepreneurial social infrastructure and locally initiated economic development in the nonmetropolitan United States. *Sociological Quarterly* 38 , 623–645.

Forni, A., Olivetti, I., Scipioni, F., & Berrino, A. (2003). Sustainable development and tourism in Campania (Italy). *REGIONET Workshop III: "Evaluation methods and tools for regional sustainable development"*. Manchester, UK.

Fox, W. (1942). *Statistiques sociales 3ème édition*. Bruxelles: Les presses de l'université Laval- De Boeck.

Fragoso Neves, A. R. (2007). *Local agenda 21 and the implementation of renewable energies at the local level*. Lisbon: University of Lisbon, Phd thesis.

Gagnon, C., Simard, J.-G., Tellier, L.-N., & Gagnon, S. (2008). Développement territorial viable, capital social et capital environnemental : quels liens? *La revue en sciences de l'environnement, Vol8no2* .

Galès, P. L. (1998). Regulations and governance in European cities. *International Journal of Urban and Regional Research*, 22(4) , 482-506.

Gerbaux, F., & Marcelpoil, E. (2006). Gouvernance des stations de montagne en France: les spécificités du partenariat public-privé. *Revue de Géographie Alpine* 94, n°1 , 9-31.

Gerbaux, F., & Marcelpoil, E. (2003). Gouvernance et management local des villes et communes touristiques: le cas Français. *Actes des rencontres internationales démocratie et management local*. Québec: Ecole Nationale d'Administration Publique - Université du Québec.

- Glasze, G. (2000). Première destination touristique hier et aujourd'hui hors jeu? Le développement du tourisme au Liban. *Institut de géographie de Mayence* , 14.
- Glenn, L. (1978.). The optimal exploitation of an unknown reserve. *review of economic studies*, Blackwell Publishing, vol. 45(3) , 621-636.
- Graburn, N., & Jafari, J. (1991). Introduction; Tourism Social Science. *Annals of Tourism Research* , 1-11.
- Hapenciuc, V., Condratov, C., Pavel, I., & Pavel, S. (2006). The Influence of Tourism Activity on the Low Development Regions. Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=1071943>. *International Scientific Conference*, (pp. 12-14). Constanta, Romania.
- Haralambopoulos, N., & Pizam, A. (1996). Perceived impacts of tourism: The case of Samos. *Annals of Tourism Research*, Volume 23, Issue 3 , 503-526.
- Hasan, L. (1998). *CONTEXTUALIZING LOCAL ECONOMIC DEVELOPMENT*. MPRA Paper 7959, University Library of Munich.
- Helliwell, J., & Putnam, R. (1995). Economic growth and social capital in Italy. *The Eastern Economy Journal*, 21 , 295–307.
- Heselmans, F. (2006). Valeurs, identités et capital social- Affiliations, engagements, identities : l'exemple de wallon. *Fédéralisme Régionalisme*, Volume 6 .
- International Council on Local Environmental Initiatives. (1999). *Sustainable tourism: a local authority perspective*. New York: Commission on Sustainable Development.
- IRFED. (1970). *Besoins et possibilités de développement au Liban: Méthodes, analyses et présentation des résultats*.
- Issawi, C. (1988). *The fertile crescent, 1800-1914: a documentary economic history*. New York: Oxford University Press.
- Jamal, T., & Robinson, M. (2009). *The SAGE handbook of tourism studies*. SAGE Publications Ltd.
- Jambes, J.-P. (2001). *Territoires apprenants: esquisses pour le développement local du XXIe siècle*. Condé sur Noireau: Corlét numérique.
- Jessop, B. (1998). The Rise of Governance and the Risks of Failure: the Case of Economic Development . *International Social Science Journal*, 50(155) , 29-45.
- Ketels, C., Delgado, M., & Porter, M. (2007). The Microeconomic Foundations of Prosperity: Findings from the Business Competitiveness Index. Dans *Global Competitiveness Report 2007-2008*. London: Palgrave Macmillan.
- Keyes, C. (2002). , Social Civility in the United States. *Sociological Inquiry*, Volume 72, Issue 3 , 393-408.
- Kfoury, J. (1959). Liban, pays du tourisme. *Revue de géographie de Lyon* , 271-284.

Khalife, K. (2008). heurs et malheurs d'un contexte multiculturel et multiconfessionnel: le cas du Liban. Dans A. Azzouzi, *Figures et valeurs du dialogue des civilisations et des cultures* (pp. 233-237). L'Harmattan.

Khan, M. (2002). Corruption and Governance in Early Capitalism: World Bank Strategies and their Limitations. Dans J. Pincus, & J. Winters, *Reinventing the World Bank*. Ithaca: Cornell University Press.

Kitson, M., Martin, R., & Tyler, P. (2004). Regional Competitiveness: an elusive yet key concept. *Regional Studies*, Vol. 38.9 , 991-999.

Knack, S., & Keefer, P. (1995). Institutions and economic performance: cross-country tests using alternative institutional measures. *Economics and Politics*, 7(3) , 207-227.

Knack, S., & Zack, P. (2001). Trust and Growth. *Economic Journal*, vol. 111(1) , 295-321.

Knafou, R. (1990). Éléments graphiques pour une modélisation spatiale des stations de sports d'hiver. *Mappemonde 90 volume 2* , 8-12.

La Porta, R., Lopez-de-Silanes, L., Shleifer, A., & Vishny, R. (1997). Trust in large organizations. *American Economic Review Papers and Proceedings*, 87(2) , 333-338.

Lake, D., & Rothchild, D. (2005). Territorial Decentralization and Civil War Settlements. Dans P. Roeder, & D. Rothchild, *Sustainable Peace: Power and Democracy after Civil Wars* (pp. 109-132). Ithaca: Cornell University Press.

Lanfant, M.-F. (2004). L'appel à l'éthique et la référence universaliste dans la doctrine officielle du tourisme international. *Tiers-Monde*, Volume 45, Numéro 178 , 365-386.

Laurent, D. (2008). *La République et ses territoires : la circulation invisible des richesses*. Paris: La République des Idées.

Leieken, S., & Kempner, R. (2010). *Collaborate leading regional innovation clusters*. Etats Unis: The council on competitiveness annual report.

les possibilités du tourisme au Liban, pour classes moyennes. (1966, Janvier 15). *Le commerce du Levant n°65* , p. 11.

Lewis, P. (1996). Shaping suburbia : how political institutions organize urban development. *University of Pittsburgh press* .

Lin, N. (1995). Les ressources sociales : une théorie du capital social. *Revue Française de sociologie*, volume 36, numéro 4 , 685-704.

List, F. (1841). *The National System of Political Economy*.

(1977). *Loi sur les municipalité libanaises*. Beyrouth: Parlement Libanais.

magazine, N. (2011). Récupéré sur annaharkw.com: <http://www.annaharkw.com/annahar//Article.aspx?id=211702&date=21042011>

Marcelpoil, E. (2009). *La gouvernance touristique, une petite histoire de la recherche dans le domaine des stations de montagne*. Grenoble: CemOA Publications - Publications scientifiques et techniques du Cemagref (France).

Marcelpoil, E., & Gerbaux, F. (2003). Gouvernance et management local des villes et communes touristiques : les cas français. *6ème rencontres ville-management, Démocratie et management local*, (pp. 233-243). Québec.

Marcon, C., & Moinet, N. (2006). *L'intelligence économique*. Paris: Dunod.

Marnezy, A. (1979). Les stations de ski de la Haute-Maurienne : un exemple original d'aménagement touristique. *Revue de géographie alpine*, volume 67, No. 67-3, 281-307.

Mhedhbi, I. (2010). *Capital immatériel : interaction et création de valeur, cas d'entreprises tunisiennes*. Lyon: Thèse de doctorat, université Jean Moulin Lyon 3.

Middendorf, G., & Wynne, W. (2008). *The Fight Over Food: Producers, Consumers, and Activists Challenge the Global Food System*. University Park, PA: Pennsylvania State University Press.

Milani, C. (2003). *Social Capital and Local Development Theories: Lessons from the Pintadas*. Bahia, Brasil.

Moine, A. (2006). Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie. *L'Espace géographique* 2/2006 (Tome 35), 115-132.

Montagne, C. n. (2007). *Charte nationale en faveur du Développement durable dans les Stations de Montagne*. emineo.

Montgomery, M., Gragnolatio, M., Bruke, K., & Paredes, E. (2000). Measuring living standards with proxy variables. *Demography*, volume 37, Number 2, 155-174.

Morena, A. d. (2004). LE tourisme en tant que moteur du développement économique et social durable. *Vingt-neuvième congrès de l'Africa travel association (ATA)*. Douala (Cameroun).

Nahas, C. (2004). *Schéma directeur d'aménagement du territoire libanais*. Beyrouth: Conseil du développement et de la reconstruction du Liban.

Neves, A.-R. (2007). *Local agenda 21 and the implementation of renewable energies at the local level*. Lisbonne: Université de Lisbonne, thèse de doctorat.

Nifle, R. (2004). *Conception et ingénierie du tourisme territorial: une mutation radicale de l'approche et de la pratique*. Consulté le 08 17, 2011, sur http://journal.coherences.com/article.php?id_article=79

Nkum, J. (2002). Governance and local development, a framework for rural poverty reduction. *European forum on rural development cooperation*.

North, D., Wallis, J., & Weingast, B. (2009). *Violence and social orders: A conceptual framework for interpreting recorded human history*. Cambridge University Press.

North, D., Wallis, J., Webb, S., & Weingast, B. (2007). *Limited Access Orders in the Developing World: A New Approach to the Problems of Development*. World Bank policy research working paper ; no. WPS 4359.

Olivier, E. (2006). « L'exotique et le domestique » Tourisme national dans les pays du Sud : réflexions depuis la Thaïlande. *Autre part*, 2006/4 n° 40 , 151-167.

OMT. (1994). *Recommandations sur les statistiques du tourisme*. New York: Nations Unies.

OMT. (2005). *Use Tourism In War On Poverty*. Organisation mondiale du tourisme.

Oppermann, M. (1992). International Tourist Flows in Malaysia. *The Annals of Tourism Research* 19 , 482-500.

Orléan, A. (1997). Jeux évolutionnistes et normes sociales. *Economie Appliquée*, n°3, tome L , 177-198.

Orléan, A. (2000). La théorie économique de la confiance et ses limites. *Cahiers de socio-économie*, , 59-77.

Ouellet, F. (2005). *Quelle formation pour l'éducation à la religion?*,. Quebec: Les presses de l'université Laval.

Paccard, P. (2009). Réchauffement climatique et ressource neige en domaines skiables. *Cahiers de Géographie* n°8 .

Parker, A. (1995). *Decentralization, the way forward for rural development?* World Bank Press.

Pasqualini, J.-P., & Jacquot, B. (1989). *Tourismes: organisation, économie et action touristiques*. Dunod.

Paytas, J. (2001). *Does governance matter? The dynamics of metropolitan governance and competitiveness*. Pittsburgh: thèse de doctorat, Université de Pittsburgh.

Pearce, P. (1982). *The Social Psychology of Tourist Behaviour*. Pergamon.

Pecqueur, B. (2008). fondements théoriques et conceptuels du développement gouvernance territoriale. Dans A. Diop, *Développement local, gouvernance territoriale: enjeux et perspectives* (pp. 11-22). Dakar: Karthala.

Pecqueur, B. (2000). Le développement local : pour une économie des territoires. . *Alternatives économiques*, 2° édition.

Pecqueur, B. (1989). *Le développement local: mode ou modèle?* Paris: Syros.

Pecqueur, B. (2005). Le développement territorial: une nouvelle approche des processus de développement pour les économies du sud. Dans B. Antheaume, *Le territoire est mort, vive les territoires* (pp. 295-316). Paris: IRD.

Pecqueur, B. (2006). Quel « tournant territorial » de l'économie mondiale globalisée? *Espaces et sociétés*, 2006/2-3 (n° 124-125) , 17-32.

- Peppelenbosch, P., & Tempelman, G. (1989). The pros and cons of international tourism to the Third World. Dans T. Singh., L. Theuns, & F. Go, *Towards appropriate tourism: The case of developing countries* (pp. 23-34). Frankfurt: Peter Lang.
- Peters, M., & Pikkemaat, B. (2006). *Innovation in hospitality and tourism*. Routledge.
- Picaudou, N. (1989). *La déchirure Libanaise*. Bruxelles: Editions Complexe.
- Porter, M. (2001). *Clusters of innovation initiative: regional foundations of U.S. competitiveness*. Harvard university press.
- Porter, M. (2008). The five competitive forces that shape strategy. *Harvard Business Review* 86, no. 1 .
- Porter, M., Delgado, M., & Ketels, C. (2007). The Microeconomic Foundations of Prosperity: Findings from the Business Competitiveness Index. Dans M. Porter, *Global Competitiveness Report 2007-2008*. London: Palgrave Macmillan.
- Préau, P. (1968). Essai d'une typologie des stations de sports d'hiver dans les Alpes du Nord. *Revue de géographie alpine, Volume 56, Numéro 56-1* , 127-140.
- Prost-Tournier, J.-M. (1974). Le Liban, premier pays touristique du Moyen-Orient arabe. *Revue de géographie de Lyon Vol. 49 n°4* , 369-376.
- Putnam, R. (2001). *Bowling Alone: the collapse and revival of the American society*. Simon & Schuster.
- Putnam, R. (1993). *Making democracy work: civic traditions in modern Italy*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Rodrigo, S.-B., Yilmaz, S., & Beris, Y. (2008). Local Government Discretion and Accountability: A Diagnostic Framework for Local Governance. Dans *Social development papers: Local Governance & Accountability series, Paper No. 113*. World Bank.
- Rondinelli, D. (1981). Government decentralization in comparative perspective: Developing countries. . *International Review of Administrative Science*, 47(2).
- Roussel, P., El Akremi, A., Durieu, F., & Campoy, É. (2002). Méthodes d'équations structurelles: recherches et application en gestion. *Economica* , Paris.
- Rudaz, G. (2002). Réflexions sur l'identité d'une station de sports d'hiver en montagne: Crans-Montana (Valais, Suisse). *Revue de géographie Alpine, issue 90-4* , 101-107.
- Saadé, R. (2000). *Reflexions sur la notion d'aménagement du territoire et son application au Liban*. Beyrouth: Université Saint Joseph de Beyrouth, Centre d'études des droits du monde arabe.
- Sabatini, F. (2005). *An inquiry into the empirics of social capital and economic development*. Rome: Thèse de doctorat, universita di Rome.
- Salame, C. (1984). *Le tourisme facteur de changement socio-économique à Faraya*. Beyrouth: Dar Kanaan.

Saule, M. (2004). *Rural Tourisme as a tool for local development - Diagnosis of the french area of Haute-Corrèze*. Bournemouth University.

Scheyvens, R. (2007). Poor cousins no more : valuing the development potential of domestic and diaspora tourism. *Progress in Development Studies* 7 , 307–325.

Scott, T. (1997). *Regional identity and economic change: the Upper Rhine, 1450-1600*. New York: Oxford university press Inc.

Seers, D. (1969). The Meaning of Development. *International Development Review* 11(4) , 3-4.

Seppänen, S. (2008). Regional innovation systems and regional competitiveness: An analysis of competitiveness indexes. *DRUID-DIME Academy Winter 2008 PhD Conference on Geography, Innovation and Industrial Dynamics*. Finland.

Serageldin, I., & Grootaert, C. (2000). *Defining social capital: an integrating view*. World Bank.

Sierra Business Council. (2003). *Investing for prosperity: building successful communities and economies in the Sierra Nevada*. Sierra Business Council.

Sirven, N. (2000). *Capital social et développement : quelques éléments d'analyse*. Bordeaux: Centre d'Économie du Développement, Document de travail n°57.

skimzaar.com. (s.d.). *skimzaar.com*.

Storauta, M. (2005). Shared leadership and dynamic capabilities in regional development. Dans I. Sagan, & H. Halkier, *Regionalism contested: institution, society and governance*. Ashgate Publishing, Ltd.

Swarbrooke, J. (1999). *Sustainable tourism management*. CABI.

Telfer, D., & Sharpley, R. (2002). *Tourism and development: concepts and issues*. Channel View Publications.

Tello, M. (2010). From national to local economic development: theoretical issues. *Cepal review* 102 , 49-65.

Temple, J., & Johnson, P. (1998). (1998). Social Capability and Economic Growth. *Quarterly Journal of Economics* 113(3) , 965–990.

Tremblay, S. (1999). *Du concept de développement au concept de l'après développement : Trajectoires et repères théoriques*. Chicoutimi: Université du Québec à Chicoutimi.

Triglia, C. (2001). Social capital and local development. *European journal pf social theory* .

usherbrooke.ca. (2011). Récupéré sur Analyse de covariance, SPSS 17: <http://pages.usherbrooke.ca/spss/pages/statistiques-inferentielles/analyse-de-covariance.php>

Val-de-Marne, c. d. (2007). *La Villégiature et le Tourisme à Sucy-en-Brie*. Paris: Villégiature et tourisme dans le sud-est Parisien, N°25, étude publiée dans CLIO 94.

Vaumas, E. d. (1948). Les conditions naturelles de l'occupation humaine au Liban. *Annales de géographie* , 40-49.

Verdeil, E. (2005). *Milieux et cultures urbanistiques dans le Sud de la Méditerranée*. CNRS pour PNUD, ISTED-MAE.

Woolcock, M. (2001). The place of social capital in understanding social and economic outcomes. *Canadian Journal of Policy Research* , 1-17.